

Dérive au Zaïre

PLUS son trône vacille, plus le roi s'y accroche : telle semble être la règle au Zaïre, où le président Mobutu vient, une nouvelle fois, de faire la preuve de son intransigence. En revendiquant pour ses partisans dix des vingt-deux portefeuilles du futur « gouvernement de crise », le chef de l'Etat a rendu impossible tout compromis avec l'opposition. « Nous sommes revenus à zéro », a dû reconnaître, mercredi 9 octobre, le premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, à l'issue d'un ultime entretien avec le président. La rupture entre les deux hommes est lourde de menaces.

Privé de gouvernement, le Zaïre s'enfonce, jour après jour, dans une dérive politique extrêmement dangereuse. Les émeutes, qui ont ravagé Kinshasa et les principales villes du pays il y a moins de trois semaines, pourraient avoir été qu'un prélude à des soulèvements plus violents. Furieux de l'échec que lui a infligé le marchand Mobutu, le premier ministre en a appelé au verdict de la rue : « Le peuple est libre de manifester sa colère », a-t-il lancé à l'adresse de ses sympathisants.

CETTE volonté de sur-encheîtrer traduit le profond dépit du numéro un de l'opposition, qui avait cru, non sans naïveté, pouvoir prendre rapidement les rênes du pays. Fort de sa popularité, M. Tshisekedi avait même accepté de laisser au président Mobutu l'attribution des fonctions de ministère de l'Intérieur et de la sécurité intérieure. Cette magnanimité n'a pas été payante.

L'Union sacrée de l'opposition — qui porte mal son nom, tant ses divisions sont profondes — ne l'a pas entendu de cette oreille. Soumis à la pression « jusqu'au-boutiste » de ses partisans, qui craignent de voir leur échapper le gâteau du pouvoir, et confrontés aux nouvelles exigences du président Mobutu, M. Tshisekedi a dû jeter l'éponge. Après s'être réjoui, mercredi matin, de l'accord qu'il espérait conclure avec le marchand, le premier ministre a dû, dans la soirée, admettre son fiasco.

LA situation zaïroise est l'autant plus explosive que les troupes « populaires », auxquelles se réfèrent les tenants de l'opposition, sont peu politisées. Les piliers de Kinshasa ont bien peu de chose à voir avec les manifestants disciplinés de Tananarive ou avec les contestataires déterminés de Douala. En dévalant les magasins et les résidences de la capitale, les troupes-mi-saïres zairoises n'ont d'autre but que de piller, de voler, de détruire. Ils vont, d'abord et avant tout, aller « faire leur marché ». Il suffirait d'un rien pour que, demain, les mêmes foules se déchaînent, sans que personne, pas plus le président que l'opposition, soit capable de contrôler ces hordes de parias.

L'attitude de la France et de la Belgique, dont les soldats ont, provisoirement, permis de ramener un semblant de calme, reste déterminante. En soignant le retrait de leurs troupes, Paris et Bruxelles risquent de livrer le Zaïre à lui-même — c'est à dire à un probable et terrible chaos. L'Occident, qui s'est accommodé, sans état d'âme, des drames libériens et somaliens, pourra difficilement faire de même avec un empire grand comme quatre fois et demie la France et dont l'importance stratégique n'échappe à personne : si le Zaïre s'effondrait, c'est toute l'Afrique qui serait menacée d'implosion.

MO147 - 1011 0 - 600 F

Confusion et controverses à Moscou

Menaces sur le projet d'union économique en URSS

Le Conseil d'Etat, nouvel organe suprême soviétique, devait se réunir vendredi, à Moscou, pour examiner le projet d'union économique déjà paraphé par douze Républiques. Mais plusieurs d'entre elles, dont l'Ukraine et surtout la Russie, ont depuis lors critiqué cet accord, sur lequel on attendait l'avis de M. Eltsine, qui devait revenir, jeudi, d'un séjour de repos en Crimée. Luttas pour le pouvoir et démissions en cascade ont, entre-temps, ébranlé son gouvernement.



Lire page 4 l'article de JAN KRAUZE

La préparation de la conférence de paix

Mise en garde de Washington au gouvernement israélien

Les Etats-Unis ont, mercredi 9 octobre, mis en garde Israël contre des « actions qui pourraient affecter » l'actuel processus de paix : allusion au raid des avions F-15 israéliens qui ont, vendredi, violé l'espace aérien de l'Irak et de plusieurs autres pays arabes. L'avertissement survenait au moment où des colons juifs menaient une opération spectaculaire en occupant des maisons palestiniennes à Jérusalem-Est.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Coincidence malheureuse pour les uns, provocation délibérée pour d'autres, dont les Américains qui ne cachent pas leur mauvaise humeur : l'Etat hébreu vient d'être impliqué dans deux incidents troublants de nature à compromettre le climat nécessaire à l'ouverture de pourparlers de paix entre Israël, les Palestiniens et les pays arabes.

Ce fut d'abord le survol de l'Irak, vendredi dernier, par quatre appareils militaires israéliens, des F-15, qui, selon la plainte déposée par Bagdad, mardi 8 octobre aux Nations unies, seraient entrés dans l'espace aérien irakien via le Liban et la Syrie, puis repartis en direction de l'Arabie saoudite après avoir passé

trente minutes au-dessus du territoire irakien. C'est ensuite la prise d'assaut, aux petites heures de la matinée de mercredi, par une cinquantaine de colons juifs armés, de huit maisons — certaines habitées par des familles palestiniennes — en plein cœur du village arabe de Silwan. Situé au sud de la vieille ville de Jérusalem, dans la zone conquise par l'Etat hébreu en 1967, ce village est devenu, au fil du développement urbain, un simple quartier de la cité sainte où résident environ vingt mille personnes, toutes palestiniennes, sans aucune exception. Considéré comme l'un des points chauds de l'intifada, Silwan fait partie de ces quartiers arabes où il pleut souvent des pierres.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 6

Plan d'urgence pour les éleveurs

M. Mermaz, ministre de l'agriculture et de la forêt, a annoncé mercredi un ensemble d'aides en faveur des éleveurs, avec des allègements sur l'impôt foncier non bâti. Les organisations syndicales agricoles, à l'origine de la manifestation du 29 septembre, ont estimé que ce plan d'urgence était une première étape, mais elles ont appelé leurs adhérents à la vigilance. Plusieurs villes de province ont connu de nouvelles violences.

Lire page 25 l'article de FRANÇOIS GROSCHARD

Trêve fragile en Croatie

Zagreb entre la méfiance et la haine.

page 3

Le PCF se défend

Les « Cahiers du communisme » publient le compte rendu de la rencontre Marchais-Gorbatchev de 1989.

page 9

Trois islamistes pendus en Tunisie

Le président Ben Ali avait refusé de les gracier.

page 7

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40

Transcender les intérêts nationaux

Le commissaire responsable du veto de Bruxelles au rachat de De Havilland par l'Aérospatiale justifie ses choix

par Sir Leon Brittan

Avec l'avènement du marché européen unique, l'ensemble de la Communauté constitue désormais pour l'industrie européenne le banc d'essai sur lequel il lui faut tester sa force et sa compétitivité dans le monde. Par conséquent, il est dès lors indispensable à la construction de l'Europe que la Communauté se dote de fondations économiques suffisamment solides pour que les entreprises européennes puissent résister aux assauts de la concurrence américaine et japonaise, quel que soit le moment auquel ils se produisent et quelle que soit leur forme. Dans ce contexte, ce n'est pas une coïncidence si l'Allemagne, dont les performances économiques ont dépassé celles de ses principaux rivaux — la France et la Grande-Bretagne — est le pays de la Communauté dont les règles de concurrence sont les plus strictes.

Les concentrations entre grandes

entreprises peuvent avoir un effet positif ou négatif sur l'ensemble de l'Europe en influençant sa capacité de se défendre au niveau mondial. C'est la raison pour laquelle les douze gouvernements ont pris la décision fondamentale de confier à la Commission européenne des compétences, exclusives dans le domaine des concentrations à l'échelle européenne. Ils ont pris cette décision à l'unanimité. Ils ont ainsi reconnu explicitement que lorsque des intérêts d'une importance cruciale pour la construction de l'Europe sont en jeu, les décisions doivent être prises au niveau européen.

Venant après quinze années de négociations difficiles et de nombreux blocages, c'était peut-être le résultat le plus remarquable des six mois de présidence française de la Communauté, pourtant riche en succès. Les Etats membres ont pris la décision d'investir la Commission de ces pouvoirs après mûre

réflexion, en mesurant pleinement les implications du règlement en cause et en sachant parfaitement comment il serait appliqué.

Les Douze ont montré qu'ils sont prêts à partager dans une large mesure leur souveraineté en matière de politique industrielle pour concrétiser une vocation commune, qui est de construire une Europe plus forte. Il est du devoir de la Commission, en sa qualité de gardienne du traité de Rome qui a institué la Communauté européenne, de soutenir cette vocation commune au-delà des intérêts nationaux plus étroits. La Commission est la seule institution transnationale capable de remplir cette fonction, et ses décisions sont toujours prises collectivement.

Lire la suite page 2

et ses informations page 26

► Sir Leon Brittan est vice-président de la Commission européenne, chargé de la concurrence et des institutions financières.

Un entretien avec le président de la Bundesbank

La réunion des ministres des finances des sept grands pays industrialisés, à partir de vendredi 11 octobre, à Bangkok, sera notamment consacrée aux questions monétaires internationales. Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, le président de la Bundesbank (la banque centrale allemande), M. Helmut Schlesinger, dresse un tableau relativement optimiste de la situation outre-Rhin après la réunification et souhaite lever certains malentendus à propos de l'union européenne.

Lire page 26 l'entretien recueilli par PAUL FABRA, CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON et ERIK IZRAELEWICZ

CHOCHANA BOUKHOBZA



Editions du Seuil

Géricault, la vérité en peinture

An Grand Palais, une rétrospective pour le bicentenaire du premier grand maître du XIX^e siècle

par Philippe Dagen

La scène se situe à l'automne 1810 ou en 1811 dans l'atelier de Pierre-Narcisse Guérin, élève de David. A dix-neuf ans, Géricault s'y fait admettre et note dans un carnet : « Aller chez M. Guérin, pour peindre d'après nature », résolution qui suggère que l'enseignement du maître l'attire moins que l'occasion de travailler d'après le modèle vivant.

Dans l'atelier, où le néo-classicisme le plus gourmé est de règle, Géricault se conduit en extravagant. « Il me passait un

jour par la tête, a-t-il raconté, de faire à ma figure un fond à la Paul Véronèse, et, à la correction suivante, M. Guérin me trouvait occupé à peindre une longue suite de colonnes et de chapiteaux ; une autre fois, c'était autre chose ; puis il arrivait qu'ayant terminé ma figure, je changeais de place, retournais ma toile et faisais une seconde figure sur le canevas sans impression, si bien que M. Guérin, qui m'avait vu précédemment à un bout de l'atelier, était tout étonné de me trouver à l'autre ». Guérin, selon Géricault, « se contentait de sourire ».

Lire la suite page 14

LIVRES • IDEES

■ Le bonheur de retrouver « Castor » : L'événement version West : La feuilleton de Michel Braudieu : Histoires littéraires, par François Bort : D'autres mondes, par Nicole Zand : Le voyage en Italie de Sartre : Carnets de voyage de Trollope : Anatomie d'une destruction : La cause du cœur. Pages 17 à 24

AFFAIRES

■ Le surprenant succès des Français dans le ciment : Miroslav Jung, capitaliste pragoise : Le médecin d'urgence en quête de fournisseurs : Télécopieurs : la bataille de l'agrément : La fin du paradis fiscal antillais. Pages 31 à 34

A L'ETRANGER : Afrique, 4,80 DA ; Arabie, 8 DH ; Turquie, 750 TL ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 336 P ; Inde, 1,20 ₹ ; Italie, 2,000 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Europe

D'où vient le vote Le Pen ?

Les électeurs du Front national ne se réduisent pas à une extrême droite nostalgique. Ils se recrutent surtout dans les couches populaires, frappées par la crise urbaine et industrielle.

AVEC ses 15 % d'intentions de vote, le Front national bouleverse l'échiquier politique. Or, il y a dix ans, il n'existait pas, électoralement. D'où viennent ces électeurs ? Les paysans considèrent les républicains de 1948 comme de dangereux partageurs. Cinquante ans plus tard, ce sont eux qui assurent le succès de la III^e République. Sur quoi a reposé ce retournement ? Le communisme, qui vient de s'effondrer, a dominé la vie politique française pendant un demi-siècle. Qui étaient ces 20 % de Français qui n'ont cessé d'apporter leurs voix à un Parti communiste ouvertement révolutionnaire ?

Ces quelques questions, gagnées dans les revues de la vie politique française, dans *Commentaire*, peut trouver bien des explications : la permanence d'une tradition d'extrême droite en France, le charisme de Jean-Marie Le Pen, la présence massive d'immigrés, la crise économique et le chômage, la crise des valeurs et le retour d'un moralisme autoritaire... Toutes ces raisons sont sans doute pertinentes, mais aucune, estime Pascal Perrineau, ne paraît déterminante. La crise économique, l'immigration... et la personne de Jean-Marie Le Pen existaient bien avant la percée du Front national dans les urnes. Pour lui, la réponse à la question : d'où vient le vote Le Pen ? se lit, précisément, dans l'analyse des votes.

Les électeurs lepenistes sont essentiellement des hommes, appartenant à la tranche supérieure des classes populaires (artisans, commerçants, contremaîtres, ouvriers qualifiés), de revenus et de niveau d'instruction moyens (entre 7 500 francs et 15 000 francs, BEPC, CAP, BEP) et habitent des zones urbanisées et industrielles en difficulté (banlieues des grandes villes, Lorraine, Nord, région lyonnaise) ainsi que la Provence-Côte d'Azur. Catholiques non pratiquants, ils se situent socialement aussi bien au centre qu'au centre droit qu'à l'extrême droite. Ils se sentent très proches du RPR et ont une très mauvaise opinion du fonctionnement de la démocratie.

L'électorat frontiste n'est ni extrémiste ni limité aux plus démunis ou aux déçus de la terre. Il est relativement large et représente une frange active et dynamique de la société. Pour Pascal Perrineau, il exprime essentiellement la crise économique de la société urbaine et industrielle : c'est la France des grandes concentrations urbaines et industrielles où les effets de la crise économique et sociale ont généré des processus de désintégration sociale : exode industriel, décomposition de la classe ouvrière, segmentation des cités, érosion du tissu associatif...

Ce mouvement social s'est constitué autour de deux mots d'ordre simples, quasi obsessionnels : la violence et l'insécurité, d'une part ; la présence des immigrés, d'autre part - même si les contacts personnels entre les électeurs du FN et ces derniers sont relativement rares. Ces slogans avaient un double avantage : celui de la nouveauté, puisqu'ils ont été

longtemps absents des discours des autres partis politiques, et celui de prendre appui sur une vieille tendance profondément ancrée dans l'inconscient français : le racisme anti-arabe et antisémite.

Les racines du vote Le Pen sont d'abord sociologiques. Il n'est pas étonnant que ses potentialités de développement soient grandes. Si on interroge les Français « qui n'ont pas voté FN mais qui n'excluent pas de le faire », on constate que des réserves importantes existent, auprès des femmes, dans les milieux plus populaires, et parmi les électeurs du centre gauche (PS, MRG) et du RPR. Le FN serait donc loin d'avoir fait le plein de ses voix possibles, le recours des Français à ce vote exprimant plus un malaise social et « existentiel » qu'une adhésion à son programme. Le principal handicap dont souffre le FN pour devenir un parti de gouvernement étant précisément que... ces idées ne paraissent pas crédibles. En ce sens, le vote protestataire exprimé par le FN rassemble fort à celui dont a longtemps bénéficié le PC...

Ce sont les villes en décomposition qui font le vote FN, ce sont les campagnes en expansion qui ont fait le vote républicain sous la III^e République. Les articles réunis dans la revue *Politix* sous le titre « La politique en campagne » montrent comment les « pères fondateurs » de la III^e République, Jules Ferry en tête - ont pris leur bien de plaisir pour « recréer » les masses paysannes, traditionnellement conservatrices et bonapartistes, et les convaincre que le nouveau régime était le défenseur de l'ordre, de la justice sociale, de la propriété et de la promotion individuelle.

Rompant avec l'image « rouge » qui lui collait fâcheusement à la peau et qui alimentait la peur des jacqueries, le III^e allait devenir la république des paysans-proprétaires. Ce patient travail de pénétration de la société paysanne s'est fait notamment grâce à l'apprentissage du vote, qui - on a trop tendance à l'oublier aujourd'hui - apparaissait comme l'arme de la souveraineté individuelle contre les notables locaux et les féodalités. (Ce n'est qu'en 1913 que la forme matérielle permettant d'assurer le secret du vote a été officiellement fixée par une loi, que des bulletins, enveloppes, isoloirs...)

Les babouvistes du Lot-et-Cher

Le contrôle des campagnes par la République radicale des petits propriétaires terriens n'a toutefois pas empêché le maintien, sur une très longue période, de courants révolutionnaires au sein même de la France rurale, comme le montre la revue *Commentaire*, qui publie plusieurs articles autour de la géographie du communisme français. Jean-Marie Schiappa montre en particulier qu'une tradition babouviste s'est maintenue dans le Lot-et-Cher, depuis la Révolution française jusqu'à l'implantation du Parti communiste après la dernière guerre. Tenu à bout de bras, de génération en génération, par de petits groupes d'hommes, ce courant, enraciné dans le souvenir de l'exécution de Babeuf à Vendôme en 1797, a préservé, à travers cent cinquante ans d'histoire, une sensibilité communiste, égalitariste et collectiviste dont la présence pouvait surprendre dans un département essentiellement rural.

Là encore, l'analyse montre que les votes expriment avant des traditions culturelles, des sensibilités, des façons de se situer dans le mouvement de la société, que des intérêts économiques ou politiques rationnellement évalués. C'est sans doute ce qui fait le charme - et la difficulté - de la politique...

► *Commentaire*, n° 55, automne 1991, Julliard, 100 F.

► *Politix*, n° 15, troisième trimestre 1991. Presses de la Fondation des sciences politiques, 65 F.

► *Communisme*, n° 28, 1991, L'Age d'Homme, 90 F.

La Communauté au pied du mur britannique

par Maurice Duverger

LA Communauté européenne va mal. Elle se montre incapable d'imaginer les modalités et les étapes de son ouverture à la grande Europe que l'effacement des régimes communistes rend à la fois possible et nécessaire. Les chefs des grandes entreprises de l'Ouest réclament une intégration rapide des pays de l'AELE qui le demandent, notamment la Suède et l'Autriche. La Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne désirent être associées le plus tôt possible et connaître les conditions de leur entrée comme membres à part entière. Mais comment s'élargir à dix-huit puis à vingt et un, quand on ne parvient même pas à s'entendre à douze ?

Depuis novembre dernier, les gouvernements tournent en rond dans la révision des traités fondateurs engagée afin d'établir une politique économique, une monnaie unique, une diplomatie et une défense communes. Les textes doivent être prêts le 31 décembre prochain au plus tard, afin d'être ratifiés par les Parlements nationaux assez tôt pour permettre un fonctionnement convenable du grand marché qui doit s'ouvrir le 1^{er} janvier 1993. Parvenir d'un seul coup à s'entendre en moins de trois mois ? Tout fait craindre que non, à moins de se borner à une pseudo-réforme qui maintiendrait l'inertie actuelle de la Communauté.

L'impuissance des douze chefs d'Etat et de gouvernement tient à deux facteurs. D'abord, l'attachement de presque tous à leur souveraineté nationale et leur méfiance à l'égard d'un pouvoir communautaire réel. Ensuite, la division sur l'attitude à prendre à l'égard du monde extérieur à la Communauté et spécialement à l'égard des Etats-Unis. Leur hégémonie va-t-elle succéder à la bipolarité déclinante par l'effacement de l'Union soviétique ? Voilà la question. Nul n'en parle, mais

tout le monde y pense. Sur le plan militaire, il faut choisir entre deux formes d'alliance atlantique. La première comprendrait deux secteurs distincts : l'un américain, l'autre européen, autonome pour toutes les questions concernant notre continent. La seconde maintiendrait la structure actuelle, unifiée sous la direction de Washington.

Sur le plan économique, le conflit s'aggrave entre les deux conceptions du marché unique. La CEE a été fondée sur l'union douanière, qui doit supprimer les frontières intérieures mais les remplacer par un tarif extérieur commun et une autorité quasi fédérale de politique économique. La Grande-Bretagne est entrée dans cet ensemble organisé avec l'intention de le transformer en une vaste zone de libre-échange ouverte à tous les vents, y compris ceux venant de Washington ou de Tokyo. Elle a suscité l'AELE pour soutenir cette position, qu'elle défend ardemment dans les conférences intergouvernementales en même temps que la docilité envers les Etats-Unis dans le cadre de l'alliance atlantique traditionnelle. Elle dispose d'alliés parmi les Douze (les Pays-Bas, le Danemark, le Portugal, l'Irlande).

Une troika indispensable

Ce cheval de Troie installé en permanence n'a pas pu empêcher le progrès de la Communauté parce qu'elle était tiraillée depuis ses origines par une coopération étroite entre l'Allemagne et la France, soutenues par l'Italie et la Belgique. Après le démarrage de la troika Schuman - De Gasperi - Adenauer, l'accord entre ce dernier et le général de Gaulle avait permis d'éviter l'isolement. Ensuite, les divergences politiques entre droite et gauche n'ont pas

affecté l'entente entre Giscard et Schmidt, entre Mitterrand et Kohl. En 1985, l'arrivée de Jacques Delors à la présidence de la Commission de Bruxelles a renforcé le camp des partisans d'une véritable union économique, monétaire et politique. Son idée du grand marché a mobilisé les opinions, notamment dans les milieux d'affaires, ce qui donnait un coup de fouet à la construction communautaire.

Les choses étaient en très bonne voie quand les trois meneurs du jeu se sont divisés profondément. La réunification de l'Allemagne et son ouverture vers l'est libéré du communisme despotique ont ressuscité les vieux démons de la Mitteleuropa, eux-mêmes réveillant un certain inquiétude française. D'accord cependant pour maintenir leur alliance traditionnelle, qu'ils ont exprimée dans un projet commun d'union politique, les deux gouvernements ont interprété celui-ci dans des sens un peu divergents : Paris freinant sur les pouvoirs du Parlement européen pour complaire aux députés français, Bonn ralentissant l'union monétaire dans l'espoir que le mark rende inutile l'avènement de l'écu. En même temps, Jacques Delors a pris ombrage des idées franco-germaniques sur le renforcement du conseil européen, où le président de la Commission a vu un affaiblissement de celle-ci.

Soul le rétablissement d'une coordination étroite, sans arrière-pensée, entre les trois animateurs essentiels de la Communauté peut permettre une réforme profonde de ses institutions dans les délais prévus, qui est indispensable. Entre la France et l'Allemagne, le compromis semble assez facile. Comment la première, qui s'affirme championne de la démocratie, refuserait-elle que le Parlement européen succède aux Parlements nationaux quand ceux-ci

prenaient les décisions dans les matières ensuite transférées à la Communauté ? Comment le chancelier Kohl, conscient du danger de voir resurgir une extrême droite puissante au fur et à mesure que les générations sans souvenir de 1933-1945 deviendront plus nombreuses, n'arriverait-il pas solidement son pays à l'Europe, ce que seule peut faire une monnaie unique, établie le plus tôt possible ?

Avec le président de la Commission, l'entente serait-elle plus difficile ? Jacques Delors sait bien que les forces armées - qui commandent la diplomatie en dernière analyse - ne pourront être mobilisées que par l'accord des chefs d'Etat et de gouvernement tant qu'elles restent nationales, c'est-à-dire pendant longtemps encore. En contrepartie, pourquoi le conseil des ministres ne serait-il pas déchargé de toutes les fonctions exécutives dont il dispose aujourd'hui, lesquelles seraient transférées à la Commission, qui deviendrait ainsi un véritable gouvernement en dehors du domaine diplomatique et militaire ? La séparation des pouvoirs y gagnerait, sans laquelle il n'y a point de démocratie. La Commission pourrait recevoir le droit de proposer au conseil européen de dissoudre le Parlement afin d'équilibrer le droit des députés de la censurer.

Il devient clair que la Communauté restera débilite tant que l'unité de ses douze membres sera nécessaire pour réformer ses institutions et décider sur les questions essentielles. Jean Monnet a donné un exemple à suivre, en faisant partir le train sans la Grande-Bretagne, voilà quarante ans. Il pensait qu'elle le prendrait en marche, une fois mesurée son efficacité, ce qu'elle a fait. Elle serait contrainte de le refaire si ses onze partenaires se sentaient outrés son vote contre une véritable union politique et une monnaie unique à échéance fixée. Car elle aurait pu à perdre qu'à gagner en se séparant de la Communauté. En tout cas, le Parlement britannique devrait alors trancher après les élections générales, ce qui permettrait aux citoyens de s'exprimer, enfin !

On peut craindre que les chefs d'Etat et de gouvernement ne soient pas encore prêts à sauter ce pas décisif. Ils y seraient poussés, cependant, s'ils se souvenaient que les Etats-Unis ont pu se donner des institutions solides parce que les députés à la convention de Philadelphie ont dépassé leur mandat en rédigeant une Constitution qu'il ne permettait pas de faire, et violé les règles constitutionnelles en la déclarant adoptée malgré le refus d'un Etat de signer, et en décidant qu'elle s'appliquerait dès sa ratification par neuf Etats sur douze seulement. Tous ont suivi finalement, y compris le récalcitrant. Dans une situation aussi dramatique et aussi fondamentale, les Européens seraient-ils incapables d'une audace équivalente à celles des Américains voilà deux cents ans ?

Transcender les intérêts nationaux

Suite de la première page

Bon nombre de décisions de la Commission ont été politiquement difficiles à accepter dans un ou plusieurs Etats membres. La décision de De Havilland ne fait pas exception à la règle. Toutefois, n'est-il pas excessif de suggérer que l'ensemble des règles devraient s'inspirer de la position unique, ment parce qu'une décision a suscité une réponse hostile dans un ou deux pays ? Soutenir une Communauté - et a fortiori chercher à renforcer l'intégration européenne - sur une telle base n'aurait guère de sens.

L'Europe ne saurait être construite sur la base d'intérêts nationaux. Il est du devoir de la Commission de se placer dans une perspective européenne plus large. De toute façon, pour une affaire dans laquelle un pays considère que ses intérêts propres sont menacés, il y a de beaucoup plus nombreux cas dans lesquels la même logique voudrait qu'il ait la réaction opposée. Sur les cinquante-deux concentrations approuvées jusqu'à présent sur la base des nouvelles règles communautaires, vingt-trois intéressaient au moins une entreprise française. Pour prendre un autre exemple, la Commission a déployé des efforts incessants pour que les nouveaux Länder allemands ne deviennent pas la chasse gardée des sociétés allemandes au détriment de leurs rivaux des autres pays d'Europe, y compris la France.

Dans de nombreux cas, le Royaume-Uni s'est lui aussi retrouvé au banc des accusés. La Commission a obligé British Aerospace à rembourser le gouvernement britannique lorsque celui-ci avait racheté le groupe automobile Rover à un prix artificiellement bas. De même, la société Toyota a été contrainte de rembourser les autorités britanniques après avoir acheté des terrains trop bon marché dans le Derbyshire. Par ailleurs, la Commission a infligé à la société britannique ICI et à la société belge Solvay les amendes les plus élevées jamais imposées à des sociétés européennes pour avoir mis en œuvre une entente illicite dans le domaine de la soude.

La détermination de la Commission de permettre à l'industrie européenne de se tailler la place qui lui revient, au premier plan de l'économie mondiale, est inséparable de sa vision d'un environnement concurrentiel sain sur son propre territoire. Les sociétés non européennes qui cherchent à abuser de notre marché ont été réprimées avec sévérité : Tetrapak, de Suède, s'est vu infliger dernière-

ment une amende de plus de 500 millions de francs pour avoir tenté d'éliminer ses concurrents en Italie et dans l'ensemble de la Communauté ; la filiale allemande par l'entreprise japonaise Toshiba a également reçu une amende pour s'être efforcée de faire cesser des importations parallèles de pièces de photocopieurs entre plusieurs Etats membres.

La commission continuera également à faire tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir les industries qui s'unissent pour faire face à la concurrence de l'étranger. Lorsque elles ne seraient pas en mesure de s'y attaquer seules. C'est pourquoi, au vu de la concurrence intense de Boeing et d'autres sociétés rivales dans le monde, la Commission soutient le groupe Airbus et continuera à aider certains des autres secteurs de la reconstruction dans leurs efforts de restructuration.

Pas de menace américaine

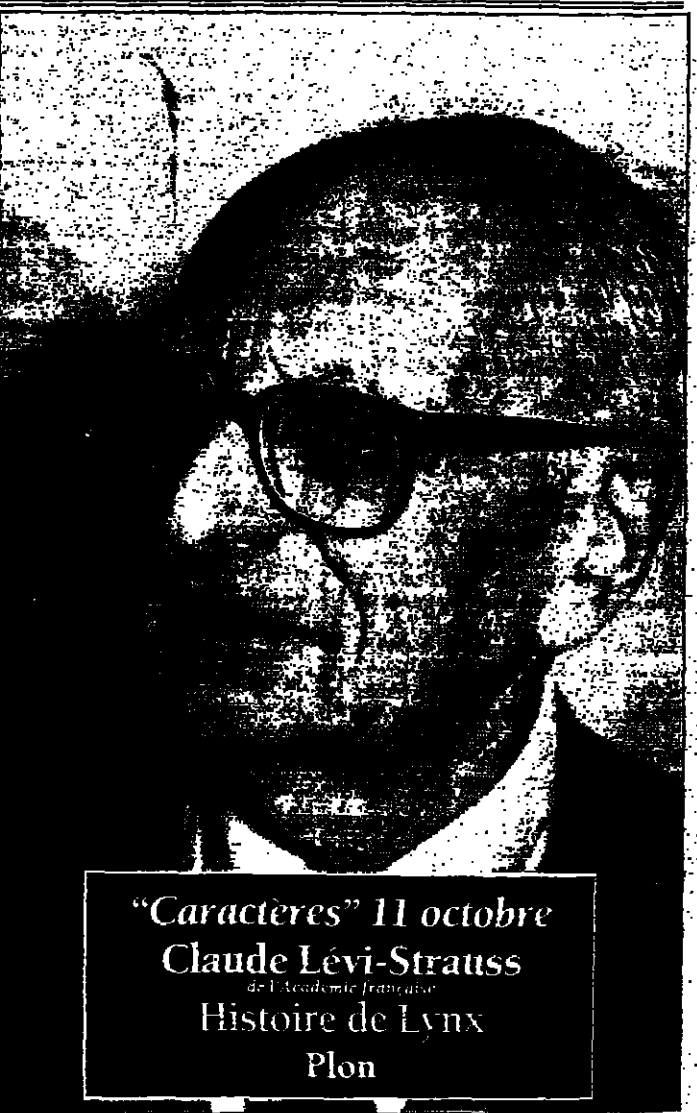
Mais le cas de De Havilland est tout différent. Il n'existait pas de menace extérieure américaine ou autre sur le marché réduit des avions à turbopropulseurs. Boeing cherchait à quitter le marché. L'Aéropostale occupait déjà une tête de pont très avancée en Amérique du Nord. Les Japonais n'ont pas l'intention de fabriquer des avions à turbopropulseurs dans un proche avenir. Comment, au nom de la politique industrielle, la Commission pourrait-elle admettre que le numéro un rachète le numéro deux sur un marché où les clients restent de toute façon fidèles à leurs fabricants ? Comment pourrait-elle laisser un grand nombre de concurrents européens beaucoup moins importants se battre pour de simples restes, au demeurant en diminution ?

Loi de sauver ou de créer des emplois en Europe, la concentration, qui visait à augmenter la part de marché des entreprises intéressées, aurait gravement mis en péril l'emploi existant à moyen terme, et compromis toute chance d'en créer davantage à long terme. Les premières à en souffrir auraient été les régions moins favorisées, que la Commission s'efforce avec tant d'énergie d'intégrer dans le développement économique de l'Europe. En effet, les avions à turbopropulseurs sont généralement achetés par des compagnies régionales qui exploitent des services vitaux, mais non rentables, dans des zones moins peuplées situées à la périphérie de la Communauté. Comment sanction-

ner une telle concentration si notre politique industrielle nous oblige à attirer des investissements bien nécessaires dans les régions ?

La Commission a fondé ses conclusions sur l'analyse très complète, qu'elle a effectuée pendant cinq mois, des sociétés, de leurs concurrents et des clients dans toute l'industrie aéronautique. Ces conclusions, approuvées mercredi dernier, représentent à la quasi-unanimité les vues de l'ensemble du secteur aéronautique. Lorsque les Etats membres ont été consultés, neuf sur onze ont soutenu la Commission, prouvant ainsi que celle-ci remplit la mission qui lui a été impartie : transcender les intérêts nationaux étroits et laisser l'industrie européenne résoudre en Europe les problèmes qu'elle rencontre sinon à un coût beaucoup plus élevé à l'étranger.

LEON BRITTON



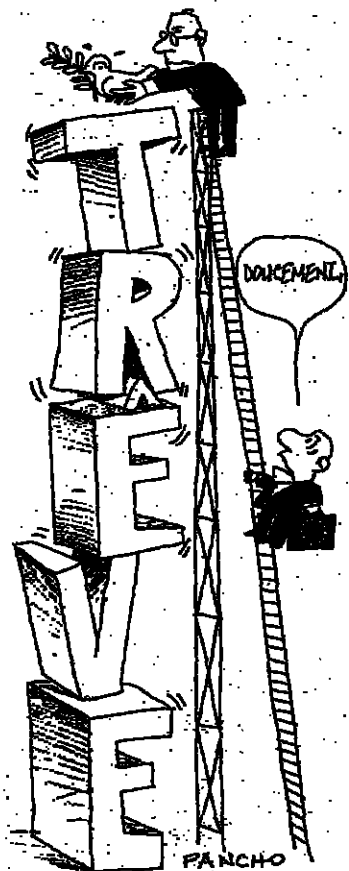
"Caractères" 11 octobre
Claude Lévi-Strauss
de l'Académie française
Histoire de Lynx
Plon

ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : l'application de l'accord de cessez-le-feu

Selon Belgrade, l'arrêt des combats pourrait marquer
« l'agonie du peuple serbe en Croatie »

Le président croate, M. Tudjman, son homologue serbe, M. Milosevic et le ministre yougoslave de la défense, le général Kadijevic, devaient rencontrer, jeudi 10 octobre à La Haye, le chef de la diplomatie néerlandaise, M. van den Broek qui assure la présidence de la CEE. Cette réunion vise à consolider le dernier cessez-le-feu en Croatie et à entériner, au niveau politique, l'accord signé par les responsables militaires des deux camps.



La trêve reste fragile : selon l'agence de presse Tanjug, de nouveaux combats ont éclaté, jeudi matin, dans les villes assiégées d'Osijek et Vukovar. Des tirs de mortiers et une fusillade ont aussi été signalés dans plusieurs villes du centre de la Croatie, dont Pakrac et Nova-Gradiška. La radio croate a annoncé que Vukovar était soumise à une violente attaque et avait été encerclée mercredi en dépit de l'accord de cessez-le-feu. Quatre journalistes de la télévision serbe ont été tués, mercredi, dans la région de Banja, au sud de Zagreb.

BELGRADE

de notre correspondant

Le cessez-le-feu signé à Zagreb a été accueilli en Serbie avec un grand scepticisme. Selon les informations de la radio et de la télévision de Belgrade, mercredi 9 octobre, personne parmi les Serbes de Croatie et l'armée fédérale ne croyait à un cessez-le-feu durable. Les médias allaient jusqu'à se demander si l'arrêt des combats ne marquait pas l'agonie du peuple serbe en Croatie. Ils citaient des témoignages de soldats et résistants qui estimaient que la trêve déshonorait les Serbes et qu'elle devait être « sélective afin de libérer complètement certaines villes » comme Vukovar et Pakrac, deux villes de Slavonie qui sont pourtant à population mixte.

Comme d'habitude, les Serbes affirment que les forces croates profitent du cessez-le-feu pour regrouper leurs troupes et se préparer à une nouvelle offensive. Selon M. Seselj, leader de l'extrême droite en Serbie, « la paix ne règnera pas tant que le régime oustachi en Croatie n'aura pas capitulé ». Et d'ajouter que l'armée devait se retirer jusqu'à la ligne

Karlobag-Karlovac-Virovitice (en territoire croate) alors que le Parlement de Zagreb a exigé le retrait de l'armée fédérale de toute la République sécessionniste. La Serbie et les dirigeants militaires ont le même jour réitéré leur intention de défendre « par la force » le droit des Serbes de Croatie à rester en Yougoslavie. Cette nouvelle trêve paraît donc aussi fragile que les précédentes.

Le gouvernement fédéral menacé

Si l'accord de cessez-le-feu a fait la « une » de l'information en Serbie, la sécession de la Croatie et de la Slovénie est en revanche passée complètement inaperçue. En fait, Belgrade a volontairement choisi d'ignorer l'événement, puisqu'il s'agit, selon elle, d'actes « illégaux », « unilatéraux » et « inconstitutionnels ». Les Serbes et d'autres Républiques craignent surtout les répercussions économiques de la création de la nouvelle monnaie slovène, le tolar, qui devrait remplacer le dinar.

Le Parlement fédéral, qui devait se réunir, jeudi 10 octobre, pourrait suivre l'exemple du « bloc serbe » de la présidence yougoslave, qui avait,

sept jours plus tôt, usé le pouvoir fédéral en déclarant « le danger de guerre imminent ». Dans une lettre adressée, mardi, au président du Parlement fédéral, le vice-président yougoslave, M. Branko Kostic, a rappelé qu'en cas de menace imminente de guerre, le Parlement pouvait agir, selon le mode prévu par le règlement interne, en l'occurrence se réunir à huis clos, adopter d'urgence des lois et destituer les fonctionnaires fédéraux. Et cela, sans attendre nécessairement le quorum requis.

Si le Parlement fédéral n'arrivait pas à se réunir au grand complet — comme cela est probable puisque la Slovénie et la Croatie ont retiré leurs représentants depuis la proclamation d'indépendance le 25 juin dernier, et que la Bosnie, la Macédoine et le Kosovo ont annoncé qu'ils ne participeraient pas à la session de jeudi — les députés serbes et monténégrins pourraient constater l'existence de l'« état de guerre » et, en conséquence, le coup de force du bloc serbe à la présidence collégiale. Et dans la foulée, le Parlement pourrait remanier d'urgence le gouvernement fédéral de M. Ante Markovic.

FLORENCE HARTMANN

M. Roland Dumas :
« Sous nos yeux, s'opère une partition de fait »

« La Yougoslavie n'existe déjà plus sous sa forme originelle (...) Nous sommes obligés de constater que, sous nos yeux, s'opère une partition de fait, du fait de la volonté exprimée par deux Républiques (la Croatie et la Slovénie, NDLR) qui faisaient partie de l'ensemble de s'en séparer », a déclaré le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, mercredi 9 octobre, lors de la séance des questions à l'Assemblée nationale. Il a appelé la CEE à tirer les conclusions juridiques de cette situation. A ses yeux, la Communauté doit « continuer d'agir en parfaite solidarité pour tirer de cette situation de fait les conséquences juridiques au regard du droit international qui s'imposent et s'imposent à nous. (...) Il faut aider les peuples yougoslaves, brisés par leur passion, à trouver la satisfaction qu'ils

sont en droit d'exiger et qu'ils recherchent, et ceci dans des structures adaptées au mouvement irrésistible qui les anime et qui est le mouvement commun à tous les peuples : la recherche de la liberté et de la souveraineté ».

Le chef de la diplomatie française a estimé qu'il était « apparu très tôt qu'une solution à la crise yougoslave ne serait trouvée qu'au prix d'une très forte résolution et d'un esprit d'adaptation (...) en même temps que le prix en serait pour la communauté internationale un effort d'« imagination ». Il a indiqué que le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, se rendrait en Yougoslavie « dès la fin de la semaine pour ajouter (...) un soulagement, autant que faire se pourra, qui sera porté par la France dans toutes les zones de combat ».

Zagreb, entre la peur, la méfiance et la haine

ZAGREB

de notre envoyé spécial

« Je veux bien accepter ce sacrifice, mais pourvu que ça s'arrête, qu'il n'y ait plus de victimes » : au surdémour du bombardement de sa maison, en plein cœur du vieux Zagreb, Nada dégage les gravats de l'appartement dévasté. Son mari, blessé, est à l'hôpital. La maison voisine n'a plus qu'un reste de toit ; dans la cour, quatre voitures ont été écorchées sous les pierres.

Elle habite à quelques mètres du palais présidentiel, cible d'un raid aérien, jeudi dernier, dont le président croate, Franjo Tudjman, ainsi que le président fédéral, Stipe Mesic, et le chef du gouvernement yougoslave, Ante Markovic, ont échappé de justesse. Au centre de la cité médiévale, on a déjà commencé à réparer certains des toits crevés par les roquettes, mais quelques-unes des ruelles entourant le palais sont encore encombrées de tuiles cassées et de morceaux de pierres. Le cessez-le-feu conclu la nuit précédente ? Nada n'a même pas pris le temps, mercredi 9 octobre, de réfléchir aux chances qu'il a de durer : « Je suis trop occupée à récupérer ce qu'il me reste ». Mais elle avoue ne plus pouvoir désormais vivre avec les Serbes. « J'en ai peur », dit-elle. La peur, mais aussi la méfiance et la haine,

accumulées en trois mois de guerre, rendent d'autant plus fragile une trêve dont les médias serbes n'ont cessé d'annoncer la fin. Les combats ont pratiquement cessé mercredi en Croatie, mais à part quelques violations, considérées comme mineures par rapport à l'intensité des affrontements des jours précédents, « il y a une lassitude certaine (de la guerre) chez beaucoup, mais nous sommes allés trop loin, maintenant », explique une habitante de Zagreb, pour qui la trêve n'a aucun avenir. Ce scepticisme, cette réserve, on les retrouve au sein même du régime, du président Tudjman, par exemple, chez le ministre croate de l'information, M. Branko Selaj, pour qui le nouveau cessez-le-feu conclu sous les auspices de l'Europe communautaire est « seulement un petit pas ».

Un tel pessimisme est largement partagé dans les milieux officiels, comme la méfiance envers une armée totalement inféodée aux Serbes, selon Zagreb, et qui n'a plus de fédération que le nom. « Nous ne pouvons pas les croire », dit-on ici des militaires. La défiance est tout aussi grande vis-à-vis d'un accord

qui suscite « trop de questions », qui comporte trop d'« incertitudes sujettes à toutes les interprétations ». Comme le nombre exact et la localisation des casernes concernées par la levée du blocus imposé par les Croates, comme les conditions de l'évacuation des unités de l'armée et leur destination, comme le sort des armements que les militaires sont autorisés à évacuer des casernes situées en Croatie. Le nouvel accord de cessez-le-feu ne donne pas de réponse, renvoyant soit à des tractations locales, soit à des négociations politiques au plus haut niveau, du type de celles de La Haye.

« Il ne serait pas réaliste de trop croire à la trêve », même sous la « pression très claire de l'Europe, des Etats-Unis et de l'Union soviétique », dit-on dans les cercles dirigeants de Zagreb, où l'on exclut de « baisser la garde » pour le moment : « Nous ne pouvons pas croire à un accord du simple fait que le général Mesic (commandant en chef de la 1^{re} région militaire) l'a signé ». Quant à la garantie de la CEE, « elle n'a pas valu grand-chose jusqu'à présent, et, étant donné que l'agression (serbe) a lieu sur notre sol, il ne serait pas réaliste de se mettre entre les mains de l'Europe », poursuit-il. « Nous ne pouvons pas les croire à l'Europe », dit quant à lui M. Selaj.

Il y a longtemps que l'on se montre très réservé, à Zagreb, sur l'ac-

tion de la CEE et que l'on ne se fait plus guère d'illusion sur son efficacité. Mais, maintenant, on la trouve carrément injuste, notamment dans sa menace de sanctions. « Les Croates ne sont peut-être pas des anges, mais on ne peut quand même pas mettre tout le monde (l'agresseur et l'agressé) sur un pied d'égalité », et parler de sanctions économiques contre « la Yougoslavie dans son ensemble et sans nuances », estime-t-on. Et l'on n'est pas loin de reconnaître ouvertement que, devant les flottements européens — ainsi qu'américains —, il est plus sûr d'avoir sous la main une bonne caserne, plutôt qu'un mauvais accord basé sur une hypothétique garantie de l'Europe, à laquelle la Croatie n'a déjà que trop cru.

« S'ils essaient de sortir, on leur tirera dessus »

Sous le scepticisme, la grogne : l'accord de mardi soir est visiblement loin de faire l'unanimité à Zagreb, y compris dans les rangs du régime et des forces armées croates, où certains lui reprochent d'autoriser les fédéraux à emporter leurs armes avec eux en quittant la Croatie, s'ils acceptent de le faire. Les négociateurs néerlandais insistent sur le fait que la destination des unités quittant la Croatie ainsi que le sort de leur

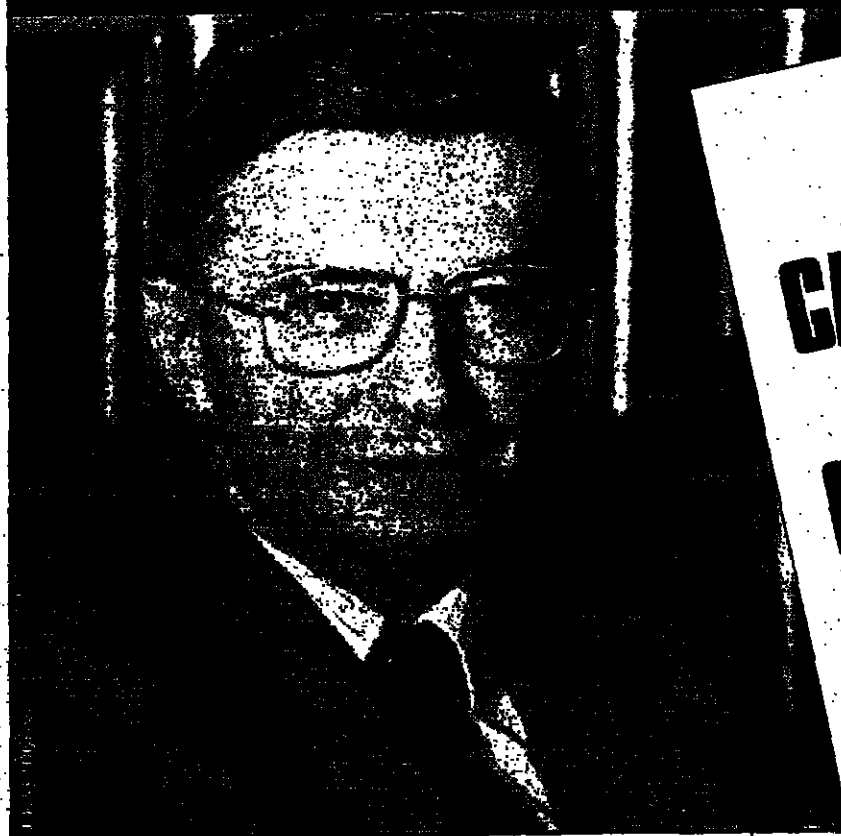
armement relèvent des discussions de La Haye. Mais ici, on ne voit qu'une chose : laisser les militaires fédéraux quitter leurs casernes croates en unités constituées et équipées revient à fournir directement des renforts à l'ennemi là où il en a le plus besoin.

Car il est peu probable, aux yeux des Croates, que les irréguliers serbes, massivement appuyés par l'armée, renoucent soudainement à leurs objectifs — notamment les ports de la côte dalmate ainsi que les villes de Vukovar, Osijek et Vinkovci, en Croatie orientale.

Mardi soir, les combattants croates de garde devant la caserne Borongaj, à Zagreb, n'entendaient en tout cas pas relâcher immédiatement leur pression sur les cinq cents à six cents fédéraux assiégés et assurant d'avoir toujours pas reçu l'ordre de lever le siège... Longtemps après l'heure prévue. Pour l'un d'entre eux, la question ne se posait même pas : « S'ils (les militaires) essaient de sortir, on leur tirera dessus ». Cependant, après des nuits d'obscurité totale, la capitale de la Croatie hésitait encore mercredi soir entre guerre et paix, ne s'illuminaient que partiellement, par quartiers, comme si elle ne parvenait toujours pas à croire totalement qu'une trêve fût possible.

YVES HELLER

MICHEL ALBERT



Michel Albert
CAPITALISME
CONTRE
CAPITALISME

Seuil

In-dis-pen-sa-ble. Jean-Pierre Elkabbach / Europe 1
Michel Albert a un don : celui de dégager de leurs gangues de vrais problèmes et de les soumettre, une fois épurés, au jugement de ses contemporains.
Jacques Lesourne / Le Monde
Sur la plupart des points qu'il soulève, on doit donner raison à Michel Albert. Michel Drancourt / Valeurs actuelles
Brio et générosité. Jacques Julliard / Le Nouvel Observateur
Son meilleur livre depuis « Le Pari français ».
Frank de Bondt / Sud Ouest
Le débat s'ouvre. Il est nécessaire à notre pays. Merci donc à Michel Albert de l'avoir suscité par un livre.
Guy Sorman / L'Expansion
On lira cet excellent livre.
Jean-Claude Casanova / L'Express

Collection L'Histoire immédiate dirigée par J.-C. Guillebaud, 120 F

Editions du Seuil



PAUL FABRA

INITIATIVES

Le Monde de la Fonction Commerciale

EUROPE

URSS : de retour à Moscou

M. Eltsine doit se prononcer sur le projet d'accord économique entre les Républiques

MOSCOU

de notre correspondant

La pénible parenthèse qui s'est ouverte en Russie après les « héritages d'août » est-elle enfin sur le point de se refermer ? Boris Eltsine, en vacances sur les bords de la mer Noire depuis quinze jours, a annoncé son retour à Moscou pour jeudi 10 octobre, juste à temps pour participer à la réunion, vendredi, du Conseil d'Etat, l'instance suprême du pouvoir exécutif, qui regroupe les dirigeants des républiques et doit, en principe, entériner l'accord économique négocié depuis plusieurs semaines par leurs représentants.

Cet accord, présenté dans un premier temps comme une indispensable mesure d'urgence destinée à empêcher un saut en avant général et une déstabilisation du tissu économique de l'ex-Union, est-il pour autant vraiment prêt à être « finalisé », pour reprendre l'expression optimiste utilisée mardi par le porte-parole de M. Gorbatchev, M. Andreï Gratchev ? Et le retour tant attendu du président russe à Moscou suffira-t-il à remettre de l'ordre dans une « Maison Blanche » où ministres et conseillers n'ont cessé, de multiplier les déclarations contradictoires ?

Le spectacle offert ces derniers jours par l'entourage de M. Eltsine et les dissensions qui ont rapidement suivi l'optimisme affiché lorsque fut signé, à Alma-Ata, le 1^{er} octobre dernier, un accord « de principe » sur le futur traité économique, incitent pour le moins au doute. Nombre de responsables entretiennent eux-mêmes la sinistreuse ambiance à coup de petites phrases acides ou débâchées : « Personne ne dirige le pays », et « pratiquement rien de concret n'a été fait depuis le putsch », à en croire M. Alexandre Iakovlev, proche conseiller de M. Gorbatchev. Quant à M. Edouard Chevardnadze, également membre du « Conseil politique consultatif » constitué autour du président soviétique, il s'est fait une spécialité d'évoquer jour après jour les risques d'un « nouveau putsch ».

Que les crises locales se perpétuent, de la Géorgie au Tadjikistan,

du Haut-Karabakh à l'Ossétie, avec des hauts et des bas, des morts et des périodes de rémission-on s'y est en un sens habitué, et tout le monde admet que le problème des minorités nationales ne sera pas réglé en un jour et que les luttes pour le pouvoir dans certaines Républiques, particulièrement instables, provoqueront inévitablement d'autres bavures. Que les institutions transitoires de ce qui reste du pouvoir central patinent ou se cherchent est également « normal » : la session du nouveau Soviet suprême a dû être repoussée de quinze jours et si M. Gorbatchev fait les plus grands efforts pour essayer de regagner une partie de son pou-

voir perdu, ou du moins pour préserver les apparences de ce pouvoir, il est clair que cette entreprise-là tient de la gageure. L'initiative américaine de désarmement nucléaire et la réponse qu'y a apportée le président soviétique lui ont, certes, fourni un ballon d'oxygène, mais le scepticisme qui accompagne désormais toutes les déclarations de M. Gorbatchev est vite réapparu, y compris, semble-t-il, parmi les analystes américains. Comme on pouvait s'y attendre, les responsables russes se sont d'ailleurs empressés de faire savoir qu'ils souhaitent aller au-delà des propositions du président soviétique, et ils

ont fait part de leurs intentions au sous-secrétaire d'Etat américain chargé des questions de désarmement, M. Bartholomew, venu à Moscou pour élucider les positions des uns et des autres.

Ce qui paraît beaucoup moins « normal », ce qui suscite aujourd'hui les plus grandes inquiétudes, c'est le profond désordre qui s'est instauré au sein de l'entourage de M. Boris Eltsine, dont les propres intentions, restent, volontairement ou non, brumeuses.

Au lendemain des journées d'août, la politique paraissait à peu près établie. Il s'agissait, tout en préservant

les intérêts propres de la Russie, d'empêcher que les membres de l'ex-Union ne suivent chacun leur propre voie au risque de mettre en péril l'héritage économique commun. C'est pourquoi, contrairement à la plupart des petites ou moyennes républiques, la grande Russie donnait l'exemple en s'abstenant de proclamer unilatéralement son indépendance et militait activement pour la conclusion d'un accord économique inter-républicain.

La mafia de Sverdlovsk

Mais la confusion s'est rapidement installée. D'abord, lorsque M. Ivan Silaev, président du comité économique provisoire de l'ex-Union, et également à l'époque premier ministre russe, fut accusé par les uns de sacrifier les intérêts de la Russie à la future communauté, et par les autres de sacrifier les intérêts de ladite communauté à la Russie. M. Silaev n'est désormais plus premier ministre. Ses relations avec le Président russe semblent s'être dégradées, mais il n'a toujours pas été remplacé et personne ne sait plus très bien qui, parmi les ministres ou les multiples conseillers de M. Eltsine, exprime actuellement la position de la Russie. Ainsi, à peine le ministre de l'Economie, M. Edouard Sabourov, avait-il approuvé son paragraphe à l'accord de principe conclu à Alma-Ata, qu'un groupe de conseillers et de responsables de gouvernement, conduit par M. Guennadi Bourboulis, qui tient directement son autorité de M. Eltsine, désavouait son attitude et prétendait que ledit ministre n'avait aucune autorité pour signer au nom de la Russie. Le problème est que M. Sabourov, de son côté, prétendait avoir été chargé de négocier par Boris Eltsine lui-même, et que les deux rivaux se sont précipités l'un après l'autre à Sotchi pour plaider leur cause auprès du « patron » dont le verdict n'a pas été rendu public. Cependant, mercredi 9 octobre, M. Sabourov annonçait qu'il démissionnait de ce gouvernement, « incapable de stabiliser l'économie et d'as-

surer la transition vers une économie de marché ». Une semaine plus tôt, c'était un autre économiste du Parlement russe, M. Mikhaïl Botcharov, qui renonçait à ses fonctions à la tête d'un Comité. Mardi 8 octobre, un vice-premier ministre de Russie, M. Gavrilov, avait lui aussi présenté sa démission, accompagnée d'une lettre pleine d'amertume, destinée à M. Eltsine.

Les dissidences de l'entourage, les craintes suscitées par les anciens amis de M. Eltsine au sein de l'appareil du parti de Sverdlovsk, dont il fut premier secrétaire, masquent un problème de bien plus grande ampleur : la Russie souhaite-t-elle toujours signer un accord économique avec les autres Républiques ?

Le vice-président russe Alexandre Rousskoï, un homme qui aime parler vrai et fort, vient de mettre les pieds dans le plat : l'accord économique en gestation ne serait, d'après lui, qu'une vaste entreprise de « camouflage » contre la Russie, considérée par les autres républiques comme « une vache à lait ». Pour empêcher ce méfait, M. Rousskoï qui revendique au passage le poste d'un chef de gouvernement où, présentement, « personne ne travaille » ne voit qu'une solution : la Russie doit proclamer d'urgence son indépendance et ensuite entreprendre la négociation d'un accord politique avec les autres États souverains, le traité économique ne devant intervenir qu'ensuite.

D'autres responsables russes, y compris le vice-premier ministre Lobov, ont eux aussi vitupéré contre ce traité, qui, d'après eux, « trahit la souveraineté de la Russie ». Du coup, le père du projet, l'économiste Grigori Iavlinskiï a en cette réflexion débâchée : « Le processus qui mène à la signature du traité économique n'est pas irréversible ».

Tout serait-il donc à recommencer ? Il reste moins de vingt-quatre heures à Boris Eltsine pour faire un peu de ménage dans sa basse-cour et annoncer ses intentions véritables. Rarement retour de vacances aura été attendu avec autant d'impatience.

JAN KRAUZE

Les révélations du « Spiegel »

« Tout est à vendre... »

MOSCOU

de notre correspondant

C'était la belle époque, celle où les choses étaient claires et appétissantes : Andreï Sakharov était en exil à Gorki et des bandes vidéo le montrant dans les rues de la ville ou dans son appartement parvenaient par des voies mystérieuses, mais pavées d'or, aux médias occidentaux, et tout particulièrement ouest-allemands, plus friands que les autres de ce genre de scoop. A peu près au même moment dans la Pologne voisine, où le général Januszko venait de « rétablir l'ordre », les goliards de Lech Walesa aménageaient leurs énonciations en vendant des photos de leur illustre hôte. Epoque heureusement révolue. Aujourd'hui, d'étranges bandes vidéo prennent toujours le chemin de l'Allemagne, mais elles présentent un tout autre

spectacle : celui des interrogatoires des dignitaires communistes, auteurs du putsch manqué d'août, qui demandent pardon à M. Gorbatchev et dénoncent, dans le cas du maréchal Iakov, ex-ministre de la défense, leur propre stupidité (le Monde du jeudi 10 octobre). Qui a procuré au Spiegel ces précieux documents qui violent allégrement les règles élémentaires de toute instruction et dont les avocats des accusés eux-mêmes n'avaient pas eu connaissance ? « Tout est à vendre », se contente de titrer jeudi 10 octobre la Pravda, qu'on avait connue jadis moins regardante sur les méthodes. La veille, la Komsomolskaïa Pravda avait été plus précise dans ses insinuations. Le journal affirmait que la direction du parquet de Russie avait récemment fait savoir que les sommes recueillies en échange d'interviews

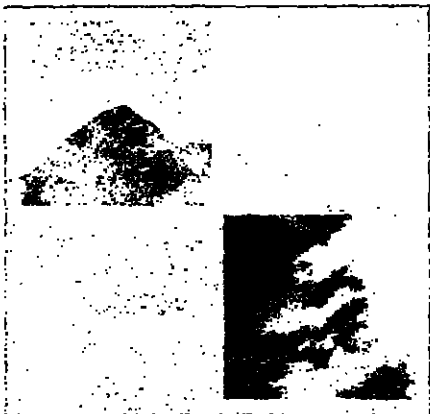
exclusives seraient utilisées pour couvrir certains de ses besoins. Le correspondant du quotidien américain Newsday s'est d'ailleurs vu réclamer 400 dollars pour un entretien de vingt minutes avec le procureur général de Russie, M. Valentin Stépakov - mais elle a refusé le marché.

Ce même procureur général est apparu à la télévision soviétique, mercredi soir, pour expliquer que le futur dont avait bénéficié le Spiegel était aussi regrettable qu'inexplicable, le magazine allemand n'ayant fait « aucune demande officielle ». M. Stépakov a ajouté qu'on tout était dû à la diffusion de ces bandes vidéo, qu'il ne représentait qu'une toute petite partie des dépositions des accusés, n'aurait en rien la poursuite de l'instruction du procès. Et il n'a bien entendu pas été question de l'épisode de Newsday.

J. K.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AXA

LA
PUISSANCE
D'UN GRAND
GROUPE

LES SICAV

ATTEINDRE LE SOMMET
DES PLACEMENTS
A LONG & MOYEN TERME

Par une stratégie permanente d'investissements à moyen et long terme les SICAV AXA relèvent les défis de l'économie mondiale et demeurent depuis plus de vingt ans au sommet des placements financiers.

La volonté de gagner, la garantie du dynamisme, l'assurance de la sécurité permettent à AXA d'être l'un des premiers groupes d'assurance européens avec 56,8 milliards de chiffre d'affaires et plus de 4 000 conseillers à travers le monde.

SERVICE MINITEL 3616 CODE AXA

Ryad va envoyer
1 million de dollars
d'aide à Moscou

Arabie saoudite a accepté d'envoyer une aide humanitaire d'un montant de 1 million de dollars à l'URSS cet automne et prépare l'envoi, avec l'Egypte, de « précheurs » dans les Républiques musulmanes afin de tenter de contrer la montée du fondamentalisme et l'influence iranienne, rapporte mercredi 9 octobre le New York Times. Interrogé par le quotidien américain, l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Washington, le prince Bandar Ibn Sultan, s'est déclaré fermement en faveur d'une aide du monde islamisé à l'URSS, « si l'on veut éviter une autre secousse du système ».

Relations diplomatiques avec la Lituanie et l'Estonie. - L'URSS a officiellement établi, mercredi 9 octobre, des relations diplomatiques avec la Lituanie et l'Estonie. Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Boris Pankine, a indiqué qu'il en sera de même prochainement avec la Lettonie. - (AFP)

Situation très tendue dans le nord du Caucase. - Le président du Congrès national tchétchène Djokor Doubaev, a déclaré, mercredi 9 octobre, la « mobilisation générale » contre le pouvoir russe dans la République des Tchétchènes et des Ingouches, une des entités administratives du nord du Caucase dépendant de la Russie. La direction du Parlement russe avait lancé un ultimatum aux Tchétchènes pour qu'ils rendent leurs armes aux forces du ministère de l'Intérieur avant jeudi 10 octobre à minuit. - (AFP)

TCHÉCOSLOVAQUIE : le sort des anciens communistes

Le président Havel hésite
à signer la loi d'épuration

PRAGUE

correspondance

Le président Vaclav Havel n'a toujours pas signé la loi d'épuration - lustrace, selon le terme tchèque - adoptée le 4 octobre dernier par le Parlement fédéral de la République tchèque. Le chef de l'Etat souhaite la soumettre à des experts indépendants, afin de s'assurer qu'elle est « juste et bonne ». Une façon d'exprimer ouvertement son désaccord.

Le texte, voté par 148 voix contre 31 et 51 abstentions, prévoit l'exclusion de la fonction publique pendant cinq ans de toute personne ayant collaboré avec l'ancienne police politique communiste (StB) entre 1948 et 1989.

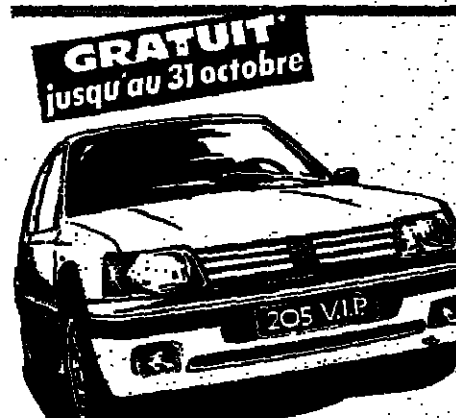
Une exemption est prévue pour les responsables communistes en poste entre le 1^{er} janvier 1968 (début du « printemps de Prague ») et le 1^{er} mai 1969 (début de la « normalisation ») : un non-lieu est également possible pour les personnes dont la destitution mettrait la nation en danger. Hormis ces deux maigres concessions accordées à l'Alliance civique démocratique (ODA, aile gauche du Forum civique), le Parti démocrate civique (ODS, aile droite, ultra libérale, du Forum civique) a en fait imposé une loi d'une rare sévérité. Ce ne sont plus simplement les fonctionnaires de haut rang comme prévu initialement, mais également les professeurs d'université, les employés de la poste et les mem-

bres des milices populaires qui sont visés, au bas mot un million de personnes.

Sous couvert de bonne morale, l'enjeu de cette loi paraît avant tout politique. Le soir du vote à l'Assemblée, le champagne coulait à flots dans certains cercles : M. Václav Klaus, l'actuel ministre fédéral des finances et chef de file de l'ODS, célébrerait le nouveau coup porté aux anciens communistes réformateurs de la Tchécoslovaquie au FNM, encore le climat de suspicion, à huit mois des élections parlementaires, cherche à affaiblir : Alexandre Dubcek, qui, selon la loi, devrait abandonner toutes ses activités, exceptées celles de président du Parlement fédéral, encore les « hommes du président », MM. Jiri Dienstbier (ministre fédéral des affaires étrangères) et leader de l'ODA) et Lubos Dobrovsky (ministre de la défense).

Qu'advient-il, également de M. Marian Calda, encore ministre du dernier gouvernement communiste et actuel premier ministre de la Tchécoslovaquie ? Doucement, M. Klaus avance ses propres pions aux postes-clés. Le président de l'ODS, ministre fédéral des finances, représente la Tchécoslovaquie au FNM et, depuis le 5 octobre, vice-premier ministre fédéral en remplacement de M. Václav Vales (démissionnaire parce que soupçonné de collaboration avec la StB), briguerait-il d'autres fonctions ?

CATHERINE MONROY



NEUBAUER

vous propose en octobre
votre 205,309,405
en série spéciale V.I.P. CLUB/BOIS

avec intérieur complet en cuir et finitions en bois
(planchettes de bord et rappels sur les portes en linge d'hôtel)

* Sur présentation de cet annonce, à l'achat ou au location d'un véhicule.

NEUBAUER

vend et loue des véhicules

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.24

28, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 38.21.60.21

EUROPE

Au nombre de deux millions

Les Allemands d'URSS sont en passe de retrouver leur République de la Volga

La visite du président Boris Eltsine fin novembre en Allemagne devrait permettre de sceller la reconstitution, sous une forme encore à déterminer, de l'ancienne République autonome de la Volga pour donner aux deux millions d'Allemands d'Union soviétique un territoire à eux.

BERLIN

de notre correspondant

L'accord en cours de préparation s'inscrit dans les efforts déployés par la diplomatie allemande, signifiée par les associations de réfugiés de la seconde guerre mondiale, pour garantir les droits des minorités allemandes restées dans les pays de l'ancien bloc soviétique. La question a été réglée avec la Pologne dans le traité d'amitié qui vient d'être ratifié des deux côtés. Avec la Tchécoslovaquie, un accord identique, longtemps bloqué par les demandes d'indemnisation des anciens Sudètes, devrait être signé prochainement s'il ne se heurte pas à la question nationale slovaque.

On compte, selon les chiffres donnés par le groupe parlementaire chrétien-démocrate, un peu plus de trois millions de personnes revendiquant une origine allemande dans ces pays. Les deux grands groupes se trouvent en Pologne (un million de personnes) et en URSS (les 23 et 24 septembre à Bonn, le secrétaire d'Etat allemand à l'Intérieur, M. Horst Waffenschmidt, et une délégation du gouvernement de Russie conduite par le président du comité d'Etat pour les questions de nationalités, M. Leonid Protokijev,

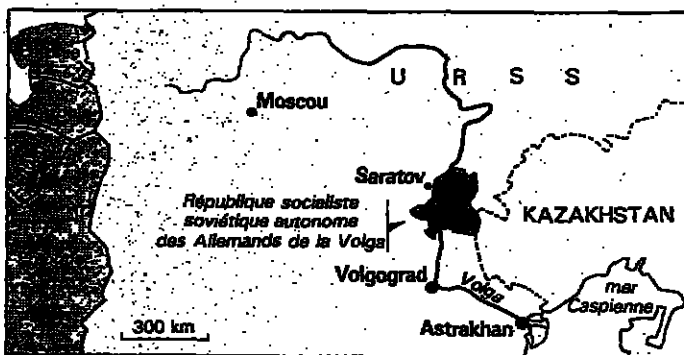
ont fixé les contours d'un futur accord sur les Allemands d'URSS, portant notamment sur les modalités de l'aide que Bonn pourrait accorder à une République autonome.

Un mouvement « Renaissance » est né il y a deux ans pour représenter cette communauté allemande. Il avait pour but au départ d'obtenir un statut de minorité. La dislocation de l'empire soviétique et les besoins de développement des Républiques ont favorisé l'émergence d'une revendication plus radicale qui s'est cristallisée sur l'exigence d'une base territoriale. Le rêve du retour à la Volga prenait corps.

Depuis Catherine II

Les premières colonies allemandes sur le cours moyen du fleuve Volga sont dues à l'initiative de l'impératrice Catherine II, qui, à la fin du dix-huitième siècle, encourageait l'implantation de colons européens, y compris d'ailleurs français, dans l'est de la Russie. Au moment de la première guerre mondiale, la région de la Volga formait avec les contours de la mer Noire l'un des deux plus grands points d'ancrage des allemands de Russie. Après la révolution bolchévique, Lénine autorisait, en 1924, la création de la « République socialiste autonome de la Volga ».

On comptait à l'époque environ 1,2 million d'Allemands en URSS. Lors du déclenchement de l'opération Barbarossa et l'invasion allemande de l'URSS en 1941, Staline ordonna leur déportation massive vers l'est et les priva de tous droits. Le principal centre de peuplement allemand est aujourd'hui le Kazakhstan, où vivent 950 000 Allemands dont 150 000 dans la seule ville de Karaganda. 130 000 vivent dans l'Altaï, autant à



La République autonome des Allemands de la Volga telle qu'elle existait entre 1924 et 1941.

Novosibirsk, une centaine de milliers au Kirghistan, 30 000 en Tadjikistan et des petits groupes sont éparpillés dans l'est de la Sibirie, ainsi que sur les bords de la Baïkale.

L'Allemagne a une double raison d'assurer la protection de ses minorités à l'est. C'est d'abord le fait de renouer avec des populations dont elle a été coupée pendant les décennies de la guerre froide et qui traditionnellement servaient de relais au développement du commerce et de l'influence culturelle allemande à l'est de l'Europe. Mais il s'agit aussi pour Bonn de limiter l'afflux en Allemagne même de milliers de réfugiés supplémentaires tentés par le bien-être occidental. La législation prévoit en effet que les Allemands de souche ont un droit d'installation automatique en Allemagne, même si, comme c'est très souvent le cas, ils ne parlent pas la langue et n'ont plus qu'un lien très éloigné avec leur culture d'origine. 397 000 personnes ont fait usage de

leur revendication d'une République autonome.

La reconstitution de la République de la Volga n'est toutefois pas sans poser de problèmes. Depuis la guerre, la région n'est pas restée déserte. La République fédérale a promis que les aides à venir profiteraient non seulement aux Allemands mais aussi aux autres ressortissants de la région. Ceux-ci redoutent pourtant de se retrouver minoritaires dans ce qui est devenu chez eux. Les deux millions d'Allemands d'Union soviétique ne viendraient pas s'y installer. Les dirigeants de « Renaissance » affirment qu'il s'agit davantage de créer un foyer culturel que de regrouper tout le monde.

On estime néanmoins à plusieurs centaines de milliers le nombre de personnes qui seraient tentées. Les discussions entre les gouvernements allemand et russe portent actuellement sur l'aide que Bonn pourrait consentir pour le développement de la République. M. Waffenschmidt a indiqué à l'issue de la dernière rencontre de Bonn que la priorité était la mise en place d'un réseau d'écoles, de centres culturels, d'hôpitaux. Il a souligné que l'Allemagne était aussi prête à soutenir des programmes de construction, notamment pour l'érection de nouveaux villages, à favoriser la création d'entreprises et d'exploitations agricoles. Ces programmes seraient financés par le fonds consacré aux minorités allemandes de l'est, qui disposait en 1991 d'une ligne de crédits de 200 millions de deutschemarks. Le gouvernement a entrepris de convaincre les Länder et les financiers allemands d'investir également dans le projet.

HENRI DE BRESSON

GRANDE-BRETAGNE : au congrès conservateur de Blackpool

Mme Thatcher ovationnée

Mme Margaret Thatcher a été accueillie avec enthousiasme, mercredi 9 octobre, par le congrès du Parti conservateur réuni à Blackpool, mais, conformément à ses engagements, elle n'y a pas pris la parole.

BLACKPOOL

de notre envoyé spécial

Un court instant, on eut l'impression que tout allait basculer, qu'elle n'allait pas pouvoir se retirer, entraînée par cette vague d'affection, presque de ferveur. Mais elle a tenu bon, un peu parce qu'elle l'avait promis, un peu parce que, à ses côtés, M. Chris Patten, le président du Parti conservateur, était visiblement de plus en plus mal à l'aise, à mesure que l'ovation se prolongeait. La salle hurlait : « speech ! speech ! » (« un discours ! »), et Chris Patten multipliait les « non » de la tête. La tempête s'est prolongée presque cinq minutes. Fair-play, le premier ministre, M. John Major, dirigeait cet enthousiasme en frappant dans ses mains, tandis que « Maggie » levait les bras en signe de victoire.

Ce fut un « grand moment » du congrès. Toute de bleu vêtue, éclatante, elle avait fait son apparition dans la salle de conférence avec, à ses côtés, M. Major. Saluée par plusieurs orateurs, congratulée, ignorée par d'autres — MM. Edward Heath et Michael Heseltine n'ont rejoint la tribune que beaucoup plus tard, — Mme Thatcher assista sans broncher à une grande partie des travaux de la journée, en dépit d'appels, parfois pressants, pour qu'elle prenne la parole.

L'hymne sécuritaire et ultra-libéral

Mais elle a choisi d'attendre pour s'exprimer, et peut-être, aussi, pour lancer sa croisade contre le fédéralisme européen en proposant un référendum si, à l'occasion du sommet de Maastricht, aux Pays-Bas, début décembre, M. Major revenait avec un compromis bradant, aux yeux de la « Dame de fer », la souveraineté britannique au profit de Bruxelles. Les rumeurs, à propos de cette éventuelle initiative, avaient été prises au sérieux par la Bourse de Londres, puisque la livre sterling a enregistré, mardi, une baisse sensible, atteignant son plus bas niveau depuis février dernier au sein du

mécanisme de change européen.

Lors d'une réunion tenue en marge de la séance plénière du Conservatif way forward, l'un des groupes de pression des « thatcheristes », deux des plus ardents supporters de Mme Thatcher, MM. Norman Tebbit et Cecil Parkinson, tous deux anciens présidents du Parti conservateur, ont expliqué que la présence de l'ancien premier ministre à Blackpool répondait au seul souci de « soutenir » M. Major.

Pour le reste, devant un public qui leur était acquis, ils ont entretenu la flamme du souvenir, l'héritage du « thatcherisme » : l'application stricte du manifeste du parti et notamment la privatisation du secteur public. Une manière de prévenir M. Major contre certaines tentations « électoralistes ».

En dehors de la question européenne, cette précaution apparaît superflue. Au-delà de l'exercice rituel consistant à amener la salle à se gausser de M. Neil Kinnock et du Parti travailliste, les différents orateurs ont entonné, en cette période pré-électorale, l'hymne sécuritaire et ultra-libéral. M. Kenneth Baker, le ministre de l'Intérieur, a promis des renforts de police pour faire face aux « hoodlums » qui ont récemment provoqué des émeutes dans plusieurs villes d'Angleterre, annoncé de nouvelles peines pour les gamins qui volent et brûlent des voitures, ainsi que pour les prisonniers qui se mutinent, et pour les immigrants illégaux.

De son côté, le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, s'est félicité du succès remporté sur le terrain de l'inflation, qui, selon lui, devrait rendre possibles dans l'avenir, des résultats tout aussi favorables dans la lutte contre le chômage, lequel, pour l'instant, ne cesse de croître.

M. Lamont a, lui aussi, enfoncé le cheval de bataille de l'intégration européenne : « Nous devons nous assurer que les décisions concernant l'économie de ce pays sont prises là où elles doivent l'être, en Grande-Bretagne. » Le chancelier de l'Echiquier a aussi tourné en ridicule la compétence économique revendiquée par les travaillistes et mis en exergue — comme tous les orateurs — les liens du parti de M. Kinnock avec les syndicats. Mme Thatcher a donc bien des raisons de penser que son « héritage » n'a pas été dilapidé.

LAURENT ZECCHINI

TURQUIE : les élections législatives du 20 octobre

« Il n'y a plus ni gauche, ni droite »

estime M. Suleiman Demirel, favori du scrutin

A dix jours des élections législatives qui promettent de bouleverser la scène politique turque, le Parti de la juste voie (DYP) de M. Suleiman Demirel dispose actuellement d'une solide avance dans les sondages avec 28 ou 29 % des voix. Le Parti de la mère patrie (ANAP), au pouvoir depuis 1983, et le Parti populiste social-démocrate (SHP) se disputent la seconde place avec 23-24 %. Les candidats de neuf formations briguent les 450 sièges du Parlement.

ISTANBUL

de notre correspondant

Réclamées à grands cris depuis la cingante défaite de l'ANAP aux élections municipales de mars 1989, ces élections anticipées ne semblent pas déchaîner les passions d'un public désillusionné par la classe politique. Le choix est déterminé davantage par la personnalité des dirigeants que par l'idéologie des principaux partis qui, dans l'ensemble, ne cherchent pas à changer la politique étrangère de la Turquie, qui restera fermement tournée vers l'Ouest. « Il n'y a plus ni gauche, ni droite. Le pragmatisme a remplacé les idéologies », nous déclarait au début du mois M. Suleiman Demirel, le leader du Parti de la juste voie.

Seule exception, le Parti de la prospérité (RP), de tendance islamique et nationaliste. Il affirme avoir une solution globale pour un monde qu'il perçoit comme partagé entre les sionistes et les musulmans. Malgré son programme extrémiste, le RP obtient probablement les 10 % de voix nécessaires au niveau national pour siéger au Parlement.

L'arrivée d'un nouveau gouvernement apporterait sans doute un changement de style plutôt que de politique. La manière autocratique avec laquelle M. Turgut Ozal, entouré d'un cercle restreint de conseillers personnels et de membres de sa famille, a dirigé le pays depuis son accession à la présidence en 1989, a largement contribué à la baisse de sa popularité et de celle de l'ANAP. Durant la guerre du Golfe, en particulier, les

déclarations agressives contre Saddam Hussein et la décision d'autoriser les Alliés à lancer des attaques aériennes à partir du territoire turc, tout en attirant la sympathie des pays occidentaux, avaient irrité à la fois les partis de l'opposition, plus prudents en matière de politique étrangère, et certains membres du gouvernement, vexés de n'être pas consultés.

Malgré les efforts du premier ministre, M. Mesut Yilmaz pour prendre ses distances du président, affaibli par des accusations de népotisme, d'abus de pouvoir et de corruption, l'ANAP reste irrémédiablement attaché à la personnalité flamboyante du chef de l'Etat qui l'avait fondé en 1983.

Contrairement à M. Ozal, qui multipliait les voyages officiels à l'étranger, M. Demirel n'a pas quitté la Turquie depuis plus de dix ans. Premier ministre à quatre reprises, il avait été forcé de démissionner par l'armée lors du coup d'Etat de 1971, puis avait été à nouveau déposé par les militaires en septembre 1980 durant son quatrième mandat. Le retour au pouvoir — probable — de ce vétéran de la politique turque peut paraître surprenant, mais M. Demirel est particulièrement populaire dans les milieux ruraux de l'ouest du pays.

« Deux clés » pour chaque famille

Cette fois-ci, il a su élargir son influence en s'entourant d'une équipe jeune. Parmi les membres importants du Parti de la juste voie (DYP) figure notamment la jeune et jolie M^{me} Tansu Ciller, responsable de l'économie.

Sécurité sociale pour tous ainsi que « deux clés » (voiture et maison) pour chaque famille sont les arguments majeurs de son programme. La question des droits de l'homme, jusqu'ici largement ignorée lors de campagnes électorales, a fait son apparition sur les affiches du DYP avec la promesse d'installer des « murs de verre » dans les postes de police, où ont lieu les mauvais traitements. Pour M. Demirel, ainsi que pour M. Erdal Inönü du SHP (Parti populiste social-démocrate), une révision de la Constitution, qui porte encore les marques repré-

sentes de la période de pouvoir militaire, est une priorité. Mais tous deux sont également déterminés à modifier la loi électorale pour détrôner M. Ozal avant la fin de son mandat en 1996.

Pour le président, l'enjeu est donc important. « Peut-être aurions-nous dû quitter le pouvoir pour deux ans, puis revenir », suggère-t-il dans une interview publiée par le quotidien Hürriyet.

Il est trop tard pour changer le cours de l'histoire, mais la contribution de M. Ozal au développement de son pays reste immense. Au cours de ses huit ans au pouvoir, la Turquie s'est ouverte sur le monde, son système bancaire et ses industries ont atteint un niveau qui leur permettent de rivaliser avec les pays occidentaux, et l'électricité et le téléphone sont présents dans les coins les plus reculés du pays.

Au sein même de l'ANAP, des proches du premier ministre admettent que le fin du pouvoir indiscuté de M. Turgut Ozal semble proche. La campagne électorale du premier ministre, conçue par Jacques Séguéla, n'a pour l'instant pas eu beaucoup d'impact sur le public et certains militants de l'ANAP avouent être surpris par le manque d'intérêt de M. Yilmaz.

Un candidat parlementaire parmi ses proches suggère que le premier ministre, qui peut espérer avoir encore vingt-cinq ans de vie politique devant lui, ne souhaiterait peut-être pas vraiment gagner dans les circonstances actuelles, mais préférer attendre que les remous causés par le règne de M. Ozal se soient calmés pour faire sa rentrée.

A moins que le SHP ou l'ANAP ne frappe un grand coup dans les prochains jours, une victoire du Parti de la juste voie semble probable. Mais il est loin d'être certain que M. Demirel puisse obtenir une majorité suffisante pour former un gouvernement assez fort pour dominer le Parlement. Avec trois partis ayant chacun entre 20 et 30 % des voix, la Turquie se dirige peut-être vers une coalition. Les partis seraient ainsi forcés de reprendre un dialogue interrompu depuis l'élection de M. Ozal à la présidence et leur cheminement commun vers une plus grande démocratie.

NICOLE POPE

DIPLOMATIE

Espionnage marocain au Parlement européen

Pris la main dans la cantine

STRASBOURG (Communautés européennes) de notre correspondant

Alerte à l'espionnage, mercredi 9 octobre, à Strasbourg, dans les locaux du Parlement européen. Une collaboratrice de la parlementaire social-démocrate allemande, M^{me} Barbara Simons, a surpris l'attaché de l'ambassade du Maroc à Paris en train de plonger la main dans une de ces fameuses cantines qui suivent les députés dans leurs pérégrinations entre Bruxelles, Luxembourg et la capitale alsacienne. Le diplomate marocain avait déjà saisi un échange de lettres entre M^{me} Simons et le secrétaire général de l'ONU au sujet de la situation au Sahara occidental.

Niant les faits, l'attaché d'ambassade a été relâché ainsi que son complice qui faisait le guet. Ce dernier faisait partie d'une délégation de dix personnes admises dans l'enceinte du Parlement pour représenter l'opposition marocaine, alors que M. Abraham Sefary, récemment libéré et expulsé du Maroc, se trouvait, ce jour-là, au Palais de l'Europe... La présidence du Parlement va protester auprès du gouvernement de Rabat.

M. S.

L'ONU entend lutter contre l'enrichissement frauduleux de certains chefs d'Etat

GENÈVE

de notre correspondant

Les experts des Nations unies ont adopté, par consensus, une résolution portant sur « l'enrichissement frauduleux des responsables de l'Etat au détriment de l'intérêt public ». Au cours des débats, l'expert argentin Leandro Despouy a évoqué la corruption généralisée qu'entraîne le trafic des armes et de la drogue et le blanchiment de l'argent sale. Il a précisé, que si des pays comme Haïti et les Philippines ont accédé à la démocratie, ils n'ont pas réussi encore à récupérer les sommes que leurs dictateurs avaient accaparées et placées à l'étranger.

S'exprimant au nom de la Commission internationale de juristes (CIJ) dont il est secrétaire général, M. Amada Dieng a jugé impératif d'empêcher le « transfert éhonté » des capitaux détournés des pays du Sud vers les banques occidentales. Il a rappelé que, selon Berner, près de 2 milliards de dollars avaient été déposés dans ces banques par le général Traoré, ex-président du Mali, soit un montant équivalent à la dette extérieure de ce pays. Pour ce juriste sénégalais, qui déplore que les législations nationales se soient révélées à ce jour « inopérantes », la lutte contre la corruption du pouvoir n'est pas seulement une obligation morale qui s'impose à la communauté internationale, mais une question de survie des peuples démunis.

La résolution adoptée — destinée à être soumise à l'Assemblée générale des Nations unies — note « avec une vive inquiétude » que cette corruption a acquis un « caractère transnational » et est devenue « systématique » dans certains pays. Elle invite les pays « développés » à « empêcher l'entrée sur leur territoire de capitaux frauduleusement acquis », et à opérer « la restitution aux peuples spoliés des fonds qui leur ont été extorqués par leurs dirigeants ».

I. V.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

sans visa

ASIE

JAPON : la course à la succession de M. Kaifu

M. Miyazawa
paraît le mieux placé
pour devenir premier ministre

M^{re} Aquino a, pourtant, refusé un transfert du corps par Manille et exige que les cérémonies funéraires aient lieu dans la région septentrionale d'Iloco, où M^{re} Marcos était originaire. Sa veuve, Imelda, qui a obtenu de pouvoir rentrer aux Philippines après cinq années d'exil et a annoncé son retour pour le 4 novembre, exige, quant à elle, que l'inhumation ait lieu dans la capitale. — (AFP, Reuters)

[illegible]

AMÉRIQUES

HAÏTI : pour obtenir le retour du président Aristide

La communauté internationale accentue ses pressions sur le pouvoir installé par les militaires

La France appliquera les sanctions (embargo commercial et gel des actifs) décrétées par l'Organisation des États américains (OEA) à l'encontre d'Haïti, a annoncé mercredi 9 octobre M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement. La France a par ailleurs accepté que se tienne prochainement à Paris une réunion des pays créditeurs d'Haïti, signe supplémentaire de la « volonté de la communauté internationale de ne pas accepter le coup de force », a ajouté M. Lang. Une volonté réaffirmée par le Mexique et le Venezuela, qui ont suspendu mercredi leurs livraisons de pétrole à Haïti, et par les autorités américaines, accusées ces derniers jours d'avoir pris leurs distances vis-à-vis du président renversé, le Père Jean-Bertrand Aristide.

WASHINGTON

de notre correspondant

Quelles que soient les péripéties politiques de ces derniers jours à Port-au-Prince, le message en provenance de Washington reste le même : l'Organisation des États américains, y compris les États-Unis, entendent toujours obtenir le retour du président Aristide au pouvoir.

Cette revendication figure en toutes lettres dans la résolution que

l'OEA a adoptée, à l'unanimité, à l'aube du mercredi 9 octobre à Washington, vingt-quatre heures après que les délégués de l'organisation eurent été chassés de Port-au-Prince par la soldatesque haïtienne. La résolution souligne aussi que les pays membres de l'OEA ne reconnaissent pas le gouvernement du « président intérimaire » Joseph Nérée, installé sous la menace des armes des putschistes.

Washington prend ses distances

De sources officielles, on expliquait mercredi : « En nous associant à cette résolution, nous avons montré le plus clairement possible que nous souhaitons le retour d'Aristide au pouvoir. » Le porte-parole du département d'État, M^{me} Margaret Tutwiler, assurait pour sa part : « Le Parlement haïtien (qui a désigné le juge Nérée) a agi sous la contrainte, nous n'acceptons pas ses décisions et continuerons à travailler avec l'OEA pour restaurer le gouvernement constitutionnel et obtenir le retour du président Aristide. »

L'OEA est allée au-delà de la simple résolution. L'embargo économique, commercial et financier imposé à Haïti est jugé à Washington comme étant une sanction « très dure », surtout à l'encontre d'une des nations les plus pauvres du monde. Le New York Times faisait remarquer que les États-Unis étaient, jusqu'à présent, le pays membre de l'OEA qui avait agi le plus drastiquement pour mettre en œuvre cet embargo, en suspendant

toute assistance à Haïti et en gelant les premiers avoirs haïtiens sur leur territoire.

L'OEA paraît d'autant plus déterminée que ses délégués étaient, mardi, sur le point de conclure un accord sur le retour « conditionnel » de M. Aristide au pouvoir, lorsque les soldats putschistes ont lancé leur coup de force contre le Parlement haïtien. Or c'est cette formule de compromis qui semble avoir la préférence des États-Unis. Il s'agit, notamment, d'obtenir de M. Aristide qu'il s'engage à faire respecter les droits de l'homme, s'il revient au pouvoir.

Car, passés la première réaction au coup d'État et la colère de voir renversé le premier président élu démocratiquement en Haïti, les États-Unis et nombre d'autres membres de l'OEA ont pris la mesure du « climat » politique à Port-au-Prince : les violations graves et répétées des droits de l'homme par les partisans du Père Aristide auraient aliéné nombre de secteurs de la population. A en croire certaines informations à Washington, c'est un discours prononcé le 28 septembre par le président, et dans lequel il appelait ouvertement au lynchage de ses opposants, qui aurait déclenché le coup d'État. Dans cette allocution, M. Aristide disait se délecter de l'odeur de pneus brûlés, l'allusion visait le « supplice du collier », un pneu enflammé passé au cou d'un prisonnier — que certains partisans de M. Aristide appliqueraient volontiers à leurs adversaires. Rendu public aux États-Unis

après que M. George Bush eut chaleureusement reçu le président haïtien, ce discours a causé un certain froid : sans changer fondamentalement de position, Washington a pris quelque distance à l'égard de M. Aristide. Celui-ci en est bien conscient et a multiplié, ces derniers quarante-huit heures, les promesses et garanties en matière de droits de l'homme. Il est tout aussi conscient du fossé qui s'est créé entre ses partisans et l'armée, et c'est lui-même qui a proposé à l'OEA l'envoi à Haïti d'une « mission » civile interaméricaine chargée de faire « tampon » entre les deux camps. Pour l'heure, on voit mal comment cette « mission » pourrait se rendre sur place, mais il en ira peut-être différemment lorsque les sanctions auront commencé à faire leur effet.

ALAIN FRACHON

■ MEXIQUE : deuxième démission d'un gouverneur en un mois. — Le gouverneur de l'État mexicain de San-Luis-Potosi, M. Fausto Zapata Loreda, membre du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir), dont l'élection le 13 août dernier avait été dénoncée comme « frauduleuse » par l'opposition, a annoncé sa démission, mercredi 9 octobre, pour « préserver la tranquillité » dans son État. M. Ramon Aguirre Velazquez, gouverneur de l'État de Guanajuato, avait également démissionné de ses fonctions le 29 août dernier, après que des irrégularités dans son élection eurent été dénoncées. — (AFP)

CUBA

Six opposants arrêtés avant l'ouverture du congrès du Parti communiste

M. Elizardo Sanchez Santa-Cruz, président de la Commission des droits de l'homme et de la réconciliation nationale (CDHRN), mouvement illégal, a affirmé, mercredi 9 octobre à La Havane, que six dissidents avaient été arrêtés chez eux par la police cubaine.

Ces arrestations pourraient être liées aux efforts accomplis par la Concertation démocratique cubaine (CDC, coalition de huit mouvements dissidents, dont la CDHRN) pour diffuser un texte de propositions en faveur de la démocratie au 4^e congrès du parti communiste, qui devait s'ouvrir jeudi, à Santiago de Cuba. Les six dissidents arrêtés sont le leader du groupe « Les sympathisants de Mella », M. Jorge Quintana, et cinq membres de la direction de l'Association de défense des droits politiques (ADEPO), MM. Luis Pina Santos, Reynaldo Bettancourt Alvarez, Lazaro Loretto Perez,

Ramon Rodriguez et Raul Cobas Parada. Selon la presse de Miami (Floride), l'ADEPO est à l'origine d'un appel à manifester dimanche, dernier jour du congrès du PC qui est interdit aux journalistes étrangers mais dont certains débats devraient être diffusés sur les ondes de la télévision nationale. Environ 1 800 délégués écouteront un rapport du « commandant en chef » Fidel Castro, déterminé à ce que Cuba reste l'un des derniers bastions d'un communisme orthodoxe. Ce congrès est officiellement destiné à adapter le socialisme cubain à la « période spéciale en temps de paix », décrétée à l'automne 1990 pour faire face à la diminution des aides de l'ancien camp soviétique. Il intervient à un moment où le mécontentement de la population atteint un degré explosif, devant les pénuries alimentaires qui lui sont imposées. — (AFP, Reuters)

■ Visite de M^{me} Danielle Mitterrand. — M^{me} Danielle Mitterrand, présidente de l'association France-Libertés, a entamé, mercredi 9 octobre, une visite de trois jours au Salvador, où elle a notamment rencontré des représentants d'organismes humanitaires et des membres de syndicats de l'opposition, avant de déposer une gerbe sur la tombe des six jésuites assassinés par l'armée, en novembre 1989. Elle devait se rendre jeudi dans la région de Morazan (est du pays), un des principaux bastions de la guérilla. — (AFP, AP)

AFRIQUE

TOGO : après l'agitation dans l'armée

Des incidents font craindre des affrontements entre ethnies

La situation reste tendue à Lomé, où des affrontements isolés entre jeunes manifestants favorables au gouvernement de transition et patrouilles de gendarmes ont été signalés, mercredi 9 octobre, dans certains faubourgs de la capitale. Le premier ministre, M. Joseph Kokou Koffigoh, a lancé un nouvel appel au calme et annoncé que toute manifestation était interdite « jusqu'à nouvel ordre ». Selon un bilan officiel, les troubles de la journée de mardi ont fait sept morts et cinquante-neuf blessés.

ABIDJAN

correspondance

« Le premier ministre ne contrôle plus rien, et surtout pas l'armée », estiment les diplomates en poste au Togo, sans cacher leur pessimisme. Plus d'un mois après son investiture par la Conférence nationale, le 28 août, M. Koffigoh n'est toujours pas parvenu à imposer son autorité. Une partie de l'armée le conteste ouvertement. La romanesque tentative d'enlèvement du chef du gouvernement

par un groupe de militaires, dans la nuit de dimanche à lundi (le Monde du 9 octobre), a révélé l'extrême fragilité du pouvoir.

« Le gouvernement ne maîtrise pas la situation : il s'attaque à l'accessoire, et non à l'essentiel », constate, amer, un observateur. Le 1^{er} octobre, le gouvernement de transition avait également eu à affronter une autre manifestation de mauvaise humeur de l'armée. Une vingtaine de soldats avaient investi les locaux de la radio et de la télévision pendant quelques heures, pour réclamer la démission du premier ministre. Le malaise de l'armée togolaise ne date pas d'aujourd'hui. Les militaires ont boycotté la conférence nationale, qui ne les a pas épargnés, avec la limitation des pouvoirs du chef de l'État, le général Eyadéma, l'armée a également perdu une grande partie de ses prérogatives. Composée essentiellement de Kabyés, une ethnie minoritaire du nord du pays, dont est originaire le général Eyadéma, cette armée a très mal vécu la transition démocratique.

Le premier ministre et le Haut Conseil de la République (sorte de Parlement provisoire) viennent d'ailleurs de prouver leur désarroi et leur incapacité à reprendre la situation en main, en lançant un appel aux « pays amis » afin de recevoir « une assistance mili-

taire ». Cette demande s'adresse en premier lieu à la France qui, par la voix du porte-parole du Quai d'Orsay, s'est engagée à étudier la question.

Au-delà du problème de l'armée, se profile le spectre d'un éventuel « dérapage » ethnique, qui pourrait déboucher sur un bain de sang. Depuis quarante-huit heures, les incidents qui se déroulent à Lomé — mises à sac de résidences de certains dignitaires de l'ancien et du nouveau régime — sont le fait de milices nettement identifiables selon leur appartenance ethnique.

Milices d'autodéfense

Les partisans du premier ministre, des Ewés, originaires, comme lui, du sud du pays, s'attaquent à tout ce qui se dévoue à Lomé des Kabyés, qui réclament d'en découdre. Armés de pierres et de frondes, les membres de l'« Ekpé-mag » (de ekpe, la pierre, en langue névée, et d'ekomag, la force ouest-africaine d'interposition déployée au Libéria) n'ont pas, jusqu'à présent, été sensibles aux appels au calme, lancés par le premier ministre. Celui-ci, dénonçant les actes de vandalisme « qui ne sont conformes à aucun idéal démocratique » a été amené, mercredi soir, à interdire « toute manifestation de rue ».

JEAN KARIM FALL

Selon le FMI

Trente millions d'Africains menacés de famine

La famine menace trente millions d'Africains au sud du Sahara, selon un rapport du Fonds monétaire international (FMI), publié mercredi 9 octobre. « Environ trente millions d'habitants de cette région risquent la famine, surtout en Ethiopie et au Soudan, mais aussi en Angola, au Burkina Faso, au Libéria, au Mozambique et en Somalie », indique le rapport semestriel du FMI sur les « Perspectives économiques mondiales ». Il impute cette situation de crise à des causes politico-économiques autant qu'à la sécheresse.

■ AFRIQUE DU SUD : regain de violence dans les ghettos. — Selon la police, treize personnes ont été tuées, mardi 8 et mercredi 9 octobre, dans plusieurs cités noires de la banlieue de Johannesburg, ce qui porte à 31 le nombre des victimes d'affrontements interethniques depuis lundi. Cette vague de violence « finira par englober les banlieues », a estimé Mgr Desmond Tutu, chef de l'Eglise anglicane, lors d'une conférence pour la paix réunie au Cap. — (Reuters)

TUNISIE : leur grâce ayant été rejetée par le président Ben Ali

Trois islamistes ont été exécutés

Trois intégristes condamnés à mort, en juin, et dont la grâce avait été rejetée par le président Ben Ali, « en raison du caractère particulièrement odieux de leurs crimes », ont été pendus, mercredi 9 octobre, à la prison civile de Tunis. Membres du mouvement islamiste Ennahdha, ces trois « terroristes », avaient été reconnus coupables de l'attaque, en février, dans le quartier de Bab-Soukka, à Tunis, d'une permanence du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti au pouvoir, et du meurtre de l'un des gardiens, qui avait été aspergé d'essence et brûlé vif. En revanche, le chef de l'État a continué en peine de travaux forcés à perpétuité la condamnation à mort pour « espionnage » d'un diplomate, M. Laamari Dali.

Le président Ben Ali s'est finalement résigné à envoyer trois islamistes à la potence. A plusieurs reprises, et notamment dans un entretien accordé au Monde, au mois de juillet, il s'était déclaré « hostile à la peine de mort qui réprime les activités politiques ou les délits d'opinion ». (Le Monde du 12 juillet). Il est vrai que, depuis son accession au pouvoir, en novembre 1987, le chef de l'État n'a refusé d'exercer son droit de grâce qu'une seule fois, en 1990, à l'égard d'un « fou sanguinaire » reconnu coupable du viol et du meurtre de treize enfants.

Cela dit, le chef de l'État, qui, en destituant le président Habib Bourguiba avait sauvé du gibet M. Rached Ghannouchi, le patron d'Ennahdha, et plusieurs

de ses comparses, a toujours pris la précaution d'afficher des positions plus floues sur le traitement à réserver aux « terroristes » et aux « comploteurs » intégristes, promettant d'agir, en la matière, « avec discernement et au mieux des intérêts de la société ».

Une « diabolique conspiration »

En haut lieu, on se plaît à assimiler, peut-être un peu vite, les trois condamnés à mort à des « criminels de droit commun dont les agissements n'ont aucune valeur politique ». Il n'en reste pas moins que la découverte, en mai, d'une « abominable et diabolique conspiration » islamiste a conduit le pouvoir à se raidir, au risque d'offrir aux « Verts » les « martyrs » qu'ils cherchaient.

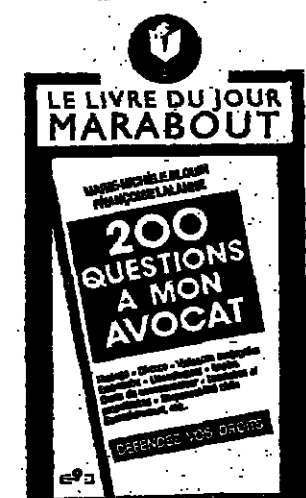
L'ensemble de la classe politique avait, à l'époque, fermement condamné l'attentat de Bab-Soukka. Certains dirigeants d'Ennahdha, parmi lesquels le plus en vue de ses fondateurs, M. Abdel-fattah Mourou, s'étaient éloignés de ce mouvement dont ils avaient dénoncé le « glissement vers des actions terroristes ». Depuis lors, le président Ben Ali livre une guerre sans merci aux islamistes dont plus de trois cents, mêlés à « l'abject complot », attendent de passer en jugement.

devant un tribunal militaire, les accusant de vouloir « s'emparer du pouvoir par la violence et la terreur ».

Les autorités locales ont ainsi multiplié les « révelations » afin de prouver — mais à trop vouloir prouver... — le sérieux de cette « conspiration » dont les auteurs, à les en croire, projetaient de faire sauter l'avion du président Ben Ali, au cours de l'un de ses déplacements officiels, à l'aide d'un missile Stinger. Elles ont obtenu de M. Philippe Marchand, le ministre français de l'Intérieur, en visite à Tunis, à la mi-septembre, la promesse d'un « renforcement de la vigilance » à l'égard des exilés politiques.

M. Abdallah Kallel, le ministre de l'Intérieur, n'a pas hésité à reprocher nommément à l'Algérie de servir de « base principale » aux islamistes tunisiens « pour mettre à exécution leurs sombres desseins ». La visite inopinée de M. Sid Ahmed Ghazali, le premier ministre algérien, mercredi, à Tunis, avait pour objectif, en termes diplomatiques, de « raffermir des relations fraternelles » entre les deux pays voisins, d'harmoniser leur politique du bâton contre les « Verts ».

JACQUES DE BARRIN



Selon le FMI
Trente millions d'Africains menacés de famine

JEAN KARIM FALL

■ BURUNDI : quarante arrestations pour incitation à la « guerre tribale ». — Une quarantaine de personnes accusées d'avoir voulu perturber l'ordre et la sécurité, et d'incitation à la « guerre tribale », ont été arrêtées près de la frontière tanzanienne, mercredi 9 octobre, selon une source officielle à Bujumbura. Parmi elles, figurait un groupe de réfugiés venus clandestinement de Tanzanie. — (AFP)

BERNARD DEGIOANNI

LA CHINE N'EST PAS PRÊTE A S'ÉVEILLER !!!

FRANCE EMPIRE

Le Monde de la Fonction Commerciale

PAUL FABRA

POLITIQUE

L'examen du projet de loi à l'Assemblée nationale

La fermeté affichée par le gouvernement sur le travail clandestin ne convainc pas l'opposition

Les députés ont commencé, mercredi 9 octobre, l'examen du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France. Ce texte, présenté par le ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin, vise à alourdir les sanctions encourues tant par les travailleurs clandestins que par leurs employeurs et les différents responsables des filières d'immigration illégale. « Ce dispositif permet de stopper la pompe », a expliqué M. Sapin, de frapper au cœur du mécanisme du travail clandestin. Mais l'opposition n'est pas convaincue par cette nouvelle fermeté affichée par le gouvernement. Elle met notamment en cause les articles du projet qui protègent contre des mesures d'interdiction de séjour les étrangers « ayant des attaches sociales et familiales en France ».

Le vigoureux tour de vis proposé par le gouvernement aurait dû combler l'opposition. Mais un dossier lesté d'une telle charge symbolique se prête difficilement à des effusions publiques, même si, sur le fond, les convergences sont très sensibles. On a donc assisté, à l'occasion de ce débat sur le renforcement de la répression du travail clandestin, à des échanges polémiques prévisibles, car dictés par l'actualité.

C'est le premier ministre, M. Edith Cresson, qui a donné le ton en dénonçant, dès l'ouverture de la discussion générale, « l'exacerbation des fantasmes » et la « démagogie » qui, « ici, peut devenir meurtrière ». « Notre pays, s'est-elle interrogée, est-il menacé par des flux migratoires que nous ne pourrions contrôler ? La situation actuelle de l'immigration potentielle des problèmes insurmontables de nature à remettre en cause notre identité nationale ? A ces deux questions, je veux répondre clairement : le problème de l'immigration ne doit être ni idéalisé ni ignoré, ni déformé ni exploité. » Faisant allusion à ses propos de juillet dernier sur les « chartes » d'immigrés clandestins, M. Cresson a déclaré qu'elle avait essayé de « susciter une prise de conscience », mais qu'elle n'avait pas « souhaité ou pensé choquer ». « Si certains l'ont été de bonne foi, elle précise, je le regrette. » Elle n'en reste pas moins convaincue qu'une des priorités en la matière est de « maîtriser un mouvement qui, s'il s'amplifiait, risquerait de troubler nombre de citoyens et de provoquer un phénomène de rejet ».

Mais la « prise de conscience » de M. Cresson n'émouvait pas grand monde sur les bancs d'une opposition de droite plus préoccupée d'affirmer ses banderilles en forme de motions de procédure. Comme convenu, l'unique élu du Front national, M. Marie-France Stirbois (non-inscrit, Eure-et-Loir), prononça un ardent réquisitoire contre le « laxisme » du gouvernement « à l'égard d'une invasion sournoise qui ronge, subrepticement mais efficacement, notre pays ». Elle prolongea son élan en soulignant l'exception d'irrecevabilité (procédure visant à faire reconnaître que le texte est contraire à une ou plusieurs dispositions constitutionnelles), que les groupes RPR, UDF, UDC, PS et PC s'efforcèrent de rejeter comme un seul homme. Plus révélatrice, en fait, fut la charge de M. Hervé de Charette (UDF, Maine-et-Loire) contre les socialistes. « Votre inaction », s'est-il écrié, est insupportable à de nombreux compatriotes qui en supportent les conséquences. Dès 1981, vous avez réglementé 20 000 étrangers. C'est en provenance des banes socialistes : « Ils étaient entrés avant... » Impossible, M. de Charette poursuit, « Vous avez continué à délivrer des permis de travail aux demandeurs d'asile, bruyant les statistiques, laissez se développer des situations de confrontation et d'exploitation. (...) Vous cultivez également la provocation en proposant le droit de vote pour les étrangers, alors que vous savez que c'est contraire à la Constitution. » On était alors bien loin du texte proprement dit, jusqu'au moment où, justifiant le dépôt d'une question préalable (signifiant qu'il n'y a pas lieu de débattre), l'orateur de l'UDF en vint aux faits : « Vous accablez dans votre projet deux dispositifs répondant à des logiques différentes. La répression du travail du noir, soit, mais nous ne voulons pas discuter de la seconde partie de texte qui ne correspond pas à un véritable problème d'immigration ».

Cette motion fut rejetée par l'Assemblée, tout comme un renvoi en commission, également demandé par le groupe UDF. Mais M. de Charette venait d'énoncer la question centrale autour de laquelle gravita le reste du débat. Le projet du ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin, comporte en effet deux volets que l'opposition soulignait voir « disjointes ». Le premier concerne le renforcement de la lutte contre le travail clandestin à travers des mesures préventives - dissuadant les employeurs de recourir à cette pratique - mais aussi répressives. Le texte prévoit ainsi des peines complémentaires frappant les employeurs aux différents stades de la chaîne de sous-traitance, telles la confiscation de tout bien provenant

directement ou indirectement de l'infraction, l'interdiction pendant une durée maximum de cinq ans de l'exercice de l'activité professionnelle impliquée dans l'infraction, ainsi que l'interdiction du territoire français si le condamné est étranger. Ces dispositions répondent aux souhaits exprimés par les députés socialistes et communistes de voir « sanctionner plus sévèrement les employeurs, leurs complices et les instigateurs », comme l'a dit M. Jean-Claude Lefort (PC, Val-de-Marne). L'opposition n'a pas, non plus, trouvé grand-chose à y redire.

Le second volet du projet touche à l'organisation de l'entrée et du séjour en France d'étrangers en situation irrégulière. Il renforce les sanctions contre les passeurs, les transporteurs ou les logeurs de clandestins auxquels peuvent désormais s'appliquer, s'ils sont étrangers, des mesures d'interdiction du territoire français. Mais « un contrepoint », selon le mot de M. Sapin - de cette plus grande sévérité, le texte exclut de cette peine, dans ses articles 15, 16, 18 et 19, les étrangers condamnés pour ces infractions mais ayant des « attaches sociales et familiales avec la France », y compris ceux impliqués dans des trafics de stupéfiants. Et c'est précisément là que le bât blesse pour l'opposition. M. Jacques Toubon (RPR, Paris) a fait de cette quatre articles son cheval de bataille. « Vous avez pollué avec des dispositions », a-t-il expliqué, « le reste du texte. C'est une provocation dont seuls les extrémistes seront les bénéficiaires. » Chacun, alors, n'était pas trop mécontent de quitter le consensus silencieux de la première partie, pour renouer, dans la seconde, avec des accents connus.

FRÉDÉRIC BOBIN

Le financement de la campagne présidentielle

Les socialistes s'étonnent du faible coût de l'affichage de M. Chirac

La commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales a entendu, mercredi 9 octobre, M. Dominique Perben (RPR), trésorier de la campagne présidentielle de M. Jacques Chirac, et M. Marc Rocher, chef de la mission interministérielle sur les marchés. M. Robert Pandraud (RPR) a renouvelé sa demande d'audition du journaliste soviétique, auteur d'un article sur le financement du PCF par le PC d'Union soviétique, en menaçant de donner sa démission de la commission d'enquête s'il n'obtenait pas satisfaction.

Sixième et dernier trésorier de campagne présidentielle à être entendu par la commission d'enquête parlementaire, M. Dominique Perben (RPR) a fait les frais de l'expérience acquise par ses examinateurs. Les membres socialistes de la commission d'enquête, qui avaient tant souffert lorsque leurs collègues de l'opposition avaient mis sur le gril M. Henri Nallet, trésorier de la campagne de M. François Mitterrand, tenaient cette fois leur revanche et entendaient bien la savourer.

Le rapporteur de la commission, M. Jean Le Garrec (PS), puis M. René Dosière (PS), se sont tout à tour étonnés du faible coût de la campagne d'affichage de M. Jacques Chirac. Dans les comptes de campagne, celle-ci figure pour un montant de 6 millions de francs, soit 6 % des dépenses totales évaluées à 96 millions de francs, alors que les frais d'affichage de MM. André Lajoinie, Jean-Marie Le Pen et François Mitterrand s'élevaient de 10 à 22 millions de francs (soit 22 à 30 % des dépenses totales de campagne). « Donnez-nous les bonnes adresses ! », s'est

exclamé M. Dosière. Quant au nombre d'affiches imprimées, il a lui aussi donné lieu à controverse. M. Perben en annonçant 26 000 alors que M. Le Garrec, se fiant à son propre calcul, parvenait à un total de 48 000. A ces questions pressantes, M. Perben a répondu simplement que son rôle se limitait à « payer les factures » qui lui étaient adressées.

Un abîme de perplexité

L'audition de M. Marc Rocher, chef de la mission interministérielle sur les marchés, allait plonger les membres de la commission d'enquête dans un abîme de perplexité. D'abord parce que, à entendre M. Rocher, la France a de sérieux travers de République bananière. « Les chefs d'entreprise (de travaux publics) ont cherché à se concilier les bonnes grâces des acheteurs par des cadeaux, des complaisances, d'abord au profit des collectivités locales, puis au profit personnel des acheteurs », a déclaré M. Rocher.

Lorsque l'on sait que ces marchés représentent plus de 400 milliards de francs par an, on mesure combien les huit fonctionnaires de la mission, dont les compétences ont pourtant été élargies par une loi du 3 janvier 1991, sont dépourvus de moyens pour contrôler sérieusement les éventuels « détournements ». D'autant que M. Rocher ne s'est pas privé de dire que les ministères concernés ne montraient généralement guère d'empressement à répondre aux questions de la mission. Dernier obstacle, et de taille, à la moralisation des marchés publics : « Les entreprises lésées hésitent à porter plainte car elles ont trop peur de s'attirer les foudres du service administratif compétent et de se faire définitivement les marchés publics de telle ou telle collectivité ».

P. R.-D.

Les propositions de Bruxelles

La commission européenne de Bruxelles a présenté, mercredi 9 octobre, deux communications concernant l'harmonisation des législations nationales des Douanes afin de renforcer la lutte contre l'immigration clandestine tout en facilitant l'intégration des immigrés légalement installés. Elle suggère en particulier de réactiver une proposition de 1976, repoussée à l'époque par les ministres de la CEE, qui prévoyait des sanctions contre les organisateurs de réseaux de travailleurs clandestins. Elle souhaite également l'instauration de contrats de travail temporaires harmonisés pour les ressortissants des Etats tiers. Elle recommande, enfin, d'adopter une approche commune à propos du regroupement familial.

S'agissant des immigrés légaux, la commission évoque l'ouverture de nouveaux droits, comme celui de circulation libre dans le marché unique de 1993, sans toutefois aller jusqu'à un droit d'établissement automatique dans toute la CEE. D'autre part, Bruxelles souhaite « réfléchir » à la création d'un droit de séjour permanent pour les immigrés installés depuis longtemps.

Le Sénat adopte le projet de protection sociale des pompiers volontaires

Les sénateurs ont adopté à l'unanimité, dans la nuit du mercredi 9 au jeudi 10 octobre, le projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service. Présenté comme la première étape de la mise au point du statut des sapeurs-pompiers volontaires, ce texte supprime les avances de frais en instituant un système de tiers payant. Celui-ci sera géré par le service d'incendie ou de secours du département où a eu lieu l'intervention ayant généré l'accident. Le texte prévoit également le versement d'une indemnité journalière visant à prendre en compte les éventuelles pertes de revenus subies par les sapeurs-pompiers volontaires. Les sénateurs ont adopté contre l'avis du gouvernement un amendement communiste qui maintient la participation de l'Etat au financement de l'indemnisation des prestations en nature ainsi qu'aux indemnités journalières.

Au cours de la session d'automne

Un débat parlementaire aura lieu sur les dépenses de santé

Le gouvernement est bien déterminé à maîtriser véritablement les dépenses de santé, et il n'hésitera pas à porter le débat sur le terrain politique. L'annonce, mercredi 9 octobre, qu'un débat parlementaire sera organisé sur ce thème lors de la session d'automne et l'intervention, au cours du conseil des ministres du même jour, des deux ministres en charge du dossier (nos dernières éditions du 10 octobre) semblent indiquer que les pouvoirs publics s'approprient à passer la vitesse supérieure.

La communication, en conseil des ministres, de MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, et Bruno Durieux, ministre de la santé, sur « la maîtrise négociée des dépenses » n'est pas étrangère à la réunion, le 16 octobre, du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie. Son président, M. Jean-Claude Mallet (FO), propose que les objectifs annuels de dépenses soient d'abord négociés entre les caisses et le gouvernement avant qu'une discussion s'instaure avec les professions de santé. En revanche, le gouvernement a constitué depuis quelques mois des tables rondes tripartites qui doivent élaborer des modes de régulations opérationnels en 1992. MM. Bianco et Durieux souhaitent

raient que la Caisse nationale se rapproche de leur point de vue. Il s'agit aussi d'un signal supplémentaire lancé aux professions de santé qui manifesteront le 17 novembre prochain à Paris. Alors que la tension risque de monter d'ici à la mi-novembre, le gouvernement entend faire savoir qu'il est prêt, le cas échéant, à faire preuve de fermeté. Ce qui signifie que les honoraires des médecins, bloqués depuis avril 1990, ne seront revalorisés qu'en échange d'un effort en faveur de réelles économies sur les prescriptions.

J.-M. N.

M. Mitterrand et M. Cresson ont eu, selon Louis Harris, une enquête de l'Institut Louis Harris pour l'Express, datée du 10-16 octobre, montre que les cotés de popularité de M. François Mitterrand et de M. Edith Cresson accusent de nouvelles baisses pour le mois d'octobre. Le président de la République perd 5 points (42 % d'avis favorables, contre 48 % d'avis contraires) et le premier ministre 3 (28 %, contre 57 %). Depuis le début de l'année la cote du chef de l'Etat a chuté de 8 % à 42 % d'opinions favorables. Le sondage a été effectué les 4 et 5 octobre, auprès de 1 004 personnes.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 9 octobre, au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, un communiqué a été diffusé, dont voici des extraits.

Conditions d'exercice des mandats locaux

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration et le ministre délégué à la santé ont présenté un projet de loi modifiant le code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament.

1. - Le projet de loi transpose trois directives européennes de 1989 visant à harmoniser les législations des Etats membres en matière d'autorisation de mise sur le marché des médicaments. (...)

2. - Le projet de loi définit le régime des pharmacies des établissements de santé, des établissements médico-sociaux et des établissements pénitentiaires, aujourd'hui soumises aux règles de l'officine de ville. Autorisées par le préfet, ces pharmacies seront réservées à l'usage intérieur des établissements.

3. - Les règles applicables aux établissements pharmaceutiques, chargés de préparer, de vendre et de distribuer en gros des médicaments, sont précisées. La notion de « bonnes pratiques » applicable à la profession est reconnue par la loi. Le régime juridique de ces établissements est étendu aux entreprises importantes ou exportant des médicaments et aux entreprises fabriquant ou distribuant des médicaments destinés aux essais sur l'homme.

L'action culturelle dans les quartiers défavorisés

Le ministre de l'Etat, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, et le ministre de la culture et de la communication, porte-parole du gouvernement, ont présenté une communication sur l'action culturelle dans les quartiers défavorisés. L'expression culturelle des habitants des quartiers défavorisés, notamment des jeunes, contribue à les intégrer dans la société. Le développement de

l'action culturelle dans ces quartiers est donc une condition de la réussite de la politique de la ville. (...)

En 1992, dans les actions de développement social des quartiers, 100 millions de francs seront consacrés aux projets culturels. Des actions d'animation, des spectacles et des ateliers de pratique artistique seront systématiquement organisés dans les zones d'éducation prioritaire. Des établissements scolaires et des centres culturels seront jumelés. Un plus grand nombre d'équipements culturels seront implantés à la périphérie des villes. Une centaine de « cafés-musiques » seront ouverts. Des résidences d'artistes seront créées dans les quartiers défavorisés. Les projets de nature à favoriser une animation culturelle permanente seront privilégiés.

La maîtrise négociée des dépenses de santé

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration et le ministre délégué à la santé ont présenté une communication sur la maîtrise négociée des dépenses de santé et d'assurance-maladie.

La dégradation de la situation financière de l'assurance-maladie résulte d'une croissance des dépenses de santé bien supérieure à celle constatée dans les autres pays développés. Pour autant l'état de santé de la population n'est pas meilleur dans notre pays. La situation a conduit le gouvernement à arrêter au mois de juillet un plan de redressement destiné à rééquilibrer le régime général d'assurance-maladie dès 1992.

Pour garantir l'accès de tous à

des soins de qualité et à un haut niveau de prestations sans diminuer la prise en charge des dépenses de santé et sans augmenter les prélèvements sociaux, il est nécessaire de maîtriser durablement l'évolution des dépenses supportées par l'assurance-maladie et de parvenir à une plus grande efficacité de notre système de soins.

Les ministres ont proposé aux représentants des professions de santé et aux organismes de sécurité sociale d'engager une négociation visant à définir par contrat des règles durables. Il est proposé que, chaque année, l'Etat, les caisses nationales d'assurance-maladie et les organisations représentatives des professions de santé engagent une concertation permettant de définir un objectif quantifié d'évolution des dépenses d'assurance-maladie, compatible avec les besoins de la santé publique et avec l'évolution des ressources et le pays est en mesure de leur consacrer.

Sur la base d'une note d'orientation transmise par les ministres, cette négociation a été ouverte dans l'ensemble des secteurs de la santé publique : hospitalisation publique et privée, laboratoires pharmaceutiques, professions de santé d'exercice libéral.

Seule la maîtrise négociée de l'évolution des dépenses peut garantir la qualité des soins et la pérennité de notre protection sociale.

Le gouvernement proposera au Parlement un débat sur la politique de maîtrise des dépenses de santé au cours de la session d'automne (lire page 25).

Une motion de censure contre le budget. - Le président de l'Inter-groupe de l'opposition à l'Assemblée nationale, M. Jacques Barrot, a annoncé, mercredi 9 octobre, que « l'opposition envisage de sanctionner le budget de 1992 de manière solennelle », probablement par une motion de censure. Cette sanction interviendrait à l'issue de la discussion de la première partie du budget, portant sur les recettes, qui doit s'achever le 18 octobre. « Le jugement de l'opposition est sévère sur un budget très passif dans la lutte contre le chômage », a expliqué M. Barrot.

M. Veil : le « parti de la réforme » est « un nouveau piège ». - Interrogé, mercredi 9 octobre, par Radio-Solom, M. Simone Veil a fait part de son désaccord avec l'idée d'un « parti de la réforme », évoquée par certains socialistes, estimant qu'il s'agit d'un nouveau piège tendu par François Mitterrand. « Cela n'a aucun intérêt », a expliqué l'ancienne présidente du Parlement européen. « Il est grand temps d'apprendre ce qu'est une véritable démocratie. Le pouvoir en place nous propose le ralliement. Former un gouvernement de coalition des partis qui apprennent à travailler ensemble, ce n'est certainement pas cela. »

L'ALBUM 91

Le Monde

PLANTU

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SANS VISA

POLITIQUE

Dans les « Cahiers du communisme »

Le PCF publie des documents pour prouver son indépendance vis-à-vis du PCUS et son soutien à M. Gorbatchev

Au nom de la direction du PCF, MM. Alain Bocquet, membre du bureau politique et directeur des Cahiers du communisme, et Maxime Gremetz, membre du bureau politique et responsable de la politique extérieure du parti, devaient présenter, jeudi 10 octobre, trois documents sur les relations entre le Parti communiste français et le Parti communiste d'Union soviétique. Il s'agit, d'une part, d'une correspondance échangée, en 1977, entre le comité central du PCUS et le comité central du PCF, et, d'autre part, du script de l'entretien que MM. Mikhail Gorbatchev et Georges Marchais ont eu en septembre 1989 à Moscou. En divulguant ces documents, qui sont publiés par les Cahiers du communisme dans leur livraison du mois d'octobre, la direction du PCF veut prouver qu'elle a pris, depuis « l'époque brejnévienne », des distances critiques avec le PCUS et qu'elle n'a, ensuite, jamais ménagé son soutien à la perestroïka.

A l'occasion de la réunion du comité central du PCF qui a eu lieu les 3, 4 et 5 septembre, M. Marchais déclarait : « L'affirmation par notre parti de sa totale indépendance de pensée et d'action, sa recherche d'un projet inédit de socialisme, se sont heurtées, dans les années 70, à l'opposition des dirigeants soviétiques de l'époque ». Parlant de « reproches » et de « menaces », le secrétaire général du PCF renvoyait la presse à un échange de lettres entre le comité central du PCF et le comité central du PCUS. C'est cette correspondance qui est divulguée aujourd'hui dans les Cahiers du communisme.

Dans une lettre datée du 18 mars 1977 et adressée au comité central du PCF, le comité central du PCUS fait grief à « certains dirigeants du parti communiste français » d'être trop publicitaires « des critiques internes de l'Union soviétique et des questions de la démocratie soviétique ». « Certains responsables et la presse de votre parti sont toujours plus loin dans la voie des attaques injustifiées contre la politique du PCUS », ajoute la direction du PCUS. En octobre-décembre 1976,

des représentants de la direction du PCF ont pris part au meeting tenu par des éléments antisoviétiques à la Mutualité (1). De la critique d'aspects isolés de la démocratie socialiste en Union soviétique et dans les autres pays socialistes, des représentants du PCF passent en fait aux tentatives de mettre en doute la conformité du système politique existant en URSS et dans les autres pays socialistes (...). On nous propose bien haut de réviser tout le système de la démocratie soviétique - ce qui, en fait, signifie le rejeter - sous prétexte d'accorder des « libertés » illimitées à tous les adversaires du socialisme.

Le PCUS rappelle que « pendant des dizaines d'années, le PCF, comme les autres partis frères, rendait hommage au système choisi par le peuple soviétique ». « Ce n'est pas nous qui avons changé », ajoute-t-il, avant de regretter le soutien apporté par le PCF aux dissidents : « Des représentants de la direction du PCF passent maintenant aux attaques violentes contre notre politique et, de plus en plus souvent, ces attaques s'inscrivent exactement dans la même ligne que la campagne antisoviétique que mène à présent la propagande bourgeoise, ce qui réjouit les impérialistes (...). Il y a même plus : ils nous appellent à offrir à ces gens une « pleine liberté de discussion », à ouvrir une « discussion » avec eux (2). Les appels de ce genre s'appuient sur des raisonnements selon lesquels la liberté serait indivisible. Cette thèse est non seulement douteuse, elle est profondément erronée, hors classe (...). Les communistes ont toujours considéré la liberté comme indivisible. »

« Une divergence profonde sur les questions de la démocratie »

Dans sa réponse, en date du 17 avril 1977, le comité central du PCF affirme notamment : « Nous considérons comme inadmissible la méthode qui consiste à mettre en cause systématiquement, comme vous le faites, « certains dirigeants » de notre parti (...). Il est bien vrai qu'il existe entre nos deux partis une divergence profonde sur les questions de la démocratie et en particulier sur les libertés individuelles et collectives (...). La répression de la liberté d'expression, la substitution de condamnations judiciaires à la lutte idéologique ne sont pas nos yeux les moyens de consolider le socialisme et d'accroître son rayonnement. Ces méthodes, au contraire, lui

portent tort (...). Vous avancez l'idée que notre attitude à l'égard du PCUS comporte un « changement ». C'est vrai, camarades (...). Si nous éprouvons pour le Parti communiste d'Union soviétique des sentiments d'amitié et de fraternité internationalistes sincères, nous avons tiré les leçons du passé (...). Nous en avons effectivement tiré la conclusion que nous ne saurions défendre aveuglément tout ce qui se fait en Union soviétique. Il vous faut bien le comprendre, cela ne se produira plus. »

« Appui total »

Le script du long entretien que M. Marchais a eu avec M. Gorbatchev, le 22 septembre 1989 à Moscou, fait apparaître, à plusieurs reprises, des convergences de vues entre les dirigeants du PCF et les dirigeants du PCUS.

M. Marchais y déclare notamment, dans sa conversation avec son hôte : « Contrairement aux thèses avancées par nos adversaires politiques en France nous soutenons résolument, fermement la perestroïka (...). L'échange que nous venons d'avoir sur la perestroïka et sur l'appui total que nous lui apportons, sur la rencontre des efforts que nous faisons à propos des questions touchant au socialisme, au parti, à la nécessité de nous adapter au monde tel qu'il est, montre que nous ne sommes pas accablés à l'archaïsme (...). Tu apportes un bon coup de main au Parti communiste français. »

M. Gorbatchev, pour sa part, répond notamment à M. Marchais : « Moi, personnellement, je n'ai relevé aucune divergence avec vous. Je sais que nos positions respectives se rapprochent. Nous apprécions votre solidarité (...). Nous n'avons pas de problèmes : nous avons vraiment les mêmes positions. Ce que tu viens de dire en apporte encore la confirmation. Bien entendu, il y en a qui cherchent à insinuer des choses (...). Il n'y a aucun point qui ne soit pas clair entre nous et le PCF et sa direction (...). Nous sommes très satisfaits. »

(1) Le PCF précise que le PCUS vise une déclaration faite le 21 octobre 1976, par M. Pierre Juquin, en nom du bureau politique, au cours d'un meeting pour la libération de dix prisonniers politiques dans diverses régions du monde, dont deux Soviétiques et un Tchecoslovaque.

(2) Le PCF indique qu'il s'agit d'une allusion à la condamnation, par M. Marchais, en janvier 1977, de l'attitude du gouvernement et du PC tchécoslovaque à l'encontre des signataires de la Charte 77.

« M. Georges Marchais veut faire croire qu'il y a continuité depuis 1976 »

nous déclare M. François Hincker

« Dans quel état d'esprit étaient les communistes à cet époque vis-à-vis de l'Union soviétique ? »

« Depuis le début des années 70, la masse des communistes et les électeurs ne s'intéressent plus beaucoup à l'Union soviétique. En 1975, un sondage indique que 3 % à 4 % des Français considèrent que ce pays est un modèle. Ce sont les cadres du parti, notamment. Et les plus âgés d'entre eux. Le ciment dans le parti est l'anti-américanisme. »

« Cependant, c'est bien le parti communiste d'Union soviétique (PCUS) qui est visé au 22^e congrès par l'abandon de la dictature du prolétariat ? »

« C'est Jean Kanapa qui est à l'origine de ce coup d'accélérateur. Le communiste moyen pense qu'il s'agit d'un débat sur le modèle de société en France. En réalité, c'est aussi un signal donné aux Soviétiques. Les cadres ne s'y trompent pas, surtout quand la direction fait monter Henri Malberg [actuel premier secrétaire de la fédération de Paris] à la tribune pour prononcer un discours de rupture en présence de la délégation soviétique. Un mois après, le compte-rendu du congrès du PCUS est extrêmement méchant dans l'Humanité. A la réunion du comité central qui suit ce congrès, lecture est donnée

d'une première lettre de mise en garde des Soviétiques. Il n'y a pas de réponse. Au printemps 1976, la question des rapports avec le communisme international, c'est-à-dire Moscou, est présente dans le parti. L'année suivante, cette question est devenue banale. »

« Vous parlez d'une première lettre en 1976. Avec celle qui est publiée aujourd'hui, cela fait deux. Le PCUS s'adressait-il souvent ainsi au comité central du PCF ? »

« Il y en a eu une troisième à laquelle Jean Kanapa a fait allusion en présentant, devant le comité central, le 11 mai 1977, son rapport sur le ralliement du PCF à la force de dissuasion nucléaire. Les Soviétiques nous demandaient de ne pas prendre cette décision. »

« Comment pouvaient-ils avoir connaissance de ce revirement ? Aucune discussion ne s'était déroulée dans le parti sur cette question avant la présentation du rapport Kanapa. »

« Il va de soi que, sur une question de cette nature, les Soviétiques étaient prévenus avant nous. M. Hincker, historien, aujourd'hui membre du PS, est diplomate avec un autre Etat. N'oubliez pas qu'au début 1977, l'idée qui prédomine chez les com-

munistes est qu'ils seront au gouvernement l'année suivante. »

« La direction du PCF a-t-elle persisté dans la ligne du non-alignement sur l'URSS définie au 22^e congrès ? »

« Non, évidemment. Georges Marchais veut faire croire qu'il y a continuité depuis 1976. C'est oublier qu'il a déclaré « globalement positif » le bilan du socialisme en 1979, donc dans tous ses aspects. Puis il a approuvé de Moscou, en direct à la télévision française, en janvier 1980, l'intervention soviétique en Afghanistan. Ensuite, le PCF s'est aligné sur la position soviétique en matière de désarmement. Je continue à ne pas comprendre son retournement dans ses rapports avec l'URSS. »

Propos recueillis par OLIVIER BIFFAUD

► Secrétaire politique de M. Roland Leroy de 1970 à 1974, M. François Hincker est entré au comité central du PCF en 1978 (22^e congrès) au titre de la Nouvelle Critique dont il était le rédacteur en chef. Il n'a pas été réélu dans cette instance en 1979. M. Hincker, historien, aujourd'hui membre du PS, est diplomate avec un autre Etat. N'oubliez pas qu'au début 1977, l'idée qui prédomine chez les com-

M. Mauroy invite les socialistes à réfléchir dès maintenant à leur stratégie et à leurs alliances

A deux jours de la réunion de leur comité directeur, puis de leur convention nationale destinée à préparer le congrès extraordinaire de décembre et les élections régionales et cantonales de mars prochain, les socialistes s'interrogent sur leur stratégie et leurs alliances pour les législatives de mars 1993. Leur premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, les a invités, mercredi 9 octobre, à engager sans tarder la réflexion et la discussion sur ce sujet.

M. Mauroy a transmis au bureau exécutif du Parti socialiste, mercredi, un message du président de la République, qu'il avait rencontré, la veille, comme chaque mardi. M. François Mitterrand a demandé au premier secrétaire de faire savoir aux responsables socialistes « combien il attache d'importance au PS, qui est la force et le pivot de la majorité d'aujourd'hui et de demain ». Ces assurances n'ont pas suffi à dissiper les inquiétudes des responsables socialistes, qui ont le sentiment que la maîtrise de leurs affaires leur échappe et que la recette selon laquelle ils seront accommodés aux prochaines élections législatives s'élabore ailleurs et sans eux.

Le premier secrétaire a voulu répondre à ce sentiment en proposant au bureau exécutif un

calendrier pour le débat stratégique dont le PS a besoin aujourd'hui. Refusant toute « logique de l'échec » et toute idée de « dissolution du PS dans une nébuleuse bien hasardeuse », M. Mauroy estime que les socialistes, engagés dans la mise au point de leur « projet », doivent en tirer le meilleur parti possible en engageant le débat entre eux, dès le mois prochain, sur la stratégie et les alliances correspondant à ce projet. Ce débat doit être mené, selon lui, parallèlement à la préparation du congrès extraordinaire qui, en décembre prochain, adoptera le nouveau texte de référence du PS. Le maire de Lille suggère qu'une instance - comité directeur ou « séminaire » de la direction du parti - se réunisse en novembre pour étudier la meilleure manière de « rassembler la gauche », de « rassembler la majorité présidentielle » et d'« élargir » celle-ci aux écologistes. Des « assises » seraient organisées ensuite, soit avant, soit après les élections régionales et cantonales de mars prochain, avec les forces politiques disposées à discuter avec le PS d'un contrat de législature, proposé aux électeurs en mars 1993.

L'engrenage de la proportionnelle

La question du mode de scrutin, qui serait examinée dans le même temps, est le point sur lequel butent les responsables

socialistes. La tonalité des échanges, mercredi, a été moins vive que la semaine dernière, et plusieurs intervenants ont approuvé le souci de M. Mauroy que le PS « fasse mouvement » et reprenne l'initiative. La crainte de « mettre le doigt dans l'engrenage de la proportionnelle intégrale » a été exprimée, cependant, par M. Alain Richard, rocardien, rapporteur général du budget, et par le premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, M. Daniel Percheron, fabiusien. M. Henri Emmanuelli, jospiniste, président de la commission des finances de l'Assemblée, a mis en garde contre le risque d'« émiettement » que comporte la représentation proportionnelle.

La question que se posent les socialistes est la suivante : la « proportionnalisation » du scrutin n'est-elle pas en contradiction avec une stratégie de rassemblement autour du PS ? D'accord avec la démarche proposée par le premier secrétaire après avoir été réclamée, une fois encore, par M. Jean Poporen, ministre des relations avec le Parlement, et par M. Jean-Paul Planchou, député de la Seine-et-Marne, au nom des dissidents du courant Socialisme et République, les responsables socialistes n'en redoutent pas moins qu'elle ne les entraîne là où ils ne veulent pas aller.

PATRICK JARREAU

M^{re} Cresson : « On ne peut faire actuellement une autre politique que celle de Pierre Bérégovoy »

Dans une interview publiée dans Paris-Match du 17 octobre, M^{re} Edith Cresson réplique à tous ceux qui contestent son action. Ainsi affirme-t-elle que ceux des socialistes qui la critiquent aujourd'hui « sont ceux qui [lui] ont toujours reproché d'agir ». « A l'action, dit-elle, ils préfèrent les colloques et les cocktails. Les problèmes liés à la situation économique et sociale sont complexes et anciens. Je ne demande qu'une chose : être jugés sur les résultats. Ceux-ci ne peuvent être obtenus en quelques mois. »

M^{re} Cresson assure aussi qu'elle n'est pas blessée par les attaques : « Je suis insensible aux bassesses », ajoutant : « On me reproche de ne pas avoir de projet révolutionnaire. Mais si mes adversaires en avaient un, on le saurait. Une seule fois par siècle surgit une vraie grande idée qui doit révolutionner la société. Parfois l'expérience se termine mal. Moi je m'attaque aux problèmes concrets en sachant que c'est ainsi que l'on fait progresser les choses. »

► RECTIFICATIF. - Contrairement à ce qui était indiqué dans le Monde du 8 octobre, à propos d'une manifestation léniniste dans la Nièvre, M^{re} Marie-France Stirbois, membre du bureau politique du Front national, n'est pas maire de Dreux. M^{re} Stirbois est seulement député (non-inscrit) d'Eure-et-Loir.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LE SPORT ET L'ARGENT

Envoyer 60 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 F d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SANS VISA

► Selon l'IFOP, M. Delors l'emporterait sur M. Chirac et M. Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle. Selon une enquête de l'IFOP publiée dans l'Express du 10 octobre, M. Jacques Delors, meilleur candidat de la gauche pour 39 % des personnes interrogées (contre 20 % à M. Michel Rocard) l'emporterait aussi bien sur M. Jacques Chirac que sur M. Valéry Giscard d'Estaing au second tour d'une élection présidentielle. Le président de la commission européenne recueillirait 53 % des suffrages face à M. Chirac (47 %) et 52 % face à M. Giscard d'Estaing (48 %). En revanche M. Rocard serait battu à la fois par le président du RPR (49 % contre 51 %) et par le président de l'UDF (46 % contre 54 %). A droite, M. Chirac apparaît comme le meilleur candidat (23 %), mais il est talonné par M. Raymond Barre (22 %) comme par M. Giscard d'Estaing (21 %). Ce sondage a été réalisé les 3 et 4 octobre 1991 auprès d'un échantillon de 965 personnes de plus de dix-huit ans.

Cette semaine

L'EVENEMENT

L'HOMME

les questions les réponses

D'où vient-il ? De qui descend-il ? Adam était-il un Pygmée congolais ? Si oui, comment a-t-il pu séduire Eve, Africaine de l'Est, aux hanches larges ? Do you speak « préhistorique » ? La guerre du feu ou la meilleure façon de devenir un homme au foyer ? Que faisait l'Australopithecus de ses dix doigts ? Quand l'Homo sapiens a-t-il mis la main à la pâte ? Est-il né phalacroptère ? Ce qui l'a fait devenir gastronome ? Comment a-t-il découvert l'amour ? Debout depuis plus de quatre millions d'années et toujours pas fatigué ? Pourquoi consacrait-il tant de temps à faire pipi ? Les jambes avant la tête ? Comment en est-il arrivé là ? Où va-t-il ? Qui fera la vaisselle ?

seuls s'inscrivent dans le processus automatique de ce comité. A propos des pays de l'Est européen, PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Trois ans après l'explosion qui a fait treize morts

Les familles des victimes de la « Maison des têtes » à Toulon se pourvoient en cassation

Le gaz est-il à l'origine de la destruction de la « Maison des têtes », qui, voilà près de trois ans, explosa à Toulon (Var), entraînant la mort de treize personnes et faisant une trentaine de blessés ? La contre-expertise demandée par les parents des victimes leur a été refusée. Ceux-ci ont donc décidé d'introduire un pourvoi devant la Cour de cassation.

TOULON

de notre correspondant

Le 15 février 1989, à 14 h 26, une violente déflagration souffle un immeuble de cinq étages, situé place de la Poissonnerie, en bordure de la vieille ville de Toulon, près du port. Des pierres et des gravats sont projetés dans un rayon de 50 mètres, où vitrines et vitres volent en éclats. Les secours s'organisent, mais l'immeuble n'est plus qu'un tas de gravats, rendant leur intervention difficile.

Le maire de Toulon et le préfet du Var font une déclaration dans laquelle ils privilégient la thèse de l'accident dû au gaz. Dans le même temps, les gravats sont défilés rapidement pour permettre l'accès à des fins d'expertise. Ce n'est que le lendemain après-midi que M^{me} Janine Quiké, attachée au laboratoire de police scientifique de Marseille, se rend sur les lieux à des fins d'expertise. Pour des raisons de sécurité, on lui déconseille l'accès au chantier. Elle devra se contenter de prélèvements effectués sur place par les pompiers et d'autres indices recueillis dans la décharge où, dans l'urgence du débâclement, il n'a pas été possible d'effectuer toutes les mesures conservatoires.

Le 6 février 1990, l'expert dépose ses conclusions : il s'agit d'une explosion très vraisemblablement due au gaz qui s'est produite au troisième étage. Elle suggère que « peut-être un tuyau de gazinière arraché ou largement fendu » pourrait en être l'origine. En revanche, « la recherche des substances explosives est demeurée totalement négative, éliminant la possibilité de l'emploi d'un engin explosif ». Les familles des victimes, constituées en association

dès octobre 1989, ne cachent pas leur trouble. « Il est regrettable, disent-elles, que l'expert n'ait pas pu travailler dans de meilleures conditions. On a privilégié une thèse qui ne nous convainc pas. On a parlé d'une vieille dame dépressive vivant au troisième étage, suggérant un suicide par le gaz. En fait, M^{me} Annette Wasserstein avait soixante-deux ans et les témoignages de ses voisins et de ses proches n'attestent pas cet état dépressif. Plus étrange encore, personne ne se souvient qu'elle ait possédé une gazinière... qu'on n'a d'ailleurs jamais retrouvée ».

Un deuxième expert, M. Pierre Lhommer, est commis par M^{me} Cutajar, juge d'instruction. Ce spécialiste des sinistres par explosion, domestiques et criminels, souligne, le 16 mars 1989, « les difficultés résultant de la disparition de certains indices qui auraient pu être recueillis immédiatement », notamment « des vêtements, généralement susceptibles de fournir d'utiles indications sur la nature de l'explosion ». Il constate bien au troisième étage des traces de combustion proches d'appareils sanitaires, mais estime qu'ils peuvent résulter de travaux de plomberie. Ce qui est fâcheux, c'est que ces indices ont été relevés dans l'appartement voisin de celui de la vieille dame. Écartant toute explosion ménagère ou professionnelle (dans un laboratoire de prothèse dentaire cité dans le premier rapport), cet expert est moins catégorique que le précédent. Dans ses conclusions du 19 février 1991, il n'exclut pas une déflagration initiale dans l'appartement de Mme Wasserstein, mais précise « qu'il est impossible d'écarter théoriquement l'explosion d'explosifs ».

Devant les contradictions des rapports d'experts, les familles ont sollicité en avril dernier une contre-expertise. Elle leur a été refusée. Aussi viennent-elles d'introduire un pourvoi devant la Cour de cassation avant d'appeler à l'arbitrage ultime de la Cour européenne de justice. « C'est une procédure rarissime », explique Jacques Baillet, dont la fille Alexandra, dix-neuf ans, est morte sous les décombres, mais on nous force à penser qu'on nous cache quelque chose ».

JOSÉ LENZINI

DÉFENSE

Selon son chef d'état-major

« Le moral de l'armée de terre n'est pas excellent »

Dans un entretien avec le périodique officiel *Terra Magazine*, destiné aux cadres d'active ou aux engagés et conçu par des responsables militaires, le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Amédée Monchal, reconnaît que « le moral de l'armée de terre n'est pas excellent », et il demande à ses subordonnés « de conserver leur sérénité » quant à leur avenir. Il annonce qu'il fera connaître « dans les mois qui viennent » un « projet global » pour l'armée de terre, « qui donne à chacun une perspective à moyen terme » et qui devrait correspondre aux objectifs de la programmation militaire soumise au Parlement.

C'est la première fois que le général Monchal fait écho aux préoccupations apparues depuis quelques mois, au sein de la communauté militaire, après les annonces récentes concernant la fois la décelération des dépenses de défense, la réduction des effectifs, la diminution de la durée du service national et le retrait - de moitié avant 1992 - des forces d'Allemagne.

Avant d'accéder au poste de chef d'état-major de l'armée de terre, le général Monchal a été chef du cabinet militaire de M^m. Jean-Pierre Chevènement

puis Pierre Joxe au ministère de la défense. Il a participé aux travaux qui ont permis de préparer le plan « Armées 2000 » de réorganisation des forces, le projet de budget pour 1992 et la programmation militaire qui fixera les orientations de la défense entre 1992 et 1997.

Évoquant les priorités qu'il s'est données au poste qu'il occupe depuis le 16 avril dernier, le général Monchal explique qu'il veut « gérer au mieux la conjoncture budgétaire, même si celle-ci est difficile, pour n'hypothéquer ni la modernisation ni la cohérence des équipements futurs de l'armée de terre ». A propos de la condition militaire, il s'engage à améliorer « les conditions de travail » des cadres et, arguant de ses contacts à tous les niveaux qui lui permettent de rester informé, il admet que « le moral de l'armée de terre n'est pas excellent car - et c'est normal - beaucoup s'interrogent sur leur avenir ».

Les états d'âme des cadres

Les propos du chef d'état-major apparaissent plutôt comme une réponse de la hiérarchie en place aux déclarations publiques de l'un de ses grands subordonnés, le général Jean Salvan, commandant la région militaire de défense Atlantique à Bordeaux, qui relatait les états d'âme de nombreux cadres (le *Monde* du 29 août et daté 29-30 septembre). Le général Monchal peut d'autant moins ignorer la situation, dans les rangs

Le procès Chaumet au tribunal correctionnel de Paris

Parole de joaillier contre parole de princesse

A la sixième journée d'audience du procès Chaumet, mercredi 9 octobre, le tribunal de Paris a reçu le témoignage très attendu de la princesse Mirnie de Beauvau-Craon, partie civile.

Ah, princesse ! Où alliez-vous faire en ce tribunal ? Rude après-midi pour Mirnie de Beauvau-Craon, sirot tombée de l'avion de Londres, sirot engloutie, submergée sous les fureurs de la défense, confrontée à ses déclarations antérieures, « cote 2216 page 3, vous dites que... », accusée au bout du compte devant quelques principes contradictoires. Une après-midi, à n'en pas douter, à faire saigner dans les dents dans les chaumières.

Ce n'est pas sans émotion... a commencé la princesse, lisant son papier comme en gala de charité. Mais le président Bernard Payrat se souciait de l'émotion des princesses comme de son premier Daloz, et les défenseurs des Chaumet moins encore. Ah, princesse !

Le tribunal, depuis la semaine dernière (le *Monde* du 4 octobre), connaît les éléments de cette nouvelle affaire du collier. Mirnie de Beauvau-Craon avait-elle, comme « depuis [son] enfance, et l'époque de [ses] grands-parents et arrière-grands-parents », confié son collier en dépôt-garde aux Chaumet ? Ou, comme le soutiennent les prévenus, l'avait-elle bel et bien donné à vendre ? Si le tribunal la suit, la justice lui rendra ce collier de trente et une perles, estimé par les Chaumet à 180 000 dollars. Dans le cas contraire, elle redevient créancière ordinaire, ne pouvant plus en espérer que la cinquième année de la valeur. Il importait donc au

tribunal d'entendre, de sa bouche, la version de la princesse.

« J'avais cru comprendre, s'étonne le président, que vous aviez demandé aux Chaumet une évaluation de votre collier ? »

« Non, monsieur le président. Je n'ai jamais demandé d'estimation ».

« La princesse nous a demandé une estimation de l'ordre de grandeur du prix, maintenant Jacques Chaumet, impossible ».

« Devant le juge d'instruction, atteste M^{me} Doumle, défenseur des Chaumet, la princesse a déclaré avoir souhaité « éventuellement en connaître la valeur exacte ».

« Je n'ai jamais demandé d'estimation en but de vente », concède M^{me} de Beauvau-Craon, insistant sur les quatre derniers mots.

Premier recul, mais ce n'est rien encore. Le collier vendu, Mme de Beauvau-Craon prétend que les Chaumet, sans l'avertir de la vente, se seraient gardés de répondre à ses demandes de restitution et à trois lettres successives leur intimant de ne pas vendre. « Il y a eu une réponse téléphonique », assure Jacques Chaumet. La princesse, cinquante centimètres derrière lui : « Oh ! Jacques Chaumet, ferme, se retournant à moitié : « Princesse », la princesse, non moins ferme : « Monsieur Chaumet ! Monsieur Jacques ! Et d'ajouter : « Quand M. Jacques Chaumet veut être fuyant, il sait l'être mieux que personne. Il me donnait de vagues explications pour refuser de me rendre le collier ».

« Quelles explications, Madame ? », s'exclame M^{me} Doumle.

« Il m'avait dit que le collier

était parti pour être montré » la princesse, patelin : « Pourquoi serait-il parti pour présentation, s'il n'était pas en vente ? » La princesse ne répond rien. C'est tout ? Point encore. Toujours devant le juge d'instruction, elle avait aussi concédé avoir eu vent de « certaines rumeurs », selon lesquelles la société Chaumet serait en difficulté. Ainsi s'expliquait, selon les défenseurs des joailliers, son acharnement à récupérer son collier et à nier l'avoir mis en vente.

De l'épaisseur des enveloppes

« Je ne comprends pas la question », assure d'abord la princesse. Et, devant l'insistance du président à discerner si elle avait effectivement eu vent de ces rumeurs : « Monsieur le président, j'habitais Londres ! J'ai des amis dans la salle, où l'on ne considère apparemment pas la Manche comme un obstacle infranchissable à ce genre de nouvelles ».

Ce collier, enfin, lui a-t-il été payé ? « J'en ai d'une façon ou d'une autre », assure-t-elle. La semaine dernière, Jacques Chaumet avait pourtant révélé que des enveloppes avaient été portées au cabinet de l'avocat de la princesse, M^{me} Loyrette. Le tribunal exige aujourd'hui davantage de précisions. Et, si distendues que soient pour le moment les relations, cela reste un supplice.

« Combien avez-vous remis ? », interroge le président.

« Je ne peux pas le préciser, réplique Jacques Chaumet ».

« Mais si, vous pouvez » Et, s'adressant à un des coaccusés, ancien porteur d'enveloppes des Chaumet :

« Monsieur Thion de la Chaume, c'est vous qui avez

remis les enveloppes ? Qu'y avait-il à l'intérieur ? »

« C'étaient des enveloppes... fines ».

« Donc, qui ne pouvaient pas contenir de billets ? Ou alors un seul billet de 500 F ? (Rires.) Ou bien un chèque ?... (Incrédule.) Vous auriez payé par chèque, monsieur Chaumet ? »

Le porteur d'enveloppes, la mémoire lui revenant : « Fines, je veux dire... pas très épaisses. Elles comme ça » Il écarte les bras. « Plutôt comme ça » : il écarte alors les doigts de quelques centimètres. Jacques Chaumet : « Je confirme. C'étaient des sommes de 100 000 F. Nous en avons remis cinq ou six. Enfin, quatre ou cinq. » Comment expliquer, dans ces conditions, l'acharnement de la princesse, les appels téléphoniques, les lettres ? « Elle craignait que nous n'allions pas au terme des remboursements ». La princesse : « Les Chaumet ont tout prétendu. Que j'avais été partiellement payée. Que je n'avais pas été payée. Les prochains fois, ce sera quoi ? Que j'ai été payée à l'ère Mousquet, peut-être ? » La princesse : « C'est une blague, madame ».

C'est parole de joaillier contre parole de princesse, et nul n'en démordra, en dépit des reculs partiels auxquels les défenseurs des Chaumet contraignent Mirnie de Beauvau-Craon. Mince consolation pour les joailliers qui n'ont plus rien à y perdre, sauf l'honneur. Pour le reste... Pierre Chaumet, qui réside aujourd'hui à la campagne, chez [ses] enfants, assure vivre d'une retraite de 4 200 francs par mois. La pension de Jacques Chaumet se monte, elle, à 77 000 francs par an, et il vit dans un petit appartement en banlieue. A Neuilly.

DANIEL SCHNEIDERMAN

Jugement d'« apaisement » pour trois jeunes « émeutiers » de Mantes-la-Jolie

Le tribunal correctionnel de Versailles a condamné, mercredi 9 octobre, à des peines de deux, trois et six mois de prison ferme, trois jeunes participants aux violences du 25 au 26 mai dernier, dans la cité du Val-Fourré à Mantes-la-Jolie (Yvelines), au cours de laquelle des magasins avaient été pillés. Un jugement qualifié d'« apaisement » par le président de la 8^e chambre. Un jeune de vingt-deux ans, reconnu par

plusieurs policiers comme leur « ayant jeté des pierres », inculpé de vol de fait et dégradation de biens, a été condamné à douze mois de prison, dont six avec sursis. Deux autres garçons vus au milieu d'une soixantaine d'« émeutiers » en possession de « vêtements et chaussures volés » ont été condamnés à huit mois de prison chacun assortis respectivement de cinq et six mois de sursis.

Dans une affaire de trafic d'influence

L'inspection générale des services judiciaires va enquêter au tribunal de la Réunion

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

de notre correspondant

Trois représentants de l'inspection générale des services judiciaires (IGSSJ) sont arrivés, mercredi 9 octobre, à la Réunion dans le cadre de l'information judiciaire ouverte contre le concierge du palais de justice de Saint-Denis, M. Jérémy Lako, inculpé de trafic d'influence et écroué à la maison d'arrêt du Port (le *Monde* du 10 octobre). Les trois inspecteurs ont été accueillis à l'aéroport de Gillot par le procureur général, M. Georges Trucchi, et ont tenu, peu après leur arrivée, une longue séance de travail avec les présidents de chambre et le procureur général.

Mis en cause par le concierge du palais de justice, le procureur de la République de Saint-Denis, M. Jacques Schiano, est toujours à Paris où la chambre criminelle de la Cour de cassation doit se prononcer sur la requête que lui a transmise le procureur général, M. Trucchi. Une requête qui concerne M. Schiano dans la mesure où son nom a été cité par le concierge lors de l'enquête préliminaire et au cours de son audition par le juge d'instruction chargé du dossier.

Dans une déclaration à la presse locale, l'avocat de M. Lako, M^{me} Michel Folio, estime que « si l'inculpation et l'incarcération de M. Lako, dont on dit qu'il n'était qu'un pion, étaient imposées par l'urgence, comment se fait-il qu'il ne soit pas de même de M. Schiano ? De deux choses l'une : ou bien les faits retenus sont suffisamment constants et l'on serait en présence d'une discrimination qui permet de s'interroger sur la volonté réelle de faire toute la lumière requise. Ou bien alors ces faits ne sont d'aucune constance et M. Schiano est injustement incarcéré ».

Le concierge a décidé d'introduire un recours en appel contre la décision du juge d'instruction de le placer en détention.

AUX DIJON

L'affaire des Girondins de Bordeaux

M. Claude Bez entendu par le juge d'instruction

M. Claude Bez, ex-président du football club des Girondins de Bordeaux, comparu, mercredi 9 octobre, devant M^{me} Bernadette Pragout, doyenne des juges d'instruction de Bordeaux. Il a subi son premier interrogatoire depuis son inculpation le 22 novembre 1990 pour escroquerie, abus de confiance, complicité, faux et recel d'abus de biens sociaux.

La dramatisation de cette inculpation contrastant avec la discrétion de la procédure, on aurait pu croire l'affaire enterrée. Il n'en est rien. M. Eric Bez, inculpé de faux et usage de faux, recel, d'escroquerie et abus de biens sociaux le même jour que son père, a été interrogé durant l'été. M^{me} Pragout a recueilli également différents témoignages dont celui de M. Gilbert Leroy, ancien secrétaire général de la ville de Bordeaux, un fidèle du maire, M. Jacques Chaban-Delmas, qui a suivi de bout en bout le dossier des Girondins.

Dans ce dossier complexe, la justice s'intéresse notamment à un décaissement de 15,6 millions de francs décaissé par la direction générale des impôts dans la rénovation du château de Heillan transformé en centre international du football.

L'interrogatoire mercredi de M. Claude Bez aurait notamment permis de reconstituer le contexte de l'affaire et de tracer un historique de la séparation entre Girondins Omnisport et Girondins de Bordeaux FC, ainsi que de préciser les mécanismes de contrôle du club et ses sources de financement.

L'ancien président du club de football bordelais fait par ailleurs l'objet de plusieurs poursuites fiscales dont deux devraient être évoquées fin octobre. Le fisc réclame des pénalités de plusieurs millions de francs pour non-remboursement de la taxe sur les spectacles. Une expertise préalable à l'ouverture d'une procédure en comblement de passif est également en cours à la suite du dépôt de bilan du club de football qui est redressé en deuxième division.

GINETTE DE MATHA



de l'armée de terre, qu'il est le destinataire de rapports sur le moral rédigés par les chefs des formations placées sous ses ordres et l'informant régulièrement des sentiments de la « base ».

Outre les conditions de travail et de vie des personnels, ce sont les contraintes budgétaires, la

modicité des soldes, les difficultés du recrutement et volontaires pour un service long (VSL), la fréquence des mutations, le manque de matériels et les conséquences de la réduction du dispositif militaire qui sont les motifs d'insatisfaction les plus souvent avancés par les officiers, sous-officiers ou engagés sur le terrain.

Devant les députés membres de la commission de la défense, M. Joxe a récemment donné quelques précisions sur le nouveau « format » de l'armée de terre. Dans un premier temps, il a été envisagé, si l'on en croit un rapporteur de la commission, M. Guy-Michel Chauveau (PS, Sarthe), de dissoudre, d'ici à 1994, 35 des 185 régiments que compte l'armée de terre et, notamment, de ramener de 6 à 4 le nombre des divisions blindées (dont une composée de personnels professionnels). Ce réarmement aboutirait à faire passer l'effectif de l'armée de terre de 285 000 à 250 000 hommes.

Plus récemment, le ministre de la défense a fait état d'une nouvelle hypothèse, encore plus restrictive, avec une armée de terre qui tournerait autour de 220 000 hommes (dont la moitié serait formée de cadres et d'engagés) à l'horizon 1997-1998. Si elle était retenue, cette hypothèse pourrait entraîner l'abandon ou l'allègement d'une cinquantaine de garnisons.

J. L.

SOCIÉTÉ

FAITS DIVERS

Entre la région parisienne et Clermont-Ferrand

Vol d'une tonne de pièces de 10 francs

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

Cent cinquante mille pièces de 10 francs bicolores destinées à l'un des établissements de la Banque de France du Puy-de-Dôme ont été subtilisées dans un wagon d'un convoi de marchandises entre Trappes (Yvelines) et Clermont-Ferrand dans la nuit de mardi à mercredi.

Les enquêteurs de la police judiciaire de Clermont-Ferrand ont la conviction que les auteurs du vol étaient dans le secret, car la précieuse cargaison avait été volontairement placée dans un wagon anonyme. Les sacs de pièces se trouvant à l'intérieur d'un simple carton cerclé de fer ne portant aucune mention particulière hormis des inscriptions codées connues seulement d'une dizaine de personnes.

J.-P. R.

SCIENCES

□ Retour sur Terre de trois cosmonautes de la station Mir. - Trois cosmonautes de la station soviétique Mir, le Russe Anatoli Arsebarski qui s'y trouvait depuis le 21 mai dernier, l'Autrichien Franz Viehböck et le Kazakh Toktar Aubakirov, arrivés en orbite mercredi 2 octobre, sont revenus sur Terre jeudi 10 octobre, à 5 h 12 (heure de Paris), dans la région d'Arkafik (Kazakhstan). - (AFP)

Le crime de « Saint Jean-Baptiste »

STRASBOURG

de notre correspondant régional

Rien ne le prédisposait à devenir un tueur pour « extirper le démon » : issu de la classe moyenne strasbourgeoise, il avait fait une année de médecine et deux ans à l'école d'architecture. Certes il était au chômage, mais sa situation sociale n'était pas désespérée. Il vivait dans un immeuble tout ce qu'il y a de convenable à Illkirch-Graffenstaden, dans la banlieue sud de Strasbourg. Il n'était pas connu pour s'adonner à la boisson ou à la drogue.

Pourtant, Eric, « un beau gosse » blond de trente ans, a tué et mutilé atrocement son amie : des dizaines de coups portés avec un crucifix, pour ensuite l'éviscérer. Muni des organes de Chantal, il s'est rendu chez son propriétaire - qu'il entraîna à la messe le dimanche - avec l'intention de les lui faire manger...

Dans la folie d'Eric, apparaît un fil conducteur. Converti trois ans plus tôt - « après avoir vu une étoile filante » -, il s'est enflammé en entraînant dans son mysticisme Chantal qui, par amour, l'a suivi. Il avait donné, ces derniers temps, des signes de déséquilibre, téléphonant à son père pour lui dire que « Satan était après lui ».

Qu'est-ce qui l'a fait basculer ? De ses propos incohérents tenus juste après son arrestation, il ressort que la visite (réelle ou imaginaire) à l'hôpital à une vieille dame juive atteinte d'un cancer à l'estomac ait pris une importance capitale dans son esprit : « Je l'ai baptisée et extirpé son mal ». A ce jour, il est devenu « Saint Jean-Baptiste de la Thora ».

Apparemment il y a corrélation entre cette certitude et sa « mission divine ». Après avoir diné, Chantal lui a demandé de rester chez elle. Que s'est-il passé exactement ? La seule chose que l'on sache est qu'elle était nue, et qu'il l'était lui aussi lorsqu'il s'est rendu dans son immeuble, proche du lieu du crime, pour présenter à son propriétaire les viscères de la victime.

Quelques jours après le drame, Eric est redevenu, estime M^{me} Caroline Nisand, substitut du procureur de la République, « quelqu'un de poli, s'exprimant avec beaucoup d'aisance ». Il ne dit plus qu'il a « sauvé Chantal du diable ». Il a plutôt tendance à regretter son geste en se demandant s'il n'a pas fait quelque chose d'« horrible », et s'il a su finalement « discerner la volonté de Dieu ».

MARCEL SCOTTO

RELIGIONS

Le cardinal Lustiger nommé président délégué du synode des évêques européens

Jean-Paul II a nommé, mercredi 9 octobre, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, le cardinal Jozef Glemp, primat de Pologne, et le cardinal de curie Eduardo Martínez Somalo, espagnol, comme présidents délégués du synode spécial des évêques qui, du 28 novembre au 14 décembre au Vatican, sera consacré à la nouvelle situation des pays et des Eglises en Europe. Le rapporteur général sera le cardinal Camille Ruini, vicaire de Rome et président de la conférence épiscopale italienne.

Le pape a nommé également vingt-sept membres de cette assemblée épiscopale - dont une demi-douzaine venant d'Union soviétique et Mgr Pierre Eyt, archevêque de Bordeaux - à laquelle participeront quelque cent dix autres évêques, choisis par les conférences épiscopales des pays concernés : pour la France, Mgr Joseph Duval, président de la conférence épiscopale, Mgr Charles Brand (Strasbourg), Mgr Georges Gilson (Le Mans) et Mgr Jean Vilnet (Lille).

Des observateurs d'autres confessions (orthodoxes, anglicans, réformés, luthériens) participeront à cette assemblée, qui sera précédée à Rome, du 28 au 31 octobre, d'un colloque d'intellectuels de l'Est et de l'Ouest, sous la présidence du cardinal Poupard, préfet du conseil pontifical pour la culture.

JEAN-DENIS BREDIN de l'Académie française



"Tous je les ai rencontrés, dans la vie, ou ailleurs, leurs cœurs battaient trop vite, ou trop fort, ou n'importe comment."



Ce qui est sûr, c'est qu'aucun d'eux n'eut le cœur avare. Au bout du rêve, la mort a fait taire ces cœurs trop battants. La fièvre fut leur commune aventure, le froid son même achèvement."

J.-D.B.

FAYARD

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE BNP

PREMIER SEMESTRE 1991 : REDRESSEMENT

Le Conseil d'Administration, réuni le 2 octobre 1991 sous la présidence de M. René THOMAS, a pris connaissance des résultats consolidés du premier semestre 1991.

(en millions de francs)	1er semestre 1991	1er semestre 1990 (1)	Variation en capitaux	Variation en %
Produit net bancaire	19.237	17.500	+ 1.637	+ 9,3
Frais de gestion	13.827	12.718	+ 1.109	+ 8,7
RESULTAT D'EXPLOITATION	5.410	4.882	+ 528	+ 10,8
Provisions pour créances et risques généraux	3.686	3.021	+ 665	+ 22,0
RESULTAT NET	1.849	1.020	+ 829	+ 81,3
RESULTAT NET PAR ACTION (en francs)	1.611	941	+ 670	+ 71,2
RESULTAT NET PAR ACTION (en francs)	22,77	13,76	+ 9,01	+ 65,5

(1) Résultats convertis aux cours de change du 31 décembre 1990.

Les résultats consolidés de la BNP avaient connu au premier semestre de l'an dernier une baisse sensible due à des événements exceptionnels et notamment aux charges liées à la liquidation de la BIAO.

Les résultats du premier semestre 1991 portent la marque des efforts de redressement accomplis qui ont permis de retrouver des niveaux de rentabilité proches de ceux de 1989.

Au premier semestre 1991, l'environnement a eu sur les résultats des effets contrastés :

• d'une part, les dépôts à vue ont stagné, ce qui a entraîné un renchérissement relatif du coût des ressources, tandis que les risques liés à la situation des entreprises et des particuliers se sont dégradés ;

• d'autre part, certains facteurs ont concouru au redressement des résultats : évolution des cours de bourse et de la parité du dollar, meilleure tendance des taux d'intérêt et reprise du paiement des intérêts par certains pays en restructuration.

Enfin, l'effet des mesures prises depuis septembre 1990 pour réduire les coûts de gestion, notamment en France et augmenter le produit net bancaire a commencé à se faire sentir à compter du deuxième trimestre 1991.

Dans ces conditions, le résultat d'exploitation du groupe a atteint 5.410 MF, en hausse de 10,8 % par rapport au premier semestre 1990.

A périmètre et méthodes comptables identiques, la progression du résultat d'exploitation consolidé serait de 22,7 %.

■ EN FRANCE, l'activité est restée soutenue.

• Les crédits en francs à la clientèle ont augmenté de 10,9 % ; 11,6 % pour les crédits aux entreprises et 9,6 % pour les crédits à la clientèle.

• L'augmentation des dépôts en francs a été de 8,6 % ; les dépôts à vue ont légèrement fléchi tandis que les dépôts coûteux progressaient de 28,3 %.

■ A L'ETRANGER, la progression de l'activité a été forte et son incidence sur les résultats a été amplifiée par la hausse du dollar. L'amélioration des résultats est particulièrement forte en Asie-Océanie et en Europe.

Le résultat net traduit un redressement sensible, malgré l'augmentation des provisions pour créances et risques généraux, en application des principes de prudence traditionnels de la BNP.

Pour l'essentiel, cette augmentation de provisions est due à la couverture des risques spécifiques sur la clientèle, tant en France qu'à l'étranger.

En revanche, la charge liée aux risques souverains a été contenue en raison du paiement d'arriérés d'intérêts effectués par certains pays débiteurs et par une politique de réduction des engagements, notamment par la B.A.I.I. Le taux de couverture des risques souverains sur plus de 70 pays reste de 60 %.

Le résultat net du semestre se trouve fortement amélioré par la contribution des sociétés mises en équivalence, dont l'U.A.P.

Au total, le résultat net par action passe de 13,76 francs à 22,77 francs, soit une augmentation de 65,5 %.

Le Conseil d'Administration a arrêté les comptes semestriels de la BNP SA.

(en millions de francs)	1er semestre 1991	1er semestre 1990 (1)	Variation en capitaux	Variation en %
Produit net bancaire	14.781	13.660	+ 1.121	+ 8,2
Frais de gestion	10.737	10.223	+ 514	+ 5,0
RESULTAT D'EXPLOITATION	4.044	3.437	+ 607	+ 17,7
Provisions pour créances et risques généraux	2.803	2.546	+ 257	+ 10,1
RESULTAT NET	673	275	+ 398	+ 144,7

(1) Résultats convertis aux cours de change du 31 décembre 1990.

BNP. TOUT CE QU'UNE BANQUE PEUT VOUS APPORTER.



Les membres du comité d'entreprise ont inscrit dans le rapport annuel de ce comité, A propos des pays de l'Est européen,

PAUL FABRA

INITIATIVES

Le Monde de la Fonction Commerciale

SOCIÉTÉ

NUCLÉAIRE

Après un an d'arrêt dû à une panne mystérieuse

Redémarrage sous haute surveillance pour le surgénérateur Phénix

Le surgénérateur Phénix de Marcoule (Gard), a «divergé», mercredi 9 octobre à 0 h 30, après plus d'un an d'arrêt à la suite d'une panne mystérieuse. Il ne s'agit pas d'une véritable remise en service, mais d'un redémarrage à faible puissance sous l'étroite surveillance des experts, qui espèrent pouvoir ainsi mieux comprendre les origines d'un mal difficile à identifier.

La première alerte avait eu lieu durant l'été 1989. A trois reprises en six semaines, les dispositifs de sécurité automatique arrêtaient le réacteur à la suite d'une «baisse rapide de réactivité». Après trois mois d'études, les experts concluent au passage dans le cœur du réacteur d'une «bulle d'argon», un gaz rare utilisé comme tampon pour éviter l'entrée d'air dans les réservoirs contenant le sodium liquide qui sert au refroidissement du surgénérateur (le Monde du 15 décembre 1989).

Les purgures jugées responsables de l'incident sont changées, et Phénix redémarre, pour s'arrêter à nouveau le 9 septembre 1990, à la suite des mêmes symptômes (le Monde du 13 septembre 1990). Une énigme de taille pour les experts français et étrangers (1) invités par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) à se pencher sur le problème. Leur rapport, rendu en mars dernier, évoque «un mouvement très rapide du cœur». Mais la fameuse «bulle d'argon» semble finalement hors de cause, et les experts affirment

ne pouvoir se prononcer avec certitude sur l'origine du mal. Ils émettent cependant quelques hypothèses, qui, précisent-ils, ne pourront être vérifiées que par des tests en fonctionnement.

C'est le but de la campagne d'essais à basse puissance qui a démarré mercredi. Le cœur de Phénix a été truffé de dispositifs capables d'enregistrer à la milliseconde près tous les paramètres importants du fonctionnement neutronique du réacteur. Un sonar à ultrasons et des capteurs de pressions surveilleront en outre le moindre mouvement des éléments combustibles.

La direction de sûreté des installations nucléaires (DSIN) a donné son accord de principe pour cette campagne le 20 septembre dernier. Chaque essai doit cependant faire l'objet d'une autorisation spécifique préalable. En effet, précise-t-on à la DSIN, «les résultats obtenus conditionnent la poursuite des essais et, ultérieurement, la remise en service éventuelle du réacteur». Ces résultats sont attendus par les responsables du nucléaire avec d'autant plus d'impatience qu'ils doivent aussi être pris en compte pour un éventuel redémarrage de Superphénix à Creys-Malville, l'autre surgénérateur français arrêté, lui, depuis le 3 juillet 1990, à la suite d'incidents d'origine différente (le Monde du 10 août 1990).

J.-P. D.

(1) Outre des représentants du CEA, l'EDF et de Novatome (constructeur du surgénérateur Superphénix de Creys-Malville), le groupe de travail réuni à l'initiative du CEA comprend deux experts étrangers (un Britannique et un Allemand), spécialistes des réacteurs à neutrons rapides.

ENVIRONNEMENT

Dans un rapport à l'Assemblée nationale sur l'Europe

M^{me} Lienemann et M. Nungesser proposent la création d'un fonds antipollution

A l'école de l'environnement, les institutions européennes font figure de mauvais élève. Tel est, en gros, le jugement porté par deux parlementaires français, M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, députée socialiste de l'Essonne, et M. Roland Nungesser, député RPR du Val-de-Marne, dans le rapport qu'ils ont rendu public, jeudi 10 octobre à Paris (1). Cette enquête sur l'Europe et l'environnement leur avait été demandée par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Les rapporteurs rappellent que, signé en 1957, le Traité de Rome ne donnait aucune compétence à la communauté pour s'occuper d'environnement, mais que, depuis, Bruxelles abondamment légifère en la matière, puisque 160 textes ont été élaborés par ses services. Ils fixent des normes pour les eaux potables, les eaux de baignade, les déversements de substances dangereuses, les rejets de gaz, les émissions de gaz d'échappement. Ils réglementent même la chasse aux oiseaux migrateurs.

Une sorte de droit européen de l'environnement s'est ainsi élaboré, mais il est souvent mal appliqué et reste de portée limitée. La

politique agricole commune, par exemple, n'a pendant longtemps tenu aucun compte des milieux naturels. Quant aux transports, non seulement la communauté a laissé se développer le trafic routier responsable d'une pollution atmosphérique massive, mais l'ouverture des frontières laisse prévoir son doublement d'ici à la fin du siècle.

Un corps d'inspecteurs

Sur la foi d'expertises, les rapporteurs estiment que la mise en place d'un corps unique aux «des compétences régionales sur la situation de l'environnement». Ils prévoient une augmentation de la pollution de l'eau, un accroissement de la production et de la circulation des déchets, ainsi que la disparition des biotopes riches en faune et flore.

Comme les pollutions ne connaissent pas de frontières, la CEE se trouve devant un double défi, estiment les rapporteurs : renforcer sa propre politique en faveur de l'environnement et prêter assistance à ses voisins dans ce domaine. La création d'une Agence européenne de l'environnement, décidée en 1990, mais qui n'a toujours ni siège, ni moyen d'action, y suffira-t-elle ? Sûrement pas. M^{me} Lienemann et M. Nungesser avancent deux propositions : la création d'un corps d'inspecteurs chargés de contrôler l'application des directives communautaires et d'un Fonds européen pour l'environnement, destiné à financer des équipements antipollution.

Enfin, les rapporteurs constatent que la France a perdu, en matière d'environnement, l'avance qu'elle avait il y a quinze ans et pâtit d'une «très mauvaise image de marque». Ils suggèrent donc qu'elle reprenne l'initiative de la relance de l'Europe de l'environnement.

MARC AMBROISE-RENDU

(1) L'Europe de l'environnement, par Marie-Noëlle Lienemann et Roland Nungesser, Assemblée nationale, 1991, 30p.

LA COUPE DU MONDE DE RUGBY

Quarts de finale

Le perdant de France-Canada affrontera la Nouvelle-Zélande

Six pays, la Nouvelle-Zélande, l'Ecosse, l'Irlande, l'Australie, le Canada et la France, sont d'ores et déjà qualifiés pour les quarts de finale de la Coupe du monde de rugby, qui auront lieu les 19 et 20 octobre. Dans la poule 1, il reste une place à prendre qui ne devrait pas échapper à l'Angleterre à l'occasion de la rencontre avec les Etats-Unis, vendredi 11 octobre, à Twickenham. Dans la poule 3, la concurrence est plus sévère : le pays de Galles, les Samoa occidentales et l'Argentine sont encore en mesure de rejoindre l'Australie. Il faudrait pour cela que les Gallois dominent les Australiens samedi 12 octobre à Cardiff, les Argentins et les Samoa ayant à se départager dimanche 13 octobre à Ponty-

pridd. Pour les équipes qui ont déjà leur qualification acquise, les dernières rencontres de sélection ne seront pas pour autant sans intérêt puisque, arrêtant le classement final de chaque poule, elles détermineront les adversaires des quarts de finale. Ainsi la France a-t-elle tout intérêt à battre le Canada dimanche à Béziers : première du groupe 4, elle affronterait le 19 octobre à Paris (sans doute) l'Angleterre ; de même, elle se retrouverait le 20 octobre à Lille contre les All Blacks néo-zélandais. La rencontre Irlande-Ecosse samedi 12 octobre à Murrayfield sera aussi déterminante dans la poule 2 : le vainqueur pourra éviter l'Australie en quarts de finale.

POULE 3 : Le Pays de Galles bat l'Argentine 16-7

Les palpitations de l'Arms Park

Le Pays de Galles a battu difficilement l'Argentine, 16-7, mercredi 9 octobre à Cardiff, dans la poule 3 de la Coupe du monde de rugby. Chaque équipe a inscrit un essai dans une partie médiocre que les Argentins auraient pu emporter sans les défaillances de leurs buteurs. Dans l'autre match de la poule, les Australiens ont peine pour venir à bout des Samoa occidentales, 9-3. Ils conservent la tête de ce groupe très serré, devant le Pays de Galles et les Samoa, seconds, et l'Argentine, quatrième, tous trois pouvant encore espérer se qualifier.

CARDIFF

de notre envoyé spécial

Les supporters gallois aiment le beau rugby et c'était une raison suffisante pour ne pas pavoiser mercredi soir. Ceux qui ont été surnommés les diables rouges ont certes fait une halte dans leur descente aux enfers. L'équipe galloise a échappé à une nouvelle gifle historique, comme celle qui lui infligea les Samoa dimanche dernier. Elle peut même encore espérer se qualifier pour les quarts de finale. Et éviter ainsi l'humiliation d'un passage obligé par les groupes de qualification pour la prochaine Coupe du monde, en compagnie des Suédois, des Espagnols ou des Hollandais. Mais le quinze au poteau méritait-il beaucoup mieux que cela ?

A l'Arms Park, tout le monde s'en est encore rendu compte : les Gallois ne forment plus qu'une toute petite équipe. Mercredi soir, ils n'ont dû leur victoire qu'aux jambes flagellantes de deux joueurs argentins qui se sont relayés pour mieux mater des pénalités inamovibles. Plus, pendant la première heure de la partie, les rouges ont joué d'une manière qui ferait rougir de honte les JPR Williams, Gareth Edwards et autres Barry John de la grande époque. Pack dominé, trois-quarts maladroits, erreurs tactiques : l'ensemble donnait un jeu haché et sans inspiration. Les Gallois ont même subi l'effort de voir les Argentins s'installer dans leur camp pendant toute la

deuxième mi-temps, et menacer en permanence le maigre avantage acquis par les coups de pied de l'ouvreur à tête de rocher, Mark Ring. Ils ont tremblé jusqu'à l'essai du deuxième ligne Paul Arnold, dans les dernières minutes. L'Arms Park pouvait alors applaudir sans trop de remords.

Paradoxalement, le cœur du rugby gallois - ce stade où converge toute la fierté nationale - bat encore très fort. Malgré les défaites, l'Arms Park fait encore le plein et on y chante toujours juste. Mais ce cœur bat peut-être trop fort, comme s'il était victime de palpitations. Tout se passe comme s'il était devenu hypertrophié, comme si la ferveur des Gallois, bercés par les excellents résultats des années 70, avait grandi au rythme où le rugby dépassait. «Je n'ai jamais vu un match ici, explique un supporter venu de Swansea. Comme tout le monde, je me suis régalé, et puis j'ai commencé à râler il y a quelques années, quand l'équipe a décliné. Mais, pendant ce temps, je n'ai rien fait pour donner le goût du rugby à mon fils. Aujourd'hui, il joue au football».

Un entraîneur anglais

On a disséqué - autopsié ? - l'ovale gallois dans tous les sens pour déceler les raisons de son accablant échec. Elles seraient multiples. D'abord la décadence du rugby, deux décennies de déclin depuis longtemps. Le rugby s'est développé sur la côte sud du pays, à l'emplacement des grands bassins miniers. La plupart sont aujourd'hui fermés et les mineurs, qui fournissaient le gros des effectifs des clubs, sont partis, chômeurs. Ensuite, cet automisme qui pénalise les quinzistes par rapport au jeu à treize, professionnel en Grande-Bretagne. La dernière grande vedette, l'ouvreur Jonathan Davies, a «trahi» au milieu des années 80. Il s'est déclaré sincèrement pointé par la débacle face aux Samoa, mais ne semblait pas une seule seconde envisager de revenir vers un sport dont les statuts n'ont pratiquement pas évolué.

Surtout, il y a la coupure avec un système scolaire public qui servait, jusqu'à la fin des années 60, de centre de recrutement et de formation. Le niveau s'est affaibli lorsque les «grammar schools», principales

pourvoyeuses des clubs en jeunes talents, ont été regroupées avec les autres établissements. De plus en plus de professeurs ont alors refusé l'enseignement obligatoire du rugby, ouvrant grand la porte aux autres sports.

Les dirigeants de la Fédération galloise n'ont pas vu arriver les premiers symptômes du malaise. D'autant plus que quelques résultats en trompe-l'œil ont semblé prolonger la période faste des années 70 : une troisième place à la première Coupe du monde en 1977, une victoire esquisse dans le Tournoi des cinq nations, l'année suivante. La sélection nationale s'est subitement réveillée, au lendemain de ces dernières fêtes, avec la quille de bois. Et le Pays de Galles a commencé à s'enfoncer doucement, jusqu'à la tournée de cet été en Australie où après un test-match perdu 63-6, les joueurs se sont battus comme des chiffonniers pendant le banquet. Le capitaine Paul Thornburn décidait alors de renoncer à toute sélection. Et la Fédération faisait appel à un nouvel entraîneur : Alan Davies. Signe des temps, celui-ci est anglais. Quand les Gallois font appel à leurs voisins, c'est que les choses vont vraiment mal.

JÉRÔME FÉNOGLIO

Les résultats

Poule 2
Irlande b. Japon 32-16
Ecosse b. Zimbabwe 51-12
Classement : 1. Ecosse, Irlande, 6 pts (qualifiés pour les quarts de finale) ; 3. Japon, Zimbabwe, 2 pts.
Poule 3
Australie b. Samoa 9-3
Pays de Galles b. Argentine 16-7
Classement : 1. Australie, 6 pts (qualifiés pour les quarts de finale) ; 2. Samoa, Pays de Galles, 4 pts ; 3. Argentine, 2 pts.
Poule 4
Canada b. Roumanie 19-11
Classement : 1. France, Canada, 6 pts (qualifiés pour les quarts de finale) ; 3. Fidji, Roumanie, 2 pts

VOILE : Mini-Transat 6.50

Disparition de Philippe Graber

Philippe Graber, trente-deux ans, concurrent de la Mini-Transat 6.50 est porté disparu depuis la nuit de mardi 8 à mercredi 9 octobre. Son bateau, *Affirmant*, a été retrouvé vide, échoué sur l'île de Fuerteventura, à l'est de l'archipel espagnol des Canaries. Le skipper n'avait pas donné de nouvelles par radio depuis le 22 septembre, étant sans doute victime d'une panne électrique. Le fait qu'il n'ait pas déclenché sa balise de détresse laisse penser qu'il a pu être victime d'une chute à la mer.

Capitaine de la marine marchande, Philippe Graber, originaire de Toulon, a une longue expérience de la mer. Ancien élève de la section sports-études voile de Brest, il a été l'équipier du Canadien Mike Birch pendant un été et il a déjà traversé l'Atlantique à la voile à quatre reprises lors de voyages. Son bateau est l'*Antica Thom-Pous* de Philippe Viciot, vainqueur de la course en solitaire en 1989.

Le 9 octobre dernier, une autre concurrente, Marie-Agnès Péron, avait disparu. Les débris de son bateau, *Ptite-Fleur*, avaient été retrouvés près des côtes espagnoles de Santander.

AUTOMOBILISME

M. Mosley supplante M. Balestre à la présidence de la FISA

Après treize ans de règne sans partage, Jean-Marie Balestre a dû abandonner mercredi son poste de président de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) : il a été battu par le Britannique Max Mosley par 43 voix contre 29 lors du vote de la conférence plénière de la Fédération internationale du sport automobile (FISA). C'est un dévoué qui affaiblit l'autorité de Jean-Marie Balestre. Celui-ci reste néanmoins président de la Fédération internationale automobile (FIA) et de la Fédération française du sport automobile (FFSA).

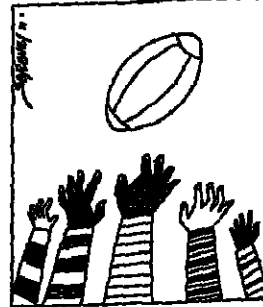
Agé de soixante-dix ans, Jean-Marie Balestre a fondé la FISA en 1978. Il se représentait pour la quatrième fois à la présidence. En 1987, il avait été réélu triomphalement par «acclamations» alors qu'un accident cardiaque lui avait fait démissionner ses fonctions pendant dix mois. Cette année, l'élection à bulletin secret lui a été contraire.

Homme de presse à ses débuts, mais devenu très vite un personnage incontournable dans le monde automobile (présidence de la FFSA en 1973, de la FIA en 1983), Jean-Marie Balestre était fortement critiqué pour sa trop forte personnalisation du pouvoir, après avoir pour-

tant impulsé le professionnalisme dans un secteur marqué par l'amateurisme et s'être attaché aux questions de sécurité.

Surnommé «Jean-Marie I» et souvent attaqué pour ses activités pendant l'Occupation allemande, M. Balestre avait agacé les Anglo-Saxons en prenant parti dans le conflit ayant opposé Prost et Senna en F-1. Après des démêlés avec Peugeot à propos des voitures de groupe B en rallye, sa lutte avec les dirigeants du circuit du Mans pour le plus grand contrôle par la FISA des célèbres «24 Heures» avait aussi fait couler beaucoup d'encre, et conduit à l'instauration de deux championnats dans la mythique ligne droite des Hunaudières.

Agé de cinquante et un ans, Max Mosley est le fils du leader d'extrême droite Oswald Mosley et de la romancière Diana Mitford. Avocat de profession, Max Mosley, qui a piloté en formule 2, a participé à la création de l'écurie March, en 1969, qu'il a quittée en 1978 pour devenir membre de la commission de F-1 et du comité exécutif de la FISA (1978-1983). Depuis 1986, Max Mosley était président des constructeurs de la FISA.



CADRAGE

La mêlée en ordre

Pour les «gros» de l'avant, la mêlée est un moment privilégié. Ils dominent alors le meilleur d'eux-mêmes, répartis en trois rangées de corps enchevêtrés. La première ligne - celle qui s'avance vers l'adversaire - est composée de deux pilers (n° 1 et n° 3) qui encadrent un talonneur (n° 2). La seconde ligne comprend deux joueurs, l'un à droite (n° 5), l'autre à gauche (n° 4). Enfin, la troisième ligne regroupe un centre (n° 6) et deux ailiers (n° 7 à gauche et n° 8 à droite).

Cette phase de jeu requiert autant de puissance que de technique, comme le confirme Philippe Marocco, talonneur de l'équipe nationale : «Bien sûr, le poids et la musculature sont importants. Mais pour être conquérant, il faut surtout que le collectif soit parfaitement au point techniquement et dans les meilleures dispositions morales possibles. Depuis quelques années, les techniques ont beaucoup évolué. Dans le temps, les pilers entraient «bille en tête» dans l'adversaire. Maintenant, les arbitres sont plus attentifs et les pilers meilleurs techniciens. Nous avons compris qu'une mêlée ne se gagnait pas à grands coups de «casque» mais en poussant tout ensemble au bon moment».

La véritable poussée ne commence qu'à l'introduction du ballon par le demi de mêlée : «Si notre équipe a le bénéfice du ballon, nous bloquons la mêlée, nous faisons du surplus afin de talonner la balle dans de bonnes conditions et de l'extraire proprement. Si l'introduction revient à nos adversaires, nous poussons pour que leurs avants soient déstabilisés et qu'ils ne puissent pas bien exploiter le ballon. La poussée est une œuvre collective».

Les techniques ne varient guère d'un pays à l'autre. Seul l'Argentin se distingue en se privant d'un talonneur (le joueur qui, d'un coup de talon, rabat le ballon vers le demi de mêlée). La première ligne est alors composée de trois pilers, ce qui assure une plus grande puissance puisque le pack ne compte plus sept «pousseurs» et un talonneur mais huit «pousseurs». Tous concentrant leurs efforts dans la même direction : droit devant eux, dans l'axe. Le pack adverse est censé reculer. Le demi de mêlée n'a plus qu'à s'emparer du ballon. Cette technique, dite de la *bajecta*, a fait ses preuves contre des adversaires limités physiquement, mais son efficacité reste à prouver contre des avants aussi vaillants que les All Blacks ou les Australiens.

Ph. Br.

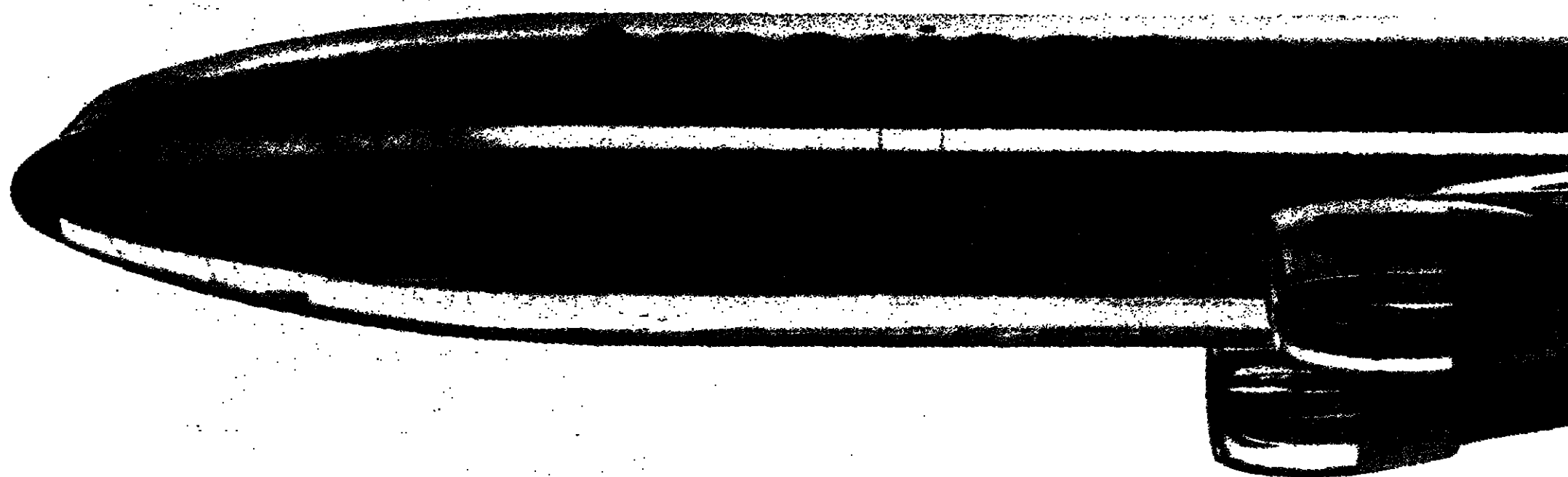
ÉCHECS

La Coupe du monde

Statu quo avant les deux dernières rondes

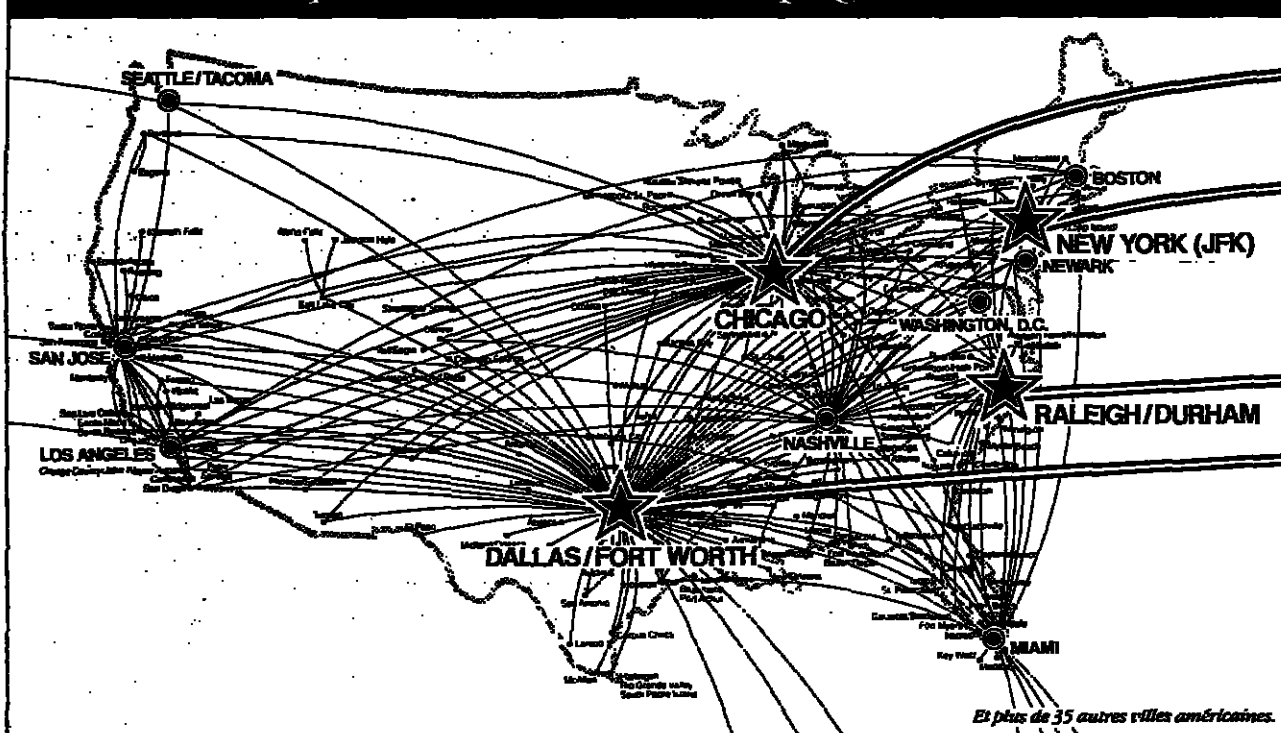
Ivanchouk a peut-être perdu, mercredi 9 octobre, une occasion de se trouver seul en tête du premier tournoi de la Coupe du monde d'échecs à Reykjavik. Il n'a pu que partager les points, dans la treizième ronde, face au «local» de l'étape, l'Islandais Hjartarson, onzième au classement provisoire. Karpov, qui avait les Noirs, lui aussi annulé devant Timman, ce qui était plus difficile bien que le Néerlandais soit hors de forme, se retrouvant avant-dernier. A noter : la remontée d'Elnevt.

Classement après treize rondes : 1. Karpov et Ivanchouk, 9 ; 3. Ljubojevic, Nikolic, Seirawan, Eliav, 7,5 ; 7. Khalifman, 7, etc. Il reste deux rondes.



L'Amérique d'American

Il n'y a qu'une compagnie qui soit capable de vous offrir toute l'Amérique. C'est American Airlines. American Airlines vous propose plus de vols pour les U.S.A. qu'aucune autre compagnie aérienne.



Aujourd'hui, beaucoup de compagnies vous proposent un service non-stop pour les U.S.A. mais une fois arrivé à destination, ce service s'arrête là.

Pour continuer votre voyage, il faut vous adresser à une autre compagnie et tout recommencer à zéro...

Sauf si vous prenez American Airlines.

Prenez American depuis Paris

Non seulement American vous propose tous les jours des vols non-stop de Paris à New York (JFK), Chicago, Dallas/Fort Worth et Raleigh/Durham, mais également 270 autres destinations.

Pour aller à Dallas/Fort Worth, départ de Paris (Only) à 10h10' et arrivée à 14h15.

Pour New York (JFK), départ à 12h50' et arrivée à 15h15.

Pour Chicago, départ à 13h30' et arrivée à 16h05.

Et pour Raleigh/Durham, départ à 15h00' et arrivée à 18h05.

A chaque étape, vous trouverez les correspondances qu'il vous faut.

De Chicago par exemple, American propose plus de 450 vols non-stop en semaine.

De plus, depuis Dallas/Fort Worth, American propose plus de 500 vols quotidiens non-stop.

*Départ 1 heure plus tôt du 29/09 au 26/10 - horaires susceptibles de modifications sans préavis.

Prenez American pour plus de 270 villes

Sans changer de compagnie, American vous emmène



Tout les jours des vols non-stop pour New York (JFK) et en direct.

dans plus de 200 villes en Amérique, en plus des 70 réparties au Canada, au Mexique, aux Caraïbes, en Amérique Centrale, en Amérique du Sud, en Asie et dans le Pacifique.

American pour le travail et le plaisir

Avec American, vous pouvez vous rendre dans d'importants centres d'affaires tels que Los Angeles, San Francisco, Houston, Denver, Boston, Miami, Atlanta, New Orleans et Washington D.C.

Ainsi que les principaux centres d'affaires internationaux comme Montréal, Mexico, Buenos Aires, Sao Paulo, Santiago et Tokyo.

Et des destinations excitantes pour les vacances : Las Vegas, Acapulco, Orlando, Palm Springs et Hawaii.

Cartes d'embarquement à l'avance pour tous vos vols.

Nous pouvons bloquer votre numéro de siège jusqu'à 11 mois à l'avance et vous délivrer les cartes d'embarquement 30 jours avant votre départ pour tous vos vols sur American.



Miami : La seule, la seule, la seule aux portes de l'Amérique Latine.

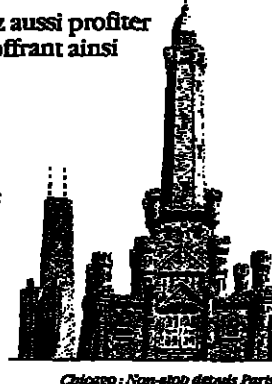
Le service "Flagship" international

En Première Classe comme en Classe Affaires, vous apprécierez notre cuisine primée, nos grands crus, notre service personnalisé, nos luxueux fauteuils en cuir et laine d'agneau.

En Première Classe, vous pourrez aussi profiter d'un écran vidéo personnel vous offrant ainsi un large choix de films.

Un privilège d'American

Si vous allez aux U.S.A. en Classe Affaires, vous voyagerez en Première Classe sur tous les vols intérieurs d'American.*



Chicago : Non-stop depuis Paris et à quelques heures seulement des principales villes américaines.

AAdvantage®

Seule American vous offre le programme AAdvantage, le premier - et toujours le meilleur - programme de fidélisation.

Avec chaque vol, vous obtenez des bons kilométriques qui vous permettent d'être surclassé soit en Classe Affaires soit en Première Classe ou d'obtenir des billets gratuits pour de superbes destinations dans le monde entier.

Appelez simplement American et nous vous inscrirons instantanément.



Dallas/Fort Worth : La porte de l'Ouest américain.

Prenez American pour l'Amérique

Pour tout renseignement, appelez votre agence de voyages ou American Airlines au 42 89 05 22 (Paris - Ile de France) ou 05 23 00 35 (Province).

*Uniquement sur votre vol de correspondance immédiat figurant sur le même billet que votre vol transatlantique.

American Airlines

Les membres s'inscrivent dans le cadre des pays de l'Est européen, selon l'initiative de ce comité. A

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

CULTURE

ARTS

Géricault
la vérité en peinture

Suite de la première page

Aux disciples qu'indignent ces bizarreries, il rétorque que le jeune homme a « l'effort de trois ou quatre peuples ».

La formule est juste. Il y a en Géricault trois ou quatre peintres sinon davantage, qui le possèdent tour à tour et quelquefois ensemble; trois ou quatre, révo-*lution*, qui en eussent fait un colossal et d'un talent surhumain si Géricault n'était mort à trente-trois ans. L'exposition, qui réunit à peu près tout ce que l'artiste a dessiné et peint durant les quinze années de sa carrière, est tout à la fois admirable et troublante.

Admirable, car la supériorité de l'artiste, de son œil et de sa main, éclate jusque dans les feuilles d'études les plus encombrées de croquis et dans les esquisses plusieurs fois reprises et corrigées. Géricault sait tout faire, dans tous les styles, sur tous les sujets. Aussi fait-il de tout, nus, chevaux, dieux, visages, marines, batailles — et tout à merveille.

C'est aussi de là que naît le trouble, du spectacle d'une diversité si

vaste et variée qu'il semble d'abord impossible de s'y reconnaître, à plus forte raison de déterminer l'attachement d'une logique dans ce brillant chaos. Quelque effort de datation qu'aient essayé les commissaires de la rétrospective, elle se visite comme une suite de métamorphoses et de changements à vue, des scènes de guerre aux esquisses romaines, du *Radeau de la Méduse* au *Derby d'Epsom*, qui n'ont en commun que l'effort et la gloire.

Multiple
et changeante

Le rythme est si violent, les surprises si brusques qu'il ne laisse pas le loisir d'examiner le décor dont on a orné les salles du Grand Palais. Il ne reste dans la mémoire que le souvenir de panneaux de contreplaqué ripoliné de marbrures bleu nuit et sang-de-bœuf. Artifice peu nécessaire. N'importe, car seule compte l'œuvre, changeante et multiple.

Pourquoi si multiple et changeante? Parce que Géricault ne cherche pas un style qui lui

convienne et auquel il s'arrête mais, selon ce qu'il voit, le style le mieux accordé au motif. Dès les années 1810, il refuse de s'en tenir à une unique tradition et de se réclamer d'une filiation en ligne droite, trop droite. Quand il cherche des exemples dans la peinture française contemporaine, Guérin, le baron Gros et Carle Vernet l'intéressent également, sans qu'aucun réussisse à se l'attacher.

Quand il cherche des maîtres dans l'entassement prodigieux des tableaux que l'Empire accumule au Louvre, en 1812, il copie Titien, Caravage, Rembrandt et Rigaud avec autant de force, Titien et Caravage pour le sculptural et le tragique, Rembrandt et Rigaud pour les études de physiologie et de psychologie. Pas question pour lui de renoncer à l'une ou l'autre solution. Toutes doivent servir quand il le faut.

Une seule esthétique lui fait horreur, celle de la pompe et du faste. En 1816, après avoir accompagné Louis XVIII dans sa fuite à Gand et avoir été refusé à l'Académie de France à Rome, il voyage en Italie. Que l'on n'attende pas pour autant de lui qu'il fasse sienne l'antiquité bien-pensante et figée des néo-classiques. Il prend le mythe à contre-pied et se rit des canons sanctifiés par Winckelmann. Quand il figure une scène tirée de la mythologie, elle n'est ni la vertu civique ni la chasteté. Le cygne jupitérien qui se change en femme pour séduire le héros conquérant et profite de l'ombre pour enlacer sa proie, qui ne se défend guère. On dirait un Caravage galant.

Dans un autre dessin, formidable, les pierres d'un culte sanglant sacrifiées des barbares dans une grotte ou un caveau colossal noyé de nuit à la Rembrandt. Cette antiquité-là, érotique et cruelle, ni David ni les davidiens n'avaient coutume de la mettre dans leurs tableaux.

Blasphème
à Rome

A Rome, Géricault commet un blasphème plus scandaleux encore: il lui vient à l'idée de représenter ce qu'il voit et que nul n'aurait représenté avant lui, les mendiants, les passants, la course des chevaux barbes de la Piazza del Popolo à la Piazza Venezia. Dans ces œuvres, haute de modèle sans doute, puisque le sujet est neuf, la lumière s'éclaircit et la composition se libère du pathétique appris. Dans la salle qui rassemble les croquis et les huiles de la série dite des «*caricatures*», difficile de ne pas songer à Degas, autre admirable animalier qui aimait à résoudre les difficultés du galop et du saut, celles-là même que Géricault prend et reprend sans cesse, au crayon, à la plume, à l'aquarelle, sur la pierre lithographique et sur la toile du *Derby*.

Or ces études, il les exécute d'après nature et non d'après le marbre ou le plâtre des moules. Les témoignages des amis de l'artiste, les anecdotes, le désordre des feuilles lui-même le démontrent. Coursiers des parades impériales aux échines



« Le cheval mort », Géricault, lithographie, février 1823.

arqués, montures ensanglantées et épuisées de la retraite de Russie, puis-sang de stéopé-chisme aux escouades serpentines, perchons de fiacre et de trains d'artillerie aux patrouilles énoques, roses crevées traînées à l'équarissage, Géricault s'emploie infatigablement à varier les modèles, les lieux, l'action et la saison.

Ni la frise du Parthénon ni Rubens ne lui suffisent. Il les connaît, il les admire, mais ne se dispense pas pour autant de se rendre sur le motif, dans les écuries de Paris, les stables des champs de course et les fermes normandes. Autrement dit: Géricault, à peu près seul de cette espèce, dans une époque obsédée par l'esthétique du grec et du romain, s'enfuit à aller voir lui-même, du plus près qu'il peut, ce qu'il veut peindre — de si près qu'il se fait cavalier, se blesse en tombant de sa monture et meurt de ses blessures.

Exemple classique de l'obsession du vrai: en 1818, de retour de Rome, il entreprend le *Radeau de la Méduse*. Pour rassembler l'œuvre à son terme, il lui faut le témoignage des rescapés, des documents, afin que costumes et armes soient conformes à la réalité, et d'innombrables séances de pose, exercices d'anatomie et représentation de fragments. Au moment d'attaquer la toile, un scrupule lui vient. Comment suggérer les vagues, l'éclat, la densité de l'eau de sorte que l'illusion soit juste? En se rendant au Havre,

décide Géricault. Il s'y rend si bien et étudie si attentivement le motif, que les critiques du Salon de 1819 déclarent étrange que la mer tropicale — la *Méduse* s'échoua au large de l'Afrique — ressemble si fort à la Manche. Son souci d'exactitude s'était retourné contre le réaliste.

On lui reprocha bien plus cependant sa prédilection pour le funèbre, et d'avoir mis en peinture un épisode politiquement gênant, le capitaine de la *Méduse* étant un émigré qui avait obtenu ce poste par complaisance. Pourquoi l'avoir peint, quand il aurait été plus plaisant d'accrocher au Salon une cérémonie de la Restauration ou un portrait du monarque? Parce que c'était être mentir, donner du lustre à ce qui n'en avait guère, faire de la peinture un laurier et une chorégraphie, toutes pratiques honnêtes par Géricault.

Triomphe
à Londres

On ne saurait s'étonner que, sifflé à Paris, le *Radeau de la Méduse* ait triomphé à Londres l'année suivante. On ne saurait s'étonner non plus que Géricault ait songé à s'appuyer sur cet anglais libéral, dégoûté de tout devoir idéologique et moralisateur, pour s'opposer plus fermement aux détestables et éternelles habitudes d'officialité de l'art français, «*protégé*» par le roi et dirigé par l'Académie. Comme lui, Bonington, Constable et Stubbs ne s'ingéraient que d'observation, d'étude sur le

motif, d'analyse du mouvement et de la lumière. A Rome, Géricault avait dû rompre avec une tradition pour pouvoir peindre paysans et pèlerins.

A Londres, à l'inverse, il découvre des alliés et prend ses sujets dans les quartiers misérables où traînent paupers et aveugles. *Le Wagon à charbon*, *l'Entrée des Adelphe*, *le Porteur cochey*, *la Pendaison*, *la Paralytique*: amant de dessins et de lithographies auxquel rien ne peut le comparer à l'art parisien d'alors, ni les suavités de Girodet ni les mièvreries du style «*troubadour*».

Encore un pas dans la recherche d'une vérité qu'il n'est pas de bon goût d'oser dire en peinture. Géricault entreprend des effigies d'aliénés, effigies cliniques, froides, fureuses. A qui se réfréner devant les quatre «*monomaniés*» accrochés côte à côte? Au Rembrandt des *devis* d'Amsterdam. Au Franz Hals des *Régents*. Au Velasquez des nains et des bouffons. C'est cette hauteur, ce degré de violence si vive qu'elle se passe de tout effet dramatique et se révèle à nu, simplement à nu, qu'a atteint Géricault en 1823. Là-dessus, il meurt.

PHILIPPE DAGEN

► Grand Palais, avenue du Président Eisenhower, 75008 Paris: tél.: 42-89-23-13. Jusqu'au 6 janvier. Beau catalogue établi par Régis Michel et Sylvain Lavelle, 310 pages, 350 F.

Des livres

Rétrospective aidant, Géricault a trouvé des biographes et des éditeurs pour s'indresser à lui, mais de façons très variées. La *Géricault, sa vie, son œuvre*, de Lorenz Eitner (1), est un ouvrage de grande qualité, résultat d'années de recherche. L'analyse très précise et attentive des œuvres, jusqu'aux moins connues, soutient un récit où le pittoresque a peu de part. Avec rigueur, avec prudence, sans rien sacrifier au pathos, Eitner dégage son héros des légendes et des malentendus et met en lumière avec beaucoup d'intelligence la mécanique de son travail d'observation et de synthèse.

Jean Sagne (2) se tient moins près de l'œuvre. Il interprète les tableaux plus volontiers qu'il ne les décrit. Il les interprète même si ardemment que les convictions politiques, réelles ou supposées, de l'artiste prennent le pas sur les considérations esthétiques. Géricault était-il si imprégné de

libéralisme? Côté-voilà les francs-maçons de la Loge des Neuf Sœurs? C'est l'hypothèse de l'auteur, qui a beau jeu de souligner que Géricault mit en chantier peu avant sa mort une *Ouverture des portes de l'Inquisition* et une *Traite des Nègres* d'inspiration clairement révolutionnaire.

Sur le même thème, Jules Michelet prononce des conférences en 1846. Il entendait y démontrer combien Géricault incarnait le génie national. La ton est fort exaltée, les arguments simples et péroratoires. Ce lyrisme a vieilli. Demeurent quelques souvenirs et évocations du peintre qui justifient de cette rareté (3).

Ph. D.

(1) Géricault, sa vie, son œuvre, de Lorenz Eitner, trad. de l'anglais par Jeanne Bosquion, Gallimard, 456 pages, 169 fr., 260 F.
(2) Géricault, de Jean Sagne, Fayard, 348 pages, 50 F.
(3) Géricault, de Jules Michelet, L'Eschoppe, 64 pages, 54 F.

GRANDS TRAVAUX

M. Chirac demande à M. Mitterrand
un « moratoire » de deux mois
pour la Bibliothèque de France

Mercredi 9 octobre, à 17 h 45, le maire de Paris donnait à l'Hôtel de Ville une conférence de presse afin de rendre compte de son entrevue, au cours de l'après-midi, avec le président de la République. Sujet: le sort de la Bibliothèque de France, qui est en construction sur un terrain donné à l'Etat par la Ville.

M. Jacques Chirac a entendu la demande des quelques quatre cents chahuteurs alertés par Georges Le Rider, ancien administrateur de la Bibliothèque nationale, de réexaminer la distribution intérieure de la future bibliothèque et, en particulier, l'usage des tours où doit être stocké une partie des volumes.

Le maire trouve le projet «*nécessaire et indiscutable*», l'architecture proposée par Dominique Perrault «*belle, même s'il comprend que certains Parisiens jugent sévèrement le bâtiment au nom de l'harmonie de la capitale*». Il regrette seulement que la municipalité, qui a fait don du sol, ait été si peu associée à l'élaboration de ce projet. «*Mais, ajoute-t-il, à partir du moment où la construction coûteuse — de cette nouvelle bibliothèque nationale met en cause notre patrimoine écrit, on peut exiger qu'elle soit techniquement parfaite. Je n'ai pas de compétence pour examiner la façon de conserver les livres, mais j'ai entendu la protestation de personnalités indiscuta-*

bles. J'ai donc demandé au président de la République un arrêt des travaux durant deux ou trois mois pour permettre l'examen approfondi de cette question par des spécialistes français et étrangers.» Travaux d'ailleurs à nouveau interrompus ces jours derniers à cause de la présence des squatters. «*François Mitterrand va examiner la proposition et doit me donner sa réponse dans quelques jours*», conclut M. Chirac.

Le même jour, une heure plus tard, le ministre de la culture annonce, rue de Valois, que «*le projet se poursuit. Il pourra s'améliorer en cours de route, mais les travaux doivent continuer*». M. Jack Lang rappelle que le maire de Paris avait déjà fait interrompre, à l'époque de la cohabitation, les chantiers du Grand Louvre et de l'Opéra Bastille, et que ces interruptions avaient coûté en leur temps «*700 millions de francs*», chiffre qui semble un peu excessif.

Ce qui est nouveau, en revanche, c'est de voir le ministre de la culture se saisir d'un dossier qu'il semblait avoir abandonné depuis longtemps à son collègue chargé des grands travaux. Mais la Bibliothèque de France, assurément rue de Valois, n'est pas seulement un problème de béton à couler, c'est aussi une entreprise intellectuelle à mener.

La découverte de cette évidence valait bien une pétition.

EMMANUEL DE ROUX

DANSE

La panne

La nouvelle création
de la chorégraphie Michèle-Anne de Mey déçoit

CHATEAUX EN ESPAGNE
au théâtre de la Ville

Mais qu'est-ce qu'ils ont tous, avec l'Espagne? Après la *Maison d'Espagne*, d'Odile Duboc, *Noces*, de Dominique Bagouet (qui célèbre Grenade), et en attendant la *Carmen* annoncée par Karine Saporta, voici *Châteaux en Espagne*, de Michèle-Anne de Mey. Cette jeune chorégraphe belge nous avait enchantés l'an dernier, au Festival de Montpellier (*Le Monde* du 9 juillet 1990), avec sa *Sinfonia Eroica* — qui continue de beaucoup tourner et décoiffe partout où elle passe. On courait donc d'un jarnet joyeux voir sa nouvelle «*grande*» pièce, ces *Châteaux en Espagne* qu'elle a récemment créés en Belgique. Un bien fragile château de cartes...

Où sont passées la fantaisie, la générosité, l'invention de *Sinfonia Eroica*? Dans une grande salle, tapissée sur sa moitié gauche d'un rideau de velours rouge, fermée à droite par un mur gris le long duquel court une barre de danse, huit danseurs errent, s'immobilisent, se regardent, dansent ou s'essient, avec une bouille rouge, à des numéros de prestidigitation qui font long feu. Leurs incessantes entrées et sorties paraissent gratuites, comme la manipulation d'un fauteuil rouge sur lequel ils jouent surtout à «*Ote-toi de là que je m'y mette*». Coupés de pesants silences, Mozart, Haydn et Khatchaturian demeurent impuissants à susciter la folle énergie que Beethoven insufflait à la pièce précédente.

On tente de s'accrocher à quel-

ques jolis moments de nonchalance, aux gestes lascifs des filles nouant et dénouant leurs cheveux à des duos mi-clins mi-coups de griffes. Mais la chorégraphie, lorsqu'elle ne répète pas à satiété les mêmes tournolements, ne fait que pointer dans ce qui est devenu un redoutable académisme de la danse contemporaine. Par deux fois, un garçon en pull jaune essaie de se lancer dans un solo plus nerveux, une fille lui crie aussitôt: «*Arrête!*»

Arrêtons. Par bonheur, Michèle-Anne de Mey reprend pour deux soirs, dans le même théâtre, sa *Sinfonia Eroica*. A voir ou à revoir, en attendant qu'elle retrouve cette grâce.

SYLVIE DE NUSSAC

► Sinfonia Eroica. Théâtre de la Ville, les 11 et 12 octobre à 20 h 30. Tél.: 42-74-22-77.

► Palmarès du Festival de Dunkerque. — Le jury des 9 Rencontres de Dunkerque a attribué son grand prix au film iranien *Close up* de Abbas Kiarostami, également prix de la presse et de la section «*A3*». *Close up* doit sortir en France le 23 octobre. Un autre long-métrage de Abbas Kiarostami, *Homework*, doit sortir le 30 octobre. En dépit de cette reconnaissance internationale, le cinéaste n'a pas été autorisé par les autorités iraniennes à se rendre à Dunkerque, où il était invité.

D'autre part, le jury a décerné son prix aux *Liens d'Anne Benhaïem*, les prix d'interprétation à Thérèse Roby pour son rôle dans *Alex*, de Thérèse Villaverde, et à Peter Alexandrov pour le *Second cercle*, d'Alexandre Sokourov.

MUSIQUES

Le blues de Niafouké

Le Malien Ali Farka Touré dompte
les esprits de la guitare électrique

La vie d'Ali Farka Touré est peuplée de légendes, d'une Afrique fantôme, celle des ombres du désert, des lumières du fleuve Niger qui baigne les terres de Niafouké, la ville où vit le musicien malien, à 200 kilomètres au sud de Tombouctou. L'honnêteté y cultive du riz, y plante des arbres fruitiers, y élève des bœufs. Le chanteur y écoute les voix des ancêtres. Tamachecks et Songhai, des siens venus il y a longtemps de Marrakech ou de plus loin, du Soudan. En écoutant Ali Farka Touré, l'Occident a cherché, c'est légitime, ses références. On dit aujourd'hui qu'il est le John Lee Hooker de l'Afrique, bluesman de la pure espèce, pied de nez vivant à une Amérique qui oublie ses origines quand il le faut. A huit ans, Ali Farka Touré, natif de Tombouctou, élevé à Niafouké, par la grâce d'un père militaire, chef de peloton, joue du doudou, guitare sommaire à une corde. «*Un instrument des dieux. Chez moi, au cœur de la nuit, il s'étend à 20 kilomètres à la ronde*». Puis il apprend le violon, le diaka — une corde toujours. Fait le détourné par une guitare à trois cordes. En 1954, on retrouve Ali Farka Touré en Guinée, apprenti-chanteur. Un soir, il découvre les balles Fodeba-Keita. Il voit une guitare, la note, à six cordes, pour la première fois. Coup de foudre.

1958. Ali se consacre au développement de Niafouké. Un des infirmiers possédait une guitare commandée sur le catalogue de Manufacture. Pour avoir le droit d'en jouer une heure, Ali exécuta les corvées. Découvert par l'industriel Amadou Hampaté Ba, à qui Houphouët-Boigny a commandé un opéra-hymne à la Côte d'Ivoire, il sillonne le nord du Mali un Nagra à la main. En

1968, à lui seul il représente ainsi les estimes peultes, songhai, dogon dans un festival d'art populaire, en Bulgarie. Il y achève, enfin, sa première guitare. «*Dans ma vie, je n'ai eu que du travail, mais là...*»

Six disques, dont deux chez les Anglais du World Circuit, des concerts partout en Europe, aux Etats-Unis, Ali Farka Touré, le cultivateur, est aujourd'hui un homme comblé. Il a rencontré John Lee Hooker cet été et Taj Mahal, cet automne. Avec sa guitare électrique noire achetée à Paris en 1984, «*unique, magique*», Ali Farka Touré sort des sons de cordes pincées, des phrases que l'on croirait sortis d'un champ de coton du sud des Etats-Unis. Il y plaqué des accords légers qui font effectivement immédiatement penser aux bluesmen américains.

«*Ce n'est pas un miracle*», rappelle le Malien, qui compose des textes basés sur la mythologie et les légendes du peuple songhai et adapte ceux des griots les plus respectés. L'employé de l'hôpital, qui épousa James Taylor et John Lee Hooker à la radio ou sur le gramophone d'un ami, a simplement remis au jour les mêmes mélodies de leurs blues, en a repris possession tout à fait naturellement.

Le 9 octobre au New Morning, Ali Farka Touré avec son joueur de calebasse, Amadou Cissé, et un autre joueur de congas, a démontré que l'on pouvait parfaitement mêler le son du blues (la guitare), son esprit (la voix) et la plus pure tradition africaine (les mélodies, les textes et l'engagement du chant).

VERONIQUE MORTAGNE

► A Nancy, Jazz Pulsations le 11 octobre à 21 heures.

CULTURE

THÉÂTRE

Le jeu de la femme multiple

La pièce de Botho Strauss est énigmatique
Le spectacle de Patrice Chéreau est inquiétant et burlesque

LE TEMPS ET LA CHAMBRE
à l'Odéon-Théâtre de l'Europe

La chambre est vaste, avec trois fenêtres sur un même mur. Une colonne incongrue la coupe en son milieu, les meubles sont fonctionnels. Richard Peduzzi, avec les lumières de Dominique Brugnière, enveloppe le décor de mystérieuse beauté. Dans de bons gros fauteuils, deux hommes sont affalés, silencieux. Le plus âgé, qui regarde par la fenêtre, se décide à parler. Il décrit la rue, une fille qui passe en minijupe, c'est ridicule par ce froid, on est en février. La fille entre, agressive. Bien que ce soit impossible, elle a tout entendu.

Le «possible» n'a rien à voir avec la pièce de Botho Strauss le Temps et la Chambre, que Patrice Chéreau a mise en scène à l'Odéon, pour le Festival d'Automne et le Théâtre de l'Europe. Dans cette chambre, on entre comme dans un moulin, et aussitôt le temps joue des tours. Ce que nous appelons ordinairement le temps, ce mouvement imperturbable qui nous conduit de la naissance jusqu'à la mort, se met à faire des fantaisies. Le présent, ce que nous appelons ordinairement le réel, vacille, déséquilibre comme s'il se regardait dans un labyrinthe de miroirs. La logique se détricote. Des fragments de passé, de rêves, de désirs, se démultiplient, se cognent les uns aux autres, redessinant une forme temporaire, dans laquelle les gens qui sont là tentent de trouver leur place.

C'est une énigme fascinante que propose Botho Strauss, un jeu per-

vers, et qui n'est pas gratuit. La clef, c'est la fille en minijupe. Elle s'appelle Marie Steuber. Elle pourrait être l'âme de la chambre, ou celle qui rêve les autres personnages, ou celle qui est rêvée par eux. Elle est multiple, presque simultanément folle, bonne, se voulant Médée, femme d'affaires, gourde, victime, monstre, pathétique, extravagante, magicienne : elle est Anouk Grinberg, qui fait croire à chaque mot qu'elle prononce car on se dit qu'avec elle le «possible» n'a pas de limite.

Le programme du spectacle donne plusieurs repères, dont l'Alceste de Lewis Carroll. Anouk Grinberg serait une Alice portant en elle des infinités de souvenirs, d'expériences, de souffrances, et qui n'aurait rien perdu d'une vitalité adolescente, cruelle autant que morbide. Jouant avec l'intermédiaire, dansant au bord du gouffre, cherchant sans tenir compte des autres ni d'elle-même - jusqu'au vertige quelque chose qui pourrait être sa vérité, Marie Steuber-Anouk Grinberg donne un sens à ce puzzle que Botho Strauss éparpille avec une étourdissante virtuosité.

C'est évidemment autour d'elle que Patrice Chéreau a construit son spectacle, avec une non moins étourdissante virtuosité, parvenant même à lui donner une forme de logique : celle du burlesque, qui provoque le rire moins par la surprise que par la déformation grandiloquente du réalisme. Chéreau fait rire : on peut s'étonner, et puis on se souvient - c'est un village de l'âge - de la frénésie jubilatoire, du grotesque arrogant de l'Affaire de la rue de Lourcine.

de cette ironie cruelle qui se retrouvait à quelques moments dans les Soldats, ou dans cette scène de Dom Juan où Charlotte et Pierrot se battaient comme des chiens, ou dans les Paravents.

Chéreau lui aussi a gardé intacte une part d'adolescence, la pulsion d'absolu. De plus, il sait à présent, même avec cette pièce chaotique, installer une continuité : elle vient des comédiens, de leur jeu exacerbé, parfaitement contrôlé, parfaitement cohérent.

Un désordre harmonieux

S'ils ne représentaient que des marionnettes autour de Marie Steuber, le spectacle serait encore drôle, mais banal : du boulevard sophistiqué. La pièce n'est sans doute pas le chef-d'œuvre que Chéreau ou avant lui Luc Bondy, à Berlin, veulent y voir. On comprend pourtant que metteurs en scène et comédiens s'y attachent. Elle est suffisamment secrète et complexe pour leur ouvrir un superbe champ de recherche et leur laisser une énorme liberté.

Bernard Verley et Pascal Gregory, les deux hommes dans les fauteuils, Marc Bettou, Roland Blanche, Jean-Pierre Moulin, Marc Citti, Pedro Naranjo, et puis Bulle Ogier et Laurence Côté forment un ensemble soudé, extravagant, inquiet. Ils construisent un monde en attente, des personnages en terre inconnue, débousoillés. Ce n'est pas tant que leur mémoire flanche, c'est qu'ils les ramène à un temps dont ils sont déracinés. Evidemment on pense à Berlin

puisque'il s'agit de Botho Strauss, mais pas seulement. On pense aussi au repliement de l'Histoire qui essaie d'effacer un demi-siècle, aux explosions des haines refoulées.

Parmi les repères qu'offre le programme, il y a un texte de Baudrillard sur l'endroit où dans les aéroports on récupère ses bagages : «Après cette mort qui représente toujours un peu le vol en avion, chacun veut reprendre ce qui lui appartenait dans sa vie antérieure». On peut trouver d'autres repères, on peut inventer les siens. Il y a au moins une certitude. Le temps ici ressemble à celui d'un voyage en avion : entre deux fuseaux horaires, un temps contracté ou dilaté. La chambre pourrait être la carlingue où l'on est immobilisé, et qui se déplace dans l'espace indéfini du ciel. La pièce pourrait se passer en cet instant anxieux où on se demande si ce que l'on a quitté existe encore, si ce que l'on va trouver ne va pas vous rejeter.

Le désordre harmonieux du spectacle renvoie beaucoup de questions, plus ou moins absurdes, malignes. Patrice Chéreau fait jouer en relief le côté méchant, le côté cocasse, exaspère le tout dans la séduction des images, simples et splendides.

COLETTE GODARD

► Du mardi au samedi à 20 h 30, samedi et dimanche matinées à 16 heures. Jusqu'au 14 décembre. Tél. : 43-25-70-32. En tournée à la Comédie de Genève du 4 au 27 février 1992.

MÉCÉNAT

Une académie franco-japonaise pour la musique contemporaine

TOKYO

de notre correspondant

Trop souvent destinées à susciter l'événement médiatique, les relations culturelles franco-japonaises manquent parfois d'un esprit de continuité qui mènerait chaque partie à une réelle connaissance mutuelle. Dans un domaine au moins, celui de la musique contemporaine, cette lacune devrait être comblée. L'académie franco-japonaise de musique contemporaine de Tokyo, qui est en train de voir le jour, apparaît comme une initiative prometteuse.

Le paysage musical japonais est largement occupé par les Allemands (80 %). La France n'y représente que 10 %. Place d'honneur second néanmoins, puisque le reste du monde se partage le reste. L'originalité de l'école française demeure cependant peu connue, excepté de quelques spécialistes.

Aussi, au-delà de la simple invitation de formations et d'interprètes classiques, la nouvelle académie de musique contemporaine vise à faire connaître aux Japonais l'école française d'interprétation et de composition, comme à développer les liens entre compositeurs et interprètes des deux pays.

L'institution, abritée par l'université de musique Toho Gakuen de Tokyo, est destinée aux étudiants japonais de haut

niveau souhaitant se perfectionner, ou désireux de se préparer aux grands concours. Elle sera également destinée aux professeurs nippons souhaitant repenser leur enseignement à la lumière des acquis contemporains. Chaque année, elle offrira une dizaine de bourses de participation au Japon, à l'académie elle-même, pour les étudiants japonais nécessitant et une ou deux bourses d'études en France d'une durée d'un an, cela à l'issue d'une sélection sur place. Les stages (qui dureront une dizaine de jours) porteront chaque année sur une œuvre inédite, composée spécifiquement pour cette occasion et éternellement par un Japonais et un Français.

Le comité d'honneur est présidé, côté Japon, par Toru Takemitsu. Son homologue, côté français, est le flûtiste Pierre-Yves Artaud. Il est entouré dans le comité par les plus grands noms de la musique française contemporaine (parmi lesquels les compositeurs Gilbert Amy, Betsy Jolas, Pierre Boulez, Olivier Messiaen, et Pascal Dusapin). Le financement, dû au mécénat, sera franco-japonais.

Ph. P.

► Renseignements : Véronique Brindeau, Ambassade de France, Tokyo. Tél. : 19813-34-73-01-71. Fax. : 34-73-09-52.

CORRESPONDANCE

L'avenir de Periphéria

Après la publication du «rapport» de Jean-Luc Godard sur son projet d'atelier cinématographique (Le Monde du 8 octobre), la CNC a tenu à préciser quelques points.

En 1990, le Centre national de la cinématographie a conclu avec la Fondation européenne des métiers de l'image et du son (FEMIS) et Periphéria, société dirigée par Jean-Luc Godard et Anne-Marie Miéville, une convention de cinq ans pour créer un centre de recherche et de formation du cinéma, de la télévision et de la vidéo.

Outre la mise en œuvre de programmes ouverts aux universités, la vocation de Periphéria est de contribuer à la formation des étudiants au travail de création de Jean-Luc Godard et d'Anne-Marie Miéville, et en les initiant à l'utilisation de nouvelles techniques et de matériels prototypes.

Cette convention prévoit un financement annuel du CNC de

3 millions de francs sur une période de cinq ans, incluant un loyer de 0,5 million de francs.

Compte tenu des difficultés d'installation immédiate de Periphéria au Palais de Tokyo, dues aux travaux inhérents à la transformation de ce dernier en Palais des arts de l'image, il a été décidé - le 2 août dernier, - d'un commun accord entre les trois partenaires, de rechercher un local extérieur au Palais de Tokyo dont la mise à disposition interviendrait avant le 31 décembre 1991 et de prolonger de deux ans la période d'exécution de la convention initiale en lui affectant la totalité des crédits prévus.

Au cours de l'année 1991, plusieurs éléments ont contribué à la mise en œuvre - même partielle - de la convention : acquisition de matériel par Periphéria sur les crédits alloués par le CNC ; participation des étudiants de la section «montage» de la FEMIS au travail de Jean-Luc Godard.

INNOVATION
...FAIRE DU NEUF AVEC DU VIEUX ?...
Tout le monde connaît les pendules anciennes
LA COMTOISE
La nouveauté réside dans un dispositif électrique incorporé. Il s'agit d'une adaptation de haute technologie. Son rôle : c'est de remonter les poids d'une façon automatique sans aucune intervention. Il est discret et invisible. Assurant ainsi un confort apprécié. Sa consommation est quasiment nulle. Les intéressés doivent s'adresser à :
C.R.T. 33171 Gradignan Cedex. BP 02
Tél. : 56-89-08-61
Votre horloge est actuellement en panne ? Même adresse.

place Bonchard
75002 Paris
métro Bebelien-Drouot
direction
Thierry FOUQUET

Opéra comique
S ALBERT SARFATI
présente
du 16 au 27 OCT. 1991
Opéra de Chambre de Moscou
Direction et mise en scène
BORIS POKROVSKI
en alternance
"LE NEZ" de GOGOL
SOIRÉE MOZART
Musique de CHOSTAKOVITCH
Le Directeur de Théâtre
Bastien et Bastienne
Location Opéra Comique rue Marivaux
FNAC • VIRGIN MEGASTORE • AGENCES • 36 15 CODE THEA
et par tél. 42 86 88 83

OCTOBRE
RENTREE
TAMBOURS
BATTANTS

THEATRE(S) DES ARTS / CERGY-PONTOISE

CAROLE LAURE
Samedi 12
DROLES DE ZEBRES
Mauritanie
LA LEGENDE DU WAGADU
Moussa Diagana
Mardi 15
Guinée
WASSA PERCUSSIONS
Morcité Camara
Jeudi 17
Côte d'Ivoire
PERCUS PERQUES
Werewere Liking
Samedi 19
Algérie
TU ES MON FRÈRE... MAIS MOI, QUI SUIS-JE ?
Slimane Benaïssa
Jeudi 24
Burkina Faso
LE CHOIX
YABA
TILAI
Idrissa Ouedraogo
Dimanche 20

LOCATIONS
30 30 33 33

THÉÂTRE MONTPARNASSE
rires, émotion!
CALAMITY JANE
de JEAN-NOËL FENWICK
MISE EN SCÈNE
JACQUES ROSNY
AVEC AGNÈS SORAL
MARDI AU VENDREDI 20H45, SAMEDI 17H30 ET 21H, DIMANCHE 15H30
AU FOYER DES 19H ASSIÈGES GOURMANDES ET VINS CHOISIS
TARIF JEUNES : 90 F • 43 22 77 74

"L'Aube se lève à l'Est"
Václav Havel
Interrogatoire à distance
— autoportrait d'un président peu ordinaire —
184 pages 89 FF
éditions de l'aube

THÉÂTRE DE LA VILLE
75 F
SAMEDI 19 OCTOBRE 18H
LAURE DACCACHE
hommage à une diva du chant arabe
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 6^e

Le Monde
L'ÉDUCATION
Octobre 1991
ÉVALUATION
LE DEUG DE PSYCHOLOGIE
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde
ÉDITIONS
Thomas Schreiber
HONGRIE
La transition pacifique
Budapest s'inquiète des turbulences à ses frontières, la police embauche et l'indifférence politique gagne la population... Et pourtant la Hongrie capitaliste qui tente de s'arrimer à l'Europe, semble la mieux partie.
En vente en librairie

Les lecteurs s'inscrivent dans les propositions des pays de l'Est européen, triennaux.

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

هكسان لائشيل

CARNET DU Monde

Naissances

- Sylvie SERRE et Bernard GRENOT, sont heureux d'annoncer la naissance de
Augustin,
le 8 octobre 1991.

Décès

- Massy (Essonne), Valley-Forge (Eure-et-Loire), Paris-17.

M. et M^{me} Jean Claude Besson, Bruno (Th. Véronique et Patrick, Philippe, M. et M^{me} Michel Besson, Frédéric, Pascal, Thomas, M. Jacques Besson, Caroline, Paul, Florence, M. et M^{me} François Besson, Alexandre, ses enfants et petits-enfants, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marcel BESSON, née Germaine Savignac,

survenue le 3 octobre 1991, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, à l'hôpital Bichat.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Elle repose au cimetière communal de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), auprès de son époux et de son petit-fils Bruno.

Des dons pour la recherche médicale pourront être adressés :
- soit au GERMEC, service du professeur Carbon, hôpital Bichat, 46, rue Henri-Huchard, Paris-18,
- soit à la Fondation de France.

Cet avis tient lieu de faire-part.
22, rue la Condaminie, 75017 Paris.

- M. et M^{me} Erik Chopitel, Xavier, Chantal, Béatrice et Hervé, ont la tristesse de faire part du décès de leur père, beau-père et grand-père,

Max Henri BOUDIN, anthropologue, professeur à l'université de Sao-Paulo, survenu le 8 octobre 1991, à President-Prudente (Brésil).

142, rue Houdan, 92330 Sceaux.

- André Burnat, son époux, Le docteur Gilles Burnat et M^{me} Patrice et Christine Burnat, ses enfants, Julien, Florian, Damien, Romain, ses petits-enfants, Pia Chapuis, Mireille Selvini, ses sœurs, Marie-Caroline Burnat-Puzin, ont la douleur de faire part de la disparition de

Viviane BURNAT-SELVINI, survenue le 6 octobre 1991, dans sa soixante-huitième année, à Draguignan (Var).

Les obsèques ont eu lieu à Lorgues, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.
La Cadonnière, 83510 Lorgues.
11, rue du Général-Pershing, 78000 Versailles.

- Le président de l'université Pierre-Mendès-France de Grenoble, Le directeur de l'Institut d'études politiques de Grenoble, Les personnels enseignants, chercheurs et administratifs, ont le regret de faire part du décès de

M. Claude DOMENACH, chevalier de la Légion d'honneur,

L'inhumation aura lieu le vendredi 11 octobre 1991, après l'absoute, en l'église paroissiale d'Hauterives (Drôme), à 11 heures.

(Le Monde du 10 octobre.)

- M^{me} Paul Gauguier, M^{me} Georges Loizillon, M. et M^{me} Fabrice Gauguier, M. et M^{me} Michel Perrin, M. et M^{me} Régis Gauguier, M. et M^{me} Yves Gauguier, M. et M^{me} Philippe Gauguier, M. Dominique Gauguier, Ses petits-enfants, Ses neveux et ses neveux, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul GAUGUIER, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, survenu le 8 octobre 1991.

7, rue Garnier-Pagès, 94100 Saint-Maur.

- A l'aube du 6 octobre 1991, **Günther W. HERRING**, est décédé inopinément à la suite d'une crise cardiaque, à l'âge de cinquante ans.

Il était directeur général de Brother International Belgium, président de Brother France et membre du comité de direction de Brother International Europe.

Il laisse sa fille Caroline, dix-neuf ans, son fils Rod, vingt-deux ans, et son épouse Erika.

La cérémonie d'adieu se tiendra le vendredi 11 octobre, à 11 heures, en l'église paroissiale de la Résurrection, rue Paloke, 77 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, Belgique.

L'enterrement aura lieu à Nürnbreg, dans la plus stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes. Günther W. Herring aurait préféré que vos dons contribuent à aider une œuvre humanitaire.

Profondément touchés, Le comité de direction Et le personnel de Brother France.

- La Société africaine de culture (Présence africaine) a le regret de faire part du décès de

Iwiyé Ernest KALA-LOBE, survenu le 7 octobre 1991, dans sa soixante-troisième année.

L'inhumation aura lieu à Douala (Cameroun).

25 bis, rue des Ecoles, 75005 Paris.

- M^{me} Lucienne Perpitch, sa femme, M. Marc Perpitch, son fils, Ses petits-enfants, Agnès et Nicolas Perpitch, Ses neveux et nièces, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Antoine PERPITCH, survenu le 4 octobre 1991, à l'âge de quatre-vingts ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 8 octobre à Vinneuf (Yonne), dans l'intimité, selon sa volonté.

Cet avis tient lieu de faire-part.
3, rue Paul-Louis-Courier, 75007 Paris.

- André et Yvonne Lambert, Henri et Jeanne Gambier, Henri et Henriette Ribes, Roger Lambert, Vincent Poig et Edith Puig-Lambert, Thibaut, Laure-Marine et Claire-Sophie, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Florence LAMBERT, née Jacquesson,

dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée, le 25 septembre, en l'église Saint-Martin de Nohy (Côte-d'Or).

- M^{me} Roger Vannod, son époux, M^{me} et M. Charles Brown, M^{me} et M. Michel Vannod, M^{me} et M. Didier Vannod, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger VANNOD, survenu le 7 octobre 1991, à Paris, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 10 octobre, à Sainte-Marthe-sur-Conches (Eure).

Une messe du souvenir sera célébrée le mardi 15 octobre, à 18 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, rue Ampère, Paris-17.

37, rue Jouffroy, 75017 Paris.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

Pompes Funèbres
Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52
MINITEL par le 11

Remerciements

- M^{me} Geneviève Dietsch, Sophie et Sébastien, M^{me} Françoise Dietsch, M. et M^{me} Jacques Dietsch, Jean-Michel et Bruno, Et toute la famille, très sensibles aux marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

Pierre DIETSCH, vous exprimons leurs sincères remerciements.

Avis de messes

- Une messe sera célébrée le mercredi 16 octobre 1991, à 18 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88-90, rue de l'Assomption, Paris-16, à l'intention de

M^{me} Louis CHAUDÉ, née Simone Maréchal, endormie dans le Seigneur, le 16 août 1991, à Cognac (Var).

Le souvenir de son époux, décédé le 19 octobre 1980, y sera associé.

Messes anniversaires

- A la mémoire de **Marie-Antoinette**, reine de France,

une messe sera célébrée en la chapelle paroissiale de Saint-Germain-l'Auxerrois, le mercredi 16 octobre, à 19 h 30, anniversaire de sa mort.

Anniversaires
- Pour le vingt et unième anniversaire du décès de

Françoise ABACH-JAUFFRET, ses parents demandent à ceux qui l'ont connue, aimée et qui gardent son souvenir, une douce et affectueuse pensée.

11 septembre 1939-11 octobre 1970.

Services religieux
- Adolphe RUDNICKI

décédait, à Varsovie, le 14 novembre 1990.

Sa mémoire sera rappelée à l'office du vendredi 18 octobre 1991, à 18 heures, à la synagogue, 24, rue Copernic, Paris-16.

Communications diverses

- Conférence inaugurale du Belt Hamidrach de l'Alliance Israélite universelle : « Pour une éthique de la traduction », avec J.-C. Ariss, C. Mopali, S. Trigana, lundi 14 octobre 1991, à 20 h 30, à l'AIU-PAF.

- Réunis par La sculpture du son, régal exceptionnel par le compositeur, Marc Vella, pianiste, et vernissage de l'exposition du sculpteur Jean-Jacques Lamenthe, le jeudi 10 et le vendredi 11 octobre 1991, à 20 h 30, dans l'auditorium du Centre européen de relations et de conférences, 8, rue Godillot, 93400 Saint-Ouen (proche mairie).

Soutenances de thèses

- Institut d'études politiques de Paris, vendredi 11 octobre 1991, à 15 heures, 56, rue des Saints-Pères, Paris-7, salle 402, M^{me} Dorine Bregman : « Le processus de construction des controverses politiques pendant les campagnes électorales en France : 1986-1988 ». Thèse de doctorat en science politique.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-86-29-94 ou 40-86-29-98

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 82 F

Abonnés et actionnaires 80 F

Communications diverses 95 F

Thèses étudiants 60 F

Les lignes en capital grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

STERN
GRAVEUR
depuis 1840

Papiers à lettres
Imprimés de haute
qualité

Le prestige de la gravure
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS

TEL : 47-36-94-45 - 45-08-36-45

Voici pourquoi
vous pouvez
nous en
demander plus.

Crédit Mutuel

la banque à qui parler

ÉCONOMIE

SECTION C

26 Un entretien avec le président de la Bundesbank
27 La politique monétaire du Japon

28 L'Egypte unifie ses taux de change
29 Le congrès de la Fédération nationale de la presse

36 Marchés financiers
37 Bourse de Paris

Dix jours après la manifestation paysanne du 29 septembre à Paris

Thérapeutique sélective

Dans son précieux livre intitulé « Economie de l'agriculture française en Europe : forces et faiblesses », André Nieuwe cite cette phrase de Jules Méline qui fut, comme Mme Cresson, mais à son époque, dans les années 1890, ministre de l'Agriculture puis chef du gouvernement : « l'argent donné à l'agriculteur pour augmenter sa production est absolument reproductif ». Cent ans plus tard, on pourrait aisément retourner complètement la formule car les crédits dérogés par le gouvernement ont pour but quasi-exclusif de comprimer des productions, pour la plupart excédentaires, et d'organiser le moins possible le repli de la population et du nombre des exploitations agricoles françaises.

Les mesures d'urgence que M. Mermaz a annoncées le 9 octobre s'inscrivent dans cette philosophie. Il s'agit d'augmenter de dispositifs de défense à court terme (aides sociales et fiscales, injections de crédits bonifiés, approvisionnement immédiat en fourrages) pour faire face à une situation quasi-insurrectionnelle dans certains départements, qu'un vaste plan cohérent et à long terme de reconquête de certains marchés, de diversification des métiers des paysans, de remise en valeur d'un territoire rural qui, au moment des TGV, des « technopoles » et des eurocités redonne sa marginalisation. Sur ce dernier point, on attend pour la fin octobre des arbitrages de M. Cresson sur les propositions de M. Michel Delebarre et André Laignel, tous deux chargés de l'aménagement du territoire, lui présenteront. Il reste que le premier train économique et financier du 9 octobre n'est pas négligeable et répond pour une large part à des revendications exprimées de longue date - et avec quelle force le 29 septembre ! - par les syndicats. Il présente aussi le mérite d'être « sélectif » dans la mesure où c'est la situation la plus préoccupante des éleveurs qui est traitée. M. Mermaz a bien veillé à ne pas exiger du Quai de Bercy « un plan supermarché » dans lequel on risque de ne satisfaire personne, en voulant contenter tout le monde.

Mais où trouver cette manne qui va tomber sur les éleveurs ? La est l'interrogation essentielle pour ceux qui se préoccupent d'une gestion sérieuse des finances publiques. Le projet de budget de l'agriculture pour 1992 va être sensiblement revu à la hausse et un collectif budgétaire de fin d'année apportera le complément, soit quelque 500 millions. Avec au bout du compte, n'en déplaise aux spécialistes des habillages habiles des dépenses et des recettes, un nouveau creusement du déficit public.

FRANÇOIS GROSCHARD

Le gouvernement prend des mesures sociales et fiscales en faveur des éleveurs

Le ministre de l'Agriculture et de la forêt, M. Louis Mermaz, a annoncé, mercredi 9 octobre dans la soirée, un plan d'urgence « dont l'essentiel des mesures doit prendre effet immédiatement » afin de répondre à la situation de crise que traversent les éleveurs français depuis plusieurs mois. Il s'agit de dispositions de nature fiscale et sociale.

Les décisions annoncées mercredi 9 octobre en faveur des éleveurs s'articulent autour de trois chapitres : - Allègement des charges sociales et fiscales.

Les cotisations sociales dues en 1991 par les éleveurs bovins et ovins vont immédiatement être diminuées de 10 %, ce qui représente une aide de 250 millions de francs. D'autre part, l'ensemble des exploitants vont bénéficier d'un étalement de leurs cotisations (110 millions de francs) et de remises d'impôts (100 millions).

Au titre des allègements fiscaux, le

gouvernement a pris des mesures relatives à l'impôt sur le foncier non bâti. Un dégrèvement de 70 % des fractions départementale et régionale de cette taxe est prévu en 1991 et en 1992, qui s'appliquera pour les terres classées « prés et herbages ». Cette mesure s'inscrit dans la suite de dispositions comparables prévues pour les éleveurs dans la loi de finances de 1991 et les renforce, puisque le taux précédent de dégrèvement était de 45 %. Le coût budgétaire de ces allègements fiscaux est estimé à 490 millions de francs cette année et à 490 millions de francs l'an prochain. Enfin, pour les quinze départements les plus touchés par la sécheresse, les agriculteurs vont pouvoir s'approvisionner en fourrages à prix réduit. Une enveloppe de 92 millions de francs est dévolue à cet effet.

- Meilleur accès aux prêts bonifiés.

Il s'agit de réduire les « files d'attente » pour bénéficier de ces prêts à taux avantageux. Quelle que soit la catégorie de prêts et dans tous les départements, le gouvernement s'engage à ce que les délais d'obtention des crédits n'excèdent pas trois mois.

Pour ce faire, les pouvoirs publics vont débloquer dans les plus brefs délais une enveloppe de 1,9 milliard (le contingent total pour 1991 était de 14,4 milliards). Ces prêts concernent l'installation des jeunes agriculteurs, les investissements de modernisation, les productions végétales spécialisées et naturellement, en premier lieu, les aides à l'élevage.

- Augmentation de la prime à la vache allaitante.

Il s'agit d'une prime (payée à la fois par le budget de l'Etat et par la Commission européenne) versée aux éleveurs qui au lieu de vendre le lait de leurs vaches l'utilisent pour nourrir les veaux. La part nationale de cette prime va être relevée de 40 % en 1991 et 1992. Le coût budgétaire de cette mesure s'élève à 268 millions, qui viendront s'ajouter aux crédits, soit existants (670 millions en 1991) soit prévus dans le projet de budget pour 1992 (650 millions). Cette dernière disposition ne pourra toutefois prendre effet qu'après une proposition formelle de la Commission de Bruxelles et le vote d'un règlement par le conseil des ministres des Douze.

F. Gr.

La FNSEA et le CNJA soulignent les insuffisances du plan d'urgence

Accueillies avec prudence par les organisations syndicales paysannes, les mesures annoncées mercredi 9 octobre par M. Mermaz en faveur des éleveurs ont provoqué de vives réactions de déception dans plusieurs villes de province, à Aurillac et à Nîmes en particulier.

« Les mesures annoncées vont dans le bon sens, mais ne constituent qu'une première étape du dispositif devant permettre à l'élevage français de sortir durablement de l'ornière », indiquent la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) dans un communiqué commun publié deux heures seulement après l'annonce officielle du plan Mermaz. Selon les responsables agricoles qui sont à l'origine de la grande manifestation du 29 septembre, « aucune disposition n'a été prise en faveur des jeunes investisseurs ». « Au-delà des dispositions d'urgence arrachées par la profession, notent les organisations agricoles, la vigilance s'impose plus que jamais dans la gestion du marché, et tout reste à faire concernant

l'adaptation structurelle du secteur ». La FNSEA et le CNJA ajoutent que « le syndicalisme agricole continuera d'exercer une forte pression sur le gouvernement et le Parlement afin que les nécessaires adaptations de la politique agricole commune conforme ses principes de base (juste prix, organisation des marchés, préférence communautaire) (...) et afin que le prochain comité interministériel d'aménagement du territoire se traduise par des engagements significatifs en faveur de la revitalisation du milieu rural ».

Pour sa part la Confédération paysanne estime que « l'allègement des cotisations sociales des producteurs d'ovins et de bovins correspond à une demande insistante. Le montant proposé est toutefois tout à fait insuffisant. En moyenne, il couvre la perte subie sur la vente d'une bête et dénie en production bovine ». La Confédération paysanne estime aussi que « le gouvernement serait mieux inspiré d'intervenir pour restituer aux producteurs les 7 milliards de francs confisqués annuellement par des opérateurs de la filière viande depuis le stade de la production jusqu'à celui des consommateurs ».

Dans un certain nombre de départements, l'annonce des mesures, le 9 octobre au soir, n'a pas suffi à calmer la colère des agriculteurs. Dans le Cantal, la trésorerie générale d'Aurillac a été endommagée par un début d'incendie provoqué par un groupe de paysans. « C'est un acte criminel et inadmissible », a déclaré le préfet, M. Bernard Boubé. A Nîmes, le préfet a été réveillé par une centaine d'agriculteurs, le 10 octobre au matin. Les manifestants scandaient des slogans demandant au gouvernement de prendre en considération le malaise paysan.

■ Arrêt progressif de la distribution gratuite des Minitel. - Le ministre de la poste et des télécommunications, M. Jean-Marie Rausch, a indiqué lors du salon Telecom de Genève que France-Télécom arrêterait progressivement la distribution gratuite de Minitel. « Je ne suis pas sûr qu'on puisse rendre payant le Minitel déjà installé. Mais on peut arrêter progressivement la distribution gratuite », a-t-il déclaré. France-Télécom le fait déjà. Sur les six types de Minitel existants, seul le moins sophistiqué reste gratuit, mais il devient difficile à trouver. En abandonnant le principe de la gratuité - au moins pour les nouveaux appareils - France-Télécom cherche à mieux rentabiliser son programme télématique (le Monde du 10 octobre).

Les artistes du spectacle dans la rue

L'indemnisation des salariés intermittents contribue au déséquilibre du régime d'assurance-chômage

Manifestation des Invalides au Palais-Royal, à partir de 14 heures, représentations suspendues, en soirée, dans les théâtres subventionnés ou privés ; tournages interrompus pour une journée ; alors que les partenaires sociaux, gestionnaires de l'UNEDIC, se réunissent pour rétablir l'équilibre de l'assurance-chômage, la profession des artistes et techniciens du spectacle devait se mobiliser, jeudi 10 octobre, pour défendre son régime particulier d'indemnisation, contesté par le CNPF notamment (le Monde du 25 septembre). M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, qui dit être approuvé par « tout le gouvernement », a apporté son soutien implicite à cette action. Dans une déclaration faite à l'AFP, il a affirmé que la situation particulière des salariés

intermittents du spectacle « conduit à maintenir le système dans son principe, tel qu'il a toujours existé », et il a estimé qu'il fallait « préserver l'originalité d'un mode français de compensation interprofessionnelle ».

Explosif, s'agissant d'une profession qui n'est pas assurée de la garantie de l'emploi, ce dossier soulève une série de questions délicates à régler, pour les gestionnaires du régime UNEDIC et pour le gouvernement. D'autant qu'il se complique d'un certain nombre d'excès et d'abus, commis aussi bien par les artistes eux-mêmes que par leurs employeurs. Avec des cachets convertis en heures de travail, les premiers ont tendance à limiter leurs journées officielles d'activité pour pouvoir être pris en charge par les ASSEDIC, sachant

qu'il suffit de 507 heures pour percevoir une allocation, toute l'année durant. Parmi les mieux rémunérés, certaines vedettes ne viennent à considérer qu'elles ne font que tirer profit de leur droit à une assurance. De leur côté, des employeurs soit ne paient pas les cotisations, soit s'acquittent de contributions qui ne correspondent pas à la durée d'un spectacle (sans les répétitions) ou au nombre réel de représentations. Financièrement, cela se traduit par un déficit : 500 millions de cotisations pour 2,3 milliards de prestations.

Surgeaient alors les problèmes de fond. Premier motif de France, l'UNEDIC accorde une subvention déguisée qui assure la survie d'une profession. Est-ce à l'ensemble des salariés et des employeurs de le

faire ou à l'Etat ? Puisque les conditions spécifiques d'exercice de cette activité supposent que l'on garantisse, de façon permanente, le droit à un revenu de substitution à un groupe social, est-on encore dans le régime général, qui n'offre pas les mêmes possibilités aux autres salariés ? Pour ses intérêts, les sociétés de travail temporaire paient plus. Pour couvrir les risques liés aux intempéries, le bâtiment et les travaux publics ont créé une caisse autonome. On pourrait imaginer une solution de ce genre. Mais, font observer certains, cela reviendrait à placer l'organisme en question sous la tutelle gestionnaire de la CGT, en position de quasi-monopole dans ce milieu...

ALAIN LEBAUDE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CIC ET DE L'UNION EUROPÉENNE

RESULTATS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 1991

Dans un contexte général de ralentissement de l'activité qui a été ressenti tant en matière de dépôts que de crédits, le Groupe CIC est parvenu à améliorer sensiblement son résultat d'exploitation.

Le produit net bancaire a progressé de plus de 6 % à périmètre identique par rapport au 1^{er} semestre 1990, alors que les frais généraux n'ont augmenté que de 3 %, avec des frais de personnel en légère baisse (- 0,8 %). Le résultat brut d'exploitation s'élève à 2.568 MF. Il a crû, à périmètre identique de 15,7 % par rapport au 1^{er} semestre 1990, et de 9,2 % par rapport à la moyenne des deux semestres de 1990.

Après les efforts de provisionnement consentis en 1990, le Groupe CIC a pu ramener ses dotations nettes aux provisions de 2.039 MF au 1^{er} semestre 1990 à 1.381 MF au 1^{er} semestre 1991.

L'amélioration de la productivité et la maîtrise des risques ont ainsi permis de dégager un résultat d'exploitation après provisions et amortissements de 646 MF au 30.06.1991 reflétant un assainissement de la situation globale du Groupe.

Compte tenu de la réduction des profits exceptionnels, le résultat net s'élève à 555 MF au 30.06.1991. Il était de 940 MF pour le 1^{er} semestre 1990 après 1.737 MF de profits exceptionnels.

Le résultat net de l'exercice 1991, en l'absence de plus-values exceptionnelles significatives, pourrait être du même ordre que celui de 1990. En effet, dans la mesure où les tendances constatées au cours de la première moitié de l'exercice se maintiendraient jusqu'à la fin de l'année, le Groupe pourrait enregistrer une amélioration de son résultat brut d'exploitation permettant de faire face à la dégradation de la situation de certains débiteurs en France.



COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CIC ET DE L'UNION EUROPÉENNE
Banque régie par la loi du 24 janvier 1981
4, rue Gallien - 91010 PARIS Cedex 02 - Tél. : (1) 42 66 70 00

Géants mondiaux de l'électronique grand public

Philips et Sony s'accordent pour lancer la cassette numérique et le minidisque laser

Les géants mondiaux de l'électronique grand public, les groupes néerlandais Philips et japonais Sony, ne s'affrontent pas sur le champs clos du son numérique. Déjà alliés dans le domaine du disque compact, ils ont décidé d'étendre leur accord de coopération à leurs derniers-nés, la cassette numérique ou DCC (digital compact cassette), mise au point par la firme d'Eindhoven, et le minidisque compact (MD) réenregistrable, une trouvaille de la compagnie tokyote, deux produits haut appelés, surtout le premier, à un très grand avenir. Philips s'est ainsi engagé envers son partenaire à délivrer avec

lui des brevets sur la technologie du minidisque aux sociétés de hardware et de software, de façon à faciliter le lancement à l'automne 1992 de ce nouveau support audio. En échange, Sony coopérera avec Philips pour introduire en douceur au printemps prochain les cassettes numériques compactes.

La sagesse l'a ainsi, une fois encore, emporté. Mais il semble que Philips sera le principal bénéficiaire de l'opération. Version déclinée du CD lancé en 1983, le minidisque devrait avoir, comme tel, plus de difficultés à s'imposer sur le marché. En revanche, comme le CD l'avait

fait avec le 33 tours 1/3, la DCC signe purement et simplement la mort à terme de la magnéto-cassette, vieille aujourd'hui de vingt-six ans. Autant dire : elle sera capable de lire les vieilles cassettes. En attendant, les deux groupes se sont congratulés. D'ores et déjà, cinquante-neuf firmes internationales se sont engagées à soutenir la DCC, dont les firmes nipponnes Matsushita, Sharp et Sanyo, ainsi que les éditeurs de musique Polygram, EMI, Warner, MCA et Bertelsmann. Sony devient la sixième.

ANDRÉ DESSOT

que les écrivains s'inscrivent dans les propos des pays de l'Est européen, PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

ÉCONOMIE

La réunion des ministres des finances des pays les plus industrialisés

Un entretien avec le président de la Bundesbank

« Notre marché des capitaux s'est révélé très robuste pour organiser le financement des besoins liés à la réunification » nous déclare M. Helmut Schlesinger



« La politique monétaire française se décide à Francfort. Le niveau des taux d'intérêt en France est largement déterminé par les décisions de la Bundesbank. Que pensez-vous de ces affirmations, entendues de plus en plus souvent à Paris ? »

« Je ne suis pas d'accord. Il est vrai que nous sommes arrivés, entre nos pays, à un haut degré d'intégration. Les changements qui se produisent chez l'un d'eux peuvent avoir ou ne pas avoir de conséquences chez l'autre. Alors que, cet été, nous avons légèrement remonté nos taux d'intérêt, la France a été en mesure d'abaisser un peu les siens. Les raisons en sont claires : les conditions économiques sont actuellement différentes. En Allemagne, nous sommes dans une situation où une très forte pression de la demande se fait sentir. En France, on est au contraire en présence d'un phénomène de déflation de la croissance, de la demande. »

« Il peut aussi arriver que les situations économiques étant les mêmes dans plusieurs pays, il soit nécessaire pour eux de faire en même temps la même chose ; cela ne veut pas dire que les pays étrangers sont forcés de suivre la Bundesbank. »

« Comptes tenu d'un endettement croissant de l'État fédéral, doit-on s'attendre à la persistance de taux d'intérêt élevés pendant une longue période encore en Allemagne ? »

« Il faut souligner d'abord que notre marché des capitaux s'est révélé très robuste pour organiser le financement des besoins liés à la réunification. Il est étonnant que notre taux à long terme soit aujourd'hui légèrement inférieur au niveau atteint juste avant l'union. A l'époque, le taux était monté à 9 %. Maintenant, nous tournons autour de 8,5 %, malgré les augmentations auxquelles nous avons procédé sur les taux à court terme. »

« En fait, s'il n'y a pas eu de tension particulière, malgré l'ajout d'un milliard de marks fédéraux, c'est que nous avons réussi à réorienter notre surplus d'épargne intérieure vers le financement de nos besoins domestiques. C'est le pendant de la réduction des surplus de nos comptes courants. Avant la réunification, nous avions un excédent de 100 milliards de deutschemarks. Nous aurons cette année un déficit de 30 milliards. »

« La situation ne sera-t-elle pas plus difficile l'an prochain ? »

« Il y a deux éléments à prendre en compte. D'abord, le gouvernement fédéral essaie à nouveau de diminuer son déficit pour 1992. Il faut qu'il donne aux marchés des signes, même de faible ampleur. Le second élément concerne l'épargne privée. Elle est traditionnellement stable en Allemagne. Il n'y a pas de raison de craindre un déclin, ce qui est un autre facteur positif pour le marché. Mais le point le plus important, c'est de conserver la confiance dans la stabilité de notre devise. »

C'est une nécessité pour que notre devise reste forte et attractive.

« A propos du déficit public, êtes-vous satisfait des projets gouvernementaux ? »

« Oui pour ce qui concerne le budget fédéral. En revanche, il y a beaucoup d'autres problèmes comme la question de l'endettement des États, celui des nouveaux Länder qui seront déficataires l'an prochain. Il y a aussi certains comptes spéciaux, je pense, par exemple, au Fonds de l'unité. Néanmoins, je crois qu'il y a une chance de réduire le déficit en 1992. »

« Un déficit budgétaire réduit et une épargne abondante, ce sont les conditions de l'entrée dans une période de baisse des taux... »

« Vous allez un peu vite... Cela serait bien, en effet, si nous n'avions pas d'augmentation des taux l'an prochain. Les anticipations inflationnistes ne sont pas encore très claires. »

« Le 15 août, vous avez augmenté d'un quart de point le taux Lombard. Étes-vous partisan d'une politique plus flexible dans l'utilisation de ce taux ? »

« Effectivement, le fait d'avoir augmenté d'un quart de point seulement au lieu d'un demi-point en général, ou même parfois plus, est l'expression de notre volonté d'être plus flexible dans notre conduite des mouvements sur le marché monétaire. Dans le futur, il pourrait arriver que nous décidions des changements de faible ampleur du Lombard, à la hausse ou à la baisse, plus fréquemment qu'aujourd'hui. »

« L'activité a-t-elle atteint son point le plus bas en Allemagne orientale ? »

« Les informations disponibles sont encore peu fiables. Peut-être pouvons-nous dire que nous avons passé le creux au cours du mois de septembre. Les signes de reprise se font sentir dans de nombreux secteurs (les services, la construction...). Mais, dans la grande industrie, ce n'est pas encore très clair. La production augmentera d'un manière relativement forte en 1992, mais à partir d'un niveau très faible. Néanmoins le chômage va y rester un problème crucial. »

« On attend un ralentissement de la croissance en Allemagne l'an prochain. De quelle ampleur ? »

« Nous sommes effectivement dans un processus de déflation de la croissance. Celle-ci a été très forte, à l'Ouest, en 1990 et au premier semestre 1991. Pour l'ensemble de 1991, la croissance devrait être comprise entre 3 % et 3,5 %. Elle sera plus faible en 1992. Nous fonctionnons à la limite de nos capacités. Un rythme de 2 % va nous permettre une normalisation dans l'utilisation des capacités de production. »

« Répérez-vous toujours des pressions inflationnistes ? »

« Nous n'en avons pas fini avec ce problème. Il y a toujours un danger à l'occasion des négociations salariales en cours. L'autre question, c'est la nouvelle augmentation des impôts indirects qui pourrait interve-

nir au début de l'an prochain, puis de la TVA à la fin de 1992. »

« Étes-vous opposé à cette mesure ? »

« De notre point de vue, une telle hausse n'est pas opportune. Il y a le risque qu'elle se répercute immédiatement sur les prix. Plus grave, les gens, à partir du moment où ils savent que la TVA sera relevée, commencent à demander des compensations sous forme de hausses de salaires. C'est évidemment un danger. »

« Les réserves monétaires en deutschemarks ne cessent d'augmenter. Leur montant est estimé à l'équivalent de 240 milliards de deutschemarks. Cela représente 20 % environ des réserves monétaires totales et plus d'un tiers des réserves détenues en dollars. N'est-ce pas pour l'Allemagne un fardeau proportionnellement trop lourd ? L'Allemagne se trouve ainsi, par rapport aux instituts d'émission étrangers en position défavorable. La Bundesbank envisage-t-elle tout fait pour éviter d'en arriver là. Aujourd'hui cet endettement ne limite-t-il pas sa liberté de gestion ? Ne constitue-t-il pas un autre facteur de hausse des taux d'intérêt ? »

« C'est un fait que la proportion du deutschemark dans les réserves monétaires internationales dépasse sensiblement le poids de l'Allemagne dans l'économie mondiale. Qu'on le mesure par rapport au produit national brut ou par rapport au volume du commerce extérieur ou par tout autre critère. Mais c'est le sort d'une monnaie d'exportation. Nous n'avons pas demandé ce rôle pour le deutschemark. On nous a choisis. Nous avons évidemment à faire face aux conséquences. Certaines sont positives et d'autres le sont moins. »

« Dans la mesure où la demande de deutschemarks est accrue, c'est une cause de renforcement pour notre devise. Mais si le monde perdait confiance dans le DM, nous aurions de grandes difficultés à tenir nos cours, même si nos exportations continueraient d'augmenter... C'est là un danger que nous avons toujours à l'esprit. Nous avons été témoins, en 1981, année au cours de laquelle nous avons dû constater que les

choses pouvaient effectivement se dégrader rapidement. »

« Il est probable que nous avons perdu une certaine liberté de manœuvre par rapport à celle que nous aurions si nous étions isolés. Mais nous ne le sommes pas. Cela nous oblige-t-il à maintenir des taux d'intérêt plus élevés ? Je ne souscris pas à cette idée. Aussi longtemps que nous maintenons la crédibilité dans la valeur du deutschemark, nous attirons des capitaux. Du reste, l'expérience le montre : même aujourd'hui, avec la montée du déficit, nos taux d'intérêt à long terme sont les plus bas en Europe, Suisse exceptée. Dans le monde, il n'est que les États-Unis et le Japon pour avoir des taux plus bas que l'Allemagne. »

L'union politique d'abord

« Sous quelle forme les banques centrales étrangères détiennent-elles leurs réserves en deutschemarks ? Les prêtent-elles directement au gouvernement allemand en souscrivant à des bons et autres titres émis par le Trésor allemand ? Quelle est globalement la position de l'Allemagne (créditrice ou débitrice) ? »

« D'abord, sur un total de 240 milliards de deutschemarks détenus à l'étranger à titre de réserve, un peu plus de 50 milliards sont représentés par des dépôts constitués auprès de la Bundesbank allemande. »

« Portent-ils intérêt ? »

« Oui. Nous venons, comme il se doit, un intérêt, techniquement à travers une formule de double swap. Une partie est détenue sous forme de bons émis par le Trésor allemand, mais une somme encore plus importante, de l'ordre d'un milliard de deutschemarks, est constituée par des avoirs sur l'euro-marché. Avoir parfois détenus par l'intermédiaire de la Banque des règlements internationaux. En définitive, la totalité des réserves en deutschemarks possédées par les instituts d'émission étrangers ne constitue pas un passif pour l'Allemagne. Le débiteur est souvent un résident hors de l'Allemagne. »

« En ce qui concerne la Bundesbank elle-même, ses réserves de change sont égales au moins au double du passif ainsi constitué. De même, l'Allemagne est globalement créditrice. L'ensemble des avoirs possédés par la Banque centrale et le système bancaire allemand à l'étranger dépassent leurs engagements respectifs d'au moins 320 milliards de deutschemarks. »

« En France, l'opinion n'est pas aussi monofrénétique qu'il y paraît au premier abord au sujet du meilleur chemin à prendre pour l'unification de l'Europe. Par exemple, M. Maurice Allais, Prix Nobel d'économie (1988), pense qu'on met la chance de la réunification en cherchant à créer à tout prix le plus vite possible une union monétaire avant de fonder une union politique digne de ce nom. Que pensez-vous de cette position ? »

« C'est un fait qu'historiquement les unions monétaires qui n'ont pas été précédées par une unification politique n'ont pas duré longtemps. Telle fut l'expérience positive que nous avons eue en Allemagne au dix-neuvième siècle. Ce fut aussi le cas en Italie et dans d'autres pays. Nous devons garder ces expériences à l'esprit. C'est pourquoi le chancelier fédéral propose que l'on fasse davantage de pas en direction de

l'union politique. Nous devons accorder la plus grande attention à cette recommandation. »

« Cependant, les exigences de l'union monétaire font désormais l'objet d'une compréhension beaucoup plus grande. L'approche est aujourd'hui plus pragmatique. Il est entendu que ne pourront participer au début que les pays ayant atteint un haut degré de convergence. On est également d'accord pour penser qu'avant de fonder l'union monétaire un examen devra s'imposer. On déterminera à cette occasion quels sont les pays capables d'y entrer, étant entendu que ceux qui sont capables d'y entrer pourront le faire mais n'y seront pas obligés. Ce nouveau pragmatisme est lié à une prise de conscience. Les différentes nations se rendent compte de ce que signifiera pour elles l'abandon de leur souveraineté monétaire. »

« A Apseloom, aux Pays-Bas, les ministres des finances sont convenus que la convergence des économies nationales ne sera pas appréciée seulement à partir d'un critère unique, mais aussi sur des critères politiques. »

« Je crois qu'il y a là un certain malentendu. Quel pays pourra entrer dans l'union monétaire ? La réponse est liée à la situation économique, à la compétitivité de chaque pays, et donc aux statistiques, ce que certains appellent les critères objectifs. Mais tous ceux qui ont travaillé avec des statistiques savent qu'il ne faut pas exclure dans les jugements le sens commun. C'est peut-être cela le jugement politique. »

« Pour être plus précis, pensez-vous qu'il y a, aujourd'hui six, sept ou huit pays parmi les Douze qui pourraient faire partie de l'union monétaire ? »

« Nous le décidons à l'occasion d'un examen général. Nous avons encore beaucoup de temps jusqu'en 1996. D'ici là, certains pays auront peut-être amélioré leurs performances, d'autres auront enregistré une dégradation de leur situation. »

« Cela signifie-t-il que d'ici à 1996 il n'y aura aucun changement notable en matière d'union monétaire ? »

« Au contraire. Il faut, par exemple, que les banques centrales traitent davantage ensemble. Elles doivent préparer la troisième phase de l'unification monétaire. Elles ne doivent pas seulement discuter des instruments monétaires qui pourront être utilisés dans la phase 3, mais elles doivent aussi se préparer à utiliser de nouveaux instruments. »

« Il n'est pas douteux que jusqu'à maintenant les échanges monétaires de dollars par les banques centrales pour arrêter la chute de la devise américaine sont une cause majeure d'inflation. Ces dollars sont rachetés par l'émission de monnaie nationale dans les pays acquireurs. La Bundesbank, qui a dans ce domaine une longue expérience, préconise que la future Banque centrale européenne puisse déterminer sa politique de change. Aucun autre pays de la Communauté ne sera prêt à la soutenir sur ce point. A quelle solution pensez-vous pour résoudre la contradiction ? »

« Il convient de distinguer entre le régime des taux de change et la politique des taux de change. C'est le changement de régime qui relève de la décision du gouvernement, pas la conduite de la politique de change. Du temps du système de Bretton Woods, la Bundesbank se

trouvait dans l'obligation de créer de la monnaie à son corps défendant, dans le cadre des opérations de soutien du dollar. Sans si on en revient à un régime de ce genre, ce que je ne prévois pas, une banque centrale indépendante doit déterminer sa politique de change. »

« Il faut bien voir que le plus important dans ce domaine n'est pas nécessairement composé par des interventions. La politique de change a aussi une composante taux d'intérêt. On peut imaginer une situation dans laquelle la Banque centrale européenne serait mise dans l'impossibilité de mener sa politique de stabilité, parce qu'elle devrait se soumettre à des instructions de la part du conseil des ministres de la Communauté concernant, par exemple, le maintien du taux de change par rapport au dollar à l'intérieur de certaines limites. On voit bien qu'il pourrait y avoir là une source de conflit potentielle entre les deux organismes. »

« Nous devons continuer à soutenir notre point de vue. Cependant, il faut bien prendre conscience d'une chose. Il n'existe aucune banque centrale pour mener une politique monétaire sans tenir compte des répercussions qu'elle peut avoir sur le taux de change. Les gouvernements doivent à cet égard faire confiance aux autorités monétaires responsables. Si, par exemple, la Bundesbank pratiquait une politique intérieure dans ces conditions, il est évident que cela ne pourrait pas marcher. »

« Qu'est-il fait à Bruxelles, en Allemagne et ailleurs du principe de subsidiarité selon lequel les institutions communautaires, y compris donc la future Banque centrale européenne, ne devraient prendre que les décisions qu'elles sont mieux à même de prendre que les institutions nationales. Comment la Bundesbank entend-elle ce principe, appliqué à la future union monétaire ? »

« Pour répondre à cette question, nous pouvons nous référer à la loi allemande définissant les compétences des banques centrales des Länder de 1948 à 1957. Ces Länder étaient indépendants pour l'accomplissement de leur tâche : approvisionnement de la région en billets de banque, veiller au bon fonctionnement du système de paiement, etc. »

« Autrement dit, vous acceptez l'idée que dans l'avenir la Bundesbank pourrait jouer un rôle limité à celui qu'avait actuellement les prétendues banques centrales des Länder ? »

« Si l'on prend au sérieux - et moi je prends cela très au sérieux - comme on doit le faire - le projet de traité amendement le traité de Rome pour rendre possible une union monétaire, c'est effectivement à une conclusion de ce genre que l'on doit aboutir. »

« Qui devrait être le président de l'institut monétaire européen, cette organisme transitoire prévu dans la phase 2 de l'unification ? »

« J'espère que ce sera l'un des membres du conseil des gouverneurs et qu'il ne sera pas désigné par les ministres des finances des Douze. »

« Étes-vous candidat ? »

« Non. Mon mandat s'achève de toute façon avant l'établissement de cet institut. »

Propos recueillis par PAUL FABRA, CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON et ERIK IZRAELEWICZ

Le FMI prévoit une amorce de reprise économique en Europe de l'Est en 1992

« L'économie mondiale semble prête pour un rebond relativement modéré en 1992. » Le Fonds monétaire international (FMI) est assez optimiste pour l'économie l'an prochain, selon ses prévisions, publiées mercredi 9 octobre à Bangkok à la veille de sa réunion annuelle. Selon le FMI, les pays de l'Est connaîtront un rebond l'an prochain mais la récession devrait se poursuivre en URSS.

Les perspectives du FMI ne sont pas des surprises tant elles rejoignent celles des autres prévisions publiées ou publiées : la croissance mondiale atteindra 2,8 % en 1992 contre 0,9 % cette année, performance la plus basse depuis 1982. Elles avaient d'ailleurs déjà été partiellement annoncées (le Monde du 11 septembre). Le scénario de l'an prochain est maintenant assez bien connu : la reprise sera nette dans les pays riches mais leur croissance restera freinée par des incertitudes concernant notamment l'insuffisance d'épargne.

C'est sur l'Europe de l'Est que le FMI apporte une perspective plus

neuve car optimiste. Une amorce de reprise apparaîtra l'an prochain et devrait « contenir » la montée du chômage ou même « commencer à inverser » ce mouvement, alors que l'inflation et les déficits des balances des paiements courants devraient baisser. Cette reprise de l'activité y restera néanmoins « modeste », avec une hausse de 2,1 % du produit intérieur brut (PIB), qui sera très loin de compenser le plongeon cumulé de près de 20 % subi en 1990 et 1991. Le recul de l'activité dans cette région a été « beaucoup plus fort » que prévu ces deux dernières années, en raison notamment d'un effondrement des échanges commerciaux entre les pays membres de l'ancien COMECON.

L'amélioration attendue suppose toutefois la poursuite de vastes programmes de réformes économiques (privatisation, restructuration des entreprises publiques et du secteur financier). Le rebond pourrait être aussi « remis en cause » par un manque de financements extérieurs, ajoute le FMI, en soulignant que cette région a « besoin de la poursuite d'une assistance financière exceptionnelle ».

En revanche, l'Union soviétique restera à l'écart de ce mouvement d'amélioration et devrait accuser une

nouvelle chute de sa production en 1992. Le nouveau recul de l'activité en URSS ne fait « aucun doute » car il n'y a pas de signes d'inversion de tendances dans ce pays. Une reprise de l'activité en URSS dans les prochaines années demande « la mise en œuvre très rapide d'un programme complet de stabilisation économique et de réformes systématiques », estime le FMI, qui rejette toute approche « graduelle ». Avant de devenir membre du FMI et de pouvoir recevoir des prêts, l'URSS devra réformer sa constitution, a indiqué jeudi 10 octobre M. Michel Camdessus, le directeur général du Fonds, qui souhaite une clarification « rapide ». (AFP, Reuter.)

Le chômage touche près de deux millions de personnes en Pologne. Selon les statistiques du ministère du travail, 117 000 personnes ont perdu leur travail en septembre en Pologne, ce qui porte à 1 970 000 le nombre de chômeurs, soit 10,45 % de la population active. Le ministre du travail, M. Michal Boni, a annoncé que le chômage pourrait affecter 2,2 millions de personnes à la fin de l'année et progresser encore pendant le premier semestre de 1992. (AFP.)

L'affaire De Havilland

M. Rocard dénonce « un crime contre l'Europe »

Dans un article publié par le *Nouvel Observateur* (daté 10-16 octobre), M. Michel Rocard critique la décision prise par la Commission européenne d'interdire le rachat de la société De Havilland par le consortium franco-italien Aérospatiale-Alenia. Tout en jugeant qu'il faut « défendre la concurrence et empêcher les concentrations excessives, bref défendre le marché contre le capitalisme », l'ancien premier ministre affirme que, d'une part, « cela n'a pas grand sens d'isoler un marché particulier des avions de moyenne capacité » et que, d'autre part, « le marché est résolument mondial ». « Chacun des trois grands pôles de l'économie mondiale, Amérique du Nord, Japon et Est asiatique,

Europe, est engagé dans une compétition sans merci avec les deux autres, ajoute-t-il. Le renforcement industriel est la clé de cette bataille. »

M. Rocard estime que « l'une des incertitudes qui perturbent aujourd'hui notre continent, et notamment la France, tient largement au fait qu'on ne sait plus qui décide pour l'Europe, ni où elle va ». Il conclut : « Dans la décision que Sir Leon a arrachée à une commission incertaine, il y a un crime contre l'Europe, car il y a, au nom d'un dogme appliqué sans pertinence, un refus de consentir à l'Europe le droit de construire la puissance sans laquelle elle ne saurait être messagère de paix (...). »

M. Pierre Suard (Alcatel-Alsthom) critique la Commission de Bruxelles

Le PDG du groupe Alcatel-Alsthom, M. Pierre Suard, a indiqué, mardi 9 octobre lors d'une conférence à Genève, qu'il souhaite que la Commission européenne redonne au plus vite une politique industrielle cohérente qui soutienne les industriels européens dans leur effort de compétitivité. « Je comprends personnellement la vive émotion » qu'a causée en France la décision européenne de rachat de la société canadienne De Havilland, a indiqué le PDG d'Alcatel. « J'ai vraiment du mal à comprendre en quoi le rachat d'une société extérieure à la Communauté pourrait nuire à la concurrence en Europe », a-t-il poursuivi.

ÉCONOMIE

et les conférences du FMI et de la Banque mondiale à Bangkok

Le Japon semble prêt à laisser monter le yen par rapport au dollar

Lorsque les ministres des finances des pays les plus industrialisés se réuniront à l'Hôtel Plaza de New-York, en 1985, ils avaient l'objectif de réduire l'excédent commercial nippon. Six ans après, lorsque avant l'ouverture, le 14 octobre à Bangkok, de la conférence de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, leurs successeurs se réuniront dans le cadre du G7, l'un des points de leurs discussions sera le même, le déséquilibre commercial japonais et le remède préconisé, une valorisation du yen.

TOKYO

de notre correspondant

Soucieux de pallier les tensions politiques que va provoquer une nouvelle flambée de son excédent commercial, le Japon semble prêt à laisser se renforcer le mouvement de hausse du yen par rapport au dollar qui s'est amorcé au milieu de la semaine dernière : le billet vert a franchi la barre des 130 yens.

Semi-officiellement, le ministère des finances japonais reconnaît que le yen est sous-évalué. Non seulement à l'égard du dollar mais aussi des monnaies européennes : les accords du Plaza se sont certes traduits par un doublement de la valeur du yen par

rapport au billet vert, mais la dépréciation de celui-ci par rapport aux monnaies européennes a pratiquement annulé une revalorisation du yen vis-à-vis de celles-ci. Anticipant cette «bonne volonté» de Tokyo, les opérateurs engrangent du yen, la récente publication des chiffres des échanges extérieurs japonais n'ayant fait que les confirmer dans leur sentiment que la monnaie nippone est encore sous-évaluée.

Les résultats de la balance des comptes courants (c'est-à-dire des échanges commerciaux plus les services), publiés vendredi 4 octobre, indiquent que l'excédent nippon a été multiplié par 6,5 en l'espace d'un an. Il s'est chiffré en août à 5,4 milliards de dollars, contre 850 millions en 1990.

Au cours des six premiers mois de l'année fiscale (qui a commencé le 1^{er} avril), l'excédent des comptes courants a atteint 29,2 milliards de dollars, soit pratiquement le montant prévu pour l'ensemble de l'année 1991 (30 milliards de dollars). Et cela malgré la contribution de 9 milliards de dollars versée par le Japon au conseil de coopération du Golfe.

Pour la première fois depuis 1980, les mouvements de capitaux à long terme ont été caractérisés, au cours du premier trimestre de l'année fiscale, par des entrées nettes de capitaux : en août, par exemple, ils ont triple par rapport à juillet. En d'autres termes, les Japonais ne sont plus exportateurs de capitaux. Les principaux facteurs à l'origine de ce retournement de tendance sont : la réduction des actifs des banques japonaises à l'étranger ; le rapatriement des fonds des grandes entreprises pour financer des investissements domestiques ; le ralentissement des investissements outre-mer et, en revanche, un accroissement des achats d'actions japonaises par les étrangers.

Nouvelle poussée des exportations

L'excédent commercial, pour sa part, a plus que doublé au cours du premier semestre, illustrant une nouvelle poussée des exportations qui ont augmenté au rythme de 10,3 % par rapport au même mois, l'année précédente, pour se chiffrer à 24,2 milliards de dollars en août. Les importations ayant, en revanche, décliné de 10,8 % (15,9 milliards). À ce rythme, l'excédent commercial nippon sur l'ensemble de l'année fiscale 1991 pourrait retrouver le niveau alarmant de 1987 (plus de 96 milliards de dollars), alors qu'il n'était que de 67 milliards en 1990, et l'excédent de la balance des transactions courantes se chiffrer à quelque 70 milliards de dollars.

Plusieurs facteurs expliquent cette résurgence des excédents nippons : une économie dont la croissance reste soutenue - entrée dans son 58^e mois d'expansion continue - même si certains signes de ralentissement se font sentir (augmentation des faillites), mais qui bénéficie des investissements massifs des années d'argent facile (époque de la flambée spéculative).

Inversement, le recul des importations est dû à une contraction du marché intérieur, affecté par un léger tassement de l'activité et surtout une chute des prix des actifs (actions et immobilier) qui s'est traduite par une régression des achats de produits de luxe (par exemple, les voitures étrangères) comme des œuvres d'art. Pour la première fois depuis 1986, les importations n'ont que marginalement augmenté au cours des six premiers mois.

Fait nouveau, par zones géographiques, l'amélioration du solde du commerce extérieur japonais concerne les échanges avec la CEE et les pays d'Asie du Sud-Est où les exportations progressent rapidement : + 16 % dans le cas de l'Europe et + 23 % dans celui de l'Asie du Sud-Est. L'excédent commercial japonais avec la CEE s'est chiffré au cours des huit premiers mois de l'année calendaire à 18 milliards de dollars, soit une augmentation de 62,9 % par rapport à la même période de l'année précédente. Sur l'ensemble de l'année, il pourrait atteindre 25 milliards de dollars, soit un montant supérieur au record de 1988 (22,8 milliards).

Cette augmentation de l'excédent est due en partie à la progression des exportations japonaises à destination de l'Allemagne (en raison de l'accroissement de la demande consécutive à l'unification) : elles ont progressé de 26 % au cours des huit premiers mois de l'année calendaire. Deuxième facteur : le niveau élevé des investissements productifs réalisés par les Japonais dans la CEE (dont les produits sont écoulés localement). Enfin,

les exportations de voitures ont fortement progressé (+ 30 %) : les industriels, favorisés par un yen sous-évalué, compensent ainsi le recul de leurs ventes aux États-Unis.

Le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI) fait valoir que, au cours des cinq dernières années, les importations nippones ont augmenté, en moyenne annuelle, de 25 milliards de dollars, ce qui démontre que le marché n'est pas hermétique. Le Japon est prêt à recycler une partie de ces excédents en direction, notamment, de l'Union soviétique. Le problème du déséquilibre n'en demeure pas moins.

Et la tendance ne paraît pas devoir se renverser. Une croissance plus faible (3 %, comparée à 5,6 % l'année dernière) n'indiquera que davantage les industriels à écoulé leur production à l'étranger : déjà, au cours du premier trimestre de l'année fiscale, la demande externe a contribué pour plus de la moitié de la croissance de 2,7 % du PIB marquant une rupture avec les années précédentes au cours desquelles la demande interne «tirait» la croissance. La seule solution paraît être une nouvelle valorisation du yen.

Un renforcement de leur monnaie ne présente pas d'inconvénient majeur pour les Japonais.

Les exportations diminueront-elles pour autant ? Les industriels japonais ont démonté, à la suite des accords du Plaza, une remarquable capacité d'ajustement à la valorisation du yen (pour conserver leur part de marché), inversement, le faible coût des

importations a permis aux autorités d'abaisser les taux d'intérêt et de favoriser les investissements.

Ceux-ci ont été si considérables que les industriels ont supporté sans grands dommages la période de «vaches maigres» qui a commencé en mai 1989 avec le resserrement du crédit. Aujourd'hui, ils sont en mesure d'affronter allègrement une parité de 120 yens pour un dollar.

Les Américains sont moins concernés par cette nouvelle poussée des exportations nippones qu'il y a quelques années : la proportion des exportations nippones aux États-Unis a en effet baissé (de 40 % au milieu des années 80, elle est passée à 28 %) et, sur le long terme, une tendance au rééquilibrage des échanges s'observe. Cette fois, les Européens sont davantage en première ligne. Les Japonais s'en inquiètent et ils sont sans doute prêts à faire des concessions sur les parités. Mais ils savent aussi les Européens divisés. En particulier, ils mesurent les capacités de «nuissance» de la France à leur égard au sein de la Communauté. Ils constatent aussi avec quelle désinvolture tel ministre qui les vilipende à Paris arrive à Tokyo en réclamant des investissements pour la région dont il est le représentant. Des divisions dont ils savent parfaitement jouer.

PHILIPPE PONS

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 842 280
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 19 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 84, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

SAMEDI 12 OCTOBRE

S. 1 et 7 - 20 h 30. Importants tableaux abstraits et contemporains. - M^{re} LOUDMER (expo à Drouot en salles 3 et 6, les 11 et 12/10, de 11 h à 18 h).

S. 9 - Antiques. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

S. 10 - 14 h 30. ART DU VERRE CONTEMPORAIN. Œuvres des principaux artistes ayant participé à la première Biennale internationale du verre d'art contemporain au Musée National Fernand-Léger de Biot. - M^{re} ADER, TAJAN. Pour tous renseignements concernant les ventes d'Art contemporain, veuillez contacter à l'étude ADER TAJAN, Bénédicte Scheller ou Emmanuel Tajan au (1)42-61-80-07. (Catalogue : poste 469).

LUNDI 14 OCTOBRE

S. 1 et 7 - 19 h. Peintres et sculpteurs contemporains « La création en Europe » autour de la grande réunion. - M^{re} ADER, TAJAN Marie-Aline Prat, expert. Expo, pub, le 12-10, 11/18 h (salles 2 et 4) et le 14-10, 11/17 h (salles 1 et 7). (Catalogue : poste 469).

S. 3 - Arts d'Orient. M^{re} BOISGIRARD, TAILLEUR.

S. 5 et 6 - 21 h. Tapis français du XIX^e. M^{re} LOUDMER.

S. 15 - Mobilier d'une propriété : gravures du 19^e, objets, mobilier des 18^e et 19^e s. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

MARDI 15 OCTOBRE

S. 4 - Tableaux et bel aménagement. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

S. 9 - Linge, jouets, poupées, dentelles. Objets d'art et d'aménagement. Meubles. Tapis. - M^{re} JUTHEAU.

MERCREDI 16 OCTOBRE

S. 1 - 14 h 15. MUSIQUE, manuscrits musicaux, Autographes. Lettres autographes. Partitions dédiées. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M^{re} Bodin, expert.

S. 3 - Tableaux, bibelots, mobilier. - Arcols (M^{re} OGER, DUMONT).

S. 7 - 14 h 15. Tableaux anciens. - M^{re} ADER, TAJAN, MM. E. Turquin, G. Berthelot, A. Latrielle, L. Ryaux, experts. Veuillez contacter Chantal Grangé au (1)42-61-80-07. Poste 446. (Catalogue : poste 469).

S. 15 - Beaux meubles. - M^{re} LOUDMER.

S. 16 - Meubles et objets d'art. - M^{re} MILLON, ROBERT.

JEUDI 17 OCTOBRE

S. 1 - Suite de la vente du 16 octobre. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 4 - Tableaux, bibelots, meubles. - M^{re} BOISGIRARD.

S. 9 - Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{re} ADER, TAJAN (sans catalogue).

S. 12 - Timbres-poste. - M^{re} LENORMAND, DAVEN.

VENREDI 18 OCTOBRE

S. 7 - Tableaux modernes. Céramiques. Objets d'art et d'aménagement. Sèvres et meubles anciens. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

S. 13 - Tab., bib., mob. - M^{re} LANGLADE.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
JUTHEAU, 13, rue Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-77-00-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement REHERS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-66-61-16.
LENORMAND, DAVEN, 12, rue Hippolyte-Lucas (75009), 42-81-50-91.
LOUDMER, 45, rue Lafayette (75009), 48-78-89-89.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009) 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-83.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.

The A to 終 of the world.

The Economist

Every Friday

Traduction du texte ci-dessus : « le A à 終 du monde » tous les vendredis

FORME ET BEAUTÉ

JACQUES GAUTIER



Pendentif métal martelé et grappe cristal sur argent
Boucles d'oreilles... 2 500 F
36, rue Jacob, 75006 PARIS
Tél. : 42-60-84-33.

DIOPTASE

Le premier produit de rééquilibrage du cuir chevelu qui redonne instantanément du volume à vos cheveux.
LABORATOIRES SERB
Tél. : (1) 46-36-88-53
DIOPTASE vendu en pharmacie : coffret de six ampoules (code 649 259.9).



HONEST LIQUIDATION TOTALE
jusqu'à épuisement du stock de prêt-à-porter pour homme
37, rue Marbeuf
75008 PARIS

MINCIR DÉGONFLER
SANS FAIM... SANS FATIGUE... SANS MÉDICAMENTS...
MÉTHODE LAURAND
12, pl. de la Nation
75012 PARIS
Tél. : 49-28-08-78
Premier traitement gratuit sur rendez-vous
Téssé en centre médico-diététique
95 centres en France

QUE FAIRE À LA CHUTE
La chute de cheveux, ce phénomène angoissant qui concerne beaucoup de monde est regardé à la loupe par le docteur P. Scolan et Claire Maupas dans un livre « La Chute de Cheveux » ou « mieux comprendre pour mieux traiter », aux éditions de l'AJ.

Michel MULLER
DAUMESNIL
FOURRURE - CRÉATION
Diffusion
J.-L. SCHERRER - GUY LAROCHE
C. DIOR
Atelier rénovation - transformation
160, avenue Daumesnil - 75012 PARIS
M^e Daumesnil - 43-43-11-98

ÊTRE en forme, c'est facile, c'est seulement la volonté qui manque parfois. Réagissez ! Nous avons ici quelques idées nouvelles et intéressantes qui vous aideront à mincir grâce à une bonne hygiène alimentaire. On vous dit aussi tout ce qu'il faut savoir sur les cheveux ! Bref, rester mince, avoir les cheveux sains et la dent dure. Respirer.

• MINCIR. L'AIR DE RIEN.

Perte de quelques kilos, retrouvez le cran d'arrêt de votre ceinture d'autre fois, c'est facile. Il suffit de faire un régime draconien, mais restez ensuite à son poids idéal, c'est moins évident. Pour cela, il faut retrouver un équilibre physiologique, alimentaire et psychologique. La méthode Laurand peut vous apporter la solution pour récupérer votre forme de façon durable, sans faim, sans fatigue, sans médicament.

Existant depuis dix ans, cette méthode d'aminorisation, testée en Centre médico-diététique est très simple. Basée sur une hygiène alimentaire, accompagnée de soins performants, désintoxicants l'organisme en assurant une perte de poids harmonieuse. Résultats très positifs et étonnants. Première consultation gratuite. Méthode Laurand, 12, place de la Nation 75012 Paris. Tél. : 49-28-08-78.

• LA BEAUTÉ D'UNE FOURRURE.

Mais c'est bien sûr, les fourrures aussi ont besoin d'un petit « remontant ». Oui, parfois, il faut la remettre en forme ! Bien n'est plus facile de porter pour cela, votre ancienne fourrure chez Michel Muller. Avec sa formation issue de chez Christian Dior, il saura la transformer et lui donner une nouvelle vie ! Cet artisan crée également sa propre collection dans laquelle nous avons trouvé, entre autre, une superbe veste en marabout de couleur naturelle à 16 300 F. Michel Muller diffuse également les créations de Jean-Louis Scherrer, qui propose, par exemple, une parka acide, maitressée à capuche amovible et à poignets bordés de vison, pour seulement 4 490 F. Dans la collection de fourrures Guy Laroche, Michel Muller vous suggère la veste longue en cuir noir, très basique, doublée de lapin rosé façon castor. Il a également, bien sûr, des modèles de Christian Dior, 160, av. Daumesnil 75012 Paris. (CB, Av. Daumesnil Express).

• LA SANTÉ DU CUIR CHEVELU

Un nouveau produit capillaire sensationnel vient d'être découvert par les laboratoires SERB. Il s'agit d'une émulsion riche en éléments nutritifs tels que protéines, oligo-éléments etc, ainsi que d'huiles essentielles. Ce sont ces dernières qui ont une faculté de pénétration dans le cuir chevelu et qui entraînent les sujets nutritifs qui restaient, sinon, en surface. Grâce à ce produit, vous pouvez donc rééquilibrer le terrain si vous avez des problèmes tels que l'hyper-sécheresse, des pellicules ou un état squameux. Par ailleurs, on a découvert que ce « Diophtase », c'est son nom, crée un effet volumateur très net, apportant ainsi un « plus » très apprécié. Comptez de 10 à 15 minutes de pénétration par massage léger, le coffret contenant six ampoules à 120 F environ, vendu exclusivement en pharmacie.

• QUE FAIRE À LA CHUTE

La chute de cheveux, ce phénomène angoissant qui concerne beaucoup de monde est regardé à la loupe par le docteur P. Scolan et Claire Maupas dans un livre « La Chute de Cheveux » ou « mieux comprendre pour mieux traiter », aux éditions de l'AJ.

• LIQUIDATION DE SPORTSWEAR !

Une occasion rare vous est proposée dans la célèbre boutique de sportswear, Honest, une liquidation de stock afin de pouvoir réaliser un espace consacré à un rayon de vêtements de ville avec tailleur sur place, etc. Bref, voici le moment venu pour les gentlemen farmers qui veulent rejoindre leur garde robe en vêtements de loisir, aussi bien d'été que d'hiver, signés de griffes comme Peter Hadley, New England etc. La fourchette de remise va de 30 à 40 % ! Nous avons vu un grand choix de chemises en velours à côtes en plusieurs coloris à partir de 395 F, vous en trouverez d'autres encore, dans de superbes cotons lavés. Grand choix également de parkas en peau ainsi que de pantalons de velours et bien d'autres choses. N'oubliez pas que vous y trouverez aussi des vêtements légers, pratiquement toute l'année ! 37, rue Marbeuf 75008 Paris. Tél. : 42-25-87-27.

• LA BEAUTÉ À L'INSTITUT !

Le succès du nouvel institut de beauté Revlon ne cesse de croître depuis sa réouverture. Cela grâce, bien sûr, au dynamisme de sa directrice Dominique Segalis qui a su donner à cet espace une ambiance douce et agréable. On y trouve de grandes marques pointues de la cosmétique de luxe telles que Revlon, bien sûr, mais aussi Charles of the Ritz, Ultime II ainsi que les parfums Gianni Versace. Plusieurs soins, au choix, peuvent être adaptés selon vos besoins, pour le visage « un coup d'éclat » ou un « rajeunissement », sont très appréciés. On propose encore un massage ressourçant, une épilation parfaite, un solarium Verre et Quartz (le top) sans oublier la cure de la saison, la manucure ! Ouvert tous les jours de la semaine, 19, rue Bassano 75016 Paris. Tél. : 47-20-05-42.

• ART ET LITTÉRATURE

La rentrée est toujours un plaisir chez ce couple d'artistes qu'est Jacques et Andrée Gautier ! Lui réalise une nouvelle collection de bijoux dans un esprit tout à fait de saison. En effet, il s'agit d'une ravissante ligne dans les tons de l'automne avec des feuilles de bronze argent rehaussées d'émaux et de cristal topaze qui deviennent de superbes broches. Quant aux boucles d'oreilles et pendentifs, ils sont en forme de grappes de raisins en cristal sur argent avec des émaux « rubis » et « émeraude » ! Elle de son côté, continue son activité de « Princesse Mathilde ». Elle reçoit dans son salon littéraire Jean-Marie Turpin, petit-fils de Céline, écrivain et philosophe pour le livre « Céline et la philosophie du mal ». Jacques et Andrée Gautier, 36, rue Jacob 75006 Paris. Tél. : 42-60-84-33.

INSTITUT DE BEAUTÉ REVLO
19, rue de Bassano
75016 Paris
Tél. : 47-20-05-42

Ça vient de sortir

Le Boucheron pour hommes !

Le succès du parfum pour femmes de Boucheron a naturellement donné l'idée à ce joaillier d'en créer un pour hommes. Vous trouverez cette fragrance dans un flacon directement inspiré de celui pour femmes, corps translucide, bouchon « saphir » cerclé d'or ! Une eau de parfum montée comme un bijou et dont la force vient du cis, du santal et du safran tandis que quelques fleurs posent un personnage, 390 F les 100 ml.

Il fait chaud...

Vous avez déjà envie de soleil ? Cela ne devrait pas poser le moindre problème puisque le nouveau catalogue « Anilles » de Frontroc vient de sortir. Du soleil, de l'optimisme et du dépaysement assuré, à des prix très raisonnables ! Seulement 5 790 F la semaine du 1^{er} novembre au 15 décembre, dans le nouvel hôtel Trois Iles qui vous met pratiquement les pieds dans l'eau puisque les chambres sont situées dans de petites maisons de style criole donnant directement sur une plage naturelle. Une réussite totale dans l'esprit des Martiniquais sans fiers ! Dans les agences Frontroc.

La campagne à Paris.

Découvrez Paris comme vous ne l'avez jamais vu, avec sa campagne ! C'est ce que proposent les éditions Flammarion grâce à Jean-Pierre et Denise La Dautrie, qui viennent de publier Splendeurs des jardins de Paris. Un beau livre, richement illustré, qui vous promène à travers tous les parcs et jardins de la capitale. Ces parcs que l'on a jamais le temps de visiter. Même si vous croyez les connaître, vous allez les redécouvrir sous un angle nouveau. À la fin de ce livre, le promeneur trouvera un guide très pratique. 280 pages en couleurs, 395 F. Restons près de la nature avec un autre livre, Madagascar, par Christian Vaise et Roland Aubignac, qui nous raconte cette gigantesque de l'océan Indien et que l'on connaît si peu ! Ce livre vous fait découvrir aussi bien l'histoire qu'un panorama de la faune et de la flore et cette île magnifique. Chez Archaud, 140 photos couleurs, 320 F.

Des idées complètement pin's !

C'est toujours la folie des pin's, et s'enrichit qu'il est très facile de réaliser le sien soi-même grâce aux différents plastiques et résines que vous trouverez chez Rougier et Piz ? Oui, il y a à tout pour leur création, à commencer par leurs attaches, les dix pour 19 F, 13, boul. des Filles-du-Calvaire à Paris, mais aussi à Bordeaux, Nantes, Lyon, Lille ou par correspondance. Tél. : 64-54-70-00.

Quant à notre créateur le plus « artiste », Jean-Charles de Castelbajac, il a également succombé à la folie des pin's et propose une série de dix, bien dans le style à drôle qui est le sien. Tirée à cinq cents exemplaires, en or 24 carats, 625 francs l'un. Point de vue, éd. : 47-82-80-00.

Et enfin, encore plus chic, chez le joaillier Boucheron, on vous propose également une superbe collection de pin's en email, un nouveau matériel pour ce joaillier qui, par ailleurs, l'emploie également pour une série de bijoux. 26, place Vendôme à Paris.

GUNNAR P.

ÉCONOMIE

Avec quatre mois d'avance

L'Égypte unifie ses taux de change

LE CAIRE

de notre correspondant

Le gouvernement égyptien a procédé, mardi 8 octobre, à l'unification des taux de change. Le cours de la livre égyptienne face aux autres devises est donc dorénavant fixé en fonction de la loi de l'offre et de la demande.

Cette mesure, appréhendée par nombre d'économistes formés à l'école socialiste, a été adoptée avec quatre mois d'avance sur le programme d'assainissement économique que le gouvernement avait présenté au FMI. En février, lors d'une précédente réforme des taux de change, les autorités du Caire s'étaient en effet accordé un délai de douze mois pour l'instaurer.

Hausse de l'indice composite au Canada

MONTREAL

correspondance

L'agence Statistique Canada a fait connaître, vendredi 4 octobre, des données encourageantes relatives à la reprise, lente et fragile, de l'économie canadienne. Selon l'agence fédérale, l'indice des principaux indicateurs économiques a enregistré une hausse de 1,2 % en juillet, soit la quatrième hausse mensuelle consécutive. En outre, pour la première fois depuis six ans, chacun des dix indicateurs utilisés aux fins du calcul de rendement de l'économie a augmenté en juillet, précise l'agence.

Après un an de récession, qui a entraîné une hausse du taux de chômage au-dessus de 10 % et un nombre record de faillites, l'indice avait connu une augmentation de 0,2 % en avril dernier, de 0,7 % et 0,9 % en mai et en juin respectivement.

CONJONCTURE

Baisse du prix des matières premières importées par la France

Les prix des matières premières importées par la France ont baissé - en France - de 2,6 % en août par rapport à juillet et de 3,8 % par rapport à août 1990. En devises, la baisse est de 0,7 % en un mois et de 1,2 % en un an.

Les prix - en France - des matières premières alimentaires ont augmenté de 2 % en août par rapport à juillet et de 7,5 % sur un an, cela à cause surtout des oléagineux (+16,7 % par rapport à août

ration du marché libre des devises.

Durant cette période, deux taux coexistaient : l'un fixé par la loi de l'offre et de la demande et alimenté par les recettes du tourisme (2 milliards de dollars) et des virements des expatriés (plus de 2 milliards de dollars), et le second, servant aux importations de l'État (notamment les produits alimentaires comme le blé et le sucre), et du secteur public, alimenté par les revenus du pétrole, du Canal de Suez et des exportations de coton. Ce dernier taux était inférieur de 5 % à celui du marché libre.

Afflux de pétrodollars

Le marasme économique dû à la crise du Golfe, qui a freiné les importations et l'afflux de pétrodollars saoudiens et koweïtiens (environ 2 milliards de dollars d'aide économique) a progressivement comblé la différence entre les deux taux. Cette différence n'était plus que de l'ordre de 1 % à la veille de la libéralisation du marché des devises. Vingt-quatre heures après l'unification du marché, le dollar se changeait à 3,303 livres.

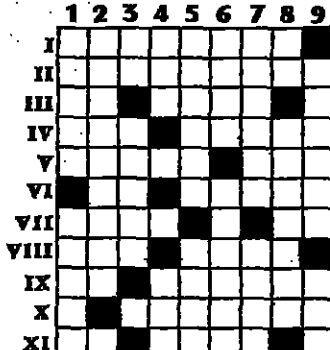
Le gouvernement a, d'autre part, adopté une mesure complémentaire en permettant aux voyageurs quittant la vallée du Nil d'emporter jusqu'à l'équivalent de 5 000 dollars. Une somme qui peut encore augmenter « en fonction du statut du voyageur ». Jusqu'ici, les voyageurs n'avaient droit qu'à une centaine de dollars, à moins d'avoir fait une déclaration de devises à l'entrée dans le pays.

Si ces mesures ont été bien accueillies par les milieux d'affaires, elles ont en revanche été décriées par le journal d'opposition libérale *Al Wasl*, qui estime, dans son édition du 9 octobre, que la libéralisation des taux de change aura pour conséquence une hausse des prix de l'ordre de 10 %.

ALEXANDRE BUCCIANTI

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5626



HORIZONTALEMENT

1. C'est parfois être dans les choux. - 2. Adjectif parfois utilisé quand on parle du collige. - 3. Démonstratif. N'est pas commun quand il est des merles. - 4. Résidence forcée d'un futur empereur. Rendit son fils vraiment aveugle. - 5. Est mis dans la épote. Planches. - 6. Pronom. La nature n'en est pas avare. - 7. Lit des bouquins. Note. - 8. Rage avant Pasteur. N'arrête pas de fumer. - 9. Largeur d'étoffe. Chantent en Afrique. - 10. Le sarrasin, par exemple. - 11. A l'est du Tréport. Un roi qui devint poète.

VERTICALEMENT

1. Mignon, ne fait pas partie des mortels. Convoitait sur un plateau. - 2. Sur lequel on ne peut rien bâtir. - 3. Uille pour le dessinateur. Quand elle est religieuse, n'a

pas un comportement très catholique. - 4. Mot qui peut faire venir le berger. Pic des Pyrénées. - 5. Effet dont on peut dire qu'il est un peu ficelle. Coule dans une lie. - 6. Il y en a eu le premier jour. Levée quand on passe aux acnes. - 7. Pour fixer l'avion. Fait preuve d'attachement. - 8. Avait une sœur de faucon. Un sémur pour les plantes. - 9. Quand tout le monde est à la fête. Peut qualifier un blanc.

Solution du problème n° 5625

Horizontalement

1. Notoriété. - 2. Alarme. - 3. Gale. Rêne. - 4. Als. Seul. - 5. Ténis. Aa. - 6. Ost. Ope. - 7. St. Aneto. - 8. Cage. Ciné. - 9. X. Esses. - 10. X. Esses.

Verticalement

1. Négatoscope. - 2. Alésia. Au. - 3. Talent. Gens. - 4. Old. Abbe. - 5. Râ. Sion. He. - 6. Irrespect. - 7. Erneu. Ethers. - 8. Ténis. ONU. - 9. Elen. Eros.

GUY BROUTY



هك زمان النصح

EUROTUNNEL S.A.
112, avenue Kléber - B.P. 166 - Trocadéro
75770 PARIS Cedex 16
Société Anonyme au capital de 5.318.268.480 francs
R.C.S. Paris B 334192408
Siège social à l'adresse ci-dessus



EUROTUNNEL P.L.C.
Victoria Plaza, 111 Buckingham Palace Road,
LONDRES SW1W 0ST
Immatriculée en Angleterre
et au Pays de Galles sous le N° 1960271
Siège social à l'adresse ci-dessus

RAPPORT SEMESTRIEL D'EUROTUNNEL

LETTRE AUX ACTIONNAIRES

le 4 octobre 1991

Cher Actionnaire,

Eurotunnel publie son Rapport Semestriel. Comme d'habitude, il fait le point sur l'avancement du Projet au cours du premier semestre, sur les dernières estimations des coûts et sur les prévisions de trafics et de revenus après l'ouverture, ainsi que sur les réclamations de TML, toujours non justifiées.

Depuis la publication du Rapport Annuel en avril 1991, le forage du Tunnel sous la Manche a été un succès spectaculaire sur le plan technique, bien que ce soit à un coût supérieur de 50% à l'objectif fixé. Au cours de cette même période, et malgré une sévère récession en Grande-Bretagne, le trafic sur la liaison courte transmanche (Calais-Douvres) a continué sa croissance, consolidant notre marché. Les derniers développements concernant les sociétés de ferries améliorent les perspectives de stabilité sur ce marché.

En dehors des travaux de forage les performances de TML ont été moins bonnes. Malgré un achèvement des tunnels plus tôt que prévu, ce qui facilitait grandement l'étape suivante, et malgré l'amélioration spectaculaire des coûts et de la disponibilité des fournitures et des services dans l'industrie de la construction, TML et ses sous-traitants ont réalisé un départ décevant pour la pose des équipements électromécaniques dans les tunnels et sur les terminaux. Des mois précieux ont été perdus, qui peuvent cependant être rattrapés si des efforts sont faits.

Simultanément, et cela est encore plus regrettable, l'attitude contractuelle de TML est devenue négative au cours de l'été. Après deux années d'effort intensif de ses équipes "réclamations", TML n'a pas justifié en détail de nombreuses réclamations et a changé de tactique en déposant pour plus de FRF 8 milliards (valeur 1985) de modifications de commandes et de prétendues réclamations sur la partie Equipements Fixes du contrat à forfait. Cela concerne les installations mécaniques, électriques et électroniques des tunnels et des terminaux dont la fourniture est assurée par TML en provenance de 42 fournisseurs et sous-traitants.

Il faut se rappeler qu'en 1986 Eurotunnel, encore embryonnaire, et à l'époque toujours contrôlé par les dix constructeurs de TML, a signé avec TML un contrat pour concevoir, construire et livrer l'ensemble du Tunnel et du Système de transport que TML avait soumis aux deux gouvernements qui ont accordé la Concession. Le montant de contrat "clé en main" se décompose en trois parties :

- des dépenses contrôlées pour le forage et les travaux annexes pour lesquels Eurotunnel a eu à payer les coûts plus une commission, moins 30% de tous les surcoûts - dépenses contrôlées au prix objectif que TML a accepté de supporter en 1990,

- un marché de fourniture pour le matériel roulant, pour lequel Eurotunnel doit payer les coûts réels plus une commission plafonnée, également acceptée en 1990 et,

- un forfait, à un prix fixe pour le reste, c'est-à-dire les terminaux et les équipements fixes des terminaux et des tunnels (les voies, les canalisations, les câbles et caténaires, la signalisation et les communications...).

Les réclamations et les variations ont été, sont et seront résolues pour les travaux en dépenses contrôlées et le marché de fourniture. Elles ont également été en grande partie réglées pour le terminal français où la présentation ordonnée de TML a permis d'aboutir à des discussions méthodiques et de trouver un accord. TML n'a pas été capable ou n'a pas voulu suivre le même processus pour le terminal anglais. Mais nous pensons qu'il y a un espoir d'amélioration et les travaux n'ont pas été trop gênés par ces problèmes.

C'est pour les Equipements Fixes que TML a changé de tactique au cours des deux derniers mois. Au lieu d'une justification détaillée, point par point, des réclamations portant sur les deux dernières années écoulées depuis le lancement par TML de son offensive, avec une cascade de réclamations surévaluées, TML a soumis fin juillet une réclamation globale de 78 pages. Ce document prétend que les Equipements Fixes - FRF 6,2 milliards dans le contrat (en prix 1985) - coûtent à présent FRF 12,7 milliards et demande à Eurotunnel de payer à TML les coûts réels et une commission de FRF 1,6 milliard pour la gestion.

Au cours du mois d'août le département Projet d'Eurotunnel (PID) dirigé par John Neerhout, a réclamé des informations :

- sur le fondement légal ou contractuel de cette "réclamation",
- et sur les justifications de cette "réclamation".

TML a refusé alors de fournir ces informations et en conséquence, le 13 septembre 1991, Eurotunnel a demandé au Comité d'Experts de déclarer qu'Eurotunnel n'avait pas à prendre en considération ou à répondre à cette "réclamation" tant que les réclamations ne seraient pas justifiées dans le détail. Il est peu vraisemblable que le Comité d'Experts puisse faire aboutir ce différend avant la fin de l'année 1991.

Les actions de TML des deux derniers mois et l'état d'avancement du Projet ont été étudiés en détail par le Conseil d'Eurotunnel pendant et entre ses deux dernières réunions, les 30 août et 4 octobre. Entre autres choses, le Conseil a pris acte du point de vue du Maître d'Ouvre (MdO), conseiller technique indépendant pour les deux gouvernements, le Projet et les banques.

L'avis du MdO est que les changements qui ont affecté la partie des Equipements Fixes du Projet peuvent être évalués dans le cadre du contrat, et leur estimation ne diffère pas sensiblement de celle d'Eurotunnel. Le Maître d'Ouvre a formulé certaines recommandations spécifiques sur les systèmes intelligents - la signalisation, le contrôle et les communications - mais cela ne remet pas en cause l'estimation globale et les provisions pour aléas.

Eurotunnel maintient sa position de défense du contrat par lequel TML est lié, tout en continuant à travailler avec TML pour progresser et régler les problèmes. Vendredi 4 octobre, le Conseil Commun franco-britannique d'Eurotunnel a confirmé cette approche.

La conclusion du Conseil d'Eurotunnel est que TML est obligé de poursuivre l'achèvement du Projet avec la plus grande efficacité dans les conditions de délai et de prix prévues au contrat. Les ingénieurs d'Eurotunnel pensent pour leur part qu'à condition de fournir un effort maximum des deux côtés, le service peut ouvrir le 15 juin 1993. Notre estimation du montant que nous aurons à payer est présentée dans notre Rapport. Le Comité d'Experts a déclaré, il y a deux semaines, que TML doit tout tenter pour achever le Projet en temps voulu pour une ouverture progressive à partir du 15 juin 1993, et qu'il ne peut pas prendre prétexte de retards dans la livraison des navettes, à la suite des exigences de la Commission Intergouvernementale, pour justifier une reprogrammation du reste des travaux.

Tout dépend à présent de la volonté et de la capacité des actionnaires de TML - dix des plus grands groupes du BTP français et anglais - de structurer TML pour achever le Projet. C'est au prix d'un effort exceptionnel des actionnaires de TML, comme d'Eurotunnel et de tous les autres partenaires, que ce Projet immense, par ses dimensions et ses implications, sera mené à bien. La Commission Intergouvernementale doit aussi remplir, de façon responsable et dans les temps, un rôle déterminant. Pour notre part, nous sommes résolus à tenir notre rôle.

Cette lettre fait partie du Rapport Semestriel au 30 juin 1991.

Nous vous prions d'agréer, cher Actionnaire, l'expression de nos salutations distinguées.

André Bénard,
Président

Sir Alastair Morton,
Directeur Général du Groupe

COMPTES SEMESTRIELS

Le tableau ci-joint présente un résumé des comptes combinés au 30 juin 1991. Le détail des actifs immobilisés indique que les coûts cumulés s'élèvent à FRF 41.598 millions (dont FRF 7.933 millions pour le premier semestre 1991). Ce montant comprend les coûts du contrat de construction pour FRF 27.470 millions. Les frais généraux et les intérêts immobilisés du semestre s'élèvent à FRF 2.372 millions à comparer à FRF 1.660 millions pour le premier semestre 1990. Les intérêts sur les emprunts supplémentaires s'élèvent à FRF 626 millions. Au 30 juin 1991, les emprunts et dettes bancaires s'élèvent à FRF 27.207 millions, soit une augmentation de FRF 3.713 millions par rapport au 31 décembre 1990. Au cours du premier semestre Eurotunnel a aussi utilisé environ FRF 4.500 millions provenant des produits de l'augmentation de capital reçus peu avant la fin de l'année.

Notes

1 Les informations présentées constituent un résumé des comptes combinés du Groupe qui résultent de la consolidation horizontale des comptes d'Eurotunnel S.A. et de ses filiales, et des comptes consolidés d'Eurotunnel P.L.C.
2 Dans les comptes combinés, tous les coûts et revenus en relation avec le Projet sont immobilisés soit par transfert du compte de résultat, soit par imputation directe aux immobilisations.

TABLEAU D'ACTIVITE COMBINE DU GROUPE EUROTUNNEL

	FRF millions		
	30 juin 1991	31 décembre 1990	30 juin 1990
Bilan			
Actif immobilisé	41.598	33.865	25.730
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	2.137	6.680	311
Autres actifs	825	946	793
Total de l'Actif	44.558	41.291	26.834
Capitaux propres	15.811	15.931	10.343
Emprunts et dettes bancaires	27.204	23.491	14.885
Autres dettes	1.543	1.869	1.626
Total du Passif	44.558	41.291	26.834
Analyse de l'Actif Immobilisé			
Coûts du contrat de construction	27.470	21.533	16.889
Acquisition de terrains en concession	247	155	142
	27.717	21.688	17.011
Coûts de financement et charges nettes d'intérêt	5.985	4.749	2.577
Frais généraux	6.207	5.071	3.945
	12.192	9.820	6.522
Avances et acomptes	248	358	180
Immobilisations propres nettes	1.443	1.799	2.007
	1.689	2.157	2.187
Total de l'Actif Immobilisé	41.598	33.865	25.730

Pour recevoir le Rapport Semestriel d'Eurotunnel, écrivez à :

INFORMATIONS ACTIONNAIRES PAR MIAMTEL, 100, rue de la République, 92000 Nanterre.

Le Monde AFFAIRES

Le surprenant succès des Français dans le ciment

Le ciment réussit aux groupes français. Lafarge Coppée et Ciments français se sont classés l'an passé parmi les trois premiers mondiaux du secteur, et attendent la reprise de pied ferme

BÉNÉFICES en chute de 31 % pour Lafarge Coppée, de 71,9 % pour Ciments français : les cimentiers de l'Hexagone n'ont pas été épargnés par la dégradation générale des profits au premier semestre 1991. Et pour cause, cette industrie est « doublement cyclique », comme le relève Jérôme Sabin, du département d'analyse financière de la société de Bourse Jean-Pierre Pinatton. La part de ses coûts fixes est telle (une cimenterie représente un investissement de 1,5 milliard de francs au bas mot) que ses résultats sont très sensibles aux variations de l'activité. Ses principaux débouchés - à savoir le bâtiment, d'une part, et les travaux publics, de l'autre - réagissent au quart de tour aux moindres variations des taux d'intérêt. Bref, dans une conjoncture globale morose, caractérisée par une croissance générale atone et une imperméabilité à la baisse du coût de l'argent, les cimentiers ont du mal à jouer les foudres de guerre.

En France, pays qui représente environ 40 % du chiffre d'affaires des deux groupes mais contribue à hauteur de 60 % au résultat d'exploitation, le marché du ciment s'est globalement contracté de 5 % en volume par rapport à l'année précédente. En Amérique du Nord, le repli est encore plus marqué, grosso modo 15 % en volume, crise immobilière et ralentissement des travaux d'infrastructure obligent.

Reste que tout n'est pas si gris au pays du mortier et du béton. Les performances financières ont beau s'en ressentir, le ciment est l'un des rares, très rares secteurs industriels où deux groupes hexagonaux font figure de majors, et participent - sans le subir - à un vaste mouvement de réorganisation. 1990 est resté à cet égard comme une année à marquer à la chaux. Avec 15,5 milliards de francs de chiffre d'affaires, Ciments français, le numéro deux du secteur en France, a détrôné le britannique Blue Circle, du troisième rang mondial de l'industrie, pour se ranger derrière le

suisse Holderbank et Lafarge Coppée, son compatriote.

Et pourtant ! D'autres industries de base dévoreuses de capitaux, voraces en énergie, en voie de concentration accélérée, ont vu la marginalisation croissante des groupes français. Dans le papier carton, industrie très similaire, en raison là aussi de son caractère ultra-cyclique, épousent point par point les moindres inflexions de l'activité, des immobilisations gigantesques qu'elle nécessite (le prix d'une machine à papier équivalant à celui d'une cimenterie), Arjomari-Wiggins Teape demeure le seul groupe hexagonal indépendant dont la taille soit à peu près satisfaisante.

Multiple acteurs locaux

Comment expliquer le sort particulier que semblent s'être réservé les cimentiers hexagonaux ? Le produit, brut, peu coûteux (à 500 francs la tonne, le ciment, mélange de calcaire et d'argile, est l'un des produits de base les moins chers) est de fabrication relativement aisée. Voilà qui, un peu partout dans le monde, a favorisé l'émergence de multiples acteurs locaux. Les marchés régionaux sont, de plus, relativement protégés : en raison de sa faible valeur, le ciment est un matériau qui voyage mal. Les flux internationaux sont d'ailleurs rares (6 % de la production mondiale) et, pour l'essentiel, transfrontaliers. Bref, pour s'imposer à l'échelon international, il faut racheter, toujours racheter.

Internationalisation précoce et bonne maîtrise des coûts de l'énergie expliquent en grande partie la position de force acquise. La diversification géographique est rapidement apparue comme une nécessité. Pour jouer sur les décalages de cycles existant de part et d'autre de l'Atlantique, les cimentiers européens ont joué l'Amérique du Nord. Un véritable raid ! En dix ans, 50 % de la production cimentière américaine et 85 % de celle du



Canada sont ainsi passées sous le contrôle de groupes originaires du Vieux Continent. Dans ce domaine, les français n'ont pas loupé le coche. Leurs premiers investissements en territoire nord-américain remontent au milieu des années 70. La vague a été relancée à partir de 1985, période favorable puisque se conjuguaient dollar faible et reprise de la croissance.

Un théâtre d'opération plus tardif

En 1986, Lafarge Coppée, qui aujourd'hui bataille avec le suisse Holderbank pour arracher la place de numéro un sur le marché nord-américain (leur part évolue entre 10 et 14 %), a réalisé l'opération la plus spectaculaire en reprenant Huron Cement, la division ciment de National Gypsum Company. Dans la corbeille : une usine géante, celle d'Alpena, soit une capacité de production de 2 millions de tonnes par an et un réseau d'approvisionnement qui couvre la région des Grands Lacs. Les Ciments français ont récupéré, au Canada, la société Lake Ontario Cement, avant de lancer, en 1989, une OPA sur son compatriote Miron, un spécialiste du granulat, matière qui, mêlée au ciment, permet de fabriquer du béton.

L'Europe a constitué, paradoxalement, un théâtre d'opérations plus tardif. L'Espagne, l'Italie, le pourtour méditerranéen en général, ont été choisis comme cibles privilégiées. L'industrie du ciment y est,

en effet, encore très peu organisée. Depuis le rachat du suisse Cembetia, en juin 1989, Lafarge est devenu le premier cimentier ibérique, récupérant le producteur local Asland.

La politique énergétique menée par les pouvoirs publics au lendemain du premier choc pétrolier a incontestablement donné un sérieux coup de pouce aux cimentiers français. L'énergie pèse lourd, très lourd dans le prix de revient de la tonne de ciment : environ un quart. Incités fortement à reconstruire au charbon leurs unités fortement consommatrices de fuel, les cimentiers français se sont donné de sérieux atouts en matière de compétitivité, ce qui est important dans une industrie de base où les marges sont faibles.

Intégrés vers l'aval - les deux groupes ont tous les deux développé une activité béton, - à l'effet des opportunités de croissance, Ciments français comme Lafarge comptent bien contrôler à leur profit la réorganisation de l'industrie cimentière qui n'est pas achevée sur le Vieux Continent. La période faste des acquisitions a cependant quelque peu érodé leur force de frappe financière. Celle de Lafarge Coppée, moins boudin que au cours des dernières années, est moins entamée. Et pour cause : l'endettement net des Ciments français, dopés par la reprise l'an dernier de CCB, l'une des plus importantes cimenteries belges, représente aujourd'hui près de 94 % de ses fonds propres... lorsque la stricte orthodoxie financière recommandait de ne pas trop s'éloigner du seuil des 50 %. Lafarge Coppée, l'adepte de la diversification, présent dans les semences et les biotechnologies, et Ciments français, le chasseur du tout ciment, n'attendent pas la reprise dans les mêmes conditions. Le premier est prêt à repartir. Le second doit avant d'achever de digérer ses nombreuses acquisitions.

CAROLINE MONNOT

Les quatre leaders

En milliards de francs	Chiffre d'affaires 1990	Rappel chiffre d'affaires 1989
Lafarge Coppée (France)...	32,5	30,4
Holderbank (Suisse).....	21	20,1
Ciments français (France)...	15,5	12,5
Blue Circle (Royaume-Uni)...	11,7	13,4

Sources : International Cement Review.

Miroslav Jungr, capitaliste pragoise

Dans la capitale tchécoslovaque, l'entrepreneur a ouvert une agence de tourisme et un restaurant privés. Son principal problème : trouver du personnel

PRAGUE

de notre envoyé spécial

« **S**MILE ! » Depuis qu'en mars 1990 Miroslav Jungr a créé, dans son petit appartement pragoise, son agence de tourisme, Jung Tourist Agency (JTA), combien de fois cet ex-guides free-lance devenu « entrepreneur libre » n'a-t-il pas prononcé cette injonction à l'intention de ses futurs collaborateurs ?

Aujourd'hui, dans son petit bureau tout blanc du centre de la capitale tchèque, bronzé derrière ses larges lunettes d'écaillage blanches, Miroslav Jungr sourit : il a désormais à sa disposition une équipe de... 400 guides et interprètes. « Abandonnez la méthode russe, leur a-t-il enseigné, vous n'êtes pas le général d'une armée dont les touristes seraient vos soldats ! Vos clients sont vos amis... » Nouveau petit capitaliste, il ne manque pas d'idées. Mais comme tous ceux qui se lancent aujourd'hui dans les affaires en Tchécoslovaquie, il se heurte à de nombreux obstacles. Et d'abord aux habitudes et aux attitudes du passé.

Ayant travaillé pendant des années en free-lance, Miroslav Jungr avait, il est vrai, déjà une certaine pratique du marché, celle du marché noir. Avec la « révolution de velours », il peut plonger dans le vrai marché. Sans scrupules. Face aux lacunes de Cedok, l'agence de tourisme d'Etat, il veut « offrir aux touristes étrangers un service rapide et efficace ». Des locaux ? Il mettra un an à trouver quelques mètres carrés dans le centre de Prague. De

l'argent ? « Les banques, un véritable désastre », avoue-t-il, ajoutant : « Quatre semaines pour un simple virement, trois mois pour remplir des formulaires de crédit... »

« Déformés par le communisme »

Mais son principal problème - comme celui de l'ensemble du pays - est ailleurs, dans les hommes. Comment trouver de bons collaborateurs, des gens prêts à travailler ? « Les guides de Cedok ont été complètement déformés par le communisme », explique-t-il. Il ira chercher les siens ailleurs, parmi les étudiants, « pas encore pollués », les stewards en retraite et les personnes âgées. Il les paie dix fois mieux que l'agence d'Etat : 100 couronnes (20 francs) de l'heure au lieu de 10 ! Aux meilleurs, il accepte de verser jusqu'à 150 ou 200 couronnes.

Homme pressé, Miroslav Jungr ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Son agence de tourisme

n'est que le noyau d'un véritable conglomérat à venir, du moins si on l'écoute raconter ses projets. Prochaine étape : l'exploitation d'un restaurant de 96 couverts près de l'Opéra de Prague. « Je compte faire les travaux en deux mois là où, sous le socialisme, on aurait eu besoin de deux ans. » Là encore, il a bien rencontré quelques difficultés. « Les petites sociétés privées du bâtiment sont souvent aussi inefficaces que les sociétés d'Etat. Les gens ont pris l'habitude de discuter et pas de travailler », s'inquiète-t-il. Pour le restaurant, il va embaucher des jeunes ou... des gens de la campagne. « Avant, les serveurs étaient les vrais patrons, pas les clients. Changer, cela n'est pas facile », s'exclame le nouveau millionnaire.

Le comportement des anciens communistes l'exaspère. « Toujours présents dans les administrations, ils freinent notre développement », explique-t-il. Participer aux enchères dans le cadre des petites privatisations ? Pour lui, il n'en est

pas question, il n'a pas l'argent nécessaire. Sa mère va récupérer - dans le cadre de la restitution - l'usine de son père, nationalisée en 1948. Elle est complètement obsolette. Aussi envisage-t-il d'installer sur le terrain un marché de matériaux de construction. Un autre créneau porteur, à ses yeux. Il a d'autres projets : ouvrir une agence en Israël, un hôtel à Prague, « une mine d'or en ce moment ».

Sur son bureau, deux téléphones et trois calculatrices, c'est tout. « La situation est favorable », reconnaît-il après avoir énuméré tous les malheurs du petit entrepreneur local. Il est vrai que la concurrence y est encore pratiquement inexistante, les clients très nombreux, et - c'est lui qui l'ajoute - « le système fiscal encore très peu développé ». Alors pourquoi ne pas en profiter ?

ERIK IZRAELEVICZ

LE MONDE diplomatique

OCTOBRE 1991

LES SERVICES PUBLICS, CES PARIAS DE L'EUROPE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F

INSEE

la référence au bout des pages...

BULLETIN
MENSUEL DE
STATISTIQUE

• 5000 séries chiffrées
en 100 tableaux ;
les indices calculés
en permanence.

• Abonnement 1 an (12 n°s) 301 F

INSEE - CNRP - BP 2718 - 80027 AMIENS Cedex

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14
25, rue Frédéric-Sauton. F. dim. Park.

12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

LA PERLE DES ANTILLES 45-42-91-25
36, avenue Jean-Moulin, 14. F. dim.

SPÉCIALITÉS ANTILLAISES. 1 toque G. et M. Délicieuse cuisine typique. Gratin de milium, tasset de boeuf. Atmosphère des îles, accueil chaleureux.

ALSACE A PARIS 43-26-89-36
9, pl. Saint-André-des-Arts, 6. T.l.j.

Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du mat., dans un cadre à découvrir. Déj. Diner. Soupers. Grillades. Choucroutes. Poissons. Coquillages. Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.

EMPLOI

Chaque mardi daté mercredi

Le Monde

INITIATIVES

...inscrivent dans ...propos des pays de l'Est européen, ...certaines rap- ...inscrivent.

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

AFFAIRES

La fin du paradis fiscal antillais

Cinq ans après avoir provoqué un boom immobilier à la Guadeloupe et à la Martinique, la défiscalisation entraîne déjà un certain marasme

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant

MERCI Béré. Deux mots qui s'évaluent sur une silhouette d'une blancheur immaculée se miroitant sur un bout de mer bleu tendre qu'enserrant les quais de la marina à Pointe-à-Pitre : 17 mètres de long et 5 de large, deux moteurs d'un millier de chevaux chacun, et ces deux mots - ultime provocation ou pieux remerciement - choisis pour être le nom de ce palace qui respire le luxe : *Merci-Béré* est un yacht. Un yacht « défiscalisé ».

Une procédure simple autorisée par une loi adoptée en 1986 à l'initiative de Bernard Pons, alors ministre des DOM-TOM. Elle permet aux entreprises de déduire de leurs impôts la totalité de leurs investissements ultramarins dans les secteurs « de l'industrie, de l'hôtellerie, de la pêche, du tourisme, des énergies nouvelles, de l'agriculture, du bâtiment, des travaux publics, des transports et de l'artisanat » ; quant aux personnes physiques, elles peuvent déduire de leur impôt sur le revenu des années 1986 à 1996 - sans limitation du montant de l'investissement au-des-

sous de 30 millions de francs et par tranches de 10, puis de 5 % depuis cette année - jusqu'à 75 % du montant des investissements effectués dans les mêmes secteurs et dans celui du logement.

Une mesure qui s'applique aux immeubles « que la contribuable affecte à son habitation principale qu'il loue-nus à une personne qui en fait sa résidence principale » durant une période minimale de cinq ans. Depuis 1986, on n'avait donc jamais tant investi dans les DOM-TOM - pour un montant défiscalisé, par plus de 17 500 contribuables, de 5,397 milliards de francs - ni tant construit aux Antilles, où la consommation de ciment s'est accrue de 58 % en Guadeloupe et de 61 % en Martinique, entre 1985 et 1990.

Avantage non incitatif

Mais un taux de défiscalisation annuel de 10 % a suffi pour que naisse - et cinq ans pour que commence à s'estomper - le boom de la construction et celui des prix. En cinq ans, ils ont augmenté de 40 à 50 % pour les résidences hôtelières de tourisme et de 30 à 40 % pour les résidences principales. « La défiscalisation a cristallisé des intentions

d'achat qui ne se seraient matérialisées que sur six ou sept ans. Aujourd'hui, on les gens ne sont pas prêts ou ils considèrent que l'avantage fiscal - maintenant moins important - n'est pas incitatif », affirme Jean-Paul Laval, directeur de la Générale immobilière, un des leaders de l'immobilier en Guadeloupe.

Un sentiment que partage Georges Combaud-Saintonge, conseiller en gestion de patrimoine au Crédit agricole et gérant d'une petite société immobilière, la Sagimo : « On doit s'attendre à une forte chute des prix avec les premières sorties de défiscalisation, car le marché secondaire, non défiscalisable, est atteint, et il est déjà impossible de revendre », indique-t-il.

« Le marché est simplement en train de revenir à son niveau normal : le haut de la vague est passé, maintenant on a le creux », explique Jean-Paul Laval. Comme beaucoup de ses confrères, il estime « négligeable », depuis quelques mois, l'incidence de la défiscalisation des résidences principales : « Les programmes mis sur le marché n'amènent comme clients que ceux qui ont vraiment besoin de se loger ».

Certains agences ont en portefeuille « des résidences défiscalisables qui ne trouvent pas preneurs, même à prix coûtant », soit à 600 francs le

mètre carré. Les banques, qui redécouvrent que « les Antilles (représentent) un marché étroit, parce qu'insulaire, avec une demande limitée apparaissant à rythme régulier et se manifestant avec une épargne longue », sont aussi devenues plus prudentes.

Loyers en forte baisse

Elles ont entrepris, selon un promoteur, « une mise aux normes qui ôte toute souplesse au crédit acquéreur, ce qui freine encore une demande déjà essoufflée ». Confrontées, cinq ans après les premières défiscalisations, à un important contentieux, les banques mettent chaque mois sur le marché, en évitant « la barre du tribunal, aléatoire et qui coûte cher », une cinquantaine de maisons individuelles généralement revendues pour le montant restant dû, entre 500 000 et 700 000 francs, mais sans que le nouvel acheteur ait la possibilité de défiscaliser à son tour.

L'important accroissement de l'offre en résidences principales neuves et défiscalisables, l'apparition d'un marché secondaire où les premiers défiscalisés cherchent à réaliser les plus-values que cinq ans de hausse

des prix leur avaient donné à espérer, celle d'un marché résultant des contentieux bancaires et le tassement de la demande en locatif ont déjà entraîné de fortes baisses du prix des loyers.

« Les programmes ont été vendus en métropole avec des rentabilités garanties qu'on a dû mal à maintenir, et on mange actuellement la surmarge faite grâce à la défiscalisation », avoue un promoteur, en citant l'exemple d'un deux-pièces loué 5 500 francs il y a deux ans et qui ne trouve plus preneur à 4 200 francs. Des prix dont l'effacement effraierait Myrtha Monlouis et Michel Gabriel-Régis. La trentaine, « en ménage » depuis cinq ans, ils gagnent 9 200 francs par mois. Ils habitent l'un des deux studios de 15 mètres carrés aménagés dans le garage d'une maison individuelle de la banlieue de Pointe-à-Pitre et paient un loyer de 1 400 francs, « en liquide ». Ils ont tenté d'obtenir un logement social : « On nous a dit que nous étions parmi les derniers de la liste en nous montrant un listing épais comme ça », affirme Myrtha Monlouis. Comme des centaines de smicards, ils sont trop riches pour bénéficier des programmes de construction de « logements évolutifs sociaux » ou « très sociaux » initiés et financés par l'Etat, trop pauvres pour un marché privé qui ignore le bas et le milieu de gamme.

Dans le même temps, sur deux opérateurs guadeloupéens du logement social, l'un émerge à peine de difficultés financières qui l'avaient contraint à arrêter tous ses programmes ; l'autre, la SA HLM de la Guadeloupe, sous administration judiciaire depuis qu'une inspection générale a révélé, voilà un an, un déficit de trésorerie de 210 millions de francs, en est encore à élaborer son énième plan de restructuration. Et cette morosité du secteur d'habitation se retrouve dans l'immobilier professionnel.

Le coût du transport aérien

Dans son bureau d'une usine désaffectée de la rue de l'Industrie, dans la zone industrielle de Jarry, Gérard Brunschwig gère un portefeuille locatif de 6 000 mètres carrés d'entrepôts aménagés en partie dans cette ancienne usine d'engrais. « Il faut maintenant trois mois, au lieu de quinze jours, pour trouver un locataire », dit-il. « L'économie locale s'est certes cassée la gueule, mais on a aussi, estime-t-il, construit des surfaces trop importantes pour les besoins du marché ». Une situation qui est parfois - comme dans la partie française de l'île franco-hollandaise de Saint-Martin, paradis fiscal et port franc à l'image parfois sulfureuse - celle des résidences hôtelières de tourisme, défiscalisables à 100 %.

Vendues à de petits investisseurs métropolitains, « le marché de la défiscalisation à 100 %, il est là-bas », affirme un promoteur. Peu de ces résidences ont atteint les coefficients de remplissage annoncés ou espérés sur la base d'une fréquentation touristique qui ne s'est pas accrue dans les mêmes proportions : « La situation est comparable aux débuts de La Grande-Motte ou de la Savoie, avec des coefficients si mauvais qu'on a arrêté de construire », affirme ce promoteur. Il regrette que « certains (de ses homologues) arrêtent leur intervention à la livraison alors que, s'ils étaient concernés et impliqués dans le remplissage, la vente des cellules pourrait être un moyen d'assurer leur rentabilité à plus long terme », comme d'ailleurs celle de l'investissement de leurs clients.

Mais c'est alors que se pose le problème du coût du transport aérien sur les Antilles. Une situation qui conduit parfois à une véritable fuite en avant. Ainsi de la Générale

immobilière, qui a dû ouvrir un bureau à Paris et créer une agence de voyages. « On travaille avec une dizaine de voyagistes, on achète 15 000 places d'avion par an, on a demandé des droits de trafic Paris-Antilles et on n'attend plus que la signature du ministre : ce jour-là, on a une chaîne complètement intégrée », affirme Jean-Paul Laval, qui propose déjà un forfait Paris-Paris d'une semaine en Guadeloupe pour 3 990 francs. « Et à ce prix-là, on s'en sort », dit-il.

Ces résidences hôtelières ne suscitent cependant que le scepticisme des élus antillais, qui leur reprochent de concurrencer des hôteliers - qui n'y voient eux-mêmes que des opérations immobilières. « Elles ne permettent aucune insertion économique et aucune rencontre avec notre identité culturelle, puisque on se contente de louer des murs », estime Camille Darsières, président (divers gauche) du conseil régional de la Martinique. Le principe de la défiscalisation de ces résidences est contesté par de nombreux élus. Ainsi, Ernest Moutoussamy, député (apparenté PC) de la Guadeloupe et maire de Saint-François - capitale guadeloupéenne des hôtels de luxe et des résidences de tourisme, - qui les considère comme « une déviation et un contournement de la loi, car elles ne créent pas d'emplois et contribuent à la spéculation immobilière ».

En dehors de ces réserves, et malgré les oppositions que la défiscalisation avait suscitées voilà cinq ans, notamment à gauche, l'ensemble du personnel politique antillais se prononce aujourd'hui pour son maintien - et sa reconduction. « Elle a permis quelques dérapages, mais il faut la reconduire avec des bornes et une limitation du montant des investissements immobiliers », déclare Camille Darsières. Il souhaite aussi, dit-il, une « décentralisation de la politique du logement social », en regrettant avec Ernest Moutoussamy qu'il n'ait bénéficié que des seuls crédits publics. Le député de la Guadeloupe ne craint d'ailleurs pas d'énoncer à ce sujet une vérité d'évidence : « Ceux qui ont le plus crié besoin de logement sont exclus de la défiscalisation, puisqu'ils ne sont pas impossibles ».

EDDY NEDELKOVIC

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Fraipont
directeur de la rédaction
Jacques Guitt
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombari
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Thomas Ferenzi
Philippe Herremann
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beaujeu-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-39
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEAUJEU-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 48-80-30-10

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



Les grands chefs et sommeliers de la gastronomie, dont LES GAVES TAILLEVENT à Paris, ont choisi VOLVIC pour son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne. Retrouvez aux meilleures tables l'eau qui valorise la saveur des mets les plus fins.

volvic L'EAU DES SAVEURS INTACTES

contact permanent avec les autres grandes places financières et possède des correspondants un peu partout dans le monde. Si vous allez à Luxembourg, vous avez tout intérêt à passer par le 43 Bd Royal.

Il y a là un millier de professionnels à votre service, et ce ne sont pas des « touristes ».

Vous en aurez la preuve au bout du fil en posant vos questions au (352) 47 97 20 20 ou

par retour de courrier si vous préférez nous écrire 43 Bd Royal, 2955 Luxembourg.

au salon de l'Épargne, Paris les 18 - 19 et 20 octobre '91 (stand N 303 Hall Nautilus).



LES STRATEGES DE LA FINANCE

Les créanciers s'inscrivent dans le cadre des propositions des pays de l'Est européen.

PAUL FABRA

INITIATIVES

Le Monde de la Fonction Commerciale

- a demande son asile politique le 25 octobre 1971
- et envoie une lettre au public au États-Unis

got. Un outil élémentaire pour la médecine humanitaire comme l'a montré l'exode kurde dans les montagnes de la frontière turque après la guerre du Golfe. « *L'eau était la première nécessité* », rappelle un médecin de MSF. L'association a mis au point plus d'une vingtaine de kits médicaux d'urgence, définis à l'avance selon les risques à affronter : kits chimiques, kits choléra, kits contrôle de l'eau. Elle a créé un centre logistique d'achat, de conception et de gestion des stocks d'urgence. Eurologistique, qui sert aussi pour la formation des logisticiens.

La pratique médicale induit la technique. Ce sont des médecins français qui ont incité la CPFO, un des leaders du secteur biomédical, à réduire l'embourgeoisement des ambulances en utilisant des matériels trouvés dans les meilleures conditions de sécurité. Ils ont aussi encouragé la société Subba à extraire l'oxygène de l'air ambiant par réaction chimique. Pour alimenter un lit respiratoire, il faut en effet 15 000 litres d'oxygène par jour, soit quinze bouteilles. Seules ces nouvelles techniques permettant d'éviter l'écoulement sur le terrain...

YANNICK GUINÉREAU

Y. G

TOTAL
afin d'accroître la
• a demandé son
prévu le 25 octobre
• et envisage une
public au États-Un

TOTAL, afin d'accroître la diffusion et la liquidité de son titre,

- a demandé son admission à la Cote du New York Stock Exchange, prévue le 25 octobre 1991
- et envisage une augmentation de capital avec placement public aux États-Unis, en France et sur le marché international.

TOTAL a demandé son admission à la Cote du New York Stock Exchange afin d'ouvrir plus largement le marché de l'action aux actionnaires américains. Cette initiative devrait permettre d'accroître encore davantage la diffusion et la liquidité du titre TOTAL. La division de l'action par 4 envisagée pour les prochains mois s'inscrit dans la même perspective d'élargissement du marché du titre.

L'admission au New York Stock Exchange, qui est prévue pour le 25 octobre 1991, s'accompagnerait d'une augmentation de capital portant sur un montant de 2,9 millions d'actions nouvelles, dont le placement serait réparti en trois tranches: une tranche américaine, une tranche française et une tranche internationale. Le montant de la tranche américaine pourrait être augmenté de 200 000 actions en fonction de la demande sans toutefois que le montant total de l'émission excède le nombre maximum de 3,1 millions d'actions, soit une dilution maximum de 6,4 % sur le capital dilué de TOTAL.

Les fonds ainsi obtenus contribueront à financer la croissance du Groupe.

Afin d'assurer un placement simultané des actions nouvelles sur les trois marchés, l'émission ne comportera pas de droit préférentiel de souscription ni de délai de priorité. Elle est précédée d'une campagne d'information qui a commencé le 3 octobre 1991.

CALENDRIER DE L'ÉMISSION :

La date de lancement de l'émission étant fonction des conditions générales du marché, le calendrier présenté ci-dessous pourra, le cas échéant, être reporté.

Lundi 21 octobre 1991

Fixation des caractéristiques définitives des actions nouvelles, en particulier le prix d'émission, par le Conseil d'Administration de TOTAL.

Du mardi 22 octobre au jeudi 24 octobre 1991 inclus

Période de souscription des actions nouvelles sans possibilité de clôture par anticipation.

JOUISSANCE DES ACTIONS NOUVELLES :

Les actions nouvelles seront créées jouissance du 1^{er} janvier 1991 et seront donc, dès leur création, entièrement assimilées aux actions anciennes.

PRIX D'ÉMISSION :

Le prix d'émission des actions nouvelles dépendra des conditions de marché au moment du lancement de l'émission et sera en tout état de cause, conformément à la Loi, au moins égal à la moyenne des cours de l'action constatés pendant 20 jours consécutifs choisis parmi les 40 précédant le jour du début de l'émission.

COTATION :

Les actions nouvelles seront admises sur le marché à Règlement Mensuel de la Bourse de Paris après la réalisation de l'opération et feront l'objet, dès la clôture du placement, de négociations sous forme de promesses d'actions. Elles feront également l'objet, outre leur demande d'admission au New York Stock Exchange, d'une demande d'admission à l'International Stock Exchange de Londres.

RESTRICTIONS CONCERNANT LES ÉTATS-UNIS :

Les actions de la société réservées aux placements français et international ne sont pas offertes et ne pourront pas être offertes ou vendues aux États-Unis sous réserve de certaines exceptions.

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE :

Un document de référence, comprenant notamment le rapport d'activité et les renseignements financiers, a été enregistré sous le numéro R 91-005 auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 25 avril 1991 et est tenu à la disposition du public au siège de la société (Tour TOTAL - 24, cours Michelet, La Défense 10 - 92800 PUTEAUX) et auprès de la banque PARIBAS (Réf. 211 - 3, rue d'Antin 75002 PARIS).

NOTE D'OPÉRATION :

Préalablement à l'ouverture du placement, une note d'opération sera soumise au visa de la Commission des Opérations de Bourse. Cette note sera publiée dans la presse, en principe le mardi 22 octobre 1991.

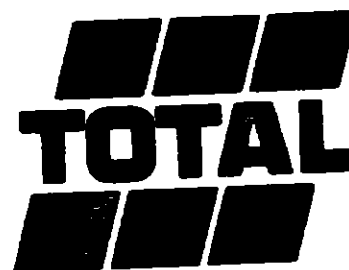
SYNDICATS DE GARANTIE ET DE PLACEMENT :

Le placement sera garanti et assuré simultanément dans les 3 zones par des groupes de banques respectivement dirigés par :
- LEHMAN BROTHERS pour la tranche américaine;
- la BANQUE PARIBAS pour la tranche française;
- CRÉDIT SUISSE FIRST BOSTON pour la tranche internationale.

La coordination globale du placement sera assurée par LEHMAN BROTHERS INTERNATIONAL et PARIBAS CAPITAL MARKETS GROUP.

Le syndicat de placement de la tranche française se compose ainsi :
Banque Paribas, Crédit Lyonnais, Banque Indosuez, Banque Nationale de Paris, Société Générale, Lazard Frères & Cie, Caisse Nationale du Crédit Agricole, Caisse Centrale des Banques Populaires, Caisse des Dépôts et Consignations, Banque de Neuflyze-Schlumberger-Mallet, Crédit Commercial de France, Banque du Phénix, Banque Worms, Compagnie Financière Barclays-de Zoete-Wedd, Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne, Crédit du Nord, Demachy Worms & Cie, J.P. Morgan et Cie SA, Banque Eurofin, Crédit National, Banque Arjil, Compagnie Financière Edmond de Rothschild-Banque.

Pour toute information sur l'opération : **N° Vert 05 22 24 26**



ON NE S'APPELLE PAS TOTAL PAR HASARD

La Commission des Opérations de Bourse attire l'attention du public sur le fait qu'aucune souscription ou réservation de souscription ne pourra être effectuée tant que les modalités précises de cette émission n'auront pas fait l'objet de la note d'opération, visée par la Commission et publiée dans la presse.

MARCHÉS FINANCIERS

Après plus d'un an de négociations
Accord entre l'Algérie et les banques
sur le refinancement de la dette

L'Algérie vient de conclure avec un pool de banques conduites par le Crédit lyonnais un accord de prêt d'un montant global d'environ 1,6 milliard de dollars destiné au refinancement de sa dette. Cet accord, dont la signature conditionnait notamment l'octroi d'un crédit de 400 millions d'euros consenti récemment par la CEE, devrait permettre à l'Algérie de desserrer les contraintes financières qui l'étranglent.

ALGER

de notre correspondant

Il aura fallu plus d'un an de tractations pour que l'accord conclu avec le Crédit lyonnais, chef de file d'un groupe de banques françaises, anglo-saxonnes, arabes et surtout japonaises, puisse être signé. La période d'incertitudes politiques que traverse le pays, comme les réserves des organismes financiers qui estiment être suffisamment engagés en Algérie, ont contribué à retarder des négociations auxquelles M. Bérégovoy, ministre français de l'économie, avait promis, lors de sa visite à Alger, le 29 juillet dernier, de donner un « coup de pouce » (le Monde du 31 juillet).

A l'origine, l'Algérie espérait pouvoir bénéficier d'un prêt de 2 milliards de dollars, mais les réticences manifestées de ses interlocuteurs l'ont conduite à revoir à la baisse ses demandes. C'est, finalement, quelque 1,6 milliard de dollars de la dette qui seront refinancés par le pool bancaire d'économistes en 1991, 1992 et 1993, respectivement 500, 900 et 200 millions de dollars d'échéances reportées.

Augmentation
des prix de détail

Les prêts consentis à l'Algérie seront remboursés en deux tranches distinctes de huit et cinq ans, avec, pour chacune, un délai de grâce de trois ans. Les taux d'intérêt applicables aux remboursements sont le taux interbancaire de référence, augmenté, respectivement, de 1,5 et 1,375 point.

Ces chiffres qui, selon les banquiers, sont les taux « normaux » du marché pour ce type de contrat, constituent, d'une certaine façon, la nouveauté d'un accord conclu avec un pays habitué à négocier, et à obtenir, des taux

moins élevés. L'accord de refinancement intervient au moment où l'Algérie s'apprête à relever sensiblement le prix de détail de plusieurs produits de première nécessité, dont, notamment, le sucre, l'huile, les carburants et le gaz. Les consommateurs devraient être durement touchés par ces augmentations appelées à rapidement se généraliser pour aboutir, à terme, à un abandon définitif du système des prix subventionnés générateur d'un déficit budgétaire abyssal.

On estime par exemple que sur les 800 000 tonnes de sucre importées chaque année et payées en devises, 250 000 tonnes disparaissent sans laisser de traces, gaspillées et, surtout, réexportées par des contrebandiers vers l'Afrique noire. Si l'augmentation des prix de détail doit, à terme, enraye ce genre de coulage, elle pèsera lourdement sur les budgets des ménages. Le gouvernement a promis que les catégories modestes verraient leurs salaires augmenter pour tenir compte de la nouvelle politique. Mais ces compensations n'interviendront, au plus tôt, qu'au début de l'année prochaine, permettant, entre-temps, d'éponger 3 milliards de dinars de surliquidités (environ 750 millions de francs), comme le préconise le Fonds monétaire international. Quant aux chômeurs, rien, pour le moment, n'a été mis en place pour eux.

GEORGES MARION

■ OPA sur la CSEE : Quadral porte l'affaire en justice. — Alors que le groupe italien Finmeccanica, deuxième actionnaire de la CSEE (Compagnie des signaux et d'équipement électroniques), a annoncé mercredi 9 octobre détient 25,14 % des droits de vote de cette société, Quadral, actionnaire principal et initiateur de l'OPA sur ce groupe électronique, a décidé de saisir la justice. Cette société d'investissement dirigée par M. Yazid Sabet, par ailleurs président de la CSEE, a donc assigné Finmeccanica en référé devant le tribunal de commerce de Paris. Le but est « de faire interdire au groupe Finmeccanica d'acquiescer aux actions CSEE au-delà du seuil des 20,70 % du capital de cette société, d'une part, et, d'autre part, de voir ordonner la mise sous séquestre de toutes les actions CSEE acquises par le groupe Finmeccanica depuis l'ouverture de la 18 septembre 1991 de l'offre publique d'achat initiée par Quadral ». L'audience aura lieu lundi 14 octobre.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

POSTE
CROISSANCESICAV COURT TERME RÉGULIÈRE
de capitalisation

Vous disposez d'une épargne d'environ 20.000 francs; dans les deux années qui viennent vous comptez réaliser un projet qui vous tient à cœur; le préparer c'est aussi choisir le meilleur placement au bon moment !

La Poste vous aide à faire fructifier votre épargne intelligemment en toute sécurité.

Depuis le 7 octobre, La Poste vous propose une nouvelle Sicav court terme: POSTE CROISSANCE. Sa gestion rigoureuse offre une progression régulière de votre investissement qui vous permettra demain la réussite de votre projet.

Son portefeuille est principalement investi en obligations françaises, contrats de rémerces et titres de créances négociables.

SES CARACTÉRISTIQUES

Valeur de l'action: 20.503,45 F au 3.10.1991.

(souscription minimum lors du premier achat: 1 action)

Droit d'entrée: 0,10 %.

Aucun droit de sortie.

LA POSTE

GESTION: SOGEPSTE S.A.

Filière de la Poste et de la Caisse des Dépôts et Consignations

NEW-YORK, 9 octobre

Baisse

Après avoir gagné une vingtaine de points la veille grâce à une reprise technique, Wall Street est reparti en baisse mercredi, le pessimisme des investisseurs sur les résultats trimestriels des entreprises américaines pesant sur le marché. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 2 948,33 en baisse de 17,44 points, soit un recul de 0,59 %.

Les investisseurs ont adopté depuis la semaine dernière une attitude défensive en attendant la publication de résultats de sociétés que beaucoup prévoient très médiocres, indiquent des analystes. Cela dit, le marché espère que les mesures approuvées mardi 8 octobre par le président George Bush pour soutenir la production de pétrole à court terme (sous les 9 %). Ces éléments n'ont pas été suffisamment stimulants, au grand dam des investisseurs, pour élever un peu le marché des actions. Des rumeurs, d'ailleurs, ont couru sur une possible détente du lobby de l'argent en France la semaine prochaine, mais selon les spéculateurs, cela paraît peu probable compte tenu de la contrainte allemande en matière de politique du crédit.

Du côté des valeurs, la Société générale, qui vient d'annoncer un bénéfice net part du groupe en hausse de 29,4 % à 1,83 milliard de francs, gagnait, à la mi-journée, 0,8 % pour 114 000 titres. Euro-tunnel a repris le chemin de la baisse après le rebond technique de la veille, CSEB continuait de faire l'objet d'échanges soutenus, Finmeccanica était en hausse de 1,4 % jusqu'à la barre des 33 % autorisée par les pouvoirs publics français. Le groupe italien a par ailleurs été assigné en référé devant le tribunal de commerce de Paris par Quadral, qui conteste le rattachement des titres effectués par la firme italienne depuis le lancement de l'OPA.

ETATS-UNIS

Enquête de la SEC
sur Merrill Lynch

Merrill Lynch, la première firme de courtage américaine, fait l'objet d'une enquête de la SEC (Securities and Exchange Commission). Cette enquête porte sur des soupçons d'avoir obtenu des informations privilégiées sur le compte de la Guarantee Security Life, une compagnie d'assurance de Floride, pour l'aider à gonfler ses résultats financiers. Merrill Lynch a démenti, mercredi 9 octobre, à New York, les soupçons de la SEC. Elle affirme qu'elle coopère sur cette affaire avec la police des marchés. Ces hypothèses ont été démenties par le journal San Francisco Chronicle publié mercredi, selon lequel la SEC se demandait si Merrill Lynch a obtenu des informations privilégiées sur le compte de la Guarantee Security Life Insurance Co. entre 1984 et 1988 ainsi qu'en 1987.

FAITS ET RÉSULTATS

■ Société générale: résultats semestriels en hausse. — La Société générale a annoncé, mercredi 9 octobre, un résultat net consolidé de 1,833 milliard de francs pour le premier semestre 1991, en hausse de 29,4 %.

Le résultat brut d'exploitation a progressé, pour la part de 14,2 %, par rapport au même semestre de l'année précédente, à 5,5 milliards de francs. M. Véniot a salué « le retour à une situation normale par rapport à celle des six premiers mois de 1990, et a rappelé que son analyse de la dernière période semblait juste: « 1990 était un accident de parcours, et une banque ne sera pas la victime de dérapages de la progression du chiffre d'affaires ». Le résultat net consolidé de la réduction des dotations nettes aux provisions qui ont été ramené de 21 % au cours du semestre à 2,6 milliards de francs (contre 3,3 milliards de francs au premier semestre 1990).

■ Montedison annonce la cession de 2 000 milliards de francs d'actifs. — Le président de Montedison (groupe Ferruzzi), M. Giuseppe Garofano, a annoncé, mercredi 9 octobre, que le groupe allait céder 2 000 milliards de francs d'actifs (9 milliards de francs) d'actifs dans des secteurs non stratégiques pour faire face à son endettement. « Nous avons un plan de désengagement pour 2 000 milliards de francs qui concerne des activités industrielles, financières et immobilières absolument marginales », a-t-il déclaré dans une interview au quotidien la Repubblica. Selon M. Garofano, Montedison ne cédera « ni la Treno, ni la Farnitalia, ni la Assicurazioni, ni la Rinascente », mais uniquement des activités qui ne lui sont pas nécessaires. Les nouveaux dirigeants de Montedison entendent aussi concentrer l'activité du groupe sur l'industrie au détriment du secteur financier.

■ Northwest Airlines rachète Midway. — Les autorités américaines ont accepté, mardi 8 octobre, le rachat de la compagnie aérienne Midway par Northwest Airlines, quatrième compagnie aérienne du pays, qui va ainsi posséder 15 % du capital des États-Unis pour 174,7 millions de dollars (environ 96 millions de francs). Midway a préféré cette offre au rachat partiel proposé par Southwest Airlines pour 109,5 millions de dollars, d'autant que Northwest a promis de maintenir au moins les 3 000 emplois (sur 4 300 au total) de Midway à Chi-

PARIS, 10 octobre

Indécision

La Bourse de Paris a vainement cherché une tendance jeudi. En retrait de 0,24 %, des le début des échanges les valeurs françaises affichaient une baisse symbolique de 0,02 % en fin de matinée. En début d'après-midi, aucune véritable orientation ne se dégageait, toutes les indices CAC 40 s'inscrivaient en légère hausse de 0,11 %. Les opérations demeuraient perpétuées entre une frange indécise et une petite résistance face à la baisse de Wall Street, la veille, et à la médiocrité des résultats de l'industrie. Plus tard, vers 14 heures, l'indicateur de la place s'inscrivait en légère hausse de 0,16 % sur son précédent niveau.

Pour les marchés de taux, étaient mieux orientés avec légère détente du taux de l'argent à court terme (sous les 9 %). Ces éléments n'ont pas été suffisamment stimulants, au grand dam des investisseurs, pour élever un peu le marché des actions. Des rumeurs, d'ailleurs, ont couru sur une possible détente du lobby de l'argent en France la semaine prochaine, mais selon les spéculateurs, cela paraît peu probable compte tenu de la contrainte allemande en matière de politique du crédit.

Du côté des valeurs, la Société générale, qui vient d'annoncer un bénéfice net part du groupe en hausse de 29,4 % à 1,83 milliard de francs, gagnait, à la mi-journée, 0,8 % pour 114 000 titres. Euro-tunnel a repris le chemin de la baisse après le rebond technique de la veille, CSEB continuait de faire l'objet d'échanges soutenus, Finmeccanica était en hausse de 1,4 % jusqu'à la barre des 33 % autorisée par les pouvoirs publics français. Le groupe italien a par ailleurs été assigné en référé devant le tribunal de commerce de Paris par Quadral, qui conteste le rattachement des titres effectués par la firme italienne depuis le lancement de l'OPA.

LONDRES, 9 octobre

Repli

Les valeurs ont nettement reculé mercredi sur Stock Exchange, l'indice Footsie perdant 15,4 points, soit 0,8 % à 2 584,1. Le marché a été affecté par les incertitudes politiques, l'ouverture faible de Wall Street et le recul de la livre qui a largement contribué à la morosité du marché.

Le discours sans surprise du chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, a été perçu comme conservateur de Blackpool, n'a pas eu d'influence particulière sur la tendance.

Clos

La Bourse et les marchés des changes de Tokyo étaient fermés jeudi, jour férié au Japon pour la célébration de la culture physique.

Clos

La Bourse et les marchés des changes de Tokyo étaient fermés jeudi, jour férié au Japon pour la célébration de la culture physique.

PARIS

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3715	3721	Amtech, Nottel	825	825
Amtech Assoc.	275	288 80	Imcom, Computer	158 30	158 20
B.A.C.	112	...	Lucas Inventis	78	78
Banque Paribas	809	807	Lucas Inventis	248	248
Banque Paribas	350	350	Lucas Inventis	71 10	72
Banque Paribas	225	230	Lucas Inventis	110	107 20
Banque Paribas	888	905	Lucas Inventis	165	165
Banque Paribas	360	401	Lucas Inventis	405 10	405 10
Banque Paribas	682	686	Lucas Inventis	805	857
Banque Paribas	138	142	Lucas Inventis	321	318
Banque Paribas	295	298	Lucas Inventis	173 90	167
Banque Paribas	935	940	Lucas Inventis	100	102
Banque Paribas	285 50	288 50	Lucas Inventis	358	400
Banque Paribas	785	...	Lucas Inventis	130	...
Banque Paribas	182	...	Lucas Inventis	259 70	259 50
Banque Paribas	405	405	Lucas Inventis	354 60	347 30
Banque Paribas	1200	1200	Lucas Inventis	289	300
Banque Paribas	390	...	Lucas Inventis	205	205
Banque Paribas	948	951	Lucas Inventis	87	85 60
Banque Paribas	282	281	Lucas Inventis	874	888
Banque Paribas	138	138			
Banque Paribas	280	249 70			
Banque Paribas	252 50	254 10			
Banque Paribas	133 90	...			
Banque Paribas	125 80	125			
Banque Paribas	423	430			
Banque Paribas	185	195			
Banque Paribas	740	...			
Banque Paribas	980	980			
Banque Paribas	234	230			
Banque Paribas	120	120			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

National 10 % - Cotation en pourcentage du 9 octobre 1991

Nombre de contrats: 61 760

COURS	Déc. 91	Mars 92	Jun. 92
Dernier	104,85	106,90	107,18
Précédent	104,70	106,76	107,05

CAC 40 A TERME			
(MATIF)			
Volume : 3 934			
COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 857,50	1 872	1 887
Précédent	1 861	1 875	1 891

CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 857,50	1 872	1 887
Précédent	1 861	1 875	1 891

CHANGES

Dollar: 5,7360 F

Le dollar s'inscrivait en baisse jeudi 10 octobre, cédant le terrain gagné la veille sous l'effet d'un mouvement d'achats spéculatifs. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,7360 francs au fixing contre 5,8010 francs la veille à la cotation officielle.

FRANCOFORT	9 octobre	10 octobre
Dollar (en DM)	1,685	1,684

TOKYO	9 octobre	10 octobre
Dollar (en yen)	136,45	Clos

MARCHÉ MONÉTAIRE

(officiels privés)

Paris (10 octobre) : 9 1916 - 8 1916

New-York (9 octobre) : 5 1/8

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 28-12-90)

8 octobre 9 octobre
Valeurs françaises... 126,40 120,38
Valeurs étrangères... 114,90 115,20
(SIF, base 100: 31-12-91)
Indice général CAC... 499,68 490,68
(SIF, base 1000: 31-12-97)
Indice CAC 40... 1 848,11 1 843,43

NEW-YORK (Index Dow Jones)

8 octobre 9 octobre

Industrielles... 2 963,77 2 946,23

LONDRES (Index Financial Times)

8 octobre 9 octobre

100 valeurs... 2 590,50 2 584,18

30 valeurs... 1 991,60 1 975,78

Mines d'or... 167,20 167,30

Fonds d'Etat... 87,12 86,76

FRANCOFORT

9 octobre 9 octobre

Dax... 1 578,71 1 567,22

TOKYO

9 octobre 10 octobre

Nikkei Dow Jones... 24 485,26 Clos

Indice général... 1 868,75 Clos

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	Dev. mon.	Dev. mon.	Dev. mon.	Dev. mon.	Dev. mon.
Dev. mon.	Dev. mon.	Dev. mon.	Dev. mon.	Dev. mon.	Dev. mon.
S.E.U.	5,7545	5,7565	+195	+205	+390
S.E.U.	5,0902	5,0942	+24	+42	+65
Yen (100)	4,4443	4,4476	+92	+182	+195
DM	3,4930	3,4962	-7	-8	-15
Franc	3,0213	3,0228	-4	-5	-10
FB (100)	14,5170	14,5270	-10	-20	-30
PS	3,2856	3,2894	+32	+44	+61
S. (1 000)	4,5544	4,5576	-81	-92	-123
S. (1 000)	3,9993	3,9995	-109	-111	-159

TAUX DES EUROMONNAIES

S.E.U.	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 1/2
1m	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
3m	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
6m	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
12m	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
18m	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
24m	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
36m	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
48m	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
60m	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Jeudi 10 octobre
Pierre Conso
PDG des Ciments Français
Claude Biot
Le Monde Affaires
dès 11 octobre publie une
enquête sur les groupes
cimentiers français.

Vendredi 11 octobre
Claude Biot
directeur général
du Palais des Congrès de Paris

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 10 OCTOBRE

Cours relevés à 13 h 47

Règlement mensuel

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Première cote	Dernière cote	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Première cote	Dernière cote	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Première cote	Dernière cote	% + -
4051	CUE 3K	4070	4081	4081	+0.27	4052	Compagnie	4070	4081	4081	+0.27	4053	Electron	227	229	229	80
4052	B.M.P. P.	575	574	574	-0.11	4054	VALEURS	575	574	574	-0.11	4055	Electron	148	148	147	147
4053	OLYMP. T.P.	820	820	820	+0.92	4056	Compagnie	820	820	820	+0.92	4056	Electron	349	349	344	344
4054	OLYMP. T.P.	1387	1387	1387	+0.14	4057	Compagnie	1387	1387	1387	+0.14	4057	Electron	180	170	170	50
4055	OLYMP. T.P.	1446	1446	1446	+0.46	4058	Compagnie	1446	1446	1446	+0.46	4058	Electron	23	23	24	24
4056	OLYMP. T.P.	1040	1040	1040	+0.46	4059	Compagnie	1040	1040	1040	+0.46	4059	Electron	23	23	24	24
4057	OLYMP. T.P.	980	980	980	+0.14	4060	Compagnie	980	980	980	+0.14	4060	Electron	288	281	278	278
4058	OLYMP. T.P.	1111	1111	1111	+0.14	4061	Compagnie	1111	1111	1111	+0.14	4061	Electron	223	217	213	213
4059	OLYMP. T.P.	701	701	701	+0.14	4062	Compagnie	701	701	701	+0.14	4062	Electron	377	375	375	375
4060	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4063	Compagnie	691	691	691	+0.14	4063	Electron	312	312	312	312
4061	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4064	Compagnie	691	691	691	+0.14	4064	Electron	312	312	312	312
4062	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4065	Compagnie	691	691	691	+0.14	4065	Electron	312	312	312	312
4063	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4066	Compagnie	691	691	691	+0.14	4066	Electron	312	312	312	312
4064	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4067	Compagnie	691	691	691	+0.14	4067	Electron	312	312	312	312
4065	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4068	Compagnie	691	691	691	+0.14	4068	Electron	312	312	312	312
4066	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4069	Compagnie	691	691	691	+0.14	4069	Electron	312	312	312	312
4067	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4070	Compagnie	691	691	691	+0.14	4070	Electron	312	312	312	312
4068	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4071	Compagnie	691	691	691	+0.14	4071	Electron	312	312	312	312
4069	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4072	Compagnie	691	691	691	+0.14	4072	Electron	312	312	312	312
4070	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4073	Compagnie	691	691	691	+0.14	4073	Electron	312	312	312	312
4071	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4074	Compagnie	691	691	691	+0.14	4074	Electron	312	312	312	312
4072	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4075	Compagnie	691	691	691	+0.14	4075	Electron	312	312	312	312
4073	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4076	Compagnie	691	691	691	+0.14	4076	Electron	312	312	312	312
4074	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4077	Compagnie	691	691	691	+0.14	4077	Electron	312	312	312	312
4075	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4078	Compagnie	691	691	691	+0.14	4078	Electron	312	312	312	312
4076	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4079	Compagnie	691	691	691	+0.14	4079	Electron	312	312	312	312
4077	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4080	Compagnie	691	691	691	+0.14	4080	Electron	312	312	312	312
4078	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4081	Compagnie	691	691	691	+0.14	4081	Electron	312	312	312	312
4079	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4082	Compagnie	691	691	691	+0.14	4082	Electron	312	312	312	312
4080	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4083	Compagnie	691	691	691	+0.14	4083	Electron	312	312	312	312
4081	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4084	Compagnie	691	691	691	+0.14	4084	Electron	312	312	312	312
4082	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4085	Compagnie	691	691	691	+0.14	4085	Electron	312	312	312	312
4083	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4086	Compagnie	691	691	691	+0.14	4086	Electron	312	312	312	312
4084	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4087	Compagnie	691	691	691	+0.14	4087	Electron	312	312	312	312
4085	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4088	Compagnie	691	691	691	+0.14	4088	Electron	312	312	312	312
4086	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4089	Compagnie	691	691	691	+0.14	4089	Electron	312	312	312	312
4087	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4090	Compagnie	691	691	691	+0.14	4090	Electron	312	312	312	312
4088	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4091	Compagnie	691	691	691	+0.14	4091	Electron	312	312	312	312
4089	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4092	Compagnie	691	691	691	+0.14	4092	Electron	312	312	312	312
4090	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4093	Compagnie	691	691	691	+0.14	4093	Electron	312	312	312	312
4091	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4094	Compagnie	691	691	691	+0.14	4094	Electron	312	312	312	312
4092	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4095	Compagnie	691	691	691	+0.14	4095	Electron	312	312	312	312
4093	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4096	Compagnie	691	691	691	+0.14	4096	Electron	312	312	312	312
4094	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4097	Compagnie	691	691	691	+0.14	4097	Electron	312	312	312	312
4095	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4098	Compagnie	691	691	691	+0.14	4098	Electron	312	312	312	312
4096	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4099	Compagnie	691	691	691	+0.14	4099	Electron	312	312	312	312
4097	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4100	Compagnie	691	691	691	+0.14	4100	Electron	312	312	312	312
4098	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4101	Compagnie	691	691	691	+0.14	4101	Electron	312	312	312	312
4099	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4102	Compagnie	691	691	691	+0.14	4102	Electron	312	312	312	312
4100	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4103	Compagnie	691	691	691	+0.14	4103	Electron	312	312	312	312
4101	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4104	Compagnie	691	691	691	+0.14	4104	Electron	312	312	312	312
4102	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4105	Compagnie	691	691	691	+0.14	4105	Electron	312	312	312	312
4103	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4106	Compagnie	691	691	691	+0.14	4106	Electron	312	312	312	312
4104	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4107	Compagnie	691	691	691	+0.14	4107	Electron	312	312	312	312
4105	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4108	Compagnie	691	691	691	+0.14	4108	Electron	312	312	312	312
4106	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4109	Compagnie	691	691	691	+0.14	4109	Electron	312	312	312	312
4107	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4110	Compagnie	691	691	691	+0.14	4110	Electron	312	312	312	312
4108	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4111	Compagnie	691	691	691	+0.14	4111	Electron	312	312	312	312
4109	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4112	Compagnie	691	691	691	+0.14	4112	Electron	312	312	312	312
4110	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4113	Compagnie	691	691	691	+0.14	4113	Electron	312	312	312	312
4111	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4114	Compagnie	691	691	691	+0.14	4114	Electron	312	312	312	312
4112	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4115	Compagnie	691	691	691	+0.14	4115	Electron	312	312	312	312
4113	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4116	Compagnie	691	691	691	+0.14	4116	Electron	312	312	312	312
4114	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4117	Compagnie	691	691	691	+0.14	4117	Electron	312	312	312	312
4115	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4118	Compagnie	691	691	691	+0.14	4118	Electron	312	312	312	312
4116	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4119	Compagnie	691	691	691	+0.14	4119	Electron	312	312	312	312
4117	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4120	Compagnie	691	691	691	+0.14	4120	Electron	312	312	312	312
4118	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4121	Compagnie	691	691	691	+0.14	4121	Electron	312	312	312	312
4119	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4122	Compagnie	691	691	691	+0.14	4122	Electron	312	312	312	312
4120	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4123	Compagnie	691	691	691	+0.14	4123	Electron	312	312	312	312
4121	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4124	Compagnie	691	691	691	+0.14	4124	Electron	312	312	312	312
4122	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4125	Compagnie	691	691	691	+0.14	4125	Electron	312	312	312	312
4123	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4126	Compagnie	691	691	691	+0.14	4126	Electron	312	312	312	312
4124	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4127	Compagnie	691	691	691	+0.14	4127	Electron	312	312	312	312
4125	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4128	Compagnie	691	691	691	+0.14	4128	Electron	312	312	312	312
4126	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4129	Compagnie	691	691	691	+0.14	4129	Electron	312	312	312	312
4127	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14	4130	Compagnie	691	691	691	+0.14	4130	Electron	312	312	312	312
4128	OLYMP. T.P.	691	691	691	+0.14												

COMPTANT (selection)

SICAV (sélection)

9/10

VALEURS	% du mom.	% du cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Préale incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Préale incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Préale incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Préale incl.	Rachet net		
Obligations										Etrangers										Actions									
Banque Paribas	121 55	3 38	C.I.M.	1088	1076	Mag. Unipar	190	...	A.A.P.	1059	1041	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	...	Magnum	770	770	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	
Banque Paribas	121 55	3 38	Cofinor	58 30	96	Midi Deploy	680	554	Amalgam	825 43	804 78	Financière	872 29	857 01	Poste Consom.	26559 22	26236 98	26187 22	26236 98	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	Alcatel	121 55	3 38	

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46 62 72 67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

Le Monde de la Fonction Commerciale

SPECTACLES

JEUDI 10 OCTOBRE

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Du 10 octobre au 12 janvier 1992.

DE L'IMAGE A L'IMPRIMERIE. Palais de la Découverte, pourtour de la rotonde, av. Franklin-Roosevelt (43-59-18-21). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 novembre.

DES VESSIES ET DES LANTERNES. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et dim. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 novembre.

LES DUBUFFET DE DUBUFFET. Donation de l'artiste au musée, œuvres de 1942 à 1967. Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.l.j. et dim. de 12 h à 18 h, sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 29 mars 1992.

PIERRE DUNOYER, ROBERT GOBER, RAUL RUZ, L'EXPULSION DES MAURES. Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde (42-60-69-69). T.l.j. et dim. de 12 h à 18 h, sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 21 h 30. Jusqu'au 1^{er} décembre.

EN BATEAU. 150 ans de photographies de bateaux, activités navales et vie maritime. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et dim. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 4 novembre.

ENTRE ART ET TECHNIQUE : LES COUTEAUX DE CHASSE AU XVIII^e SIÈCLE. Musée de l'armée, hôtel national des Invalides, salle de l'Arsenal, place des Invalides (45-55-37-70). T.l.j. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 11 novembre.

HIP-HOP DIXIT. Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (47-27-35-74). T.l.j. et dim. de 10 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h. Du 15 octobre au 1^{er} décembre.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-85). T.l.j. et dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

PARIS-HAUSMANN. Le pari d'Hausmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-53-97). T.l.j. et dim. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. (Conférence de M. Roger-Huot Guérard le 11 octobre à 18 h 30). Jusqu'au 5 janvier 1992.

PICASSO, JEUNESSE ET GENÈSE. Dessins 1893-1903. Musée Picasso, hôtel Salé - 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.l.j. et dim. de 9 h 15 à 17 h 15, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 25 novembre.

REPAIRS DE RÈVES. Myrtil et Gilles Arnould, Isabel Fontana, Bruno Jans, Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Valenciennes (47-05-01-34). T.l.j. et dim. de 10 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 29 décembre.

RÉTROSPECTIVE GARRY WINOGRAND. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et dim. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 5 novembre.

TREMPIN POUR DES IMAGES N° 12. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 novembre.

Musée d'Orsay

1, rue de la Bellechasse (40-49-48-14). Mer. ven. sam. mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

CARPEAUX : DESSINS DES COLLECTIONS DU MUSÉE DE VALENCIENNES. Exposition-dossier. Entrée : 27 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 1^{er} janvier 1992.

EDWARD MUNCH, PHOTOGRAPHIE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 16 décembre.

GRAVURES SCANDINAVES DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 16 décembre.

MUNCH ET LA FRANCE. Entrée : 30 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 17 h 30, sam. jusqu'à 20 h 30. L'ÉLISSETZKY. Entrée : 30 F. Jusqu'au 13 octobre.

Grand Palais

Av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower.

FIAC 91. Galeries nationales (45-62-84-58). T.l.j. et dim. de 10 h à 19 h 30, sam. et dim. de 10 h à 19 h 30. Nocturne jeu. 10 octobre jusqu'à 23 h. Entrée : 50 F. Jusqu'au 13 octobre.

GÉRICAULT. Galeries nationales (42-89-54-10). T.l.j. et dim. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 37 F. Du 10 octobre au 6 janvier 1992.

JACQUES-HEINRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DU JEU. 1902-1913. Rivegès. (42-89-54-10). T.l.j. et dim. de 10 h à 19 h. Entrée : 18 F. Du 10 octobre au 14 septembre 1992.

UN AGÈ D'OR DES ARTS DÉCORATIFS (1914-1948). Galeries nationales (42-89-54-10). T.l.j. et dim. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 34 F. Du 12 octobre au 6 décembre.

MUSÉES

L'ATELIER D'ARY SCHEFFER. Musée de la vie romantique - maison Renan-Scheffer, 16, rue Chaplat (48-74-95-38). T.l.j. et dim. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

BAGATELLE A L'ÉPOQUE DE LORD HERFORD ET DE RICHARD WALLACE. Photographies de Charles Marville. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et dim. de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

LA BELLE ÉPOQUE DES UNIFORMES, 1880-1900. Musée de l'armée, hôtel national des Invalides, salle d'honneur, place des Invalides (45-55-37-70). T.l.j. et dim. de 10 h à 17 h. Entrée : 27 F. (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 29 octobre.

GIANNINI BOLDINI. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.l.j. et dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

CARTE BLANCHE A CATHERINE BOSSUT, VÉRONIQUE SCHAUB, CLAIRE SOUMAGNAN. Halle Saint-Pierre, galerie, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h. Du 11 octobre au 10 novembre.

CINQ ANS D'ACQUISITIONS. Maison

de Balzac, 47, rue Raynouard (42-24-56-38). T.l.j. et dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Du 10 octobre au 12 janvier 1992.

DE L'IMAGE A L'IMPRIMERIE. Palais de la Découverte, pourtour de la rotonde, av. Franklin-Roosevelt (43-59-18-21). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 novembre.

DES VESSIES ET DES LANTERNES. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et dim. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 novembre.

LES DUBUFFET DE DUBUFFET. Donation de l'artiste au musée, œuvres de 1942 à 1967. Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.l.j. et dim. de 12 h à 18 h, sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 29 mars 1992.

PIERRE DUNOYER, ROBERT GOBER, RAUL RUZ, L'EXPULSION DES MAURES. Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde (42-60-69-69). T.l.j. et dim. de 12 h à 18 h, sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 21 h 30. Jusqu'au 1^{er} décembre.

EN BATEAU. 150 ans de photographies de bateaux, activités navales et vie maritime. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et dim. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 4 novembre.

ENTRE ART ET TECHNIQUE : LES COUTEAUX DE CHASSE AU XVIII^e SIÈCLE. Musée de l'armée, hôtel national des Invalides, salle de l'Arsenal, place des Invalides (45-55-37-70). T.l.j. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 11 novembre.

HIP-HOP DIXIT. Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (47-27-35-74). T.l.j. et dim. de 10 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h. Du 15 octobre au 1^{er} décembre.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-85). T.l.j. et dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

PARIS-HAUSMANN. Le pari d'Hausmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-53-97). T.l.j. et dim. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. (Conférence de M. Roger-Huot Guérard le 11 octobre à 18 h 30). Jusqu'au 5 janvier 1992.

PICASSO, JEUNESSE ET GENÈSE. Dessins 1893-1903. Musée Picasso, hôtel Salé - 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.l.j. et dim. de 9 h 15 à 17 h 15, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 25 novembre.

REPAIRS DE RÈVES. Myrtil et Gilles Arnould, Isabel Fontana, Bruno Jans, Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Valenciennes (47-05-01-34). T.l.j. et dim. de 10 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 29 décembre.

RÉTROSPECTIVE GARRY WINOGRAND. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et dim. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 5 novembre.

TREMPIN POUR DES IMAGES N° 12. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 novembre.

CENTRES CULTURELS

ALBUMS DE LA JEUNE ARCHITECTURE 1991. Maison de l'architecture, 7, rue de Chaillot (40-70-01-65). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h et le sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 9 novembre.

LES ARTS INDUSTRIELS. Maison de l'architecture, 7, rue de Chaillot (40-70-01-65). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h et le sam. de 11 h à 17 h. Du 12 octobre au 9 novembre.

LA SAGARIE D'AUSTERLITZ. 25 ARTISTES AUTOUR DE GEORGES BOUDAILLE. Gare d'Austerlitz, grande verrière. T.l.j. et dim. de 11 h à 18 h. Du 12 octobre au 9 novembre.

LA SAGARIE D'AUSTERLITZ. 25 ARTISTES AUTOUR DE GEORGES BOUDAILLE. Gare d'Austerlitz, grande verrière. T.l.j. et dim. de 11 h à 18 h. Du 12 octobre au 9 novembre.

BORDERIE, FLEURY, LORAY, LUMA, BERNARD TRAN ET HÉLÈNE MEY. MAILLÉ. Hôtel Soléna, 2-4, rue de l'Observatoire (42-99-44-50). T.l.j. et dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 19 octobre.

CONSTATANT BRAND. Institut polonais, 31, rue Jean-Goujon (42-25-10-57). Lun. mar. jeu. ven. de 11 h à 18 h, mer. de 11 h à 18 h. Du 15 octobre au 30 octobre.

LE CADRE ET LE BOIS DORÉ A TRAVERS LES SIÈCLES. Trésor de Bagatelle, bois de Boulogne, route de Stènes (45-01-20-10). T.l.j. et dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 30 F. Entrée du parc : 5 F. Jusqu'au 1^{er} décembre.

DYNAMIQUES CONTEMPORAINES. Centre Walferdey-Breilles à Paris, Beauport, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-18). T.l.j. et dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 9 novembre.

ESTAMPES MEXICAINES DU XIX^e SIÈCLE. Collection de la banque du Mexique. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-16-26). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 12 octobre.

L'ÉTOFFE DE NOS RÊVES. Centre culturel sudcois, hôtel de Marie III, rue Payenne (42-71-82-20). T.l.j. et dim. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} décembre.

FRANCO FONTANA. Espace photographique de Paris, nouveau Forum des Halles (42-60-34-57). T.l.j. et dim. de 13 h à 18 h, sam. dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 19 octobre.

LA FRANCE AUX PORTES DE L'ORIENT. Chypre XII^e siècle. Mémoire du V. 21, place du Panthéon. T.l.j. et dim. de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 3 novembre.

LEON GISCIA. Paris Art Center, 30, rue Falguère (42-32-39-47). T.l.j. et dim. et jours fériés de 14 h à 18 h. Jusqu'au 10 novembre.

GRANDES LIGNES. Gare de l'Est, hall arrivées et hall départs (40-18-20-00). T.l.j. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 24 octobre.

KILMS D'ANATOLIE. UN ART MILÉNAIRE. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-39). T.l.j. et dim. de 13 h à 20 h, ven. conf. T.l.j. et dim. de 15 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 novembre.

MASTÈRE. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-39). T.l.j. et dim. de 13 h à 20 h, ven. conf. T.l.j. et dim. de 15 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 novembre.

CHARLES MATTON. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, rue de Valenciennes (42-60-34-57). T.l.j. et dim. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 3 novembre.

LOUIS MAILLET. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.l.j. et dim. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 10 novembre.

LES PARIS-PAIS. FRANÇOIS SCHEIN. Espace Electra, 6, rue Récamier (45-44-10-03). T.l.j. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 10 F. Du 12 octobre au 1^{er} décembre.

LE VENT DU NORD VII : CLICHÉ. Institut néerlandais, 121, rue de Lila (47-12-78). T.l.j. et dim. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 20 octobre.

LOUIS VISCONTI, ARCHITECTE. Marie du Vile, salle des fêtes, 78, rue Sontag - place Saint-Sauveur (43-28-12-78). T.l.j. et dim. de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 10 novembre.

JEAN-PIERRE ZENOBEL. Centre d'animation et de loisirs Valéry, 24, rue Pierre-au-Lard (48-04-34-40). Jusqu'au 30 novembre.

ADAM. Galerie K, 15, rue Guénégaud (43-26-15-41). Jusqu'au 9 novembre.

GALÉRIE PIAZZA FRAVET. 25, rue Guénégaud (48-34-77-61). Jusqu'au 9 novembre.

EVA AEPPLI ET JEAN TINGUELY. Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-au-Lard (48-04-34-40). Jusqu'au 30 novembre.

ARTHUR AEBESCHACHER, JEAN-PAUL ALBINET, Galerie Kioi, 60, rue Mazarine (43-28-32-37). Jusqu'au 9 octobre.

ARCHÉOLOGIE CHINOISE ET

dim. et lun. de 13 h à 18 h et le sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 9 novembre.

LES ARTS INDUSTRIELS. Maison de l'architecture, 7, rue de Chaillot (40-70-01-65). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h et le sam. de 11 h à 17 h. Du 12 octobre au 9 novembre.

LA SAGARIE D'AUSTERLITZ. 25 ARTISTES AUTOUR DE GEORGES BOUDAILLE. Gare d'Austerlitz, grande verrière. T.l.j. et dim. de 11 h à 18 h. Du 12 octobre au 9 novembre.

LA SAGARIE D'AUSTERLITZ. 25 ARTISTES AUTOUR DE GEORGES BOUDAILLE. Gare d'Austerlitz, grande verrière. T.l.j. et dim. de 11 h à 18 h. Du 12 octobre au 9 novembre.

BORDERIE, FLEURY, LORAY, LUMA, BERNARD TRAN ET HÉLÈNE MEY. MAILLÉ. Hôtel Soléna, 2-4, rue de l'Observatoire (42-99-44-50). T.l.j. et dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 19 octobre.

CONSTATANT BRAND. Institut polonais, 31, rue Jean-Goujon (42-25-10-57). Lun. mar. jeu. ven. de 11 h à 18 h, mer. de 11 h à 18 h. Du 15 octobre au 30 octobre.

LE CADRE ET LE BOIS DORÉ A TRAVERS LES SIÈCLES. Trésor de Bagatelle, bois de Boulogne, route de Stènes (45-01-20-10). T.l.j. et dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 30 F. Entrée du parc : 5 F. Jusqu'au 1^{er} décembre.

DYNAMIQUES CONTEMPORAINES. Centre Walferdey-Breilles à Paris, Beauport, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-18). T.l.j. et dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 9 novembre.

ESTAMPES MEXICAINES DU XIX^e SIÈCLE. Collection de la banque du Mexique. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-16-26). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 12 octobre.

L'ÉTOFFE DE NOS RÊVES. Centre culturel sudcois, hôtel de Marie III, rue Payenne (42-71-82-20). T.l.j. et dim. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} décembre.

FRANCO FONTANA. Espace photographique de Paris, nouveau Forum des Halles (42-60-34-57). T.l.j. et dim. de 13 h à 18 h, sam. dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 19 octobre.

LA FRANCE AUX PORTES DE L'ORIENT. Chypre XII^e siècle. Mémoire du V. 21, place du Panthéon. T.l.j. et dim. de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 3 novembre.

LEON GISCIA. Paris Art Center, 30, rue Falguère (42-32-39-47). T.l.j. et dim. et jours fériés de 14 h à 18 h. Jusqu'au 10 novembre.

GRANDES LIGNES. Gare de l'Est, hall arrivées et hall départs (40-18-20-00). T.l.j. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 24 octobre.

KILMS D'ANATOLIE. UN ART MILÉNAIRE. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-39). T.l.j. et dim. de 13 h à 20 h, ven. conf. T.l.j. et dim. de 15 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 novembre.

MASTÈRE. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-39). T.l.j. et dim. de 13 h à 20 h, ven. conf. T.l.j. et dim. de 15 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 novembre.

CHARLES MATTON. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, rue de Valenciennes (42-60-34-57). T.l.j. et dim. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 3 novembre.

LOUIS MAILLET. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.l.j. et dim. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 10 novembre.

LES PARIS-PAIS. FRANÇOIS SCHEIN. Espace Electra, 6, rue Récamier (45-44-10-03). T.l.j. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 10 F. Du 12 octobre au 1^{er} décembre.

LE VENT DU NORD VII : CLICHÉ. Institut néerlandais, 121, rue de Lila (47-12-78). T.l.j. et dim. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 20 octobre.

LOUIS VISCONTI, ARCHITECTE. Marie du Vile, salle des fêtes, 78, rue Sontag - place Saint-Sauveur (43-28-12-78). T.l.j. et dim. de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 10 novembre.

JEAN-PIERRE ZENOBEL. Centre d'animation et de loisirs Valéry, 24, rue Pierre-au-Lard (48-04-34-40). Jusqu'au 30 novembre.

ADAM. Galerie K, 15, rue Guénégaud (43-26-15-41). Jusqu'au 9 novembre.

GALÉRIE PIAZZA FRAVET. 25, rue Guénégaud (48-34-77-61). Jusqu'au 9 novembre.

EVA AEPPLI ET JEAN TINGUELY. Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-au-Lard (48-04-34-40). Jusqu'au 30 novembre.

ARTHUR AEBESCHACHER, JEAN-PAUL ALBINET, Galerie Kioi, 60, rue Mazarine (43-28-32-37). Jusqu'au 9 octobre.

CEUVRES DE WU DE CH'UN. Galerie Jacques Barère, 13 et 36, rue Mazarine (43-26-51-61). Jusqu'au 30 octobre.

ARNAL, BABOU, Galerie Kioi, 60, rue Mazarine (43-26-51-61). Jusqu'au 30 octobre.

ART CONTEMPORAIN SOVIÉTIQUE. Galerie Farid-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-06-36). Jusqu'au 14 octobre.

ARTE CONCRETO INVENCIÓN ARTE MADI. Peintures - sculptures (1945-1953). Galerie Lahumière, 88, bd de Courcelles (47-63-03-65). Jusqu'au 2 novembre.

MICHAEL BASTOW. Galerie Alain Blondel, 4, rue Aubry-le-Boucher (42-78-66-67). Jusqu'au 19 octobre.

GRETCHEN BENDER. Galerie Uri et Ori, 48, rue de Turenne, 2 étage, escalier 8 (42-74-56-36). Jusqu'au 7 novembre.

BERLIN, PARIS BAR. Galerie Artouriel, 9, av. Montigny (42-99-16-16). Jusqu'au 9 novembre.

DIDIER BOUSSAÏRE. Galerie Guy Cédé, 121, rue Vieille-du-Temple (42-72-82-25). Jusqu'au 16 novembre.

GILBERT BOYER. La collection de galeries. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-06-32). Jusqu'au 12 octobre.

MARTIN BRADLEY. Galerie Samy Ropac, 54, rue de Valenciennes (42-61-19-07). Jusqu'au 30 octobre.

COLETTE BRUNSCHWIG. Galerie Clavages, 5, rue Sainte-Anastase (42-72-40-02). Jusqu'au 19 octobre. / Galerie Jaquest, 153, rue Saint-Martin (45-06-51-25). Jusqu'au 19 octobre.

POL BURY. Cinémas. Galerie 1900-2000, 9, rue de Penthièvre (47-42-93-06). Jusqu'au 31 octobre.

JEAN-MARC BUSTAMANTE. Galerie Samia Scoume, 18, rue des Courbes-Saint-Gervais (42-78-40-44). Jusqu'au 14 octobre. / Galerie Ghislaine Hussein, 5 bis, rue des Hautes-Églises (48-87-80-81). Jusqu'au 14 octobre.

BÉTHY. Galerie Franke Berndt Bastille, 4, rue Saint-Sabin (43-56-31-93). Jusqu'au 30 novembre.

PATRICK CAILLIÈRE. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-40). Jusqu'au 6 novembre.

ALAIN CAMPOS. Galerie Horloge, 23, rue Beaubourg - passage des Minimes (42-77-27-81). Jusqu'au 9 novembre.

BÉATRICE CASADESUS. Galerie Charles Sablon, 21, av. du Maine (45-48-10-48). Jusqu'au 19 octobre.

CHAUDER. Galerie Lavignes-Bastille, 5, rue de Charonne (47-00-74-40). Du 12 octobre au 14 novembre.

CHRISTOPHORE. Galerie Michèle Sedoun, 32, rue de Picardie (42-78-32-97). Jusqu'au 3 novembre.

CHU TH CHUN. Galerie Patrice Trépan, 4 bis, rue des Beaux-Arts (45-34-15-01). Jusqu'au 16 novembre.

CATHY DE MONCHAUX. Galerie Jennifer Ray, 7, rue Debelleyme (48-87-40-02). Jusqu'au 9 novembre.

GÉRARD DESCHAMPS. Galerie Le Gall-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 19 octobre.

MARC DEVADE. Galerie Jacques Bailly, 38, avenue Montigny (43-59-09-18). Jusqu'au 10 novembre.

VIRGINIA DWAN. New-York, les années 60 et 70. Galerie d'art contemporain, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 14 décembre.

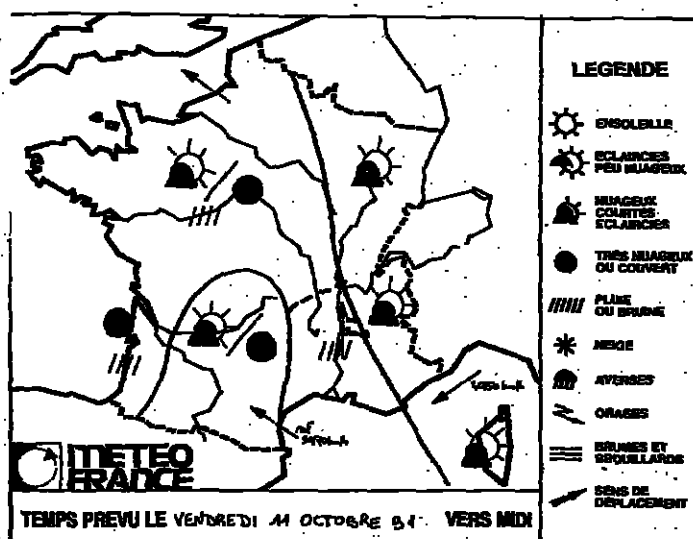
ERRO. Galerie 1900-2000, 9, rue Bonaparte (43-25-84-20). Jusqu'au 30 octobre.

EXPOSITION DE PEINTURE PAR TEMPS DE CRISE. Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-88). Jusqu'au 16 novembre.

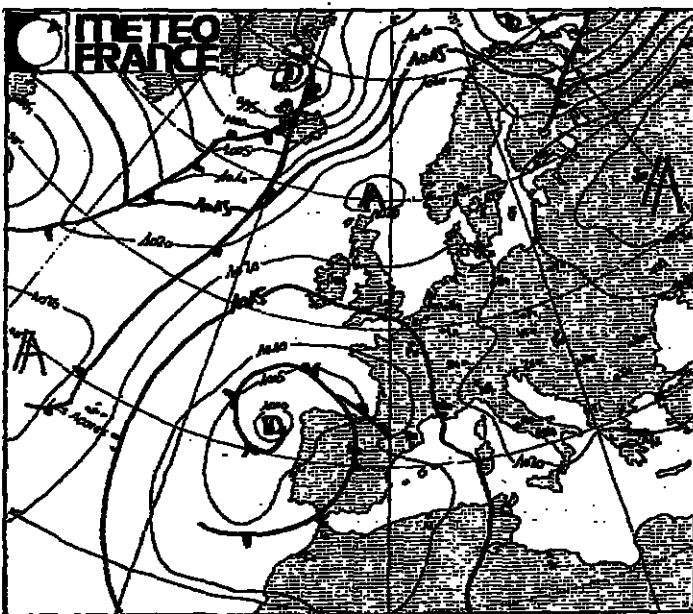
YOLANDE FIEVRE. Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-88). Jusqu'au 16 novembre.

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le vendredi 11 octobre 1991
Seules les régions du Nord-Est échappent aux pluies.
Précipitations particulièrement fortes dans le Sud-Est.



SITUATION LE 10 OCTOBRE 1991 A 0 HEURE TU



Samedi 12 octobre : nuages et pluies. Sur les régions s'étendant du Nord-Picardie à l'Alsace et au Sud-Est, la journée débutera sous la grisaille et la pluie. Ces chutes de pluie, éparse sur le Nord, prendront souvent un caractère instable sur les régions du Sud-Est. En cours de journée, ce temps nuageux s'assourcit progressivement vers l'Est.

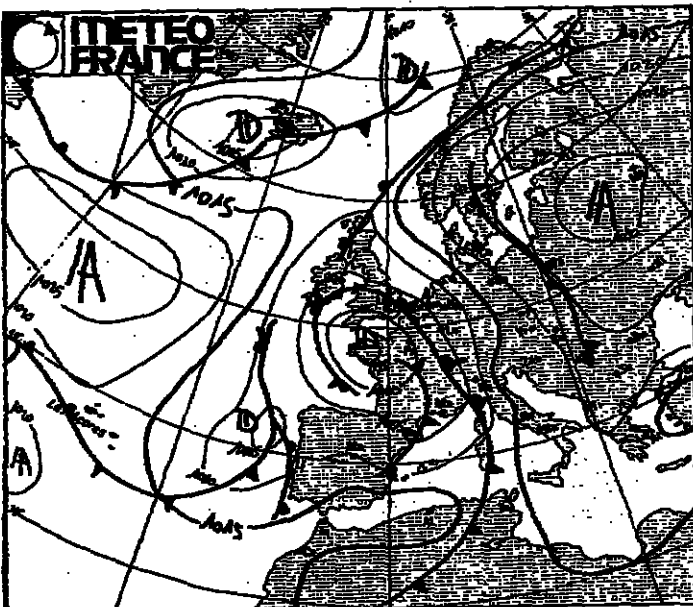
Ailleurs, éclaircies et passages nuageux accompagnés d'éclairs alternent.

Une zone d'éclairs un peu plus forte se développera en début de journée du Nord-Aquitaine à l'Auvergne au Languedoc et gagnera progressivement du terrain vers le Nord.

Les températures maximales s'établiront entre 7 et 12 degrés, elles atteindront même 16 degrés sur le pourtour méditerranéen.

Les températures minimales varieront de 16/17 à 23 degrés du Nord au Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 12 OCTOBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 9-10-1991 à 18 heures TU et le 10-10-1991 à 6 heures TU

FRANCE	ST-ETIENNE	JERUSALEM
ALGER 25 13 D	21 11 C	23 13 D
AMSTERDAM 20 13 P	17 9 B	17 11 D
BARCELONE 20 13 C	22 19 N	17 11 D
BORDEAUX 20 13 C	14 12 C	17 11 D
BRESCIA 14 12 N	26 23 D	17 11 D
CADIX 14 12 N		17 11 D
CARTE 14 12 N		17 11 D
CERTE 14 12 N		17 11 D
CLEMONTE-FE 21 13 C		17 11 D
CREMONTE 21 13 C		17 11 D
LILLE 16 10 D		17 11 D
LONDRES 14 12 N		17 11 D
LYON 21 13 N		17 11 D
MARSEILLE 21 13 N		17 11 D
NANCY 21 13 N		17 11 D
NANTES 17 12 C		17 11 D
NICE 24 16 D		17 11 D
PARIS-MONTS 18 13 C		17 11 D
PARIS 18 13 C		17 11 D
PERPIGNAN 26 19 P		17 11 D
RENNES 17 11 C		17 11 D

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

RADIO-TÉLÉVISION

PIERRE GEORGES

La tête en relâche

C'EST une anecdote délicate racontée par un collègue. Il y a quelques jours, un de ses amis chirurgiens, de garde dans un hôpital parisien, reçoit un appel d'urgence d'un service. Une vieille dame vient d'avoir un petit malaise qu'on suppose cardiaque. Bien, dans un quart d'heure en salle d'opération.

Un quart d'heure passe et, ne voyant rien venir, le chirurgien appelle le service. L'interna, un rien gêné, explique que la malade, nonagénaire, va un peu mieux et qu'en aucun cas elle ne veut quitter sa chambre. Elle regarde « Santa Barbara » à la télévision. Le chirurgien, stupéfait

puis pris d'une douce hilarité, convient avec l'interna qu'ils s'appelleront à la fin du feuilleton. Ce qui sera fait. Et, bien sûr, le lendemain, le « Santa Barbara » se porte comme un charme.

Cette histoire garantit l'authenticité, mais si non à vero... est un bonheur absolu pour tous ceux, qui, un jour ou l'autre, se sont laissés mourir doucement devant une sucrerie télévisuelle. Il est des soirs, en effet, où le plus assidu des téléspéculateurs, le marié des débats, le défendeur d'une télévision de référence, s'offre une coupable escapade.

Enfin une niaiserie assumée avec volupté, campé et carré de

chocolat, enfin seul à ne pas se prendre la tête, enfin cette suave culpabilité à perdre son temps avec un absolu ravissement. Ce fut le cas, mercredi soir, quand tant de belles et graves choses auraient mérité plus de sérieux, Raymond Devos sur FR3, l'affaire Chara sur la 5.

Hélas, la paresse, l'indolence, le simple besoin d'évasion ne choisissent pas leur jour. Et il y avait sur Antenne 2, un de ces petits téléfilms à l'eau de rose, si bien mûronnés selon les recettes les mieux éprouvées qu'il eût fallu plus d'un chirurgien pour s'arracher à une indolente fascination.

La Femme parfaite, réalisation franco-américaine, déjà diffusée

en 1990 - mais réchauffé, c'est encore meilleur, - était de ces œuvres qui laissent entière l'œuvre de pensée. Voire de mouvement, dans les moments où le réalisateur avait l'esprit ailleurs.

La préface, comme l'on dit, était évidemment l'amour et tous ses vieux pièges, sur fond de comédie et inséparablement dénouement heureux. En d'autres temps, Feydeau en eût fait un vaudeville. La télévision et la réalisatrice Charlotte Brandstorm en firent une petite histoire sympathique. Et, comme en prime il y avait Rosanna Arquette, son museau pointu et ses si jolies larmes, que demander de plus, un soir de tête en relâche ?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 10 octobre

TF 1
20.50 Série : Le Fil de Moscou. Meurtre au monastère.
22.30 Magazine : Le Droit de savoir.
23.35 Journal, Le Débat, Météo et Bourse.

A 2
20.45 Magazine : Envoyé spécial. Biosphère 2 : une arche de Noé pour Mars ?

L'HERITAGE DE SEVESO
PLANETE

22.10 Cinéma : Randonnée pour un tueur. ■ Film américain de Roger Spottiswoode (1988). Avec Sidney Poitier, Tom Berenger, Kristie Alley.
0.00 Magazine : Merci et encore Bravo. Invitée : Valérie Lemaire.
1.00 1. 2. 3. Théâtre.
1.10 Journal et Météo.

FR 3
20.45 Cinéma : La Promesse. ■ Film américain de Franc Roddam (1985). Avec Sung, Jennifer Beals, Anthony Higgins.

22.45 Journal et Météo.
23.10 Téléfilm : Le Masque arraché. Une femme se retrouve seule et vulnérable.
0.40 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS
20.33 Cinéma : Cyrano de Bergerac. ■■ Film français de Jean-Paul Rappeneau (1988). Avec Gérard Philipe, Anne Brochet, Vincent Perez.
22.50 Flash d'informations.
22.55 Cinéma : Les Frissons de l'angoisse. ■ Film italien de Dario Argento (1975).
0.40 Cinéma : Un million d'années avant Jésus-Christ. ■ Film britannique de Don Chaffey (1966).
2.10 Documentaire : Des requins et des hommes.

LA 5
20.50 Série : Deux filles à Miami.
22.30 Téléfilm : Justice de femme. Violée par un colonel.
0.05 Magazine : C'est tout comm.
0.20 La Rallye des Pharaons.
0.30 Journal de la nuit.

M 6
20.35 Cinéma : Ambulances tous risques. ■ Film américain de Peter Yates (1978).
22.20 Cinéma : Maurice. ■■ Film britannique de James Ivory (1987). Avec James Wilby, Hugh Grant, Rupert Graves.
0.50 Six minutes d'informations.

0.55 Magazine : Dazibao.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

21.05 Magazine : Avis de tempête.
22.50 Documentaire : Living Music.
21.00 Fin des programmes.

FRANCE-CULTURE

20.30 Avignon 91. Dieu est absent des champs de bataille, d'après la Main coupée, de Blaise Cendrars, et des poèmes de Guillaume Apollinaire.
21.30 Profils perdus. Avec le professeur Pierre Denot, cancérologue.
22.40 Les Nuits magnétiques. Les Mille et Une Nuits (3).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Mathieu Bénézet (Homme au jouet d'enfant).
0.50 Musique : Coda. Soirée de minuit. 4. Une constellation parmi les plus brillantes, le Grand Saxonophone.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 5 octobre au Grand Auditorium de Radio-France) : Amanda, de Madama; Veneziano, concerto pour piano et orchestre, d'Ambrosini; Gardino religioso, Venetian Journal, de Madama, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Diego Masson; sol : Paul Sperry, ténor; Louise Bessette, piano.
23.07 Poussières d'étoiles.

Vendredi 11 octobre

TF 1
14.30 Feuilleton : Côte Ouest.
15.30 Feuilleton : La Clinique de la Forêt-Noire.
16.15 Feuilleton : Riviera.
16.40 Club Dorothée.
17.30 Série : 21 Jump Street.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.50 Feuilleton : Santa Barbara.
19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
19.50 Divertissement : Pas folles les bêtes.
20.00 Journal, Météo, Tapis vert.
20.45 Variétés : Tous à la une.
22.45 Magazine : Grands Reportages. Secteur n° 2. URSS : États-Unis.
23.45 Magazine : La Club.
0.50 Journal, Météo et Bourse.

A 2
14.15 Feuilleton : Falcon Crest.
14.40 Série : Les Brigades du Tigre.
15.45 Variétés : La Chance aux chansons.
16.15 Série : Drôles de dames.
17.05 Magazine : Giga.
18.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.
18.35 Magazine : Défendez-vous.
18.50 Série : Mister T.
19.15 Jeu : Question de charme.
19.45 Divertissement : La Caméra indiscrette.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Jeu : Fort Boyard.
22.05 Série : Pas de faire-part pour Max. Mort et enterré.
22.50 1. 2. 3. Théâtre.
23.00 Cinéma : Perceval le Gallois. ■■ Film français d'Eric Rohmer (1978). Avec Fabrice Luchini, André Dussollier, Marc Eyraud.
1.20 Journal et Météo.

FR 3
14.30 Magazine : Regards de femme.
15.00 Magazine : Faut pas rêver (rediff.).
16.00 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
17.30 Jaf.
18.15 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 La 19-20 de l'information.
20.00 Un livre, un jour.
20.10 Divertissement : La Classe.
20.45 Magazine : Thalassa. La Bête du dragon.
21.40 Magazine : Caractères. Spécial Claude Lévi-Strauss.
22.45 Journal et Météo.
23.10 Magazine : Musicales.

CANAL PLUS
14.20 Documentaire : Les Allumés...
14.45 Sport : Rugby.
15.00 Coupes du monde : Angleterre-Etats-Unis, en direct de Twickenham.
16.30 Cinéma : Hallelouine. ■■ Film franco-tunisien de Ferid Boughedir (1990). Avec Salim Boughedir, Mustapha Adouani.
18.05 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.30

18.30 Le Top.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Téléfilm : Le Pouvoir et la Mort. Des fausses pistes et des faux cadavres.
22.00 Documentaire : Odyssée africaine.
22.45 Flash d'informations.
22.57 Le Journal du cinéma.
23.00 Cinéma : Tuer n'est pas jouer. ■ Film britannique de John Glen (1988). Avec Timothy Dalton, Maryam d'Abo, Jeron Krabbé.
1.05 Cinéma : Un week-end sur deux. ■■ Film français de Nicole Garcia (1989). Avec Nathalie Baye, Joachim Serreau, Félicie Pasotti.

LA 5
14.25 Série : Sur les lieux du crime.
15.50 Youpi ! L'école est finie.
16.50 Série : Shérif, fais-moi peur.
19.05 Série : Kojak.
19.05 Journal et Météo.
20.00 Journal et Météo.
Le temps de Nicolas.
20.40 Journal des courses.
20.50 Téléfilm : Les Enquêtes de Christine Cromwell. Deux des amies de Christine meurent de façon tragique.
22.30 Téléfilm : Le Secret de la chambre noire. D'étranges disparitions.
23.50 La Rallye des Pharaons.
0.00 Journal de la nuit.

M 6
14.20 Téléfilm : Barnum.
15.50 Magazine : 6° Avenue.
16.50 Série : L'Homme de fer.
17.40 Jeu : Zygomusic.
18.05 Série : Mission impossible.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.

20.30 Météo 8.
20.40 Téléfilm : Main basse sur Hawaii. Un ancien fils new-yorkais retrouvé par son destin à Honolulu.
22.20 Série : Equalizer.
23.15 Magazine : Emotions. Tranche de vie : Vidéo folles : Les impertinances de Lili Fricoline; France et Lili.
23.45 Magazine : Culture rock.
0.15 Capital.
0.25 Six minutes d'informations.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

9.58 Flash d'informations (et à 18.50, 20.55, 22.40).
10.00 Cours d'allemand (et à 12.00).
16.30 Théâtre : Le Soutier de satin. Pièce de Paul Claudel, mise en scène d'Antoine Vitez.
18.35 Documentaire : L'Héritage de la chouette. De Chris Marker.
19.05 Documentaire : Jean Dausset. De Jean-Christophe Rosé.
20.00 Documentaire : L'Anthropographe.
21.00 Téléfilm : Les Equilibristes de Nico Papatzakis, avec Michel Piccoli, Lili Dadi (1° partie).
22.30 Court métrage : La Peau d'une fleur. De Caroline Parent.
22.45 Téléfilm : Oranges are not the only fruits. De Beban Kidron, avec Geraldine McEwan, Charlotte Coleman.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. L'épopée de la Croix-Rouge.
21.30 Musique : Black and Blue. Harry Cornick.
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Soirée de minuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert (en direct de Leipzig) : Sinfonie op. 18, de Beethoven; Concerto pour piano et orchestre en ut mineur K 491, de Mozart; In Sommerwind, idyl pour orchestre, de Weber; Variations pour orchestre sur un thème de Haydn op. 56a, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarratouck, dir. Max Pommer; sol : Olli Mustonen, piano.
23.07 Poussières d'étoiles. Pin Ups; Poisons d'or (œuvres de Athanasia, Feldmann, Adams); Poisons d'or du passé; Nash-Nash Dances op. 20, Musique de concert pour cordes et cuivres op. 50, de Hindemith.

EXPOS

Georg

Place Georges
12-33, T. 1-1
sam., dim.,
22 h.
ACCROCHA
CONTEMPORAIN
moderne. Ju
DESSINS (P
GRAFFITI A
Jusqu'à 8 h
MARCEL LU
château. Si
vier 1992)
MÉMOIRE
foyer. Jusq
OUVRAGE
THIEL ET F
mation Co.
LA PHOTO
Photograp
Forum - 1
3 novembre
PICASSO
Galerie. 4
4 novembre
RÉCENTI
MUSÉE
MODERNE
graphes. 1
NIELE T
MOUTH.
Entrée : 1

M

1, rue de
Mer. ven
jeu. de 1
18 h. For
CARPEA
TIONS
CIENNE
27 F (bou
1-1
EVARI
Español
d'accès
bre.
GRAVU
BIBLIO
tion-dor
des au t
MUNICI
30 F. Ju
Mus
de
11, av
61-27
10 h-1
EL LIS
13 oct

Av. W
av. E
FIAC
84-58
dim. 1
10 oc
Jusqu
GÉR
89-54
mer.
10 oc
JAC
L'EC
Rue
mer.
13 o
UN
TIF
42-
20 F
Du

L'A
de l
Sch
T. 11
18
BA
LA
vill
gus
28
LA
FC
m d
3-2
21
G
te
2
C
E
C
F

Services

Abonnements... 34
Carnet... 16
Marchés financiers... 36-37
Météorologie... 29
Mots croisés... 28
Radio-Télévision... 39
Spectacles... 38
Loto... 28

La rédaction du Monde
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 10 octobre 1991
a été tiré à 502 864 exemplaires.

Dans un texte de sa commission sociale

L'épiscopat appelle les hommes politiques à sortir de leurs « querelles secondaires et subalternes »

« La politique est l'affaire de tous » : tel est le titre d'un document d'une vingtaine de pages publié, mercredi 10 octobre, par la commission sociale de l'épiscopat, dans la revue *Documents-Episcopat* (1). Ce texte a fait l'objet d'un désaccord à la tête de la hiérarchie catholique.

Suspicion généralisée à l'égard du personnel politique, abstentionnisme électoral, contestation du rôle de l'Etat, écartement des corps intermédiaires et crise du militantisme : la commission sociale de l'épiscopat porte un diagnostic sévère sur la vie politique en France. « Le débat se dégrade en querelles secondaires et subalternes, écrit-elle (...). Notre pays semble entrer dans un temps de désillusion et d'un reflux des

grandes idéologies : la France se fait plus conformiste, plus frileuse. »

La critique s'adresse en particulier aux partis : « Sans vision globale prospective, ils se contentent de gérer le quotidien, avec pour seul objectif le maintien au pouvoir. (...) Il est urgent que les partis élaborent des projets collectifs répondant aux aspirations et les proposent dans un langage qui entraîne l'adhésion. »

Les auteurs de ce document épiscopal fixent quelques orientations, touchant à l'emploi, « à la reconstitution d'un tissu social », à la consolidation de la famille. C'est sur ce dernier point que les critiques sont les plus sévères : « Est-on admettant la neutralité et l'ambivalence du législateur face à la multiplication des familles « de fait » ? La facilité de la remise en mairie de certificats de concubinage ne contribue-t-elle pas à la

dévalorisation du mariage civil ? » A propos de l'école, les évêques souhaitent une plus grande coopération entre parents, élèves, enseignants, élus et entreprises : « Il importe que ces acteurs acceptent de se parler davantage et de prendre leurs distances par rapport à des préjugés et des comportements corporatistes. » L'intégration des immigrés, écrivent-ils, doit progresser sur la base de l'égalité des droits et des devoirs : « Les petites phrases médiatiques et les mots à forte charge émotionnelle bloquent la réflexion sérieuse, alors qu'un débat approfondi est nécessaire. »

La réhabilitation de la politique passe par un engagement plus grand des chrétiens, invités par la hiérarchie catholique à ne pas céder à la morosité ambiante : « L'Eglise n'a ni l'ambition de régir la société ni la prétention de résoudre les problèmes qui s'y

posent », écrivent les évêques. Mais dans le cadre d'une laïcité qui doit « enrichir la vie publique et non l'assécher, la servir et non l'asservir », elle entend prendre pleinement sa place dans le débat public. Car être croyant, « c'est refuser de concevoir le monde comme un chaos ou une jungle (...). La vie a un sens et ce sens peut et doit s'inscrire dans le champ de la société et fonder un engagement politique. »

Ce document n'a pas fait l'unanimité au sein de l'épiscopat, et sa publication dans un bulletin interne, à diffusion quasi-confidentielle, souligne les divergences intervenues à son sujet. Depuis longtemps, les membres les plus anciens de la commission sociale, présidée par Mgr Marchand, évêque de Valence, souhaitent actualiser le texte de référence de 1972 : *Politique, Eglise et foi. Pour une pratique chrétienne de la politique*. Mais d'autres évêques ont estimé qu'une telle entreprise demandait une réflexion, une concertation et un soin de rédaction beaucoup plus élaborés. Ils comptent tenu de la précipitation des événements, internationaux notamment.

Devant l'analyse, jugée trop large et superficielle, et la platitude des propositions émises, la présidence de la conférence épiscopale n'a pas souhaité que ce document de la commission sociale porte le sceau de l'épiscopat dans son ensemble. Depuis, le texte de Mgr Metzger en 1972, qui légitimait pour la première fois l'engagement pluraliste des catholiques, l'épiscopat s'était attaqué, de manière moins ambitieuse mais plus musclée, à des sujets clés : le partage du travail en 1982 (*Pour de nouveaux modes de vie*), les nouvelles pauvretés en 1984 (*Attention pauvreté*), le chômage en 1988 (*Créer et partager*).

HENRI TINCO
(1) 106, rue du Bac, 75006 Paris.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

L'amour en fumée

Le sexe, terminé ! Déjà que c'était mal vu, peu recommandé, pareil que le sucre, les graisses, l'alcool et le tabac, là, maintenant, c'est Marie-Claire qui le dit, l'amour, ça ne se fait pas. C'était in, c'est out. Totalement ringard, démodé. La consommation, même celle du mariage, est tombée de façon spectaculaire et on ne compte plus ceux qui se vantent d'avoir arrêté depuis six mois, un an et même davantage.

Pourquoi ? Parce que c'est mauvais pour la santé, la sienne et celle des autres, rapport au goudron, au sida, pardon. Remarque, ça ne date pas d'hier, ces mises en garde, ces avertissements. On a commencé par montrer du doigt les gros cavaleurs, ceux qui allument une nana après l'autre. Après quoi, à défaut d'aimer moins, on s'est mis à aimer light. On a demandé aux obèses, incapables de résister à l'envie de s'en taper une, de ne pas la griller jusqu'à la dernière bouffée et de la planter là, à peine entamée.

On est allé plus loin. On a fait un battage fou pour les bons fibres, à vrai dire peu appréciés. Malgré les trésors d'imagination

déployés par les fabricants, qui ont multiplié les tailles, les couleurs et les motifs de ces protégés-pot, d'échappement, les vieux ne sont pas chauds et les jeunes, ça les refroidit.

A présent, on en est à sévir. Déjà totalement banni sur les lignes aériennes et dans les trains où on n'a pas prévu de compartiments baïseurs, beaucoup plus sévèrement limité que le droit de fumer, celui d'aimer est en passe de connaître de nouvelles restrictions. Les restaurants vont être priés de réserver quelques tables isolées aux peloteurs impénitents. Et en descendant à l'hôtel, c'est déjà le cas question clopes aux Etats-Unis, faudra annoncer la couleur en demandant une chambre... avec ou sans. Suprême, s'entend !

Reste l'épineuse question du lieu de travail et des jardins publics. A défaut des toilettes, planques très appréciées, bientôt strictement surveillées, va-t-on prévoir des ghettos, bureaux, bancs éclairés, où les toxicos pourront se livrer à leur vice sans risquer d'être louchés ? Pour la cigarette, peut-être. Pour la gâchette, ça n'effrayerait.

A la demande des parlementaires du PS

Coup de pince au logement social

A la demande des parlementaires socialistes, qui demandent 10 000 prêts locatifs aidés (PLA) en plus de ceux prévus dans le projet de budget 1992 (75 000), le gouvernement a décidé de faire un effort supplémentaire en débloquant 500 millions de francs en faveur du logement social, a annoncé mercredi 9 octobre M. Marcel Debarge, secrétaire d'Etat chargé du logement. « La promesse n'est pas encore dans la

poche, mais presque », s'est écrié. Un débat a encore lieu pour savoir si cette somme - qui ne représenterait que des autorisations de programme, le montant des crédits de paiement ne s'élevant qu'à 170 millions - va être utilisée pour augmenter le nombre de PLA prévus ou celui de prêts d'accès à la propriété (PAP), limités à 30 000 dans le projet initial mais moins gourmands en ressources budgétaires que les PLA.

Après un jugement du tribunal administratif

Un professeur d'extrême droite réclame sa nomination à l'université de Nantes

M. André Delaporte, professeur agrégé d'histoire qui n'a jamais caché ses convictions d'extrême droite, avait postulé, en janvier 1987, à un poste de maître de conférences d'histoire moderne à l'université de Nantes, déjà secouée, un an auparavant, par l'affaire de la thèse « révisionniste » soutenue par M. Roques. Après trois tours de scrutin, la commission de spécialistes de l'université de Nantes avait finalement décidé de ne pas retenir la candidature de M. Delaporte et s'était à nouveau réunie, en juin 1987, pour une nouvelle délibération au terme de laquelle elle avait retenu un autre enseignant, M. Saupin.

Immédiatement contestée, à l'époque, par M. Delaporte, cette seconde délibération a été annulée, par un jugement du 3 juillet dernier, par le tribunal administratif de Nantes. M. Delaporte a fait savoir, mercredi 9 octobre, qu'il avait écrit au président de l'université de Nantes pour « recouvrer des la prochaine rentrée universitaire » le poste de maître de conférences « occupé indûment depuis 1987 par un intrus » et qui lui revient, estime-t-il, « de plein droit ».

Le ministère de l'éducation nationale a fait appel, dès le mois de juillet, du jugement du tribunal administratif de Nantes devant le Conseil d'Etat. En effet, on ne partage pas, rue de Grenelle, l'interprétation de la juridiction nantaise. Lors de la première délibération, le troisième tour de scrutin qui avait donné cinq voix contre quatre à M. Delaporte ne se serait pas déroulée dans les conditions réglementaires. L'université était donc fondée à organiser une nouvelle délibération et à examiner de nouvelles candidatures.

Mort de Georges Soria

Nous apprenons le décès de Georges Soria, journaliste, auteur dramatique et historien, survenu à Paris le 9 octobre.

Unif d'origine espagnole, Georges Soria est né en 1914, dans une famille aisée de l'Alsace. Il adhère très jeune au parti communiste et, après des études de droit, se lance dans le journalisme. C'est alors qu'il se trouve en Espagne, en 1936, lors du pacte de Franco et qu'il couvrira la guerre civile pour l'hebdomadaire communiste « Regards ». Lié au Kamaïfent, Georges Soria se rend avant la deuxième guerre mondiale en Amérique latine. La guerre le surprend à New York, d'où il revient à gagner Mexico, via la Sibirie. Il ne restera en France qu'à la fin du conflit et travaillera alors pour le quotidien « Ce Soir ». En 1953, il fondera l'Agence littéraire et artistique, longtemps l'intermédiaire obligé pour les échanges culturels franco-soviétiques. Georges Soria, qui a écrit plusieurs pièces de théâtre et plusieurs adaptations, est aussi l'auteur d'une « Grande histoire de la Commune », d'une « Grande histoire de la Révolution française » et de « Guerre et révolution en Espagne ». Il a reçu pour ces travaux, en 1978, le grade de docteur d'Etat en lettres et sciences humaines de la Sorbonne. Il devait affirmer à cette occasion que « l'épave la plus rude » de sa vie fut « la réhabilitation des crimes et des sévices du stalinisme ».

Concentration dans la sidérurgie allemande

Krupp a acquis 24,9 % de Hoesch

Les grandes manœuvres dans la sidérurgie allemande ont-elles commencé ? Seul pays d'Europe où cinq sidérurgistes nationaux se partagent la production d'acier, l'Allemagne semblait devoir connaître, depuis plusieurs années, un vaste mouvement de concentration. Krupp, numéro deux de l'acier outre-Rhin derrière Thyssen (11 millions de tonnes), avec sa filiale Krupp Stahl (4,3 millions de tonnes produits en 1990), vient d'en donner le coup d'envoi. Le groupe rhénan a confirmé, jeudi 10 octobre, lors d'une conférence de presse, convoquée à Düsseldorf, son entrée à hauteur de 24,9 % dans le capital de Hoesch, son compatriote de Dortmund, dans la Ruhr, et le troisième sidérurgiste allemand (4,1 millions de tonnes).

Cette prise de participation s'est faite par rachat en Bourse et, au moins pour le début de l'opération, sans en avoir informé ni Hoesch ni son partenaire traditionnel, la puissante Deutsche Bank. Krupp, affirme-t-on outre-Rhin, serait assuré d'obtenir rapidement le contrôle de la firme de Dortmund, des banques alliées détenant une participation de l'ordre de 25 %.

Charbonnages de France a perdu plus de 1 milliard de francs au premier semestre 1991. - Charbonnages de France (CDF) a enregistré des pertes record au premier semestre 1991. Le résultat net est négatif à hauteur de 1,105 milliard de francs, selon l'avis financier publié jeudi 10 octobre par le *Bulletin des annonces légales obligatoires (BALO)*. Ce déficit est celui de la seule activité charbonnière (secteur nationalisé). Pour l'ensemble du groupe CDF, le déficit s'est élevé pour les six premiers mois à 1,052 milliard de francs.

Prison avec sursis pour un footballeur violent. - La chambre correctionnelle du tribunal de grande instance d'Annecy (Haute-Savoie) a condamné, mercredi 9 octobre, un footballeur, Pascal Robert, à six mois de prison avec sursis et 20 000 francs d'amende. Celui-ci a été jugé coupable de « violences volontaires ayant entraîné une incapacité de travail supérieure à huit jours ». Le 16 septembre 1989, au cours du match de championnat de France de 2^e division Annecy-Dijon, Pascal Robert avait fauché par un « tackle glissé » l'attaquant annécien Oumrane Benyahia sur le point de marquer un but. Victime d'une double fracture tibia-péroné et de sections ligamentaires, M. Benyahia a dû, à vingt-six ans, abandonner sa carrière de joueur professionnel.

Dès janvier 92 étudiez USA

Dans une grande université de Californie ou du Florida. Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, MBA, Ph.D.). Année : 80 000 F env. Semestre : 35 000 F env. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America French Office, 57, rue Charles-Lafitte 92200 Neuilly (1) 47-45-09-19

DAVID SHIFF

Club des Dix

CACHEMIRE et SUPER 100 aux prix anti-crise

AFIN D'AMORTIR LE CHOC DE LA CRISE, on a réduit les marges chez David SHIFF, aussi les 3 étages de son hôtel particulier, ouvert sur la cour du 13 rue Royale, regorgent-ils d'articles de luxe à prix imbattables. Un choix unique à Paris de PUR CACHEMIRE et SUPER 100 (signés Carruti, Guabello, Loro Piana et Zegna) pour homme et femme.



13 RUE ROYALE 75008 PARIS du lundi au dimanche de 10h à 18h
4 RUE MARBEUF 75008 PARIS du mardi au samedi de 10h à 18h
5 RUE DES ARCHÈRES LYON 2 - 60 BIS RUE DE PARIS 78000 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

L I V R E S • I D E E S

Le bonheur de retrouver « Castor »

La somme de l'Américaine Deirdre Bair sur Simone de Beauvoir est traduite en français. Un travail passionnant, mais qui - heureusement - ne clôt pas le débat sur cette femme d'exception

SIMONE DE BEAUVOIR

de Deirdre Bair.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Marie-France de Paloméra.
Fayard, 634 p., 180 F.

Quel plaisir de lire ce gros livre, ces quelques huit cents pages denses ! Il est reposant de retrouver Simone de Beauvoir, d'oublier pendant de longues heures la pesanteur du réel, les bureaux et les fatigues de la vie professionnelle, les fâts, les sots et les banalités de la vie sociale, pour enfoncer le pas à cette femme qui a traversé le siècle (1908-1986) avec une énergie unique. Et on aurait l'envie de citer tant de passages du texte allègre de sa biographie américaine, Deirdre Bair (1), pour faire sourire, pour faire rêver, pour faire espérer.

Il y a cette petite fille devenue une jeune femme un peu gauche qui parle trop fort, de sa voix brève, et s'habille mal ; et, tout au bout du chemin, cette vieille femme amusée d'être transformée en « vestige sacré ». On suit cette brillante agrégée de philosophie, devenue à jamais « Castor » pour ses amis, impatiente, assez intolérante, notamment pour « les maladies des autres », cette amoureuse inquiète, qui se lie pour la vie - plus de cinquante ans - à un homme, son condisciple, celui qui l'avait devancée d'une place à l'agrégation, en étant reçu premier, Jean-Paul Sartre : « Nous nous devons bonheur et plaisir », avait-il dit à Castor dans les champs de La Grille lors qu'ils devinrent amants. Cette phrase, il la lui répétait souvent, la houspillant gentiment pour qu'elle se détende et goûte l'heure présente. Il y a ces deux jeunes professeurs, Sartre et Beauvoir, l'admiration de leurs élèves et de leurs amis. « Leur entente était d'un type nouveau, et je n'ai rien vu de pareil, dira leur amie Colette Audry. C'était si intense que ceux qui en étaient témoins

regrettaient de ne pas vivre ça eux aussi. »

Il y a ce couple d'intellectuels dans les années 30, leur obsession d'eux-mêmes, donc de la paix - ce qui conduira Beauvoir à se réfugier de Munich - et leur passion pendant la guerre. De cette période, Deirdre Bair ne laisse rien au hasard : ni le fait que Simone de Beauvoir ait signé une déclaration affirmant n'être ni juive ni franco-maçonne, ce que Sartre lui reprocha à son retour de captivité, ni les détails piteux de leurs comportements de « petits Français ». Aujourd'hui, on sait combien ceux qui ont passé des jours paisibles dans la France pétainiste, ceux dont les parents ont vécu aussi tranquillement que Sartre et Simone de Beauvoir, ont besoin de trouver des bous émissaires pour leurs propres biographies. Il faut donc sans doute être américaine pour écrire ce qui s'est passé, simplement, et conclure : « Leur casier n'est pas totalement vierge, mais il n'est pas non plus clairement entaché. »

Une « biographie féministe » ?

On s'amuse à la mauvaise humeur de Jean Genet, s'écriant, après une représentation des *Boucheuses* : la pièce de Simone de Beauvoir : « Le théâtre, ce n'est pas ça ! Pas ça du tout ! ». On rit et on s'indigne des médisances, des petites mesures et des autres, qui sont aussi la vie. On mesure, en voyant les critiques du *Deuxième Sexe*, que ce que certains auteurs frileux des années 80 et 90 prennent pour des attaques n'est rien. On accompagne, avec la lucidité et le souci du vrai qu'elle a eus elle-même, Simone de Beauvoir dans son vieillissement, et l'on finit



« Femmes, vous lui devez tout ! »

sur un hommage, avec le titre du dernier chapitre : « Femmes, vous lui devez tout ! »

Il faut dire, bien sûr, les qualités de Deirdre Bair dans son enquête auprès de Simone de Beauvoir et de ses proches, son souci de glaner le plus d'informa-

tions possible. En tant de pages, il est difficile que ne se glisse aucune erreur. Il est cependant des approximations dont un travail de près de dix années aurait dû se garder. Si l'on interroge un sartrien comme Michel Contat, il indique tout de suite que « Sartre n'est pas le sujet de Deirdre Bair ». Il précise cependant qu'elle place dans les années 50 le *Baudelaire* de Sartre, qui date de 1946 (p.539). Qu'elle confond les « Eugènes » et les « Mortimer » du *Potomac* de Cocteau, livre qui a joué un grand rôle pour le clan des « Petits camarades » auquel Beauvoir se joint en 1929. Elle attribue le comportement bourgeois aux « Eugènes » (dont elle oublie le « s » final) et la liberté de l'artiste aux « Mortimer » alors que c'est l'inverse (p.145).

Plus grave, sur un plan biographique - donc étroitement lié à Simone de Beauvoir - Deirdre Bair se trompe de plusieurs années sur la liaison de Sartre et Léna Zolina (p.533). Pour ce qui concerne Beauvoir elle-même, la biographe se montre imprécise à propos de son mémoire sur Leibniz (p.147). Elle aurait pu trouver l'information dans *Mémoires d'une jeune fille rangée*. Elle attribue (p.533) des commentaires sur la réaction de Giacometti à un

passage des *Mois à la Force* des choses, paru... avant les *Mois de Sartre*. Lesdits commentaires figurent, en réalité, dans *Tout compte fait*. Enfin, il aurait suffi à Deirdre Bair de téléphoner à Juliette Gréco pour avoir sa version des faits sur son hypothétique liaison avec Sartre et la publicité qu'elle lui aurait donnée : elle aurait ainsi appris que celle-ci trouvait ces allégations « fausses, indécentes et calomnieuses ».

« Une masse de contradictions »

Le malaise que peut donner cette biographie, quelque passionnante qu'elle soit, il faut le répéter, est pourtant moins dans ces erreurs que dans son parti-pris. « Je ne suis efforcée de faire une biographie féministe », écrit son auteur. Les femmes qui ne se sont pas posées à un moment ou à un autre, la question de leur place dans le monde, de leur existence, de leur choix, de leur soumission, bref les femmes qui ont délibérément ignoré le *Deuxième Sexe*, n'ont guère réfléchi. On en voit chaque jour, parmi les « décideurs », caricatures de comportements masculins, que les hommes utilisent tout en les moquant, tant l'image qu'elles leur renvoient d'eux-mêmes force le trait. Mais qu'est-ce qu'une « biographie féministe » ? Qu'est-ce qu'une biographie qui plaque un cadre sur une vie mouvante, des mémoires flottantes, des amours, des cassures, des personnes ? Et que dirait-on d'un homme déclarant : « Je me suis efforcé de faire une biographie sexiste » ?

Car c'est bien un peu de cela qu'il s'agit. Sartre est ridiculement petit, « minuscule, un mètre cinquante tout au plus ». Simone de Beauvoir, est, au fond, une épouse soumise puisqu'elle dit : « J'étais intelligente, certes, mais Sartre était un génie », alors que des témoins, comme Maurice de Gandillac, estiment que « LA philosophe », c'était elle.

Il est étrange de ne pas voir que la reconnaissance du génie de Sartre, loin d'être le signe d'une altération, est la manifestation même de l'intelligence de Beauvoir, de son indépendance et de sa liberté. Ne pas se sentir dominée - « Notre entente était fondée sur une égalité et une réciprocité absolues » - parce que l'homme qu'on aime a du génie, ne pas avoir besoin de se ridiculiser en entrant en compétition avec lui est la preuve, à l'inverse de ce que suggère Deirdre Bair, qu'on est autonome, qu'on n'a pas peur d'exister et qu'on est doué pour la vie.

Josyane Savigneau

Lire la suite page 22

(1) Deirdre Bair a aussi écrit une biographie de Samuel Beckett, publiée en français chez Fayard en 1979.

LE FEUILLETON

de Michel Braudreau

Le sexe des métaphores

Trois romans, trois femmes : Paula Jacques, Julia Kristeva, Régine Detambel. Ce pourrait être l'occasion d'évoquer à nouveau l'un de ces serpents de mer qui hantent les lettres : y a-t-il une écriture féminine ? Si Paula Jacques, malgré de beaux portraits, abuse des poncifs métaphoriques, si Julia Kristeva rate complètement son deuxième roman, Régine Detambel publie, elle, un livre poignant et juste. Et confirme que la littérature est moins une question de sexe que de travail. De l'auteur et de l'éditeur.

Page 18

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Cher Monsieur Jadis...

1558 pages d'Antoine Blondin : tous ses romans, des nouvelles, des portraits littéraires réunis en un seul volume grâce à la collection « Bouquins ». Une excellente occasion de vérifier que la fantaisie est bien la meilleure médecine contre la mélancolie. Car c'est leur mélange qui fait le charme de Blondin.

Page 18

PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit

Traduire Hegel ?

Jean-Pierre Lefebvre propose une nouvelle traduction de la *Phénoménologie de l'esprit*. Elle vise à rendre au texte de Hegel son épaisseur « littéraire », à faire percevoir quelque chose du style déformant du livre, mêlant l'écrit et l'oral, l'angoisse et l'humour, etc. Résultat : du charme, de la fluidité, de la saveur, mais aussi, en perspective, bien des discussions érudites et des objections théoriques. Éternel problème du traducteur : comment être, à la fois, fidèle et trahir ?

Page 21

L'Eventreur version West

LES FILLES DE WHITECHAPEL ET JACK L'EVENTREUR
de Paul West.
Traduit de l'anglais
par Jean-Pierre Richard.
Ed. Rivages, 415 p., 130 F.

Une seule chose est certaine dans la cas de Jack l'Eventreur : ni l'inconnu qui, entre le 31 août et le 9 novembre 1888, assassina cinq prostituées à Whitechapel, alors sordide quartier de Londres, ni la police, ni aucun de ses contemporains, ne soupçonneront le singulier assassin qui s'était assis à l'œuvre dans le domaine de l'art, en particulier sur les écrivains et les cinéastes, sans oublier les détectives littéraires et les psychanalystes. Au vrai, en regard de ceux que l'on appelle de nos jours les *serial killers*, l'Eventreur fait plutôt figure d'artisan. Et pourtant, le centenaire de ses meurtres a fourni, tel et là, l'occasion de maints colloques.

Frank Wedekind, que d'aucuns considèrent comme le père de l'expressionnisme, fut si sûr de la primauté de l'assassin jusqu'au mythe dans la *Boîte de Pandore* (1902) - drama faisant suite à l'*Esprit de la terre* - pour se débarrasser sans doute, ou se venger, du personnage obsessionnel de Lulu. Trente-cinq ans plus tard, Alban Berg, qui puisa dans ces deux pièces le livret de son opéra, en fit un figure immortel. Entre-temps, un roman avait paru, *The Lodger*, de l'obscur Mary Belloc Lowndes, que Hitch-

cock portait à l'écran en 1926. Hollywood s'inspira du sujet dès 1944. Mais dresser l'inventaire des films et les variantes romanesques que l'Eventreur a suscitées, jusqu'à la récente série pour la télévision de la BBC, déborderait largement le cadre d'une chronique. Attendons donc l'ouvrage que le spécialiste français du tueur de Whitechapel, Stéphane Bourgoïn, promet pour l'année prochaine (1).

Un assassin collectif

De son propre aveu « marchand de mensonges », Paul West ne s'est pas embarrassé de vérité historique et d'autant moins que que « l'historien » de l'Eventreur traite de ses collègues, il a fait confiance à la révélation, laquelle ne représente pas pour le créateur un moyen d'y accéder. Surtout pour le romancier, le roman étant, comme observait Roger Caillois, « le domaine de la licence » sans limites et sans lois, sa nature consistant même à les transgresser toutes, et à céder à chacune des tentations qui sollicitent la fantaisie de l'écrivain.

Ainsi, si Paul West s'inspire de certaines hypothèses, il en défend d'autres, notamment celle de l'inspecteur de police chargé d'enquêter sur les meurtres, selon lequel leur auteur aurait été un jeune Polonais, Aaron Kriminski, arrêté et mort dans un asile d'aliénés. Et lorsque le romancier laisse planer le soupçon sur tel ou tel

autre personnage - le Dr Guill, médecin de la Cour, pratiquant avec délectation la lobotomie, ou le jeune duc de Clarence, fils du prince de Galles, - ce n'est, en fait, que pour innocenter chaque suspect et faire de l'Eventreur l'assassin collectif d'une ville où les pauvres se disputent les débris dans les poubelles, tandis que, perchés au sommet, la famille royale pousse des cocoricos à réveiller les contrées les plus lointaines de l'Empire. De sorte que le lecteur, dans un raccourci que le romancier ose à peine suggérer, ne peut s'empêcher de voir, derrière le masque du tueur, le visage lisse et plein de la reine Victoria elle-même.

Cela dit, en dépit du titre qui fixe sans ambiguïté le pôle de la narration, celle-ci, d'une somptuosité verbale et d'une bouffonnerie épique, tourbillonne autour d'un vide central et, pour finir, elle s'en éloigne. Car le véritable protagoniste de l'ouvrage n'est pas le meurtrier au visage sans traits, ni aucune de ses victimes, mais bel et bien Walter Richard Sickert, l'excellent impressionniste anglais, disciple de Whistler, ami de Degas, lequel fut, à l'occasion, son modèle. Dans sa jeunesse, Sickert aimait peindre des femmes vêtues dans une pénombre de taudis, parfois zébrée d'un rouge ou d'un jaune de musé-hall.

Hector Bianciotti
Lire la suite page 24

(1) A paraître aux Éditions Fleuve noir.

SYLVIE CASTER

Bel-Air

roman

"La banlieue, avec Caster, ne court plus. Elle éructe et fracasse tous nos bibelots de tranquillité".
André Rollin, *Le Canard Enchaîné*

Grasset

EXPOSIT

Georg

Place Georg
12-33. T.J.
sam., dim. et
22 h.
ACCROCHAC
CONTEMPO
moderne. Jusq
DESSINS DI
Petit foyer. Ju
GRAFFIT'AR
Jusqu'au 6 ju
MARCEL LO
chitecte. Gali
ver 1992)
MÉMOIRE
foyer. Jusq
OUVRAGES
TRIEL ET P.
mation Co. I
LA PHOTO
Photograph
Forum - re
3 novembre
PICASSO
Galeriet. C
4 novembre
RÉCENTE
MUSÉE
MODERNE
graphes. Si
1^{er} décembr
NIELE TC
MOUTH.
Entrée : 16

Mu

1, rue de
Mar., ven.
jou. de 10
18 h. Fern
CARPEAL
TIONS
CIENNES
27 F. Dula
1^{er} janv
EDVARD
Expositio
d'accès d
bre.
GRAVUF
BIBLIOT
tion-dos
cis au m
MUNCI-
30 F. Ju

Mus

11, av.
61-27).
10 h à
EL LISE
13 oct

Av. W

av. Eio
FIAC
84-58)
dim. d
10 oct
Jusq
GÉRIG
89-54
mer.
10 oc
JACI
L'EC
Rhoq
mer.
11 oc
UN J
TIF
(42-4
20 h
Du 1

L'A

de l
Sch
T.1)
181
BA-
HE
LAI
vill
gm
à 1
28
LA
FC
m d
3.
2.
21
G
T
2
C
E
C
F.

DEBORAH ET LES ANGES DISSIPÉS

de Paula Jacques.

Mercur de France, 345 p., 120 F.

LE VIEIL HOMME ET LES LOUPS

de Julia Kristeva. Fayard, 269 p., 98 F.

LE LONG SÉJOUR

de Régine Detambel. Julliard, 137 p., 70 F.

CELA fait déjà longtemps, semble-t-il, que l'on ne parle plus de l'écriture féminine. C'était sans doute un faux débat. Rouvrons-le donc, pour vérifier, en prenant au hasard trois ouvrages de fiction publiés par des femmes cet automne. Au hasard, pas tout à fait : ce sont des femmes pour lesquelles nous avons de la sympathie au départ, plus que pour d'autres auteurs, même si en fin de compte cela importe peu, une fois le lecteur placé au pied du mur, de la page, et jugeant du maçon comme de l'architecte.

Paula Jacques, native du Caire, avait donné, en 1980, un premier livre étonnant, plein de couleurs et de vie, un peu bousculé, *Lumière de l'œil* (son petit sobriquet tendre, si notre mémoire est bonne), où elle racontait ses années d'enfance en Egypte. Deux romans avaient suivi, *Un baiser froid comme la Lune*, en 1983, et *L'héritage de tante Carlotta*, en 1987. Aujourd'hui, *Deborah et les anges dissipés* reprend le même cadre du Caire, plus précisément le vieux quartier juif, en avril 1948. Pour un cadre, il est imposant, magnifique et poussiéreux, comme ces anciens cafés du Khan Khalil, le grand bazar cairote, où l'on est assis sous un miroir baroque et doré, à même la terre battue de la rue, en plein air, sans porte, au milieu des chiens et des mouches. C'est splendide et émouvant, désordonné et généreux, plein d'humanité et de chaleur, comme la personnalité de Paula Jacques.

Dans ce cadre, donc, vivent quantité de personnages cocasses à divers titres, autour d'une œuvre de bienfaisance dont le conseil d'administration est composé de redoutables aïefrins. Paula Jacques, qui aime le genre humain et les personnages relevés, brosse à l'occasion d'excellents portraits. Par exemple : « Si la radinerie pouvait s'incarner, elle aurait élu la personne de Chemtov. Cet homme n'avait de prodige que la taille. Son grand corps osseux supportait une tête de poing fermé, bordée de grandes oreilles. Ses yeux s'enfonçaient sous des sourcils si ténéreux et rentrés qu'ils semblaient scruter le monde du fond de deux coffres-forts assez profonds pour contenir tout l'or de la Barclay's Bank. Ses dents étaient couleur de farnie car il faisait l'éloge de la diète, sauf quand Zacharie l'invitait à sa table. » Bien vu, le style n'est pas plus gras que l'individu en question. Les autres sont peints de la même encre.

L'intrigue elle-même ne manque pas de saveur. L'œuvre de bienfaisance, financée par un mécène américain, censée être un orphelinat de jeunes filles, n'est jamais sortie de terre. Aussi, quand Deborah Lawin, la fille du mécène, vient visiter l'œuvre, on lui monte une belle arnaque en convertissant en orphelinat provisoire un aimable bordel local. Dès la première page, on s'attache aux pas de Zacharie, le greffier véreux de l'œuvre qui se rend à une convocation extraordinaire du conseil. Il a chaud, l'air est plein de fumée et de puanteur, quand il rencontre une vieille mendicante et, malédiction !, quelques clichés. C'est nous

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Paula Jacques : un tempérament énergique

Le sexe des métaphores

qui soulignons : « La vieille femme semblait étendue là depuis le commencement du monde ; ses guenilles étaient couvertes de la boue du déluge, et sa voix qui venait du fond des âges, disait : « Dieu est miséricordieux ! », etc. C'est ce qui s'appelle une mauvaise rencontre, en page 2. Malgré tout, malgré ça et là, une « émotion qui serre la gorge » ou « un beau visage trempé de larmes » qu'on aurait pu essuyer, l'auteur passe en force, par l'énergie de son tempérament. Mais au prix de beaucoup de portes enfoncées, par négligence ou distraction. Le poncif métaphorique n'est pas un défaut de style féminin, du reste ; pour ne pas répondre à la question que nous n'avons pas vraiment posée, nombre d'auteurs masculins en ont aussi à revendre.

ET puis il y a toujours pire, c'est un des réconforts du métier. Dans *les Samourais*, son précédent roman, Julia Kristeva n'avait pas su éviter certaines mièvreries d'écriture, parfois énormes, que l'amitié et l'indulgence accordées aux premiers pas avaient pudiquement épargnées. L'amitié avait eu tort, certes, et se révèle maintenant de très court profit. Mais, du moins, l'auteur racontait une histoire amoureuse, intellectuelle, la sienne, à notre époque, avec des personnages réels, connus, à peine maquillés. Avec *le Vieil Homme et les loups* on quitte les Mémoires enjolivés pour la fiction. Des loups ont envahi Santa-Barbara, mais ce n'est pas la ville de Californie. D'ailleurs, il y neige. On est sans doute à l'Est. Un vieil homme veille. Il s'appelle Septicius Clarus, ses élèves se nomment Alba, Chrysippe, Stéphanie. Il y a aussi Vespasien, un médecin militaire, chirurgien. Et la barbarie. Et la mort. Et le deuil. Il y a sûrement un bon gros symbole qui rôde dans cette fable, qui rôde et qui voudrait sortir, faire un tour, nous dire quelque chose. Mais il ne peut pas, le pauvre, il est ficelé, en cage dans une prose sans vie, sans grâce, où les épithètes et les métaphores lourdes bloquent peu à peu la circulation du sens dans les phrases : « Resta la force de ces visions anthracitiques, avant que l'agonie ne renverse le dernier pot de gouache carbonisée, qu'elle ne paralyse l'ultime pinceau du visible et ne laisse sans couleur ni support ni surface l'écran blanc des cellules sans mots ». Bigre ! Et le pinceau de l'indifférence, que badigeonne-t-il ?

RÉGINE DETAMBEL, qui a publié l'an dernier trois titres remarquables, *l'Amputation*, *l'Orchestre et la Semeuse*, la *Modéliste*, est kinésithérapeute et trop dynamique pour se laisser envahir par le cholestérol. Elle travaille par petites phrases sèches et simples, sans apprêt, dont l'agencement serré produit une prose limpide, une émotion forte. *Le Long Séjour* décrit la vie quotidienne de trois vieillards dans une belle maison de retraite, L'Age d'or, un mouiroir confortable. Un vieil homme qui dérive, une vieille dame riche qui reste élégante, dure, pour être digne, un nonagénaire indéterminé. Aux deux premiers, Detambel s'adresse en disant « Vous » (« Vous demandez si votre réveil est à l'heure. Il l'est à peu de chose près. On estime que vous n'avez que faire des minutes. Vous n'avez pas de train à prendre, pas de rendez-vous. Il suffit de vous donner le nombre des heures. »), au nonagénaire elle dit « Tu » (« Tu n'es ni un homme ni une femme. On t'a vêtu d'une chemise qui t'arrive à mi-cuisse »).

Les gestes du lever, ceux du repas, les procédures de l'endormissement prennent une importance démesurée. Les infirmières, gardes-malades, les « filles en bleu », sont tantôt de bonnes fées, tantôt des tyrans dont on redoute les soins autant que l'abandon. Elles ont tout pouvoir sur ces corps qui se défont, ces mémoires qui bégayent, ces colères qui n'ont plus d'armes. On s'y attend un peu, la vieillesse ce n'est pas gai, et en plus ça finit mal. Mais, pour autant, le livre de Detambel n'est pas seulement poignant et juste, il est aussi drôle par moments, devant le ridicule d'une fête annuelle des pensionnaires, et très beau dans son respect, son amour des presque fantômes qu'elle a soignés, et que nous serons un jour. Et pas la moindre métaphore ronflante. Le débat était donc faux, rien à voir avec les femmes. C'est plutôt une question de travail. Celui de l'auteur et celui de l'éditeur. Et de talent, bien sûr, lequel se moque du sexe comme un ange.

ŒUVRES D'ANTOINE BLONDIN

Préfaces et repères biographiques par Jacques Bens. Laffont, coll. « Bouquins », 1 558 p., 130 F.

ANTOINE BLONDIN ne prenait ni la vie ni la littérature au sérieux. Comme elles n'étaient pas ingrates, quand on lui demandait ce qu'il fit naguère de son existence, il répondait peut-être : « Je me suis beaucoup abandonné en route. J'espère faire mieux la prochaine fois. » S'attardant sur la question que lui posent ses nouveaux examinateurs, il remplace naguère par autrefois, et il ajoute : « Longtemps j'ai cru que je m'appelais Blondin, mon nom véritable est Jadis. »

Lorsqu'il débarqua sur cette planète, au numéro 33 du quai Voltaire, dans le septième arrondissement, nous étions en avril 1922. M. Raymond Poincaré était président du Conseil. Landru venait d'être guillotiné. L'Allemagne était menacée de faillite. Paris dansait le fox-trot. Marcel Proust allait mourir. Et la place Vendôme était habitée par le souvenir récent de Francis Scott Fitzgerald, lequel avait fait du Ritz la cathédrale des états d'âme, comme le dirait plus tard Antoine Blondin.

Le père de celui-ci était correcteur, et sa mère était poète. « Un poète séculier », précisait Antoine, car « elle n'avait jamais véritablement pris les ordres ». De toute manière, les deux métiers s'accordaient et se complé-

taient. Aussi, lorsqu'on déjeunait quai Voltaire, « on échangeait des citations avec le sel et le pain ». Restait à savoir si le goût de la grammaire française aidait à mieux connaître la syntaxe mystérieuse de l'amour conjugal.

Au lycée Louis-le-Grand, le professeur d'histoire du jeune Blondin s'appelait Georges Bidault. Je ne pense pas qu'il ait servi de modèle à Sébastien Perrin, le héros des *Enfants du bon Dieu*. Ce dernier enseigne l'histoire d'une façon assez particulière. Il la réécrit. Il la recommence. Après une nuit agitée, il décide, par exemple, de « ne pas signer le traité de Westphalie ». Et, le matin, ses élèves apprennent que la guerre de Trente Ans s'est poursuivie.

ANTOINE faillit être professeur lui aussi. Sa matière était la philosophie. Mais la tourmente des années 40 et son mariage l'empêchèrent d'épouser cette carrière. A vrai dire, il avait davantage une vocation d'élève que de professeur. S'il est devenu écrivain, c'est sans doute que « l'exercice de la littérature » lui offrait « les angoisses et les charmes d'une sorte de scolarité attardée ». Blondin se mettait à écrire « comme on fait ses devoirs de vacances ». Il faisait beau

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Cher Monsieur Jadis...



BERNARD CLÉMENT

dehors, mais il fallait s'enfermer pour accomplir sa besogne. Et cela n'était pas nécessairement agréable.

Le paradoxe veut que Antoine ait souvent dénigré son activité littéraire, alors que ses livres sont remplis de bonheurs d'écriture. C'est l'auteur le plus délié, le moins contraint de notre époque. Marcel Aymé disait que, chez lui, le français semblait être une « langue naturelle ». Le correcteur et

le poète séculier y étaient sûrement pour quelque chose. Sans oublier le climat du quai Voltaire, favorable non pas au traitement des rhumatismes, mais à l'éclosion d'une « incurable fantaisie » qui avait appris à respecter seulement les décrets de la grammaire.

Le climat des Invalides n'était pas, lui non plus, déconseillé, malgré la froideur des grands espaces. Dès la première phrase de *l'Europe buissonnière*,

Antoine nous annonçait que, « passé huit heures du soir, les héros de roman ne courent pas les rues dans le quartier des Invalides ». Mais la suite du livre s'empresse de démentir cette remarque, et le passage d'un jeune promeneur suffisait à donner un air magique à la tranquille avenue de Ségur. La même chose s'était produite jadis, sur le boulevard Bourdon, avec Bouvard et Pécuchet.

Dans ce volume, qui réunit tous les romans de Blondin, les nouvelles des *Quatre saisons*, les portraits littéraires de *Certificats d'études*, *Ma vie entre les lignes* et *l'Ironie du sport*, on fait le tour d'une famille très diverse. Pourtant, les gens que l'on y trouve finissent par se ressembler, car ils paraissent confondre la vie et les grandes vacances. Il y a les athlètes, les champions cyclistes, les joueurs de rugby, les naufragés des cafés-tabac. Il y a Roger Nimier, O. Henry, Fitzgerald et Homère. Il y a naturellement les personnages romanesques de Blondin : le Muguet et le Suparniel de *l'Europe buissonnière*, le Sébastien Perrin des *Enfants du bon Dieu*, le Benoît Laborie de *l'Humour vagabonde*, le Gabriel Fouquet du *Singe en hiver* et le cher Monsieur Jadis. C'est lui que je préfère. Si je devais répondre à quelque sondage, il obtiendrait 40 % de mes voix. Philip Marlowe aurait 30 %. La

Juliette de Jean Giraudoux, les *Deux Anglaises* de Henri-Pierre Roché et Lamial (l'héroïne de Stendhal) auraient des chances. Le reste irait à ceux qui ne savent pas. Les sans-opinion qui ne laissent pas de m'intriguer.

Le métier des préfaciers, c'est de nous prévenir. Et Jacques Bens nous avertit que les personnages d'Antoine sont « fantasques et légers ». Il n'a pas tort. On les aime parce qu'ils ne signent pas nécessairement des traités avec l'existence. Ni des concordats. Ni même des compromis. Ils la remuent, la dérangent, la chahutent. Ils veulent tout le temps changer d'air. Ou faire prendre l'air à la vie. Lui donner une autre allure. La faire voyager.

S'ils voient bien tout ce qui éloigne la rive droite de la rive gauche, ces personnages distinguent mal la frontière séparant le réel et l'imaginaire. D'ailleurs, ils n'ont aucune affection pour les douaniers. Leur sport favori, c'est l'escapade. Et leur extravagance est une philosophie. Monsieur Jadis était le champion de cette manière de vivre. Il nous a enseigné, comme personne, l'art de filer à l'anglaise, avant que la mort ne nous rattrape. Avant la saisie définitive.

La fantaisie est la meilleure médecine contre la mélancolie. Et c'est leur mélange qui fait le charme de Blondin. Je ne sais s'il eut un dernier mot, en juin 1991, mais peut-être s'est-il souvenu de la dernière phrase des *Quatre saisons* : « Demain, si tout se passe bien, j'aurai franchi le cap Horn. »

* Le Quai Voltaire rédige O.K. Voltaire. Ce texte d'Antoine Blondin avait fait l'objet d'un tirage hors commerce, en 1987.

LIVRES • IDÉES
ROMANS

Anatomie d'une destruction

Une écriture blanche comme un constat pour l'histoire banale d'un couple qui se déchire.
D'où vient, alors, que la Séparation, de Dan Franck, nous bouleverse tant ?

LA SÉPARATION
de Dan Franck.
Le Seuil, 212 p., 89 F.

Raymond Queneau disait que « le travail du poète, du prosateur consiste à collaborer à l'établissement, au fondement et à l'embellissement du langage de ceux qui parlent la même langue que lui ».

Dans la Séparation, Dan Franck remplit ce programme ambitieux : établir une grammaire, tout à la fois sensible et sociale, qui rende compte des aspects nouveaux d'un phénomène éternel, la séparation de deux êtres qui se sont aimés.

Toute la force du livre réside dans cette tension entre ce qui est supposé immuable, éternel, « naturel » — un homme et une femme qui s'aiment, et puis qui s'aiment moins et enfin qui vont vivre l'un sans l'autre — et l'incarnation historique, contemporaine de cet avatar du couple. On ne se sépare pas aujourd'hui comme on le faisait hier, parce que les femmes et les hommes, sans le savoir, sans toujours le comprendre, ont changé.

L'histoire que raconte la Séparation est donc sociologiquement banale, exemplaire en ce sens qu'elle se reflète à des milliers d'exemplaires dans la France urbaine de 1990 : un couple d'intellectuels parisiens, ni riche, ni pauvre, ni glorieux, ni reclus dans l'ombre, ni conformiste, ni révolté.

Comme des poissons dans l'eau

Il est écrivain, elle travaille dans l'édition ; ils n'ont pas quarante ans, leur jeunesse a pris les couleurs du boom économique des années 60, des élans libéraux-libertaires nés de mai 68, de la révolution féministe et du recroisement autour de la famille nucléaire. Ils sont dans leur temps comme des poissons dans l'eau, même lorsqu'ils le vitupèrent.

Ils s'aiment aussi, et ils aiment leurs deux enfants comme on les aime aujourd'hui. A moitié comme des êtres étranges habitant un autre territoire, à moitié comme des adultes en puissance. Et puis, un jour, apparaît la faille. La femme aimée prend ses distances. Et comme on est évidem-



Dan Franck : entre je et il

ment convenu de tout se dire, elle annonce qu'il y a un autre homme dont elle croit qu'elle est amoureuse. Dès lors, tout se disloque, inexorablement, malgré leurs efforts pour s'attacher à tout ce qui les lie, malgré leurs longs et douloureux exercices de lucidité. Et vient, tout aussi inexorablement, le moment où ces efforts eux-mêmes se retournent contre eux, où les liens, au lieu d'attacher, étreignent, où la lucidité devient cruauté et méchanceté, où le souvenir, au lieu de rapprocher, creuse le fossé des griefs, où l'amour, le désir, la tendresse se font les aliments de la destruction, où les enfants deviennent des enjeux, où les amis communs sont sommés de choisir un camp. Où toutes les valeurs, publiques et intimes, sur lesquelles ils ont, l'un et l'autre, vécu et qui leur paraissent être les garantes d'un certain bonheur de vivre, d'un degré élevé de civilisation, se révèlent être des armes terriblement meurtrières qu'ils manient comme des enfants affolés.

Mais la Séparation n'aurait ni la puissance émotive ni la déchirante beauté qui sont les siennes si Dan Franck s'en était tenu à être le chroniqueur d'un couple malheureux des années 90 et d'un divorce qui met en crise des certitudes, morales et sociales, largement partagées par ses contemporains. Passionnément lucide, même lorsqu'il décrit les erre-

ments de son héros, Franck s'interdit néanmoins le regard froid, la distance ironique, l'humour complaisant. De la même façon qu'il confronte sans cesse l'amour, le couple, la famille comme êtres éternels et comme êtres historiques, le romancier joue, à chaque phrase, entre le caractère objectif, extérieur, de son personnage masculin — qu'il appelle lui ou il — et une intensité de l'écriture qui fait forcément appel à un je, à une vision du drame produite par le personnage masculin lui-même.

Ce balancement intérieur entre le il explicite et le je implicite, entre le personnage-objet produit par une histoire et le personnage-sujet cherchant désespérément à

rester le maître de sa propre vie, est d'autant plus troublant, d'autant plus émouvant qu'il rythme l'écriture elle-même. Réduite à son aspect stylistique, cette écriture est sèche, linéaire, simple et blanche comme un constat : il fait ceci, elle dit cela. Le trait est net, la pointe fine et rigoureuse, le dessin méticuleux et exact, la facture d'un écrivain classique. Mais il apparaît très vite que ce minimalisme, cette écriture dépouillée de toute coquetterie, servent de digne au violent désordre d'un non-dit dont elles ont pour fonction d'interdire et de signifier le tumulte. Tout ici cache et révèle à la fois, dans cette protection et dans cette vulnérabilité qu'accorde l'écriture, la pudeur et le besoin de montrer ses plaies, la retenue et la véhémence de ce qui est retenu, le désir de lucidité et la débâcle de l'angoisse, l'acceptation de l'histoire et une révolte profonde, primaire, du sentiment de liberté.

Allons un pas plus loin pour essayer de saisir ce qui nous bouleverse : une œuvre d'art qui est aussi l'expression d'un sentiment nu, immédiat ; le récit d'une séparation, d'une souffrance, d'un constat d'étrangeté qui n'en finit pas d'être une déclaration d'amour, un récit planté dans le masculin, dans les fantasmes et dans l'imaginaire d'un homme dépossédé de ce qu'il pensait être une part de lui-même et qui dessine, dans le chaos et le désarroi, un lumineux portrait de femme.

Pierre Lepape

* Du même auteur, Presses Pocket réédite Les Adieux, paru en 1987 chez Flammarion.

La cause du cœur

Avocat sous l'habit vert, Jean-Denis Bredin plaide — avec talent — toutes les passions

BATTEMENTS DE CŒUR
de Jean-Denis Bredin.
Fayard, 204 p., 89 F.

Gageons qu'un auteur qui pour la première fois pare son nom, comme d'un titre de noblesse, de l'intimidante mention « de l'Académie française » retrouve les émotions, peut-être même les inquiétudes, d'un tout jeune écrivain. N'est-ce pas là comme le début d'une nouvelle carrière ? Rassurons-le, si d'aventure il en doutait, Jean-Denis Bredin a parfaitement réussi son passage de la robe noire à l'habit vert, en choisissant de plaider une cause immortelle, jamais perdue, jamais gagnée : l'amour fou.

Mélange d'autobiographie et de fiction, ses nouvelles se nourrissent des mille rencontres troublantes que le hasard, semble-t-il, n'a pas cessé de placer sur sa route. Elles forment comme un répertoire de tous les serments, pincements et « battements de cœur », de tous ces moments affolants et délicieux où la passion soudainement vient bouleverser la vie, sans crier gare.

Son narrateur souhaite-t-il reprendre des leçons de piano ? Il fait la connaissance d'une Anglaise, Miss Write, qui sacrifie sa vie à son enfant, lui apprend à marcher, à manger, à lire, à compter et surtout à écrire des poèmes. Cette mère modèle aurait tout donné pour sa fille, mais celle-ci n'existe que dans son imagination et la pauvre femme est morte de son rêve : « Elle avait trop de cœur pour le monde où nous vivons ».

Doit-il défendre un criminel ? On se prend avec lui de sympathie pour ce grand type à cheveux blancs, ce pauvre Auguste Velours, que le juge voulait faire passer pour un violeur et qui, comme son nom l'indique, n'était qu'un doux. S'il avait étranglé sa maîtresse, c'était pour lui donner plus de plaisir encore, et s'il avait dormi plus de quarante jours enlacé au cadavre de sa victime, c'est qu'il rêvait de « faire

l'amour avec elle pour l'éternité ».

Décide-t-il d'engager une femme de ménage ? Le voici séduit, sans qu'il comprenne comment, par une petite silhouette noire, fragile, ratatinée, un regard sans cesse baissé, une femme sans âge, bonne à tout faire et nulle en tout, incapable de rien, sauf d'aimer, qui finit par occuper ses pensées et par envahir sa vie.

« Tous je les ai rencontrés »

Dans cette galerie de portraits si attachants, si savoureux, on retiendra ainsi Dolorès, qui chuchotait si timidement ses quatre mots de français appris par cœur ; ou M. Fouille, qui aimait trop deux femmes à la fois et ne se résignait pas à en quitter une ; ou encore Lulu, le « fada » du Lubéron qui voulait épouser une lapine — n'était-ce pas mieux qu'une « femme légère ou saignée » ? « Tous je les ai rencontrés », écrit Jean-Denis Bredin, dans la vie ou ailleurs, leurs cœurs battaient trop vite ou trop fort, ou n'importe comment.

Amours bizarres, étranges, horribles : que d'amours splendides il a rêvés ! Et quelle manière d'aiguiser son regard pour débusquer les blessures secrètes, les détresses invisibles. Est-ce la « déformation » de l'avocat ? La sensibilité de l'humaniste ? Jean-Denis Bredin éprouve une tendresse particulière pour les faibles, les ratés, les exclus. Mais c'est par sa retenue pudique qu'il nous touche. Il concède que « la vie est trop grave pour qu'on la prenne au sérieux » et il corrige souvent l'émotion par l'humour. On sourit beaucoup, on rit parfois, on s'émerveille. Tant de choses en si peu de mots. On voudrait demeurer longtemps dans le climat du livre. Impensablement, on se prend à regarder d'un autre œil les êtres qui nous entourent. Qui sait ? Un monsieur Fouille, une Dolorès... ?

Florence Noiville

JULIA KRISTEVA



Le roman de Julia Kristeva est une méditation sinieuse sur la barbarie, le crime, le roman policier qu'est l'histoire des humains, l'histoire de la haine.

Lucien Guissard, La Croix.

Julia Kristeva

Le vieil homme et les loups

roman

Fayard

98 F
276 p

Julia Kristeva livre quelques secrets sur l'âme humaine en rédigeant un roman-enquête sur l'être et ses néants.

Christine Ferniot, Lire.

Le charme opère, et certaines pages demeurent d'inoubliables moments de fraternité et de compassion pour toutes les souffrances.

Jean-Rémi Barland, Le Provençal dimanche.

FAYARD

VIENT DE PARAÎTRE

LES PARADIS PERDUS V

LES GRANDES FÊTES D'AOUT (1938)



JACQUES DARCANGES

Les Éditions de l'Éclat

« Un des plus grands écrivains français vivants » — Oly Jenson

DISTRIBUTION (distique) 5, rue de la Tave - B.P. 65 - 28112 LUCE

مركز التحصيل

LETTRE

N° 30
AUTOMNE 91
EN KIOSQUES

DE LA MEDITERRANEE...

... A L'ATLANTIQUE

VERCORS - LE DERNIER RECIT

« Où trouver l'essentiel au moment opportun ?
Dans LETTRE INTERNATIONALE. »

« Plaisir intense de lire, lorsque les signatures,
les thèmes et les réflexions brusquement vous
interpellent, cette Lettre internationale, plus
qu'intéressante, utile. »

abonnements : Europe : 230 FF
France : 200 FF Autres pays : 240 FF

LETTRE INTERNATIONALE, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris, tél. : 42.47.07.34

Lire à Bordeaux...

Plus de cent mille personnes ont visité cette année le Salon du livre de Bordeaux, cinquième du nom, qui s'est tenu au port de la Lune du 3 au 6 octobre. Peu de grosses ventes, mais un public plus « littéraire » selon les libraires et éditeurs présents, particulièrement intéressés aux débats consacrés aux littératures d'expression allemande, dont les écrivains étaient cette année les invités d'honneur.

Il faut souligner ici que la réussite de ce Salon est d'autant plus louable que les moyens mis à la disposition de son organisatrice, Danièle Martinez, ne sont toujours pas à la hauteur des exigences d'une manifestation désormais considérée comme le deuxième Salon du livre en France. La faiblesse de ces moyens continue même à rendre incertain l'avenir du Salon.

Le prix littéraire Air Inter, décerné par un jury de lycéens, a été attribué cette année à Julien Burgeon, pour *Leart* et la *Fillette enchantée* (Actes-Sud); le prix du livre d'art Odilon-Redon a couronné l'ouvrage d'Alain Mérot sur Nicolas Poussin (Hazan), enfin le prix de littérature étrangère Eouneil a récompensé *Adieu à Slobodine* de l'autrichien Erich Hackl, ainsi que son traducteur français, Bernard Kreiss (Alinéa).

Signaux, par ailleurs, l'inauguration officielle, début septembre, de la bibliothèque de Mériadec, ouverte en juin dernier, unité centrale de Bordeaux à laquelle sont reliées onze bibliothèques de quartier. Avec ses 26 000 mètres carrés — onze niveaux dont six accessibles au public — l'immense bâtiment de béton aux façades entièrement vitrées se place parmi les cinq plus grandes bibliothèques d'Europe.

... et au Mans

Créée il y a quatorze ans, les 24 heures du livre du Mans, qui ont accueilli, les 5 et 6 octobre, plus de soixante mille visiteurs payants, ont atteint leur vitesse de croisière. Pas de flonflons, pas de mise en scène spectaculaire d'artistes-vedettes, pas de kermesse ultramédiatisée, mais une grande librairie accueillante et conviviale où les éditeurs petits et moyens ne sont pas écrasés par les gros, où la poésie, la BD et les livres pour enfants concurrencent intelligemment le sacro-saint roman. Un lieu aussi où l'on débat sans censure du rôle de la métamorphose dans la création littéraire, ou de l'adaptation des romans à l'écran. Quelques prix, enfin, pour ne pas faillir à la tradition, comme celui de la littérature policière remis par l'association 813 — qui tient désormais son assemblée annuelle au Mans — à Tonino Benacquista, auteur de la Série noire (Gallimard).

LIVRES • IDÉES ACTUALITÉS

Prix : les sélections continuent...

Médicis

Voici les premières sélections Médicis, dans les catégories romans, romans français, étrangers et essais. Le prix sera décerné le 25 novembre.

Neuf romans sont retenus pour le Médicis français : *Baltimora*, de Gilles Barbedette (Gallimard); *Personnages dans un rideau*, de Jean-Louis Baudry (Seuil); *Eau de café*, de Raphaël Confiant (Grasset); *Le Troisième Mensonge*, d'Agota Kristof (Seuil); *Le Donjon de Longueval*, de Philippe Le Guillou (Gallimard); *Journal de Suzanne*, d'Hélène de Montferand (de Fallois); *Au péril de la mer*, de Bruno Racine (Grasset); *Une vie de rechange*, de François Salvaing (Bourin); *La Dérive des sentiments*, d'Yves Simon (Grasset).

Six romans sont retenus pour le Médicis étranger : *La Musique du hasard*, de Paul Auster (Actes-Sud); *Histoire qui fut heureuse puis douloureuse et funeste*, de Pietro Citati (Gallimard); *Un vaste monde*, de David Malouf (Albin Michel); *Ille enchantée*, d'Eduardo Mendoza (Seuil); *Vineland*, de Thomas Pynchon (Seuil); *S*, de John Updike (Gallimard).

Sept titres sont retenus pour le Médicis essais : *La Valse des éthiques*, d'Alain Etchegoyen (Bourin); *Édition et édition*, de Robert Darnton, de Lydia Flem (Seuil); *Déchirer cette lettre*, de Michelle Maurois (Flammarion); *Wittgenstein*, de Brian McGuinness (Seuil); *L'Art de mourir*, de Michel Onfray (Grasset); *Le Don des morts*, de Danièle Salenave (Gallimard).

Renardot

Voici la deuxième sélection de titres retenus pour le prix Renardot, qui sera remis le 4 novembre chez Drouant en même temps que le prix Goncourt : *Eau de café*, de Raphaël Confiant (Grasset); *Marguerite devant les pourceaux*, de Claude Duneton (Grasset); *La Séparation*, de Dan Franck (Seuil); *Le Troisième Mensonge*, d'Agota Kristof (Seuil); *En Douceur*, de Jean-Marie Laclavetine (Gallimard); *Sven*, de Jean Lods (Calmann-Lévy); *Une peine à vivre*, de Rachid Mimouni (Stock); *Les Larmes de pierre*, d'Eugène Niole (François Bourin); *Le Tournesol déchiré*, de Boris Schreiber (François Bourin); *Le Roman du lincoln*, de René Swen (Gallimard).

SCIENCE-FICTION

L'étoile Ayerdahl

MYTAL
I : Promesse d'été
II : Honneur de classe
III : Le choix du kais

d'Ayerdahl.

Fleuve noir, coll. « Anticipation ».

LA CITÉ FABULEUSE

de Jacques Sadoul.

Ed. du Rocher, 98 F.

LES GRANDES PROFONDEURS

de René Réouven.

Denoël, coll. « Présences », 85 F.

un véritable souffle épique et un sens libertaire aux aventures savamment ourdies de sa fougueuse héroïne : le résultat est goûteux et robotique à l'instar des Jack Vance de grande cuvée...

Dans le domaine du fantastique, la production française récente peut s'enorgueillir de deux belles réussites. Avec *La Cité fabuleuse*, Jacques Sadoul poursuit son cycle du domaine de R et mène, de belle manière, l'occultisme, l'érotisme et la fantasy à la coloration mythologique. Une jeune femme d'une grande beauté surgit de nulle part, des monstres lovecraftiens venus d'outre-temps : il n'en faut pas plus à l'auteur pour nous convier à une excursion pittoresque sur les hautes terres du rêve vers la cité légendaire du titre.

RENÉ RÉOUVEN, qui voue une grande passion à l'époque victorienne et qui n'aime rien tant que les spéculations historiques-littéraires, inaugure une nouvelle collection des éditions Denoël vouée à la célébration de l'étrange, la collection « Présences », avec un roman qui apporte à la série de crimes perpétrés par Jack l'éventail sur des prostituées de Whitechapel une lumière nouvelle. A cette énigme insoluble, il propose une solution imaginaire qui à toutes les séductions. Elle puise son assise dans une invention à la H.G. Wells, une machine qui permet de visualiser les images tapies aux tréfonds de l'inconscient. Mais l'inventeur de ce « psychoscope » n'est pas, lui, créature imaginaire : il s'agit du célèbre physicien William Crookes, le découvreur des rayons cathodiques. René Réouven utilise à merveille certains détails de sa biographie pour nourrir sa fiction, notamment l'intérêt porté par le savant britannique aux phénomènes médiumniques et au spiritisme. Et pour confier son hypothèse, il lui fait rencontrer certains de ses contemporains, écrivains ceux-là, dont l'œuvre reflète un même intérêt passionné pour la plongée dans les grandes profondeurs de la psyché : Stevenson et Oscar Wilde. De cet entrelacs magistralement tissé, René Réouven a tiré, sous la forme d'un journal intime, un fascinant roman d'horreur (bien que l'horrible n'y soit que lointainement évoqué) : c'est que le médium y est dangereusement notre semblable.

Jacques Baudou

* Il convient de signaler ici le n° 27 de la revue *Phénix*, consacré à Michael Moorcock, qui propose trois entretiens avec cet auteur de toute première importance, dont un inédit vient d'être traduit à l'italienne : *A la recherche de la machine à vapeur* du cycle de Jerry Cornelius; et la parution dans la collection « Bouquins », sous la houlette de Francis Leleux, d'un volume dédié à Lovecraft, qui partage son sommaire entre les *Mythes de Cthulhu* et les écrits du maître de Providence sur le fantastique.

LA PENSÉE UNIVERSELLE



115, BOULEVARD
RICHARD LENOIR
75540 PARIS CEDEX 11
TEL: 43 57 74 74

<p>POESIE</p> <p>MICHEL MARION</p> <p>"EN TÊTE À TÊTE AVEC MA MUSE"</p> <p>80 pages 55,90 F</p>	<p>CLAIRE HEROUARD</p> <p>"DES MOTS POUR VOUS"</p> <p>160 pages 72,80 F</p>	<p>JEAN-MARIE ESCALA</p> <p>"UNE DOUCE NUIT D'ÉTÉ"</p> <p>144 pages 72,80 F</p>	<p>MARIE-ANDRÉE REBOUL</p> <p>"LE DISCOBOLE OU AMINA SANA..."</p> <p>Le roman de Bruno 128 pages 69,80 F</p>	<p>MARCEL TICHEUR</p> <p>"VERDICT À BERLIN"</p> <p>Une soif de justice 320 pages 131,90 F</p>	<p>NACERA RECH</p> <p>"PLAIDOYER D'UNE ALGÉRIENNE"</p> <p>La condition de la femme en Algérie 144 pages 72,80 F</p>
<p>YVANNA RABAUD</p> <p>"ECAILLES DE GLACE"</p> <p>224 pages 90,70 F</p>	<p>ROMANS</p> <p>MARIA-AMÉLIE FRIDMAN</p> <p>"LE JOURNAL D'UN PETIT CHAT"</p> <p>Lolo, le narrateur, est un petit chat coquin 96 pages 61,20 F</p>	<p>MARYSE GUILLAUD</p> <p>"ET LA VIE, DESIRÉE!"</p> <p>Une héroïne du début du siècle 224 pages 88,60 F</p>	<p>ANNE HESSE</p> <p>"LES FEUX DE LA VENGEANCE"</p> <p>Vengeance d'une adolescente abusée 256 pages 98,10 F</p>	<p>CHARLES ET FRANÇOISE AYZAC</p> <p>"LES LACS DE SAINT-NAMPHAISE"</p> <p>Étude de mœurs dans le rude climat des Causses 120 pages 81,20 F</p>	<p>JEAN-CLAUDE ROUMEUX</p> <p>"LA VITESSE C'EST LA VIE"</p> <p>La limitation de vitesse n'est qu'une mesure de conditionnement 38 pages 45,40 F</p>
<p>LUCIEN GAUSSAT</p> <p>"POÈMES INÉDITS... À GOGO..."</p> <p>96 pages 48,50 F</p>	<p>GUY GIORGI</p> <p>"LE POUVOIR DES MOTS"</p> <p>64 pages 48,50 F</p>	<p>PIERRE BELCHUN</p> <p>"QUI DOIT IL ÊTRE ?"</p> <p>Textes divers, qui expriment un certain sens du me et du je 128 pages 61,20 F</p>	<p>KIME</p> <p>"UNE DÉESSE DANS LA NUIT"</p> <p>Un accident... Tout basculé 192 pages 81,20 F</p>	<p>ALEXANDRE TILLMANN</p> <p>"MYSTIQUES DU NOMBRE, RAISON DES CHIFFRES"</p> <p>Passionnant ouvrage sur la symbolique des nombres 298 pages 79,10 F</p>	<p>JOSEPH DEPETRIS</p> <p>"DIEU TOUJOURS FIDÈLE"</p> <p>Le parcours d'un couple "chercheur de Dieu" 224 pages 107,60 F</p>
<p>RAOUL COLLET</p> <p>"LES VRAIES CENTURIES ET PROPÉTIES DE MAÎTRE MICHEL DE NOTRE-DAME"</p> <p>176 pages 84,40 F</p>	<p>JANINE LE DREFF</p> <p>"LES ÉPINES"</p> <p>64 pages 52,80 F</p>	<p>GUY YOURLES</p> <p>"AMBROISE LAPIN, ŒUVRE DE JEUNESSE"</p> <p>Le phantasme d'un jeune homme original 80 pages 52,80 F</p>	<p>BON DE COMMANDE</p> <p>Je commande à la Pensée Universelle</p> <p>Titre : _____</p> <p>Nom : _____</p> <p>Prénom : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Je joins _____ F. pour _____ exemplaires</p> <p>+ 12,50 F par livre pour le port.</p>		
<p>SALAH LAHOUSINE</p> <p>"CHANSONS D'UN AUTEUR EN HAUTEUR"</p> <p>96 pages 61,20 F</p>	<p>MADELEINE DINTINGER</p> <p>"FEUILLES AU VENT"</p> <p>48 pages 48,50 F</p>	<p>LA RAGE D'ÉCRIRE !</p>			

Mahfouz
Les fils de la médina

Le roman d'un homme et d'un pays

NOBEL

Mahfouz par Mahfouz

Simbad

PHÉNOMÉNOLOGIE DE L'ESPRIT
de Hegel
(Edition de 1807).
Traduction et avant-propos
de Jean-Pierre Lefebvre.
Aubier, 570 p., 180 F.

NOTES ET FRAGMENTS
Même 1803-1806
de Hegel.
Texte allemand, traduction
et commentaire par un groupe
de chercheurs.
Aubier, 322 p., 129 F.

PHILOSOPHIES
par Roger-Pol Droit



COMMENT être à la fois fidèle et traître? C'est le problème du traducteur. Tenter de faire passer un texte d'une langue à une autre, c'est à la fois un acte de violence et un acte de respect. Le traducteur est un médiateur, un passeur, un négociant. Il doit trouver le mot qui rend le sens, mais aussi le style, le rythme, l'émotion. C'est un travail de haute précision et de haute responsabilité.

Ces traits généraux s'accroissent quand il s'agit d'œuvres philosophiques : les concepts ne tolèrent pas l'approximation, les démonstrations se jouent à la virgule. Tout s'aggrave encore pour la philosophie allemande traduite en français, tant le génie des deux langues est dissemblable. On va de mal en pis dans le cas de Hegel. Il est, en effet, le premier à parler et à écrire un allemand à la fois populaire et hautement spéculatif. Kant use encore de périodes latines, et d'un vocabulaire largement emprunté à la scolastique. « Parler dans la langue est un des plus hauts moments de la culture. (...) Ce qui est étranger, et jusqu'aux lettres latines, dehors! », note au contraire Hegel à l'égard, au moment où s'élabore la *Phénoménologie de l'esprit*.

Enfin, cette œuvre, à bien des égards extraordinaire, porte à son comble le défi de la traduction. Hegel s'y trouve déjà et s'y cherche encore, comme une totalité, une première fois donnée qui aura à se déployer de nouveau. En quelques

Comment traduire Hegel ?

mois de 1806 se rédige, dans la hâte, les soucis, les éclaircissements, un des textes majeurs de la culture occidentale. Il n'apparaît pas soudainement comme tel, même en Allemagne. Sa parution fut, certes, connue, mais elle fut accueillie avec indifférence. Sa préface, fameuse, rompant avec Schelling, fit sensation... dans de bien petits cercles : la première édition, tirée à 750 exemplaires, ne s'épuisa qu'en vingt-trois ans!

On ne peut dire en quelques lignes ce qu'a d'unique et de déconcertant cet acte de naissance. On y

trouve, évidemment, les analyses devenues classiques et cent fois reprises : le concept et la chose même, le maître et le serviteur, la conscience malheureuse, les Lumières et la Terre, la religion naturelle et la religion révélée, le savoir absolu. Mais on dispute encore aujourd'hui, chez les historiens spécialistes, la question de savoir si la *Phénoménologie de l'esprit* n'est que première esquisse, apprentissage, roman de jeunesse où s'ébauchent la dialectique et l'histoire, ou bien commencement qui contient déjà tout, analyse première portée de la totalité du système à venir. Discussions somme toute récentes - du moins en France.

L'OUVRAGE est en effet demeuré longtemps méconnu de ce côté-ci du Rhin. On apprend fort tôt, dès les années 1830, par l'intermédiaire de Victor Cousin et de ses disciples, quelques rudiments de la pensée hégélienne. L'œuvre de 1807 reste, malgré tout, négligée. Joseph Willm lui consacre, en 1841-1851, quelque attention. Foucher de Careil, dans son *Hegel et Schopenhauer* (1862), la résume en un chapitre. Il faut attendre Alexandre Koyré, au début des années 30, Jean Wahl, et surtout les *Leçons sur la Phénoménologie de l'esprit* professées de 1933 à 1939 par Alexandre Kojève pour que la philosophie française commence à considérer ce texte. Les interprétations de Kojève eurent une influence durable sur Bataille, Lacan ou Merleau-Ponty, lequel écrit dans *Sens et non-sens* : « Hegel est à l'origine de tout ce qui s'est fait de grand en philosophie depuis un siècle. »

Cette découverte porta Jean Hyppolite à étudier de très près la *Phénoménologie de l'esprit* et à en donner, il y a juste un demi-siècle, la première traduction française complète. Il s'aida, comme il le précise, des traductions anglaise de Baillie et italienne de E. De Negri. Jean Hyppolite, philosophe hors pair, n'était pas en effet un germaniste confirmé lorsqu'il s'attaqua à cette tâche. Il le devint en l'accomplissant. S'efforçant d'être « aussi simple que possible », et de rendre pour la première fois en notre langue le mouvement de ce texte multiple, Hyppolite ne pouvait conserver en même temps les aspects tour à tour drus, abrupts ou échevelés du texte allemand.

Avec tout le respect qu'il doit à ce maître, Jean-Pierre Lefebvre s'est donné pour tâche de faire passer aux lecteurs francophones quelque chose du style déconcertant du livre mêlant l'écrit et l'oral, l'angoisse et l'humour, les mots de tous les jours et les révolutions de la pensée, le lourd et le vif. Sa traduction vise à rendre au texte de Hegel son épaisseur « littéraire », ou encore son côté « bestiaire », si l'on ose dire. On ne peut espérer ici en détail comment il y parvient. Mais il est aisé, sur un exemple, de

faire voir en quoi le phrasé de cette traduction diffère de celle d'Hyppolite.

Soit une phrase fameuse de la préface, où Hegel condense en quelques mots l'essentiel de son projet : « Mon propos est de collaborer à ce que la philosophie se rapproche de la forme de la science - se rapproche du but, qui est de pouvoir se défaire de son nom « d'amour du savoir » et d'être « savoir effectif ». Ainsi traduit Lefebvre. Incontestablement, ça coule mieux que chez Hyppolite : « Collaborer à cette tâche, rapprocher la philosophie de la forme de la science - ce but atteint, elle pourra déposer son nom « d'amour du savoir » pour être savoir effectivement réel - c'est là ce que je me suis proposé. »

Il faudrait multiplier les exemples, en choisir et en comparer finement de plus compliqués, de plus techniques. Car, si elle ne manque pas de charme, de fluidité, ni de saveur, la traduction de Jean-Pierre Lefebvre va susciter, chez les lecteurs philosophes, bien des discussions érudites, et bon nombre d'objections théoriques. Pour ne prendre qu'un exemple massif - et, à vrai dire, insoluble, - rendre « *Aufheben* » (qui signifie en allemand « supprimer », mais aussi parfois « conserver ») par « abolir », est-ce vraiment justifié? Même si Hegel en use presque toujours en un sens négatif, faut-il que rien ne demeure dans le texte français de cette particularité du terme allemand, dont le rôle conceptuel est déterminant pour toute la pensée hégélienne?

Laissons ces questions en suspens. Dans quelque temps, ce ne sont plus deux, mais trois traductions françaises que l'on pourra comparer entre elles, et au texte allemand. Pierre-Jean Labarrière et Gwendoline Jarczyk, qui ont déjà publié des chapitres de la *Phénoménologie de l'esprit* (1), achèvent en effet leur travail, fondé sur des options très différentes de celles de Jean-Pierre Lefebvre. Chacun de leurs choix, quelquefois moins élégants ou moins plaisants pour le lecteur, est justifié conceptuellement par un commentaire interprétatif qui tient compte de la cohérence interne de l'ensemble des analyses.

En fait, il y a comme deux fidélités opposées qui partagent ici les traducteurs, et sans doute les lecteurs. En schématisant, l'une s'attache d'abord à rendre au texte sa vie trouble, ses harmonies et dissonances de style. L'autre privilégie la cohérence théorique et la densité logique des analyses conceptuelles. Que la tension entre la lettre et l'esprit soit avivée à propos de cette œuvre de Hegel est d'autant plus - ou d'autant moins - curieux que son geste le plus essentiel est de disqualifier cette opposition entre la forme et le contenu, ou l'esprit et ses manifestations.

AU lecteur perplexe, recommandons de goûter les *Notes et fragments*. En dehors d'un beau travail d'érudition collective (2), il découvre au fil de ces quatre-vingt-neuf passages rédigés durant les années où se prépare la *Phénoménologie de l'esprit*, un Hegel auteur d'aphorismes, sarcastique, inattendu, drôle et abyssal tout ensemble. Exemple, le fragment 44 : « Dans la culture, les œuvres originales et tout à fait prodigieuses sont comparables à une bombe tombant dans une ville paresseuse, où tout ce qui est assis devant sa chaise de bière, plein de sapience, et ne sent pas que c'est justement son plat bien-tiré qui a provoqué l'éclair du tonnerre. »

Estimant aimablement que « les critiques sont des fuyeurs », Hegel écrit ailleurs : « La voie royale habituelle en philosophie consiste à lire les préfaces et les comptes-rendus, pour se faire représentation approximative de la Chose. » Mais il précise en un autre endroit : « Le plus dommageable est de vouloir se garder des erreurs. »

(1) Voir les *Premiers Combats de la reconnaissance et la Conscience malheureuse* (texte allemand, traduction et commentaire), Aubier 1987 et 1989.

(2) Dont les auteurs sont C. Colliot-Thélène, G. Jarczyk, J. F. Kervégan, P.-J. Labarrière, A. Lacroix, A. Lécrivain, B. Longuenesse, D. Souche-Dagues, S. Wajsbajn.

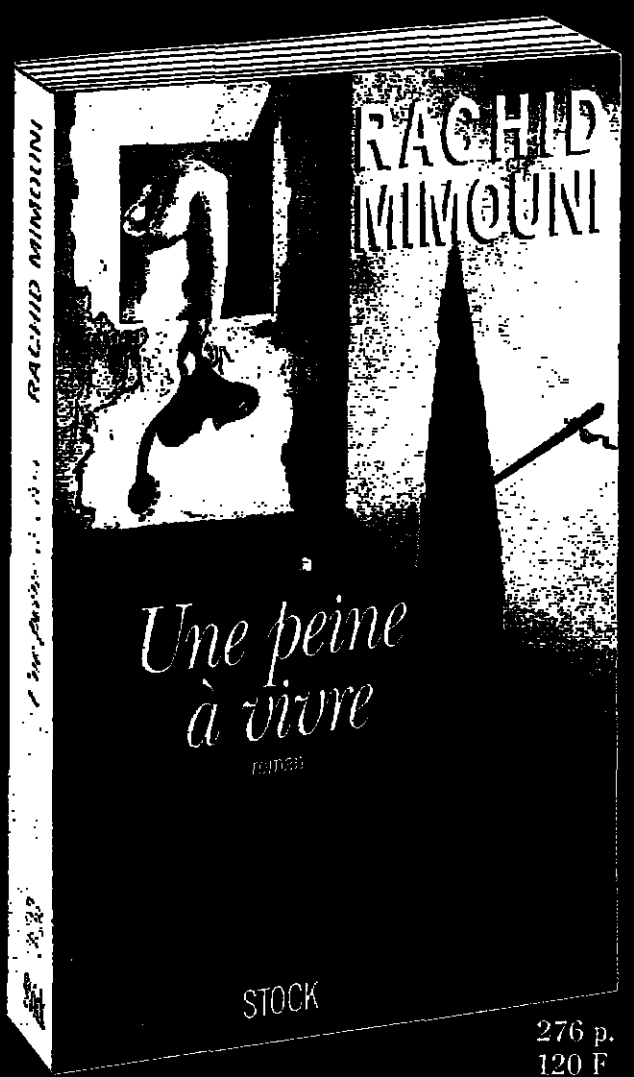
* A signaler également, parmi les parutions récentes, *Éternité et historicité de l'esprit selon Hegel*, de Bernard Bourgeois (Vrin, 130 p., 90 F) et la *Question de Dieu selon Aristote et Hegel*, ouvrage collectif sous la direction de Thomas de Kousinich et Guy Planty-Borjesson (PUF, 430 p., 160 F), issu des travaux du Centre de recherches et de documentation sur Hegel et sur Marx de Poitiers, associé au CNRS. Dans ce centre se tiendra, le 30 novembre et le 1^{er} décembre prochains, sous la responsabilité de Jean-Louis Vieille-Baron, un colloque intitulé « Concept d'esprit et philosophie de l'esprit chez Hegel », avec la participation de chercheurs français et allemands (CNRH, rue de la Chaise, 86000 Poitiers).

Racine eût écrit un roman, c'eût été celui-là.

Sylvie Gouronnec, *Le Magazine Littéraire*

Un livre terrible, violent et drolatique.

Bernard Rapp, *Caractères*



L'écriture de Mimouni dans sa violence et dans son rythme est magnifique.

Paul Corentin, *Télérama*

Une sombre et sauvage grandeur épique, rare en France.

Paul Guth, *La Voix du Nord*

Un très, très beau livre.

José Artur

Un livre captivant.

Christine Amoth, *Le Parisien*

Un roman superbe au verbe majestueux. Un écrivain au style lumineux et au vocabulaire précis.

Daniel Yonnet, *Ouest-France*

Magie de l'écriture: ce prodigieux roman met à nu la machinerie du pouvoir absolu et nous rappelle l'étrange capacité de l'homme à se détourner de l'humain.

André Brincourt, *Le Figaro*

Ce portrait d'un cynique, montré dans sa cruauté, sa bouffonnerie et sa déroute intelligente font de ce quatrième roman un hymne magnifique au prix qu'exige la liberté.

Anne Pons, *L'Express*

Stock

Mahfouz
Les fils de la médina

Le fastueux roman-parabole des trois révélations, puis de la mort de Dieu. Dans la splendeur et la misère turbulentes du vieux Caire. Entre « Les dix commandements » et « Les enfants du paradis ». Traduit par J. P. Guillaume, préface par Jacques Berque. 528 pages. 163 F.

LE ROMAN INTERDIT DU PRIX NOBEL

Et ses mémoires parlées :
Mahfouz
par Mahfouz

De l'enfance au premier amour. Du Caire en Alexandrie. De la littérature et de ses rapports avec les arts et la politique. Entretiens avec Gamal Ghitany. Traduit par Khaled Osman. 176 pages. 90F.

Sindbad
En vente en librairies, grands magasins et chez l'éditeur : 1, rue Feutrier, 75018 Paris. Tél. (1) 42.55.35.23.

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Le voyage en Italie de Sartre

Au début des années 50, l'auteur de la Nausée part au-delà des Alpes
« les mains dans les poches et du papier blanc dans [sa] valise »...

LA REINE ALBEMARLE
OU LE DERNIER TOURISTE
FRAGMENTS

de Jean-Paul Sartre.
Gallimard, 204 p., 95 F
(en librairie le 17 octobre).

par Oreste Del Buono

En un temps où une bonne partie de la culture italienne (du moins ce noyau dur qui se disait à gauche sous couvert d'être communiste ou de faire semblant de l'être) célébrait le grand rituel du repentir collectif et du reniement de son proche passé à coups de patentes et d'apostasies dignes d'une meilleure cause, on a souvent l'occasion de lire dans les journaux des déclarations et des réquisitoires radicaux contre ceux qu'on taxe de « mauvais maîtres ». Lénine est sérieusement éreinté, Marx durement décrié. Seul Engels tire son épingle du jeu, dans la mesure où, même quand ils étaient encore des communistes purs et durs, nos nouveaux anticommunistes n'ont jamais très bien compris ce qu'il s'était passé. Et, de temps en temps, il arrive que Jean-Paul Sartre soit rangé parmi ces « mauvais maîtres ».

Pour être en réaction contre certaines de ces excommunications sommaires, je me suis senti ému, comme Italien plutôt que comme mauvais élève, à la lecture des fragments de l'œuvre qu'en 1951 Jean-Paul Sartre avait envisagé d'écrire sur l'Italie (après avoir achevé son ouvrage sur Jean Genet).

Une vision
idéalisée

Cette émotion naît au seul énoncé de ce projet, dans quelques lignes d'une lettre adressée à Michelle Vian, la veille de son départ en voyage : « Le 17 (septembre 1951), quand je prendrai le train, j'aurai les mains dans les poches et du papier blanc dans ma valise. Qu'écrirai-je ? J'ai cent projets et je ne sais pas, ça m'amuse. » Savoir que ce projet concernait l'Italie et qu'il a écrit sans discontinuer sur l'Italie en étant à Rome, Naples et Venise est plus qu'émouvant ; c'est passionnant, car Jean-Paul Sartre a toujours nourri à l'égard des Italiens un sentiment que ce pays ne méritait probablement pas.

Simone de Beauvoir, qui n'appréhendait pas toujours les choses profondes mais saisissait bien les superficielles, a dit à propos du moins connu des romans de Sartre qu'il devait être la Nausée de la maturité et qu'il aurait pu s'intituler la Regina Albemarle ou l'Ultimo Turista (en faisant deux fautes, comme presque tous les Français qui s'essayaient à l'italien (1) — pour leur part, les Italiens sont à l'abri de telles mésaventures car, après avoir été longtemps leur seconde langue, le français leur est devenu si mystérieux qu'ils ne tentent même plus de l'écrire). En effet, dans Albemarle et à chaque page de son séjour italien de 1951, Jean-Paul Sartre s'est com-

porté avec son dernier touriste comme, un peu plus tôt, avec Roquentin au Havre dans la Nausée.

Il nous en informe lui-même par la façon dont il s'identifie, tout en prenant ses distances avec un brin d'ironie paternaliste, au personnage du touriste arrivé bon dernier presque au terme de la belle saison.

pouvoir. D'autres sont venus en Italie, peut-être ceux que le régime espagnol dégoûtait...

Jean-Paul Sartre met dans sa préface pour l'Italie un soupçon de solidarité politique. Au point d'approuver Rome comme ville mais aussi comme nation, sous prétexte que, rapporte Simone de Beauvoir, la gauche italienne était restée une

que où, au dire de Sartre, les gens riaient dans la rue. En admettant même qu'à l'époque les Italiens aient été tels que les voyait notre dernier touriste, ils ont tellement changé maintenant qu'on lit Albemarle non pas comme un brouillon de roman avorté, mais plutôt comme l'expression d'un besoin de merveilleux. Grâce à celui-ci, ces pages épaisses se font poésie pure ; la poésie d'une passion romantique à l'ancienne. Les morceaux de bravoure abondent : l'amour et l'horreur qu'il inspire Naples, la honte d'aller au rendez-vous avec cette putain morte fantastique et aberrante ; la rencontre avec Carlo Levi à son domicile romain, dans une maison labyrinthique et presque sans fond, dont la description joue d'une habitude dépeinte par l'ami italien dans son roman *La Montre* ; le fébrile Journal secret de Venise, plein de fulgurances et de ténèbres, celles-ci plus éclatantes que celles-là ; plusieurs tentatives pour aborder de plus près la peinture qu'il tient pour un moyen de communiquer avec la masse, et notamment un hommage vibrant et picaresque rendu à l'œuvre de Tintoret.

Mais l'aspect le plus intéressant (en tout cas pour le lecteur italien) de ce livre inachevé et posthume, c'est l'image qu'il donne des Italiens dans les années 50. Je voudrais tant qu'ils aient existé tels que Jean-Paul Sartre les voit : « Les femmes italiennes ont gardé le naturel de Stendhal. J'admire comme elles savent entrer au restaurant, au dancing. Les nôtres cherchent une attitude. Elles, pas. Les hommes, aussi. Quand je vois un homme strict aux cheveux peignés avec austérité et qui joue d'un violon, je pense que c'est un Français. Neuf fois sur dix, j'ai raison. » Nous n'avons sans doute jamais été ainsi, nous autres Italiens ; pas plus que nous ne le sommes aujourd'hui, dans ce pays de pignoux.

(Traduit de l'italien par François Bouchard.)

► Oreste Del Buono est écrivain et critique italien.

(1) En italien, le titre exact serait *la Regina Albemarle* ou *l'Ultimo Turista*.



Dans une rue de Rome.

« Pourquoi je voyage en Italie ? Comme la plupart des Français, parce que le change est favorable. Nous sommes comme les saumons ; ils trouvent leur route, dit-on, entre des murailles d'eau dont la teneur en sel ou la densité est trop forte. Le touriste français suit les lignes de moindre pression du change. Cette année, le Français a envahi l'Espagne. J'aime l'Espagne et j'y suis allé souvent autrefois. Je ne retournerai pas tant que Franco sera au

depuis 1946. Le plaisir de pouvoir organiser sa vie à Rome comme à Paris, de prendre son petit déjeuner le matin, de travailler dans les cafés, de se promener l'après-midi, de chercher la meilleure place, la plus belle ruine, de battre le pavé et de jouer du simple bonheur d'exister trouvait son bien-fondé dans une vision absolument idéalisée du PCL. Un parti communiste exemplaire par rapport à son homologue français et un miracle de ce pays magi-

Le bonheur de retrouver « Castor »

Suite de la page 17

Faut-il, encore, vouloir ne pas réfléchir à ce qu'est, profondément, une histoire d'amour pour s'étonner d'un mot demandant à l'autre de passer à la blanchisserie (même si ce mot est de l'homme pour la femme) ou pour se scandaliser d'entendre Beauvoir affirmer : « Je ne peux pas parler de moi sans parler de lui » ? « Peut-être fut-elle une masse de contradictions », écrit Deirdre Bair à la dernière page de son texte. On l'espère bien. Car Simone de Beauvoir a été jusqu'au bout, ce livre le souligne, une femme vivante. Et Sartre et Castor, ce « couple » incompara-

ble, qui tire sa force singulière d'avoir compris que tout sceau social changeait profondément la nature d'une relation de complicité intellectuelle et amoureuse, ne pourra être enfermé par personne derrière des grilles et des stéréotypes. Ce que n'explique pas Deirdre Bair, qui atteste pourtant le refus de Simone de Beauvoir de se marier, c'est le sens de cette exigence : ne pas être « M^{me} Sartre ». Il y a là une question qu'un travail de cette ampleur ne pouvait éviter, au moins, de poser.

Ce que semble ne pas voir la biographe américaine, peut-être parce qu'elle n'a pas été une

petite fille française se demandant comment échapper à son destin « féminin », c'est que Simone de Beauvoir a, certes, fourni aux femmes des clés pour leur liberté, mais qu'elle est deux à avoir profondément modifié la vie de femmes et d'hommes, à leur avoir donné l'espoir d'une relation enfin possible — non convenue et non « convenable » — entre une femme et un homme. Leurs noms ne peuvent donc pas être si aisément séparés et opposés. Écrire que, dans sa biographie de Sartre, Annie Cohen-Solal « évoque Beauvoir de manière brève et succincte », alors que Deirdre Bair doit « faire allusion à Sartre à presque toutes les pages », demeure un peu court. La biographie d'Annie Cohen-Solal n'épuise pas les lectures de la vie de Sartre, pas plus que celle de Deirdre Bair ne contient la totalité du destin de Simone de Beauvoir. Et c'est heureux. C'est la loi de toute biographie : en permettre d'autres.

Contrairement à ce qu'induit le parti pris prétendument « féministe » de cette biographie, on peut aimer Sartre et Simone de Beauvoir ensemble, leurs folies, leurs blessures, leurs jalousies, leurs semblants de trahisons (le projet de mariage de Sartre avec Wanda, l'envahissante passion de Beauvoir pour Nelson Algren), leurs « amours contingents », les « petites histoires de printemps » de Sartre, les amours féminines de Beauvoir — qu'elle nia de son vivant — leur « pacte » de vérité, presque impossible, presque intenable. Et il n'y a aucune honte pour une femme à écrire : oui, nous sommes nombreux à avoir rêvé de subvertir la vie quotidienne, la grisaille des conventions en jouant les jeux périlleux de ces deux-là, Simone de Beauvoir ET Sartre. Et nous en sommes toujours heureux.

Josyane Savigneau

Une si navrante
occupationUNE SI DOUCE
OCCUPATION
Simone de Beauvoir
et Jean-Paul Sartre
1940-1944

de Gilbert Joseph.
Albin Michel, 380 p., 120 F.

Le livre de M. Gilbert Joseph, auteur présenté comme « historien et romancier », est d'abord un phénomène éditorial affligeant pour ce qu'il indique des mœurs de notre époque. Qu'il se soit trouvé un grand éditeur pour publier cette pauvreté, parce que le livre avait été commandé comme une biographie du couple Sartre-Beauvoir, cela prouve au moins que le commerce l'a décidément emporté sur l'intelligence, même dans une maison qui édite des prix Nobel (1). M. Gilbert Joseph n'aime pas Sartre et moins encore Beauvoir, pas plus qu'il n'aime Camus et Malraux, d'ailleurs ; seul Valéry l'impressionne. C'est son droit. Il ne comprend rien à leur œuvre. Ce n'est pas tout à fait son privilège. Il leur reproche, personnellement, d'avoir mené sous l'occupation allemande une vie de gens de lettres et de s'être affublés, après la Libération, du rôle de résistants. Cela peut se plaider. Mais il faut, pour insinuer un tel procès, un minimum de bonne foi. Et donner la parole aux accusés, pas seulement aux accusateurs.

Sans preuves
ni témoignages

La méthode d'historien de M. Joseph est sévère : elle consiste à ne tenir compte que des témoignages hostiles à Sartre et Beauvoir, et à reténir de ce que les accusés ont eux-mêmes écrit seulement ce qui les accable ; quand des documents sont absents, ils sont invoqués quand même. Ainsi l'auteur a rencontré d'anciens compagnons de captivité de Sartre qui ne l'aimaient pas, des intellectuels qui s'étaient sentis déçus par le communiste au staling et lui en voulant encore pour ce qu'il est devenu plus tard. Il s'identifie à eux, les cite abondamment ; même le livre de l'abbé Perrin qui a raconté son expérience avec Sartre en captivité (2), il le soupçonne d'être biaisé par la sympathie. Exemple : Sartre ne s'est pas évadé, mais il a été libéré grâce à un faux qui le faisait passer pour civil, atteint de troubles de l'équilibre. M. Joseph écrit : « Nous ignorons comment se passa cette visite (médicale). Évidemment, il n'y avait pas. Mais il ne dit pas non plus qu'il exclut le témoignage de Marius Perrin et celui de Sartre lui-même, rapporté par Simone de Beauvoir.

Le dossier de Sartre à l'éducation nationale est perdu, M. Joseph affirme sans preuves ni témoignages que Sartre a signé, en 1941, la déclaration, obligatoire pour les professeurs, selon laquelle il n'était ni juif ni franc-maçon, et rejette comme mensonger ce que Sartre a affirmé : qu'il n'eût pas à le signer à son retour de captivité. M. Joseph cite comme une imposture ce qu'il lit à la rubrique « guerre » dans la fiche biographique remplie en 1962 pour l'adhésion de Sartre à la Société des gens de lettres, « Prend une part active à la Résistance et aux barricades de Paris ».

Mais il ne cite pas la phrase par laquelle Sartre a résumé, et rétrospectivement blâmé, son attitude : « Pendant l'Occupation, j'étais un écrivain qui résistait et non pas un résistant qui écrivait. »

Pas plus qu'il ne cite la phrase fameuse de la République du silence : « Je ne parle pas de cette élitte que furent les vrais résistants mais de tous les Français qui, à toute heure du jour et de la nuit, pendant quatre ans ont dit non » (3). Il ne vient pas à l'esprit de M. Joseph que c'est par une sorte de ramassage de paille plutôt que par des écrits que Sartre s'est laissé intimider, après la guerre, par le « parti des fusillés », comme Vladimir Jankélévitch l'avait bien vu et comme lui-même le savait.

Police
des mœurs

Mais M. Joseph ne se veut pas un intellectuel, il cherche des faits. Ne l'accablons pas. Après avoir épluché les rapports qui aboutirent à un non-lieu à la suite d'une plainte contre Simone de Beauvoir pour détournement de mineurs, il écrit : « Simone de Beauvoir et les siens s'étaient joués de la police. » La police en question était celle de Vichy. Quant aux faits, nous savons à présent par les lettres de Beauvoir qu'ils ne correspondaient pas à ses déclarations au commissaire chargé de l'enquête. M. Joseph a d'évidentes dispositions pour la police des mœurs.

Écoutons le critique au sujet des Mouches : « Les personnalités de Sartre sont plates, inefficaces. Leur action est prédestinée par le futur antique et non par le libre arbitre. Ils sont phrases, dogmatiques, bornés. Les moyens d'expression adéquats font défaut à Sartre. » Là et partout ailleurs quand il s'agit d'idées et de littérature, M. Joseph se montre cruellement sous-équipé. Et c'est ce qui gêne finalement le plus dans ce livre : que quelqu'un ait pu passer autant d'heures, se donner tant de mal à rassembler documents et témoignages pour tenter de disqualifier, à travers l'homme et sa compagnie, une œuvre qui lui passe si visiblement « au-dessus de la tête ». Ce ne serait que pitoyable si le livre avait été publié à compte d'auteur. Cela devient bas quand seuls le mort de Sartre, sa gloire et le procès politique dont il est aujourd'hui l'objet, incitent un éditeur à diffuser un ouvrage indigent et haineux. L'édition a de beaux jours devant elle s'il faut instruire le procès de tous nos grands écrivains qui n'ont pas été fusillés au Mont-Valérien.

Michel Contat

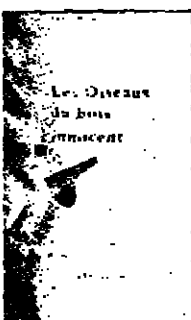
(1) On ne pense pas ici seulement au dernier en date, Nadine Gordimer, traduite chez Albin Michel, mais à un Nobel plus ancien, le bon docteur Schweitzer, dont on sait la parenté avec Sartre.

(2) Marius Perrin : *Avec Sartre au Val de la Vierge*, Éditions J.-P. Delarge, 1980.

(3) Situation III, page 12. M. Joseph ne semble pas avoir lu non plus, dans le même volume des Situations, l'article « Paris sous l'Occupation », écrit par Sartre en 1945 pour la revue *France libre* éditée à Londres, où il tentait d'expliquer à des lecteurs qui ne le voyaient pas vécus les ambiguïtés de la vie au jour le jour dans la capitale aux mains des Allemands : « Une vie normale, dans le pire desurmen, malheureux sans nous le dire, honteux et dégoûté de la honte. Four comble de malheur nous ne pouvions pas faire un pas, ni mouvoir, ni respirer même sans nous rendre complices de l'occupant. »



Le présent craint.
Le passé qui refuse de l'être.
Trois vies obscures dans
une îlande mélancolique



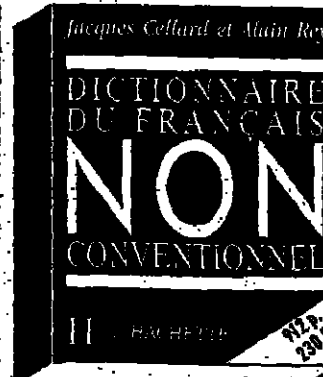
Deirdre Madden
ou la nouvelle littérature irlandaise.

HATIER

COLLECTION TERRE ÉTRANGÈRE

OÙ TROUVER UN
LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE (service 15)
LE MONDE DU LIVRE
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.94
Code Minital : 3615 MDL



LIVRES • IDÉES

LETTRES ÉTRANGÈRES

Connaissez-vous Trollope ?

Il fut le romancier victorien par excellence, à l'égal d'un Dickens. Plus d'un siècle après sa mort, il est encore largement ignoré en France

LES TOURS DE BARCHESTER
d'Anthony Trollope.
Traduit de l'anglais
par Christian Bérubé,
préface de John Kenneth
Galbraith,
introduction et notes
de Robin Gilmour.
Fayard, 505 p., 160 F.

On s'accorde à reconnaître que l'époque victorienne a produit des romanciers remarquables tant par leur prolixité que par leur talent, et on cite d'emblée Dickens, George Eliot ou Thackeray, oubliant le romancier victorien par excellence, l'auteur de quarante-sept romans écrits entre 1847 et 1882, date de sa mort, qui sut mieux que tout autre saisir l'essence d'une époque, « partagée en imagination entre deux crânes, celle de rester immobile étant presque aussi forte que celle de bouger ». L'insularité de Trollope semble absolue. Six traductions seulement parues au dix-neuvième siècle, une seule au vingtième jusqu'à ce jour. On peut dire, conclut Jacques Roubaud dans le remarquable essai qu'il consacre à Trollope en 1981 (1), qu'il est aujourd'hui encore inconnu en France, même des lecteurs anglophones.

Pourtant, à trois reprises depuis le début de ce siècle, l'Angleterre fut secouée par des résurgences du « Trollope Craze » (folie trollopienne) : en période de crise, Trollope est l'écrivain vers lequel on se tourne. En 1946, il était devenu, selon Pritchett, l'un des « grands avertis anti-aliens », le comte inégalitaire de Barchester, décrit dans la suite des romans du Barchester, apparaissant comme « l'un des lieux de notre temps où s'exprime un refus total (...), le pays que nous recherchons tous ». Dans les caves, pendant les bombardements, on lisait Trollope à la lueur de la bougie.

Ces vertus apaisantes, Virginia Woolf en ressentit les effets, qui écrivait : « Le monde de Trollope est si complet que, dans toutes ses directions, nous cherchons à être rassurés, et nous le sommes ». Et Gertrude Stein aussi, sans doute, puisqu'elle le faisait figurer sur la liste des écrivains qu'elle lisait et relisait sans cesse à côté de Shakespeare, d'Henry James et d'Agatha Christie. Henry James, justement, parmi bien des critiques, lui décerna ce compliment ambigu : « Son plus grand, son inestimable mérite était sa faculté d'appréciation entière de l'habituel » — ce que Virginia Woolf, plus charitable pour une fois, définit pour sa part comme la capacité de Trollope à restituer « les moments de non-vie », lui reconnaissant toutefois un égal pouvoir à rendre « les moments de vie ».

La ville et les champs

Si l'on se réfère au monde rural de Jane Austen, à peine atteint par les échos de la ville, Trollope présentait une société agitée et compétitive, traversée de changements. « Tout le monde, chez Mr. Trollope, est sous pression, oscillant sous l'effet d'attractions opposées, assailli d'un côté et de l'autre par la stratégie de rivaux (...). Partout, le temps est compté », écrivait le *Spectator* à la mort de Trollope. Cette tension entre deux mondes, les deux cycles des romans de Trollope la reflète : la suite des six romans de Barchester restitue l'univers des campagnes, des chasses, des clergymen, des vieilles familles terriennes, des gascans moelleux et des jardins clos. L'autre monde, celui de la finance, des manufactures, du parasite et de l'immensité chaotique est

essentiellement, Londres, le centre du pouvoir politique que décrit la suite des six romans de Palliser (2). Ainsi, « comme six suites emboîtées pour instruments anciens et nouveaux », les Palliser et les Barchester novels offrent la mise en œuvre en même temps que la conclusion du conflit pressenti par Jane Austen : l'idylle-champêtre va être peu à peu engloutie par le monde de la ville, « transformée en coutume, en instants d'attardement, en passé » (Jacques Roubaud).

Deux factions rivales

Mais, dans les deux mondes, l'enjeu, malgré tout, reste le même. Trollope, qui intéressait la politique plus que la théologie (en 1865, après avoir donné sa démission de l'administration des postes, il se présenta aux élections comme candidat libéral ; il fut au reste battu), fit des franchises ecclésiastiques le terrain d'affrontement de deux grands partis politiques qui se disputent le pouvoir sous le couvert d'aspirations opposées et

ne devrait être tenté d'abuser d'une capacité nécessairement limitée de renoncement et d'abnégation. Mais ce n'est là, il est vrai, qu'un survol rapide d'un univers riche de personnages qui sont autant de types vigoureusement marqués. Tous, tyrans et victimes, dominateurs ou dominés au jeu de la politique, s'agitent, se heurtent ou font alliance autour d'une question capitale : qui sera le nouveau directeur de l'hospice de Hiram ? Sera-ce Quiverful, suivi de ses quatorze enfants, le protégé de Mrs. Proudie, ou bien le Révérend Harding qui soutient, non pour ses qualités morales évidentes mais, par intérêt, le parti opposé ? Voici un monde que régit le goût de l'argent et du pouvoir ; les intrigues vont bon train et, au passage, certaines vérités sur le comportement de l'homme en société sont dégagées : sachant qu'il doit sortir armé, l'homme qui est dans son tort vainc invariablement celui qui, étant dans son droit, va se laisser prendre au dépourvu, et il le méprise tout aussi invariablement.

Mais, ajoute Trollope, « l'homme est un idiot ou un ange qui, après quarante ans, tente d'être juste envers son prochain ». Malgré l'ironie sous-jacente, on distingue plutôt une sorte de bienveillance amusée. Trollope n'enseigne pas l'indignation ni la révolte mais la réconciliation avec le monde tel qu'il est. Mr. Arabin, qui fut tenté, dans sa jeunesse, par la voie ardue consistant à mettre sa vie au service de ses idées, constate, la quarantaine arrivée, qu'il eût été plus sage de préférer à l'héroïsme « un confort ordinaire » : « Il soupire après les bonnes choses que possédaient les autres et que, dans sa fierté, il avait osé regarder de haut ».

Chantre des vies ordinaires et d'une sagesse terre à terre, Trollope s'insurge contre ces grands appels intérieurs qui poussent l'homme à se dépasser pour le laisser le nez dans la poussière : son roman, comme l'écrit Robin Gilmour, proclame une vérité comique : c'est en acceptant la faillibilité qu'entraîne notre besoin de « l'habituelle dose de confort » que l'on s'épargne bien des déceptions destructrices sur les autres et sur nous-mêmes. Contre les envolées romantiques, voici rétablis en bonne place le goût de la mesure et le respect du réel.

Style héroï-comique

Dès lors, il n'est pas étonnant que Trollope ait si souvent recours au style héroï-comique : des grands modèles antiques que son érudition lui permet d'imiter d'abondance, des hauts faits que retracent les mythes et les légendes, on passe au combat quotidien, auquel se livre l'homme moyen et ces comparaisons implicites donnent la mesure dérisoire de l'agitation des personnages. L'esprit de comique qui règne d'un bout à l'autre de ces pages n'est pas la moindre adresse de l'œuvre de Trollope.

Sa prose est rapide, sûre, aisée. « Cette prose invisible, sans profondeur », écrit Jacques Roubaud, photographie vieillie sépia où l'on découvre, avec un sentiment d'étrangeté, qu'un regard ordonnateur et ferme a fait venir jusqu'à nous ce que James appelait « la douce distance anglaise », prend avec les années une certaine densité de nostalgie. »

Christine Jordis

(Publicité)
Edmond VALDMAN signe son livre
LE ROMAN DE L'ÉCOLE DE NICE
Entretiens avec ARMAN, ALDOCCI, BEN, Louis CANE, CÉSAR, CHUBAC, GILLI, PAGES, SOSNO, VIALLAT, VENET et PINON-CELLI, les marchands Pierre NAHON, Alexandre de la SALLE et Jean FERRERO, les critiques Pierre RESTANY et Jacques LEPAGE, publiés aux éditions de la Différence.
Le samedi 12 octobre 1991, à la librairie du Monde d'art moderne, dans le cadre de la FIAC au Grand Palais, à partir de 17 h 30.

FRANÇOIS BOTT

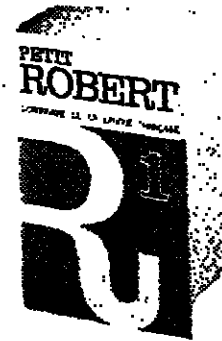


ROMAN
116 pages
78 F.



Flammarion

Pour trouver le mot rare que l'on cherchait, il est plus facile de prendre le Petit Robert que de faire une prière jaculatoire.



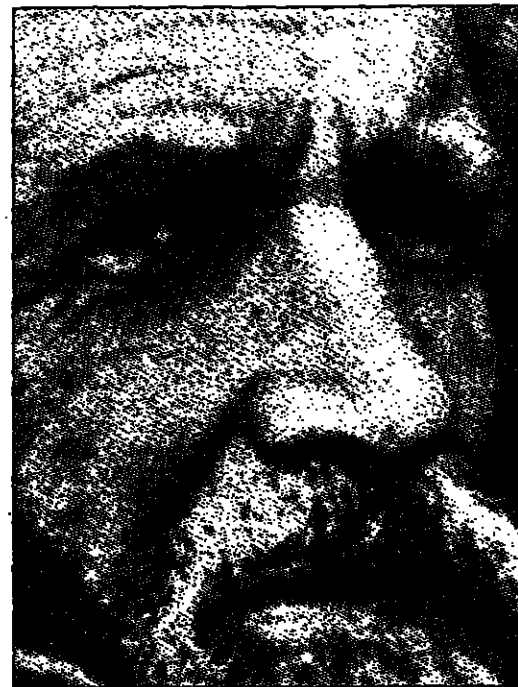
DICTIONNAIRES LE ROBERT
Toute la richesse de la langue.

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE

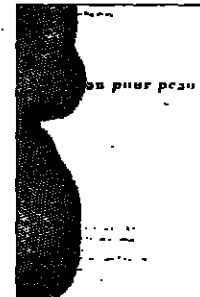
Renseignements : 46-62-74-43

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA



"Être vivant, être seulement vivant, ne jamais oublier ce privilège..."



Llewelyn Powys.

Un nom célèbre. Un prénom à découvrir.

HATIER

COLLECTION TERRE ÉTRANGÈRE

que les bureaux s'inscrivent dans les propos de l'Est européen.

PAUL FABRA

INITIATIVES

Le Monde de la Fonction Commerciale

